

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 15 DÉCEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 15 décembre 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
66	12	3
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 22/12/366</p> <p>APPROBATION DU RAPPORT 2015-2022 SUR LA MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT DE VILLE METROPOLITAIN TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2015-2022</p>		

PRESENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVAR, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Laurent JEROME, Mme Isabelle MONFORT, M. Franck CHOUQUET, M. Jean-Louis MASSON, M. Yann TAINGUY, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Valérie RIALLAND, Mme Nadine ESPINASSE, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Chantal PORTUESE, Mme Amandine LAYEC, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, M. Joël TONELLI, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, M. Guillaume CAPOBIANCO, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, Mme Valérie BATESTI, M. Philippe BERNARDI, M. Laurent CUNEO, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Pascale JANVIER, M. Erick MASCARO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Philippe LEROY, Mme Béatrice BROTONS, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Anne-Marie METAL, M. Christian SIMON, M. Gilles BALDACCHINO.

REPRESENTES :

Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Hervé STASSINOS ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, Mme Dominique ANDREOTTI ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Christophe MORENO ayant donné pouvoir à Mme Pascale JANVIER, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à M. Yannick CHENEVAR, Mme Basma BOUCHKARA ayant donné pouvoir à Mme Chantal PORTUESE, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN.

ABSENTS :

M. Emilien LEONI, M. Mohamed MAHALI, M. Michel DURBANO.

Séance Publique du 15 décembre 2022

N° D' O R D R E : 22/12/366

**O B J E T : APPROBATION DU RAPPORT 2015-2022 SUR LA MISE
EN ŒUVRE DU CONTRAT DE VILLE METROPOLITAIN
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2015-2022**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°15/06/101 du Conseil Communautaire du 18 juin 2015 relative à la signature du contrat de ville 2015-2020,

VU le rapport final 2015/2022 sur la mise en œuvre du contrat de ville Métropolitain ci-annexé,

CONSIDERANT que le contrat de ville 2015-2022 s'inscrivant dans une démarche intégrée, doit tenir compte à la fois des enjeux de développement économique, de développement urbain et de cohésion sociale,

CONSIDERANT le présent rapport 2015-2022 s'appuie sur les rapports annuels élaborés chaque année depuis la signature des contrats de ville, et sur les évaluations à mi-parcours,

CONSIDERANT que l'évaluation des contrats de ville a vocation, d'une part, à rendre compte de la mise en œuvre et des résultats du programme d'actions et, d'autre part, à apprécier le fonctionnement et l'impact sur la durée totale du contrat,

CONSIDERANT que les travaux de préparation de la prochaine génération de contractualisation s'appuieront sur les évaluations finales des contrats de ville qui seront menées au niveau local,

CONSIDERANT que dans les métropoles signataires d'un contrat de ville, le Président de la métropole est tenu de présenter à l'assemblée délibérante un rapport global sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville : les actions qu'elle a menées sur son territoire, les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation sur la durée du Contrat,

CONSIDERANT que le présent rapport à approuver présente :

- Le périmètre et les caractéristiques des quartiers prioritaires,
- La gouvernance du contrat de ville,
- L'animation institutionnelle,
- L'analyse quantitative et qualitative,
- Les axes déclinés par communes,
- Les actions métropolitaines,
- Les préconisations,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'APPROUVER le rapport final 2015/2022, dans le cadre de la mise en œuvre du contrat de ville métropolitain 2015/2022.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer toutes pièces afférentes au dossier.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 15 décembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 73

CONTRE 2

Monsieur Amaury NAVARRANNE, Monsieur Gilles BALDACCHINO.

ABSTENTION 3

Monsieur Anthony CIVETTINI, Madame Rachel ROUSSEL,
Monsieur Philippe LEROY.

2022

Evaluation finale du Contrat de ville 2015-2022 Politique de la ville



1	RAPPEL DU CADRE CONTRACTUEL ET DES OBJECTIFS DU CONTRAT DE VILLE	4
2	PERIMETRE ET CARACTERISTIQUES DES QUARTIERS PRIORITAIRES	4
2.1	HYERES	4
2.2	LA GARDE	5
2.3	LA SEYNE	5
2.4	TOULON	5
2.5	CARTOGRAPHIE	5
3	GOVERNANCE DU CONTRAT DE VILLE	7
3.1	LE COMITE DE PILOTAGE	8
3.2	EQUIPE PROJET	8
3.2.1	POUR TPM	9
3.2.2	POUR L'ETAT	9
3.2.3	POUR LES COMMUNES	9
4	ANIMATION INSTITUTIONNELLE	9
4.1	DISPOSITIFS ETATIQUES	10
4.1.1	ANNEE 2020	10
4.1.2	ANNEE 2021	11
4.1.3	ANNEE 2022	12
4.2	REGARD DES COLLECTIVITES SUR DES DISPOSITIFS ETATIQUES	13
4.2.1	A HYERES	13
4.2.2	A LA SEYNE	13
4.2.3	A TOULON	13
4.3	ANIMATION TERRITORIALE	14
4.3.1	LA SEYNE	14
4.3.2	HYERES	14
4.3.3	LA GARDE	15
4.3.4	TOULON	15
4.4	EVOLUTION DES CALENDRIERS DE PROGRAMMATION	16
4.5	PLACE DES CONSEILS CITOYENS :	16
4.5.1	3 MISSIONS ATTENDUES DES CONSEILS CITOYENS :	16
4.5.2	LA GARDE : ROMAIN ROLLAND – UN CONSEIL CITOYEN RENOUVELE EN JANVIER 2021	17
4.5.3	HYERES : VAL DES ROUGIERES ET CENTRE ANCIEN	17
4.5.4	LA SEYNE SUR MER : BERTHE ET CENTRE-VILLE	19
4.5.5	TOULON : QUARTIERS OUEST, SAINTE MUSSE, CENTRE-VILLE, VALLEE DU LAS	20
4.5.6	PRINCIPAUX CONSTATS :	21
4.5.7	PRECONISATIONS :	21
5	ANALYSE QUANTITATIVE ET QUALITATIVE	22
5.1	EVOLUTION DES DONNEES	22
5.1.1	RECENSEMENT DES FICHES DE SYNTHESE	22
5.1.2	LES DIFFERENTES PROGRAMMATIONS DEPUIS 2015	23

5.2	EVOLUTION DES QPV SELON L'AUDAT	24
5.2.1	METHODOLOGIE	24
5.2.2	SYNTHÈSE	25
5.3	EVOLUTION DES QVA SELON L'AUDAT :	29
5.3.1	MÉTHODOLOGIE	29
5.3.2	SYNTHÈSE	30
5.4	ANALYSE DES RESULTATS OBTENUS ET DES LIMITES	30
5.4.1	EVALUATION A MI-PARCOURS DU CONTRAT DE VILLE 2015-2018	30
5.4.2	EXPERIMENTATION D'IMPACT DES ACTIONS POLITIQUES DE LA VILLE 2020	33
5.4.3	ETUDE 2021 COOPESIA	35
5.4.4	MESURE D'IMPACT 2022 KPMG	39
6	AXES DECLINES PAR COMMUNES	50
6.1	LES GENERALITES	50
6.1.1	LA COHESION SOCIALE	50
6.1.2	LE CADRE DE VIE	50
6.1.3	L'EMPLOI ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	50
6.2	HYERES :	51
6.2.1	LA COHESION SOCIALE	52
6.2.2	L'HABITAT - CADRE DE VIE	55
6.2.3	L'EMPLOI – DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	56
6.3	LA GARDE	58
6.3.1	LA COHESION SOCIALE	61
6.3.2	L'HABITAT – CADRE DE VIE	65
6.3.3	L'EMPLOI – DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	66
6.4	TOULON	67
6.4.1	COHESION SOCIALE	68
6.4.2	HABITAT CADRE DE VIE	69
6.5	LA SEYNE	70
6.5.1	LA COHESION SOCIALE	71
6.5.2	L'HABITAT -CADRE DE VIE	73
6.5.3	L'EMPLOI – DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	73
7	LES ACTIONS METROPOLITAINES	75
7.1	ACTIONS METROPOLITAINES DANS LE CADRE DU CONTRAT DE VILLE	75
7.1.1	GROUPES DE TRAVAIL THEMATIQUES	75
7.1.2	CARTOGRAPHIE DES ASSOCIATIONS DU CONTRAT DE VILLE	76
7.2	PLAN DE RENOUVELLEMENT URBAIN	77
7.3	DISPOSITIFS TRANSVERSAUX	83
7.3.1	LE PLAN DE SOLIDARITE TERRITORIALE : BILANS 2020 & 2021	83
7.3.2	SERVICE JEUNESSE	85
7.3.3	LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE	86
7.4	L'ACHAT PUBLIC RESPONSABLE AU SERVICE DE L'EMPLOI : MISSION ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DE LA METROPOLE TPM.	88
7.4.1	LES MARCHES D'INSERTION DE LA METROPOLE : ZOOM 2020-2021	88
7.4.2	LES MARCHES CLAUSES DE LA METROPOLE : ZOOM 2020-2021	92
7.5	L'ABATTEMENT DE LA TFPB :	93
7.5.1	DEFINITION DE L'ABATTEMENT TFPB :	93
7.5.2	CADRE LEGISLATIF :	93
7.5.3	REVISION DU CADRE NATIONAL :	94

7.5.4	BILAN DE L'ABATTEMENT DE LA TFPB :	94
8	CONCLUSION	107
9	PRECONISATIONS	110
10	ANNEXES	110

1 Rappel du cadre contractuel et des objectifs du Contrat de Ville

Dans le cadre de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, les contrats de ville ont été mis en œuvre au sein de nos territoires.

Sur le territoire national, les Contrats de ville sont portés par les intercommunalités qui associent : l'Etat, la Région, le Département, les Communes, ainsi qu'une large communauté d'acteurs (Pôle emploi, Caisse d'allocations familiale, Agence Régionale de Santé, Education nationale, Caisse des dépôts et Consignations, Tribunal de Grande Instance, Missions locales et bailleurs) et précisent les engagements de chaque signataire en faveur des quartiers prioritaires. Il repose sur une nouvelle géographie prioritaire définie selon un critère unique : le niveau de revenu médian au regard du revenu médian de l'aire urbaine.

Notre Contrat de ville a pour ambition d'améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers prioritaires, et de favoriser l'insertion de ces territoires dans la dynamique de développement de la Métropole. Il vise également à améliorer la coordination des politiques sectorielles de droit commun ; notamment en matière d'urbanisme, de développement économique et de cohésion sociale ; en direction de ces quartiers prioritaires. S'inscrivant dans une démarche intégrée, il doit tenir compte à la fois des enjeux de développement économique, de développement urbain et de cohésion sociale. Ces enjeux correspondent aux 3 piliers sur lesquels reposent le contrat de ville.

Pour chacun des 3 piliers du Contrat de Ville ont été déclinés des volets thématiques, des orientations stratégiques et des objectifs opérationnels.

- Cohésion sociale
- Cadre de vie et renouvellement urbain
- Développement de l'activité économique et de l'emploi



C'est dans ce contexte que le 2 Juillet 2015, le Contrat de Ville intercommunal 2015-2020 Toulon Provence Méditerranée, regroupant 32 partenaires, a été signé.

Il a vocation à mettre en évidence l'ensemble des actions menées par les partenaires signataires du Contrat de ville en direction des habitants des quartiers prioritaires. Ceci dans le but de rendre lisible la réalité de l'action publique et d'identifier les pistes d'amélioration à mettre en œuvre.

Initialement conclus pour la période 2014-2020, les Contrats de Ville ont été prorogés et s'achèveront en 2023.

Les travaux de préparation de la prochaine génération de contractualisation s'appuieront sur les évaluations finales des contrats de ville qui seront menées au niveau local

Concernant l'évaluation de la mobilisation des moyens humains et financiers ainsi que les résultats obtenus, le présent rapport s'appuie sur les rapports annuels élaborés chaque année depuis la signature des contrats de ville, et sur les évaluations à mi-parcours.

Les démarches partenariales, initiées dans le cadre des contrats de ville sont également valorisées au fil de ce rapport.

L'évaluation des contrats de ville a vocation, d'une part, à rendre compte de la mise en œuvre et des résultats du programme d'actions et, d'autre part, à apprécier le fonctionnement et l'impact du contrat.

Par ailleurs, elle doit permettre de considérer la mise en œuvre du processus de co-construction via, par exemple, la mise en place des conseils citoyens.

Les impacts sont évalués au regard des objectifs de la politique de la ville : assurer l'égalité entre les territoires ; réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines ; améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

2 Périmètre et caractéristiques des quartiers prioritaires

2.1 Hyères

Hyères se situe à l'est de la Métropole TPM. Elle s'étend sur 132 km² et compte 55 588 habitants. La politique de la ville se développe sur quatre de ses quartiers, dont 2 sont classés quartiers prioritaires "QPV" (Val des

Rougières, Centre Ancien) et 2 classés quartiers de veille active "QVA" (Les Maurels, Les Bosquets/Blocarde). Le Contrat de ville se concentre sur les QPV comptant 5 000 habitants soit près de 9% de la population communale. Le taux de pauvreté sur ces territoires avoisine les 50%.

Le Val des Rougières se dresse sur une colline à l'est de la ville. 831 logements répartis dans 36 bâtiments hébergent 2 534 personnes. L'habitat, exclusivement social, dépend du bailleur Var Habitat. La population y est jeune, le taux de chômage important.

Le Centre Ancien, au nord du centre-ville, compte 2 400 habitants. Les propriétaires sont pour la plupart privés avec la présence néanmoins de petites résidences sociales appartenant à ADOMA et au Logis Familial Varois. Des opérations de renouvellement urbain ont été et y sont toujours menées visant à la réhabilitation du bâti et à une redynamisation commerciale.

2.2 La Garde

Cité provençale aux portes de Toulon, La Garde conjugue avec succès, tradition et modernité. S'étendant sur plus de 1 500 hectares entre le Mont Coudon et la Méditerranée, la cité du Rocher abrite 25 380 habitants.

La politique de la ville se développe sur deux quartiers : Romain Rolland classé QPV (Quartier Prioritaire) et La Planquette classé QVA (Quartier Veille Active).

Le contrat de ville se concentre sur la résidence Romain Rolland qui compte 1 400 habitants environ soit 5% de la population communale. Un seul bailleur social, la SAGEM, gère le parc HLM de 560 logements. La population se caractérise par une forte proportion de moins de 25 ans (41% contre 31% pour la commune) et une surreprésentation de familles monoparentales (18%).

Les habitants sont impliqués dans la vie du quartier et le voient de manière générale de façon positive.

2.3 La Seyne

Ville de 64 523 habitants, la Seyne-sur-Mer dénombre plus de 19% de sa population au sein de ses deux QPV : Berthe (9 334 habitants pour 3 220 ménages) et le Centre-Ville (3 080 habitants pour 1 810 ménages).

La population du quartier Berthe est majoritairement jeune (40,8% à moins de 25 ans) alors que le Centre-Ville est constitué d'une population plus âgée (50% entre 25 et 59 ans).

Malgré un tissu associatif plus fort au quartier nord, la part d'actions menées à destination du public Centre-Ville est quasi égale à celles menées pour le public du quartier Berthe.

De plus, la moitié des actions financées bénéficient aux habitants des deux QPV de la ville. Cela démontre donc une mobilité des actions menées et une certaine capacité aux habitants à se déplacer pour des actions précises.

2.4 Toulon

Toulon compte aujourd'hui 180 641 habitants (176 198 habitants recensement INSEE 2018). La population toulonnaise n'a cessé d'augmenter depuis 2016.

Le Contrat de Ville porte sur 8 Quartiers Prioritaires Politique de la Ville (Pontcarral, La Beaucaire, La Florane, Le Jonquet-La Baume- Le Guynemer, Pont du Las Rodeilhac, Centre-Ville, Ste Musse, Beaulieu Ste Marie) se répartissent à l'Ouest du territoire communal, au Centre et à l'Est et comptent 25 609 habitants, soit 14,54 % de la population communale. Parmi eux La Beaucaire (4 154 habitants), Pontcarral (1 099 habitants) et Ste Musse (2 101 habitants) et 2 Quartiers de Veille Active : St Jean du Var et La Closerie.

Ceux-ci se répartissent principalement sur les ceintures Sud –Ouest au Nord –Ouest et Nord –Est à Sud –Est de Toulon. Deux d'entre eux se trouvent en hyper Centre ou dans sa proximité.

2.5 Cartographie

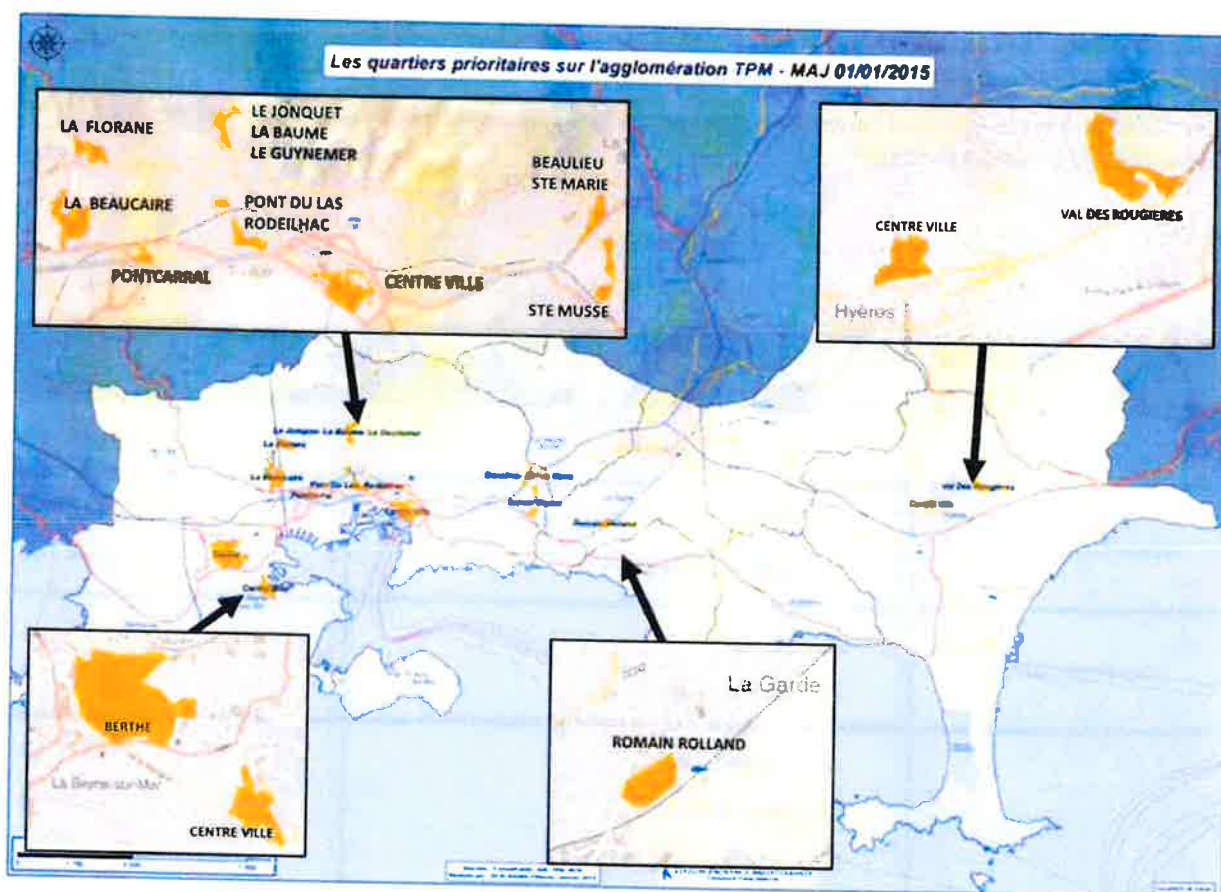
La Métropole Toulon Provence Méditerranée compte 13 quartiers prioritaires politique de la ville répartis sur 4 communes qui ont été retenus. (Décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014).

Les délimitations des quartiers ainsi que les données sociodémographiques des quartiers sont consultables sur :
[https://sig.ville.gouv.fr/Atlas/QP/Mettre le texte](https://sig.ville.gouv.fr/Atlas/QP/Mettre%20le%20texte)

Les délimitations des quartiers ainsi que les données sociodémographiques des quartiers sont consultables sur :
<https://sig.ville.gouv.fr/Atlas/QP/>

Villes	Quartiers prioritaires	Quartiers de veille active
La Garde	1. Romain Rolland	• 1. La Planqu
Hyères Les Palmiers	1. Val de Rougières 2. Centre-ville ancien	• 1. Les Maur • 2. Les Bosq
La Seyne Sur Mer	1. Berthe 2. Centre-Ville	• 1. La Présér
Toulon	1. La Beaucaire, 2. Pontcarral, 3. Beaulieu - Ste Marie, 4. Le Jonquet – La Baume – Le Guynemer, 5. La Florane, 6. Pont du Las – Rodeilhac, 7. Sainte-Musse, 8. Centre-Ville.	• 1. La Closer • 2. Saint-Jea





3 Gouvernance du Contrat de Ville

La gouvernance est un processus de coordination d'institutions pour mettre en œuvre les objectifs opérationnels définis collectivement :

- La Métropole TPM, en lien avec les partenaires signataires du Contrat de ville, a pour mission d'articuler et coordonner une politique de développement territorial global et une politique de solidarité au bénéfice des quartiers prioritaires, tout en veillant à l'équilibre général entre tous les territoires.
- Elle veille à produire de l'action collective, négociée et coproduite à l'échelle du territoire.
- Elle assure les modalités d'organisation des différents Comités techniques ou de pilotage à l'échelle de la métropole afin de faciliter le suivi des actions et des engagements financiers de chaque partenaire signataire du contrat de ville.
- Elle apporte ses compétences afin de renforcer les pratiques de management, d'ingénierie des politiques publiques dans le sens de la mobilisation de pratiques participatives, d'approches transversales, de réseaux.

La gouvernance politique du Contrat de Ville doit combiner un management de négociations, un management d'animation ascendant et un management d'orientations stratégiques descendant pour parvenir à des objectifs partagés.

Ceci nécessite l'instauration d'un système de décisions et de règles de relations, clairement établi, entre les élus du niveau TPM et des communes.

Le Contrat de Ville propose une mobilisation stratégique et opérationnelle de l'action publique, et l'organisation d'outils structurants.

Enfin, la gouvernance vise à proposer une vision stratégique du devenir des quartiers prioritaires à court et moyen termes.

3.1 Le Comité de Pilotage

Le comité de pilotage politique, co-présidé par Madame la sous-préfète et la représentante du président de TPM, est composé des partenaires signataires : les Maires des quatre communes, l'ARS, la DASEN, le Procureur, la Direction régionale de la Caisse des Dépôts, la Direction de la CAF, les bailleurs...

L'instance de gouvernance politique et stratégique doit également pouvoir donner un positionnement quant aux projets relevant des financements européens (FEDER et FSE).

Il constitue l'instance décisionnelle qui débat des enjeux, définit les orientations et évalue les résultats. Il se réunit une à deux fois par an.

Depuis la crise sanitaire de 2020, le Comité de pilotage se tient en effectif restreint pour rendre compte des actions mises en œuvre dans le cadre de la programmation.

3.2 Equipe projet

L'animation territoriale donne un cadre pour une approche collaborative et partagée sur le fonctionnement du Contrat de ville à l'échelle du territoire métropolitain.

Conformément à la rédaction du Contrat de ville initial 2015-2020, la Direction Générale Habitat, Solidarités, Citoyenneté de TPM, et en particulier son service Cohésion sociale et territoriale, met en œuvre en lien avec les partenaires financeurs, le cadre de travail collectif nécessaire au contrat et à son architecture.

L'animation relève du service Cohésion sociale et territoriale qui coopère avec les autres services de l'EPCI concernés (Habitat, Renouvellement urbain, Développement économique, service Subvention globale / FEDER, Transports...).

L'équipe est amenée à promouvoir une approche transversale au sein de TPM, en mobilisant les ressources de la métropole et en développant les concertations pour structurer un partenariat interinstitutionnel.

Cette fonction de pilotage et de coordination technique amène à affirmer la notion « d'acteur collectif », construisant la démarche du Contrat de Ville, à partir d'un management « d'animation ascendante ». Cette ingénierie du développement demande de façon croissante à mobiliser les diverses ressources et compétences à agréger dans une démarche de projet. Elle doit s'appuyer à la fois sur la transversalité interservices de TPM et sur un travail en réseau avec les institutions partenaires.

L'équipe de TPM est en particulier chargée de :

- La gestion administrative du contrat avec les Services de l'Etat et des communes
- L'animation de « l'Equipe projet »
- L'animation générale du Contrat de Ville (informer, harmoniser, coordonner, mutualiser).

Cette fonction relève à la fois de l'ingénierie opérationnelle autour de projets transversaux, de la veille, de l'interface, de l'apport d'expertises ciblées, de l'éventuelle participation à des comités techniques territoriaux. Elle peut s'organiser également autour de groupes de travail ponctuels.

La gestion globale et le suivi du Contrat de Ville concernent en priorité le service Cohésion sociale et territoriale de TPM. Cependant un ensemble de partenaires, de services de droit commun et de dispositifs participent directement ou indirectement à la Politique de la Ville sur les quartiers prioritaires.

De ce fait, la mutualisation des compétences apparaît à la fois comme un enjeu stratégique et comme une méthode opérationnelle au sein de la Métropole.

La création d'une « Equipe projet » prend donc tout son sens à divers titres pour :

- Elaborer en commun des démarches de projet ou d'accompagnement opérationnels
- Conduire une réflexion partagée sur des objectifs stratégiques
- Mobiliser les moyens nécessaires
- Evaluer ensemble l'impact des financements et des actions...

« L'Equipe projet » est composé des 3 partenaires financeurs lesquels travaillent en équipe restreinte pour privilégier l'opérationnalité.

Ces derniers se réunissent à raison d'une séance de travail mensuelle minimum tout au long de l'année pour l'organisation et le suivi continu du Contrat de ville métropolitain :

Il est proposé, en parallèle des visio-conférences, que ces réunions soient tournantes au sein des 4 communes du contrat de ville. L'invitation, l'ordre du jour et le relevé de décision sont assurés par les services de la Métropole en lien étroit avec l'équipe locale accueillante.

Les thématiques de travail en fonction des besoins peuvent relever :

- De l'administration et des actualités du contrat de ville : préparation des comités techniques et de pilotage ; programmation et appel à projet ; bilan annuel et évaluation ; outils techniques ; etc.)
- De l'échange sur les pratiques, les difficultés rencontrées et les initiatives pertinentes mises en œuvre ainsi que leur essaimage éventuel. Dans ce cadre, des visites ou des rencontres avec des acteurs pertinents sur le sujet pourront être organisées.
- Du retour sur le travail mené au sein des groupes thématiques métropolitains

De tout autre sujet qui paraîtrait utile au bon fonctionnement de l'équipe élargie.

3.2.1 Pour TPM

- Chef de service de la Cohésion Sociale et territoriale TPM
- Chargés de missions dévolus aux 3 piliers et à l'évaluation du Contrat de ville
- Ponctuellement les directions et autres services de la Métropole lorsque cela est nécessaire.

3.2.2 Pour l'Etat

- Direction Départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) en charge de la politique de la ville
- Délégués du préfet

3.2.3 Pour les Communes

- Chefs de projets et leurs équipes : Toulon, La Seyne sur Mer, Hyères les Palmiers, La Garde

4 Animation institutionnelle

L'animation institutionnelle, vise à conforter la mise en œuvre de démarches de « projets de territoire » croisant les actions sectorielles et l'articulation des objectifs et des interventions (croisement des thématiques, travail en réseau, mutualisation). Elle ne peut exister indépendamment du choix de formaliser une gestion territoriale de proximité.

Un de ses intérêts réside dans l'articulation avec les services de droit commun sur le territoire, et dans l'instauration d'un cadre de travail régulier entre les équipes opérationnelles des villes, de TPM et les Délégués du préfet.

Il ne s'agit pas de s'enfermer systématiquement dans le cadre du périmètre du quartier prioritaire, mais de promouvoir la transversalité et la coordination des interventions sectorielles d'un même territoire, en les situant dans un périmètre élargi.

Cette animation institutionnelle peut s'adosser à la structuration de projets de territoire, eux-mêmes utiles pour formaliser l'intégration urbaine des quartiers prioritaires dans un environnement urbain plus large.

En cela le portage du contrat de ville prend tout son sens par l'approche thématique et sectorielle élargie.

Cette approche de l'animation institutionnelle favorise la mise en communs, l'essaimage, la capitalisation d'acteurs et les actions pertinentes à l'échelle du territoire métropolitain.

4.1 Dispositifs étatiques

La déclinaison des dispositifs étatiques sur le territoire métropolitain est porteuse de nouvelles expérimentations et favorise très positivement l'émergence de nouveaux porteurs au-delà du contrat de ville. Cependant il manque encore une touche de coopération entre les différentes instances pour coordonner les acteurs et les actions existantes.

4.1.1 Année 2020

Cité Educative

Les Cités éducatives sont un dispositif né à partir d'initiatives menées sur le terrain par les élus locaux, les services de l'État et les associations. Elles visent à intensifier les prises en charges éducatives des enfants à partir de 3 ans et des jeunes jusqu'à 25 ans, avant, pendant, autour et après le cadre scolaire.

Elles consistent en une grande alliance des acteurs éducatifs travaillant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville : services de l'État, des collectivités, associations, habitants.

La Cité éducative de La Seyne-sur-mer a été labellisée parmi les 80 premières cités au niveau national et a bénéficié à ce titre de crédits d'amorçage dès sa labellisation à hauteur de 100 000 euros.

Plan de continuité éducative

Face à la complexité de l'enseignement à distance et la difficulté pour les familles d'assurer la continuité éducative en l'absence d'outils informatiques durant le confinement, une enveloppe spécifique a été déployée au niveau départemental pour l'équipement numérique.

Les financements ont été attribués à 6 collèges chefs de file classés en REP+, pour l'achat de tablettes et PC portables à l'attention des familles. Cette opération, menée en lien avec l'Education Nationale, devait être complétée par un accompagnement, par des associations ciblées, à l'usage de ces outils.

Fonds de soutien aux associations et soutien aux associations de grande proximité

Pour les petites associations de très grande proximité engagées dans les quartiers prioritaires pendant la crise du Covid-19, l'État a mis en place un fonds exceptionnel pour soutenir les actions de solidarité.

Quartiers d'été :

Le plan « Quartiers d'été 2020 » avait pour ambition de faire de la période estivale, un temps utile et ludique pour les habitants des QPV ne pouvant partir en vacances dans une logique de renforcement du lien social et d'accès à de nouvelles opportunités. Il se déployait autour des six objectifs : les Vacances apprenantes, occuper l'espace public, conforter / recréer des relations de confiance police/population, valoriser les actions de solidarité, développer les offres de formations et les dispositifs d'accès à l'emploi, renforcer la culture et les activités sportives dans les quartiers.

A titre d'exemple :

Le dispositif « Quartier d'été » a été une véritable bouffée d'oxygène pour les habitants des quartiers de la politique de la ville. En période de crise sanitaire durant laquelle le confinement a impacté les populations et envenimé des situations sociales déjà fortement précaires, le dispositif a permis de maintenir sur sites (QPV/QVA) des activités enfants pendant la période estivale (Arty Family, Petits Débrouillards), et de proposer des sorties et des séjours aux jeunes et aux familles (UFOLEP/ APS, Arty Family/Face Var).

Sur Hyères, « Quartiers d'été » prend la relève du Contrat de ville dont l'enveloppe financière ne permet pas de proposer des animations socioculturelles en période estivale, autres que celle du Centre de Loisirs Jeunes.

Colos apprenantes

Dans le cadre du Plan Vacances apprenantes été 2020, une enveloppe financière a été déléguée au Var pour le financement de séjours « Colos apprenantes » à l'attention des jeunes issus des QPV dont les apprentissages ont le plus pâti du contexte sanitaire. Le dispositif a été prolongé pour les vacances de la Toussaint, de Noël 2020 et hiver 2021.

Plan quartier d'automne et fonds quartiers solidaires

La crise sanitaire et le confinement ont mis en évidence les fragilités de notre société, creusant un peu plus les inégalités : inégalités de revenus, inégalités dans l'accès à l'éducation, au numérique, inégalité face au logement, la santé mais aussi inégalités territoriales.

Les quartiers d'automne sont le prolongement du plan quartier d'été qui avait pour ambition de faire de la période estivale, un temps utile et ludique pour les habitants des QPV dans une logique de renforcement du lien social et d'accès à de nouvelles opportunités.

Parallèlement, face à une situation sanitaire toujours complexe et dont les impacts économiques et sociaux ont des conséquences fortes dans les quartiers, le fonds d'urgence exceptionnel « Quartiers solidaires » a été créé pour financer les actions de solidarité mises en œuvre par les associations dans les quartiers autour des quartiers prioritaires : l'éducation et fracture numérique, santé et aide alimentaire, insertion professionnelle, la culture.

SYNTHESE DES FINANCEMENTS COMPLEMENTAIRES 2020 DU PROGRAMME 147

les différents financement	Les différents financeurs				
	Le département	MTPM			
		TOULON	LA SEYNE	HYERES	LA GARDE
Cité éducative			400 000,00 €		
Plan de continuité éducative		56 010,00 €		3 840,00 €	
Fonds de soutien aux associations		20 000,00 €	7 500,00 €	5 000,00 €	2 500,00 €
Soutien aux associations de grande proximité		12 300,00 €	10 000,00 €	5 000,00 €	
Quartier d'été		55 500,00 €		8 740,00 €	6 000,00 €
Colos apprenantes	89 000,00 €	32 500,00 €	142 500,00 €	8 800,00 €	8 800,00 €
Quartier d'automne-Quartier solidaires	30 300,00 €	190 950,00 €	84 575,00 €	1 200,00 €	15 200,00 €
Total	119 300,00 €	367 260,00 €	644 575,00 €	32 580,00 €	32 500,00 €
soit un total en 2020 de	1 196 215,00 €				

4.1.2 Année 2021

Quartiers solidaires jeunes

Ce fonds avait pour objectif d'aider les associations à poursuivre leurs actions d'accompagnement global et inclusif des plus jeunes des habitants des quartiers, de la petite enfance aux étudiants. Les initiatives financées ont porté sur la continuité éducative, le sport, la culture, la santé mentale, le lien intergénérationnel, l'insertion sociale et professionnelle ainsi que l'appui et l'accompagnement des parents. Une priorité a été accordée aux démarches en faveur des filles et des jeunes femmes, notamment en termes d'insertion professionnelle ou d'accès aux pratiques sportives et culturelles.

Cités de l'emploi

Par des moyens d'ingénierie de projets renforcés et la mobilisation des acteurs, les Cités de l'emploi permettent l'amélioration du repérage et du raccrochage des demandeurs d'emplois des QPV aux dispositifs de droit commun existants et ouvrent la possibilité de déployer des actions spécifiques et adaptées aux difficultés des habitants des quartiers.

En 2021, La Seyne-sur-Mer est labellisée Cité de l'emploi. Première dans le Var, l'État et la commune en collaboration avec Pôle Emploi impulse des actions innovantes sur le territoire en s'appuyant sur le réseau des acteurs emploi-insertion

SYNTHESE DES FINANCEMENTS COMPLEMENTAIRES 2021 DU PROGRAMME 147

les différents financement	Les différents financeurs				
	Le département	MTPM			
		TOULON	LA SEYNE	HYERES	LA GARDE
Cité éducative			400 000,00 €		
cité de l'emploi			100 000,00 €		
Quartier d'été	18 900,00 €	78 000,00 €	67 200,00 €	55 055,00 €	21 600,00 €
Quartiers solidaires jeunes	21 000,00 €	27 000,00 €	21 000,00 €	2 000,00 €	3 000,00 €
Colos apprenantes					
Total	39 900,00 €	105 000,00 €	588 200,00 €	57 055,00 €	24 600,00 €
soit un total en 2021 de	814 755,00 €				

4.1.3 Année 2022

- Labellisation de 3 nouvelles Cités éducatives : 2 à Toulon et 1 à Hyères. Troisième année d'exécution de la convention triennale de la Cité Éducative de La Seyne-sur-mer.
- Deuxième année d'expérimentation pour la Cité de l'Emploi de La Seyne-sur-mer.

Reconduction du dispositif Quartiers d'été

Déclinée localement, l'opération Quartiers d'été 2022 repose sur deux grandes orientations nationales qui visent à faire de cet été :

- Un temps de respiration, de divertissement et de découverte ;
- Un temps de rencontres et de renforcement du lien social.

Une attention particulière sera portée à l'ambition des projets proposant notamment :

- Les rencontres et activités inter-quartiers afin de prévenir des phénomènes de rixes,
- Les activités en soirée et les week-ends afin de permettre au plus grand nombre de bénéficier des Quartiers d'été mais aussi d'animer l'espace public durant ces périodes,
- Les activités mixtes et intergénérationnelles mais aussi dédiées aux jeunes filles, aux femmes et aux familles qui sont souvent moins bénéficiaires des activités proposées.

SYNTHESE DES FINANCEMENTS COMPLEMENTAIRES 2022 DU PROGRAMME 147

les différents financement	Les différents financeurs				
	Le département	MTPM			
		TOULON	LA SEYNE	HYERES	LA GARDE
Cité éducative		800 000,00 €	400 000,00 €	210 000,00 €	
cité de l'emploi			100 000,00 €		
Quartier d'été AAP en cours					
Total	- €	800 000,00 €	500 000,00 €	210 000,00 €	- €
soit un total en 2022 de	1 510 000,00 €				

Le dispositif « Quartier d'été » a été une véritable bouffée d'oxygène pour les habitants des quartiers de la politique de la ville. En période de crise sanitaire durant laquelle le confinement a impacté les populations et envenimé des situations sociales déjà fortement précaires, le dispositif a permis de maintenir sur sites (QPV/QVA) des activités enfants pendant la période estivale (Arty Family, Petits Débrouillards), et de proposer des sorties et des séjours aux jeunes et aux familles (UFOLEP/ APS, Arty Family/Face Var).

Sur Hyères, « Quartiers d'été » prend la relève du Contrat de ville dont l'enveloppe financière ne permet pas de proposer des animations socioculturelles en période estivale, autres que celle du Centre de Loisirs Jeunes.



Colos apprenantes

Dans le cadre du Plan Vacances apprenantes été 2020, une enveloppe financière a été déléguée au Var pour le financement de séjours « Colos apprenantes » à l'attention des jeunes issus des QPV dont les apprentissages ont le plus pâti du contexte sanitaire. Le dispositif a été prolongé pour les vacances de la Toussaint, de Noël 2020 et hiver 2021.

4.2 Regard des collectivités sur des dispositifs étatiques

4.2.1 A HYERES

En 2021, une vingtaine d'enfants du PRE ont été orientés et accompagnés vers le dispositif « Colos apprenantes ». Ces séjours de renforcement des apprentissages scolaires couplés à des temps de loisirs, ont été grandement appréciés par les bénéficiaires et leurs familles. La Commune a assuré le transport de certains enfants dont les parents n'étaient pas véhiculés, sur les différents lieux de séjour, et le passage en amont, du certificat d'aptitude à la natation.

En février 2022, une vingtaine d'adolescents hyérois originaires des QPV/QVA ont bénéficié d'un séjour sportif sur le complexe Zinedine Zidane à Aix en Provence.

4.2.2 A LA SEYNE

Les appels à projets étatiques permettent un renfort du contrat de ville. Les dispositifs pluriannuels comme la Cité de l'emploi et la Cité Éducative et les dispositifs reconduits comme Quartiers d'été ou Colos apprenantes, permettent de structurer les actions et les piliers du contrat de ville. Les porteurs se saisissent avec une grande réactivité des appels à projets. Le dynamisme du réseau associatif est un point fort du territoire seynois. Il permet de déployer des actions innovantes et adaptées.

Les associations font toutefois remonter une difficulté à mobiliser des moyens humains pour la menée de nouvelles actions.

En effet, les difficultés de recrutement nationales les impactent et les équipes de salariés sont parfois insuffisantes face à la pluralité des appels à projets. Un travail de coordination Ville / Etat / porteurs est indispensable pour consolider les projets.

4.2.3 A TOULON

La mise en place des différents appels à projets complémentaires du Programme 147 (Contrat de Ville) initiés depuis 2020 ont permis de développer et de renforcer des animations de proximité notamment sur la période estivale. Pour autant il faut rester particulièrement attentif à la coordination, concertation et leur complémentarité avec les autres appels à projets. L'équipe opérationnelle du Contrat de Ville sur Toulon (DP, Ville de Toulon, MTPM,) doit être en capacité de saisir des opportunités de nouvelles animations ou actions tout en étant attentives aux effets d'aubaine que certaines associations sont tentées d'utiliser. Pour cela elle devra trouver de nouvelles modalités de concertation afin de mieux contrôler l'impact et la plus-value des animations par rapport aux actions déjà en œuvre.

4.2.4 A LA GARDE

Ces différents dispositifs étatiques viennent consolider les actions engagées par le Contrat de Ville sur le quartier prioritaire Romain Rolland. Ils permettent de faire bénéficier aux habitants d'activités variées se déroulant en son cœur, en pless d'immeuble ou en dehors, sur des périodes spécifiques données.

Certains acteurs de proximité se saisissent des appels à projets et mettent en œuvre des actions innovantes et pertinentes « favorisant le bien vivre ensemble » et répondant à des besoins repérés. Ainsi des actions diverses de Sécurité Routière, de développement des compétences psychosociales, d'ateliers de confection de bijoux ou de céramique, d'initiation à l'approche philosophique et à la citoyenneté ont pu être coordonnées sur le territoire auprès d'un public varié.

L'action phare est l'Aide à la Mobilité. Par son intermédiaire, une trentaine de bénéficiaires (jeunes et femmes) ont pu s'inscrire dans un apprentissage personnalisé au permis de conduire comprenant aide au financement, cours d'alphabétisation, sensibilisation à la terminologie spécifique, initiation à l'outil informatique, PSC1... une action bénéfique, gage d'autonomie et d'indépendance pour les habitants.

En parallèle, d'autres dispositifs comme les « Colos apprenantes » sont mis en place en leur faveur. Entre 2020 et 2022 : une cinquantaine d'enfants âgés entre 10 et 15 ans ont bénéficié de séjours thématiques en colos apprenantes organisés par la municipalité en collaboration avec des organismes spécialisés (Croc vacances / Fol 83) pour des destinations telles que : St Cyr sur Mer, Châtel et Port Cros.

4.3 Animation territoriale

L'animation territoriale du contrat de ville a été présente tout au long du contrat de ville mais sous diverses formes. Il y a d'abord eu la nécessité de se coordonner entre partenaires dans le cadre de la programmation annuelle et de la comitologie, et cela a abouti à la création de l'équipe projet.

En parallèle les communes assuraient l'organisation de réunions partenariales d'information liées au lancement des programmations annuelles, où lorsqu'une difficulté se présentait dans une association.

Par ailleurs des réunions de terrain avec les porteurs en bilatérales ou avec plusieurs partenaires étaient réalisées, essentiellement dans le cadre du suivi des actions.

L'idée d'une animation territoriale avec l'ensemble des porteurs a cheminée dans le but d'une meilleure connaissance mutuelle et d'efficacité dans la mise en œuvre des actions.

La crise sanitaire, si elle a reporté le déploiement effectif d'une animation territoriale plus proche du terrain, y a paradoxalement aussi contribué au travers d'AAP spécifiques (quartiers d'été, quartiers solidaires, vacances apprenantes), car il a fallu expliquer aux porteurs et aux partenaires ces nouveaux dispositifs.

Actuellement, des initiatives sont prises pour mieux associer les porteurs, notamment dans le cadre du déploiement du dispositif des cités éducatives ou des actions en horaires décalées programmées pendant l'été. On retrouve aussi le même esprit d'animation territoriales lors de la réalisation de certains diagnostics ou études d'impact ciblés

4.3.1 La Seyne

L'animation territoriale proposée par l'équipe opérationnelle a plusieurs objectifs : permettre la compréhension des attendus, impulser une dynamique partenariale sur le territoire, favoriser les innovations et communiquer sur les actions financées. Pour les atteindre, plusieurs instances sont mises en place tout au long de l'année sur le territoire : réunions d'information, temps de rencontres et d'échanges, forum, temps de travail thématiques. La pluralité des appels à projets renforce le besoin d'animation pour une meilleure cohérence des actions déployées.

Perspectives :

Le renforcement de l'animation territoriale apparaît comme une priorité face à l'enjeu de construction de projets de territoires. L'incitation des financeurs au dépôt des demandes de subventions en consortium démontre cette volonté. En effet, il apparaît que malgré un fort maillage associatif, notamment sur le quartier Berthe, les porteurs associatifs développent peu d'actions conjointes. L'animation territoriale apparaît alors comme principal outil de co construction. De plus, l'équipe opérationnelle peut favoriser l'inter connaissance et impulser une vision globale en visant l'articulation des objectifs et actions de chacun et a la capacité de soutenir des actions en mobilisant le droit commun.

4.3.2 Hyères

Outre l'animation du Contrat de ville pilotée par la Métropole, qui a permis un échange de pratiques entre les équipes opérationnelles, l'animation des territoires se décline également à l'échelle locale.

Chaque trimestre, la Commune organise une réunion des acteurs du Val des Rougières qui met en présence les associations, les partenaires institutionnels, l'Education Nationale, les conseils citoyens, le CCAS et le bailleur. Ces temps d'échange permettent d'aborder l'actualité de chacun et de faire émerger des projets communs (exemple : création d'une page Facebook inter-associative).

Perspectives :

La Ville anime des réunions thématiques emploi/insertion/développement économique afin d'évoquer en détail les dispositifs existants et mettre en relation les différents acteurs (SPE, associations, institutions).

En 2022, la réunion thématique emploi/développement économique a fait l'objet d'une médiatisation visant à clarifier les missions et les activités de chaque partenaire intervenant sur le territoire hyérois. Les présidents de zones économiques y ont également été conviés dans un objectif de rapprochement entre offre et demande.

D'autre part, et depuis 2019, un partenariat entre la Municipalité et l'Education Nationale s'est développé dans le cadre du dispositif « Mardi on joue » (activités parents-enfants). L'adulte relais de la ville y intervient aux côtés du RASED afin de communiquer sur les actions associatives existantes et orienter les familles. Ce dispositif est développé dans les écoles Val des pins (maternelle) et Excelsior (primaire).

4.3.3 La Garde

L'animation du Contrat de Ville sur le territoire Gardéen recourt aussi à une Animation Territoriale développée localement par l'équipe opérationnelle (Chargée de Mission politique de la Ville / adulte Relais) en prenant appui sur la Maison des Initiatives Sociales de La Beaussière.

Ainsi, différents intervenants sont mobilisés et interviennent mensuellement dans le cadre de leur appartenance au « Collège Acteurs Locaux » du Conseil Citoyen et rencontrent régulièrement les partenaires institutionnels (élu, délégué du Préfet, bailleur...). Cette instance permet autant d'aborder l'actualité de chacun, que la concertation avec le Collège « Habitants » et l'élaboration collective de projets divers.

Dans cette même finalité, une rencontre avec les associations œuvrant sur le quartier Romain Rolland a été organisée en avril 2021 afin de mettre en synergie les acteurs et avoir des actions plus efficaces à destination des résidents du QPV. Un temps de présentation, de partage, retour d'expérience et de coordination essentiel entre intervenants, surtout dans le contexte sanitaire traversé.

Perspectives :

Une attention particulière portée sur l'animation territoriale paraît être une perspective majeure dans le futur Contrat de Ville Métropolitain.

Il apparaît incontournable de favoriser une dynamique d'interaction entre acteurs locaux :

Et cela qu'il s'agisse des acteurs professionnels locaux dans l'esprit d'améliorer le travail en réseau et de coordonner le développement des actions (QPV, Services, autres) sur Romain Rolland : Service Jeunesse, Crèche Anne Franck et/ou coordinatrice petite enfance, écoles Elsa Triolet-Zunino 1 et 2, Périscolaire, PRE, Relais adultes, Relais jeunes, Adulte Relais, SAGEM, MIS....

Mais également des acteurs associatifs du quartier (associations subventionnées dans le cadre du Contrat de ville, subventionnées ou partenaires dans les Quartiers d'Eté...), des projets d'insertion mis en œuvre sur le quartier tels que : Elan jeunes 83, Job à cœur, Unis-Cité... ainsi que de services municipaux spécifiques (Maison de la Jeunesse, Bureau Information Jeunesse, Bureau municipal de l'Economie et de l'Emploi, Education/PRE) ... Cela pour une meilleure inter connaissance, une communication pertinente sur les actions et les objectifs spécifiques de chacun car, c'est avec la conjugaison de la présence de terrain de tous que la Politique de la Ville pourra être efficace dans sa globalité.

4.3.4 Toulon

Dans le cadre du renouvellement des postes de chargés de mission du service Politique de la Ville de Toulon, depuis le 1er septembre 2021, ceux-ci sont responsables de l'animation territoriale de 5 quartiers chacun. (Secteur Est : Centre-Ville, Ste Musse, Beaulieu Ste Marie, La Closerie et St Jean du Var / Secteur Ouest : Pont du Las – Rodeilhac, Pontcarral, La Beaucaire, La Florane, Le Jonquet La Baume Le Guynemer). Les deux chargés de missions n'ont plus de spécialité thématique ce qui favorise une vision plus globale de l'ensemble des acteurs et actions qui sont développées sur les territoires. Les instances d'animation territoriale ont été initiées dès l'automne 2021. Sur le secteur du Pont du Las – Rodeilhac et démontrent leur pertinence.

Perspectives :

Meilleure connaissance des acteurs présents et mise en place d'actions collaboratives entre acteurs qui ne se connaissaient pas ou peu.

4.4 Evolution des Calendriers de programmation

Les calendriers de programmation sont établis annuellement au mois de septembre en vue de l'Appel à Projet. Ils déclinent sous forme de rétro planning les dates butoirs des différentes étapes de l'Appel à Projet.

Depuis 2015, la temporalité est relativement stable avec une préparation dès le mois de septembre pour un lancement au mois de novembre. Chaque année l'objectif est de reculer la date de dépôt de l'Appel à Projets afin de répondre au mieux aux besoins des actions à travers un financement plus avancé dans le temps. Après le temps d'instruction des dossiers au mois de janvier, les nombreux comités de lecture et d'analyse des projets s'échelonnent entre février et mars avant que ne soit fixé le tableau de programmation définitif validé et signé par le Sous-Préfet et les différentes communes. Il acte les avis des financeurs concernant chaque dossier déposé et permet de visualiser tous les projets retenus et financés en détail. S'ensuivent les notifications aux porteurs et les mandatements à partir du mois d'avril.

L'enjeu depuis 2015 est de faire en sorte que ces mandatements soient effectifs au plus tôt, au cours du premier semestre. En 2021, les mandatements ont pu débuter à la fin du premier quadrimestre grâce à la coordination et l'efficacité des services administratifs tripartites.

4.5 Place des conseils citoyens :

Les conseils citoyens ont été instaurés par la Loi de Programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 24 février 2014 (Loi Lamy) avec l'avènement des nouveaux contrats de ville. Ils constituent une réponse au manque de participation citoyenne dans la politique de la ville mis en évidence par le rapport de la mission pilotée par Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache et remis au ministre délégué à la ville en juillet 2013.

Le cadre de référence des conseils citoyens rappelle dans son préambule, que « la mise en place des conseils citoyens dans l'ensemble des quartiers prioritaires permettra de conforter les dynamiques citoyennes et de garantir les conditions nécessaires aux mobilisations citoyennes, en favorisant l'expertise partagée, en garantissant la place des habitants dans toutes les instances de pilotage, en créant un espace de propositions et d'initiatives à partir des besoins des habitants. »

En 2015, lors du premier contrat de ville, les 9 conseils citoyens sur TPM (4 à Toulon, 2 à La Seyne, 2 à Hyères et 1 à La Garde) ont tous fait l'objet d'un arrêté préfectoral. L'ensemble des membres des conseils citoyens ont bénéficié d'une formation organisée et financée par l'État sur des crédits du BOP 147.

Plusieurs années après la mise place des conseils citoyens, quels enseignements en tirer ? Quelles ont été les réussites et les difficultés rencontrées par ces instances participatives dans leur territoire respectif ? Au regard du bilan, quelles sont également les stratégies de soutien et les mesures d'accompagnement à préconiser pour favoriser les dynamiques participatives dans les quartiers et dans la mise en œuvre des contrats de ville ? Telles sont les questions essentielles et les objectifs du travail auxquels le présent rapport tente de répondre.

Les éléments suivants sont issus de l'étude de Cité Ressources "Etat des lieux des Conseils Citoyens, Rapport final, mars 2021" Cité Ressources et L'Université du Citoyen (DDCS du Var).

4.5.1 3 missions attendues des Conseils Citoyens :

Favoriser l'expression des habitants et utiliser aux côtés des acteurs institutionnels

- Recherche de la diversité des habitants et des acteurs
- Associer ceux que l'on entend le moins
- Veiller à l'expression de tous les points de vue
- Reconnaissance mutuelle habitants et acteurs institutionnels ; co-formation
- Une parole légitimée et prise en compte

Un espace favorisant la Coconstruction des contrats de ville

- Contribution du CC à toutes les étapes du contrat, au même titre que les autres acteurs
- Contribution aux différents volets du contrat

Soutenir et appuyer les initiatives citoyennes

- Favoriser les pratiques émergentes, élaborer et conduire des projets
- Pouvoir éventuellement bénéficier d'un appui financier

4.5.2 La Garde : Romain Rolland – un Conseil citoyen renouvelé en janvier 2021

A l'instar de la ville d'Hyères, un agent municipal a été recruté sur un poste d'adulte relais. Il est en charge de l'animation et de l'accompagnement du Conseil Citoyen. Ce dernier est associé au pré comité de lecture des programmations CDV.

Réussites

Un nouveau conseil citoyen constitué à la fois d'anciens membres mais aussi de nouveaux membres (dont certains actifs), propice à la naissance d'une nouvelle dynamique

Un appui de la municipalité à travers la mise à disposition d'un adulte relais et de structures porteuses

Difficultés

Un conseil citoyen qui a souffert de conflits internes, de sentiment de manque d'utilité voire de manque d'autonomie

Des conseillers citoyens qui ont pu considérer le conseil citoyen comme un espace d'expression des doléances individuelles

Axes d'amélioration :

- Veiller à mieux prendre en compte les contraintes des membres en fonction de leur statut (actifs, retraités...) et valoriser leurs participations aux instances, pour prévenir les désengagements.
- Un enjeu de formation pour soutenir l'activité du nouveau conseil citoyen, (mieux partager le sens et le rôle d'un conseil citoyen, etc.)
- Un enjeu de formation ou de co-formation avec l'animateur et les agents publics : apport de méthodes pour faciliter les dynamiques collectives internes au conseils citoyens (favoriser le passage du « je » au « nous » ; mieux partager le sens et le rôle d'un conseil citoyen, etc.) et renforcer l'animation des conseils citoyens ;
- Rendre le conseil citoyen plus visible dans le quartier, pour lui permettre de jouer ce rôle de relai de la parole des habitants, tout en s'appuyant sur l'engagement des membres déjà impliqués ;
- Une autonomie du conseil citoyen à développer pour lui permettre d'accéder à une plus grande liberté de parole et d'action,
- Une intégration du conseil citoyen dans les instances du contrat de ville à renforcer pour lui permettre de jouer pleinement son rôle de co-construction des politiques publiques.

4.5.3 Hyères : Val des rougières et Centre ancien

Sur Hyères, deux conseils citoyens sont présents, un sur chaque quartier prioritaire (Centre Ancien, Val des Rougières). Chaque instance se compose de deux collèges. L'un est dédié aux acteurs locaux (associations), l'autre aux habitants. Chaque conseil mobilise une dizaine de membres, essentiellement représentés par des associations locales.

Les membres des deux instances sont conviés annuellement, à un comité de pré-lecture à l'occasion duquel les dossiers déposés dans le cadre du Contrat de Ville sont abordés en détail. Leurs avis et observations sont synthétisés dans un document de travail et relayés par le chef de projet lors du comité de lecture institutionnel. Les conseils citoyens sont également consultés sur le rapport annuel de la politique de la ville et invités au comité technique de l'abattement de TFPB.

En moyenne, chaque instance se réunit une fois par mois dans des locaux associatifs ou mis à disposition par la Municipalité. Depuis 2017, un agent municipal, recruté sur un poste d'adulte relais, a en charge dans le cadre de ses missions, l'animation et l'accompagnement des conseils citoyens.

Au sein du conseil citoyen du Centre-Ancien, la mobilisation des habitants et des associations est restée stable et régulière jusqu'au début de l'année 2020. Dès lors, l'épisode de crise sanitaire a eu pour impact une démobilisation générale et de nombreuses démissions. A ce jour, seuls deux habitants demeurent actifs au sein de l'instance.

Depuis 2019, le Conseil citoyen du Val des Rougières, rencontre une faible mobilisation des habitants et des tensions au sein de l'instance. Suite à plusieurs agressions verbales à l'égard de l'adulte relais, la Commune a cessé d'animer les séances fin 2019. Une volonté d'autonomie du conseil citoyen a été exprimée par certains membres. Or, en l'absence du soutien municipal, l'organisation des séances a cessé rapidement. Le 23 septembre 2021, un collectif d'habitants a sollicité par écrit la Commune afin que cette dernière reprenne l'animation et l'accompagnement du conseil citoyen. La Municipalité y a répondu favorablement et des séances régulières ont de nouveau été organisées avec la présence d'un agent de prévention aux côtés de l'adulte relais qui les anime.

Réussites :

Sur le Val des Rougières, le conseil citoyen permet de créer une synergie autour de projets communs au bénéfice du quartier dont le FPH ou l'abattement de TFPB peuvent être des leviers financiers activés (ex : journaux de quartier, organisation de journées propreté).

Les instances ont d'autre part permis aux habitants de se rapprocher du tissu associatif et du service Politique de la cohésion sociale en charge de leur animation, créant une dynamique à l'échelle des quartiers et permettant la remontée d'informations dans le domaine social.

Les actions « aller vers » du conseil citoyen du Centre-Ancien au travers de l'organisation régulière de repas partagés tout au long de l'été, a eu un impact positif sur le climat du quartier. Sur le Val des Rougières, les habitants se sont mobilisés pour la création d'un journal de quartier dont la parution a été pérennisée.

Difficultés :

Les instances sont rarement représentatives de l'ensemble d'un quartier.

La mobilisation des habitants sur le long terme est difficile. Les périodes de confinement en 2020 et 2021 n'ont pas permis de maintenir une régularité des réunions et plusieurs démissions de membres en ont découlé.

D'autre part, la confusion avec les missions d'un CIL cristallise les débats sur des questions relevant la plupart du temps, de la compétence des bailleurs ou des services techniques métropolitains ou communaux, ce qui génère de la frustration voire de l'agressivité de la part de certains membres. En cela, le positionnement de la Commune en prise directe avec les conseils citoyens (animation des séances) n'est pas le choix le plus opportun, considérant par là même le statut autonome et indépendant de ces instances.

Se pose également la question du conflit d'intérêts en associant les conseils citoyens au pilotage du Contrat de ville. Une association siégeant au collège des acteurs du conseil citoyen peut-elle objectivement donner son avis sur la programmation, étant elle-même financée par ce dispositif ? Même interrogation pour un habitant investi en qualité de bénévole dans une association financée ?

En l'absence d'animation, le plus souvent assurée par les Communes (via un adulte relais ou autre), les séances ne s'organisent plus régulièrement et ne donnent pas toujours lieu à la rédaction de compte rendu.

Le manque de référent désigné par instance en rend complexe sa mobilisation (exemple : comment convier un représentant par conseil citoyen lorsqu'il est nécessaire de s'adresser par mail à l'ensemble de ses membres ?).

La technicité de certaines réunions (comité de lecture, comité technique d'abattement de TFPB...) les rend peu accessibles, raison pour laquelle la Commune a dû s'adapter en organisant un comité de pré-lecture des dossiers de l'appel à projets et des séances de présentation des bilans annuels avec des outils d'aide à la décision. Cet accompagnement nécessite du temps et de l'investissement de la part de l'équipe opérationnelle.

Axes d'amélioration :

- Une intégration du conseil citoyen dans les instances du contrat de ville à renforcer pour lui permettre de jouer pleinement son rôle de Co-construction des politiques publiques.
- Un plan de formation des conseillers citoyens serait nécessaire tant au niveau de la compréhension des enjeux et missions d'un Conseil Citoyen que de ceux de la politique de la ville (objectifs, organisation, gouvernance...).

- La désignation de deux référents par conseil citoyen chargés d'assister aux instances techniques et de pilotage de la politique de la ville, et de s'en faire relais auprès des autres membres, serait opportune.
- Il conviendrait de faciliter les relations inter-conseil citoyen, à l'échelle de la commune voire de l'EPCI ou du département pour favoriser les échanges de pratiques voire des actions communes.
- Confier l'animation des conseils citoyens à une structure associative type centre social permettrait de clarifier le statut d'autonomie et d'indépendance des conseils citoyens vis-à-vis des institutions.

4.5.4 La Seyne sur Mer : Berthe et Centre-ville

Depuis leur lancement, les conseils citoyens Centre et Nord sont rattachés à la ville via le Service Démocratie Participative, avec un agent municipal dédié en charge de l'animation.

Ils sont accueillis dans des locaux municipaux (Hôtel de ville pour le CC centre, le relais nord pour le CC nord).

Réussites

Des CC actifs, en particulier sur Berthe et dépit d'une érosion de la participation de certains membres

Une capacité de production et d'initiatives ayant produit des impacts (marché forain, jardin partagé, trame verte...) et une certaine autonomie

Une présence assurée dans les instances techniques et politiques du contrat de ville

Difficultés

La problématique de l'accès libre à un local qui semble cependant avoir été résolue avec l'arrivée de la nouvelle municipalité

La perte de l'animatrice dédiée aux conseils citoyens dans les réorganisations des services municipaux

La faible culture de la participation au sein des autorités publiques

Axes d'amélioration et de perspectives

- Etablir collectivement un bilan de l'activité des Conseils citoyens et construire le dialogue avec les nouveaux élus sur l'intérêt des démarches participatives
- Des enjeux d'apport de méthodes pour faciliter les dynamiques collectives internes au Conseils citoyens (favoriser le passage du « je » au « nous » ; mieux partager le sens et le rôle d'un Conseil citoyen ; accroître l'efficacité et l'impact des initiatives ; etc.) et renforcer l'animation des Conseils citoyens
- Favoriser l'adhésion de nouveaux membres et le renouvellement des conseils en veillant à ce que les Conseils citoyens poursuivent et renforcent les dynamiques d'animation territoriale leur permettant de faire remonter la parole de ceux qu'on n'entend le moins.
- Stabiliser le portage des Conseils citoyens (service politique de la ville ou services démocratie de proximité) en veillant toutefois à clarifier et favoriser le lien entre les différentes instances (conseils de quartier / Conseils citoyens) et dédier des moyens de fonctionnement et d'animation aux conseils citoyens.
- Associer les Conseils citoyens aux réflexions liées au projet de renouvellement urbain
- Au-delà de la place dans les instances techniques et politiques, développer une stratégie collective visant à renforcer l'activité et la prise en compte des Conseils citoyens dans la Co-construction et la mise en œuvre plus large du contrat de ville et de ses différents dispositifs (PRE, Cité éducative, etc.)

En Avril 2022, un appel à manifestation d'intérêt a été lancé pour redynamiser les conseils citoyens. Un consortium constitué des deux centres sociaux et de l'Université du citoyen a été choisi pour mobiliser de nouveaux conseillers et accompagner les conseils citoyens renouvelés. Fin 2022, deux nouveaux conseils citoyens seront mis en place.

4.5.5 Toulon : Quartiers ouest, Sainte Musse, Centre-ville, Vallée du Las

Les 4 Conseils citoyens ne disposent pas de locaux dédiés en vue de l'organisation de réunion. Pour autant, chaque Conseil Citoyen en tant que de besoins peut demander la mise à disposition de salles pour la tenue de réunions au sein des différents Equipements e Proximité. (Maison des Services Publics sur Ste Musse, Espace Beaucaire, Maisons de Tous (Escaillon, Rodeilhac). Par ailleurs, il semble qu'ils soient moins mobilisés (problème d'horaire, locaux, contexte sanitaire) et la question du renouvellement des membres se pose notamment en ce qui concerne les habitants. Les nouvelles missions des chargés de mission du service politique de la ville devraient permettre d'aller au contact d'habitants ou de bénéficiaires qui pourraient s'investir dans les Conseils Citoyens.

Réussites

Un conseils citoyen dynamique en centre-ville.

Difficultés

Centre-ville : une activité et une certaine autonomie

Quartier ouest : pas d'activités, forte démobilitation (3 associations), problème de clarté du cadre, tensions, essentiellement des personnes de la Beaucaire

Sainte Musse : pas d'activités, de fortes tensions sur le territoire et des pressions

Vallée du Las : pas d'activités, 4 cités qui fonctionnent mal ensemble, des tensions sur le territoire

Axes d'amélioration et de perspectives

- Les conseils citoyens de Toulon, à l'exception du centre-ville, sont en grande difficulté. L'essoufflement, renforcé par la crise sanitaire, est général.
- Le climat de défiance, l'existence de tensions ou le repliement à l'œuvre dans certains quartiers constituent des difficultés à la mise en place de ce type d'instances.
- L'absence d'une politique locale de soutien aux CC et leur marginalisation dans le fonctionnement du contrat de ville est aussi un élément limitant.
- La redéfinition et la clarification d'un cadre stratégique global pour les Conseils citoyens toulonnais semble nécessaire, identifiant les moyens pouvant être mis à disposition des processus participatifs (structure porteuse éventuelle, mise à disposition d'adultes relais, etc.)

4.5.6 Principaux constats :

Le cadre	La vitalité des CC	La place des conseils citoyens dans le contrat de ville	Appuis et initiatives des CC
<ul style="list-style-type: none"> Un faible partage et d'explicitation de la notion de participation Une confusion sur les notions d'autonomie et d'indépendance Pas de doctrine structurée à l'échelle du département Des contextes locaux peu ouverts à la participation Une démobilitation perçue comme un problème technique ou méthodologique alors qu'elle est une conséquence du fonctionnement de l'ensemble de l'écosystème 	<ul style="list-style-type: none"> 3 catégories de CC : en sommeil ; en grande difficulté ; fragilisés Des difficultés renforcées par la crise sanitaire Des compositions disparates qui ne reflètent plus les arrêtés préfectoraux Une assez faible visibilité des CC au sein de leur territoire Parfois, des confusions ou des conceptions différentes du rôle des conseils, y compris parmi les membres. 	<ul style="list-style-type: none"> Une place inégale, souvent marginale dans les instances Un faible capacité d'influence sur les choix Une faible articulation aux dispositifs connexes (PNRU, cité éducative, TFPB, PRE...) Des conseils essentiellement mobilisés sur des dimensions techniques de la programmation annuelle. Un apport jugé positif sur le volet des avis produits 	<ul style="list-style-type: none"> L'appui est une condition <i>sine qua non</i> du fonctionnement des CC (structures porteuses, personnel dédié, moyens financiers et logistique, accès libre à un local...) L'animation du CC est une dimension centrale conditionnant la réussite ; mais cette fonction est peu questionnée Les conseils citoyens sont porteurs de nombreuses initiatives positives et pertinentes

4.5.7 Préconisations :

Promouvoir une culture partagée de la participation et réaffirmer l'esprit et le cadre de la loi de 2014	Affirmer un soutien aux conseils citoyens à l'échelle du département.	Dessiner un cadre local facilitant l'exercice des conseils citoyens
<ul style="list-style-type: none"> ❖ Clarifier le cadre d'exercice des conseils citoyens et réaffirmer le cadre de la loi de février 2014 ❖ Réaffirmer l'intérêt et l'utilité des démarches participatives pour faire émerger une culture partagée de la participation (co-formation, formation continue et attention accordée aux conditions d'accueil des nouveaux membres). ❖ Adresser un message clair (lettre circulaire) aux élus des collectivités et partenaires des contrats de ville ❖ S'assurer de l'association des conseils citoyens à l'ensemble des dispositifs du contrat de ville (ANRU ; Cité éducative ; CLS ; PRE ; TFPB ; etc.) ❖ S'assurer de la diffusion des informations aux conseils citoyens et de l'accès nécessaire aux ressources diverses pour qu'ils exercent au mieux leur rôle. 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Définir une politique de soutien (structures porteuses, personnels qualifiés, accès libre à des locaux, moyens financiers pour les actions initiées et fonctionnement) ❖ Faciliter l'échange entre conseils citoyens du département et la mise en réseau ❖ Proposer une offre de formation sur les techniques et méthodes participatives ❖ Proposer des temps de co-formation mobilisant toutes les parties prenantes ❖ Capitaliser et valoriser les expériences et initiatives des conseils 	<ul style="list-style-type: none"> ❖ Elaborer en séance de travail avec les parties prenantes (membres des conseils ; agents des collectivités et de l'Etat ; structures porteuses...) des feuilles de route pour chacun des conseils prenant en compte les spécificités du système local. ❖ Création ou redécoupage des périmètres des conseils citoyens sur certains pour une meilleure adaptation au territoire vécu

5 Analyse quantitative et qualitative

Les questions évaluatives sont le point de départ de cette évaluation (cf *La Grande Equipe, ANCT*). Elles permettent de cadrer la réflexion et traduisent les préoccupations des acteurs de la collectivité et de l'Etat. Il y a trois types de questions évaluatives :

Des questions descriptives : observer les phénomènes, mesurer les évolutions :

- Que s'est-il passé ? Qu'avons-nous fait pour contribuer à ?

Des questions normatives : porter un jugement sur les résultats et impacts des actions.

- Est-ce que c'était suffisant ? Utile ? Pertinent au regard des enjeux ?

Des questions instrumentales : chercher à améliorer l'action future

- Qu'est-ce qui a le mieux fonctionné et pourquoi ? Quelle est la part des phénomènes observés qui est attribuable à cette action ?

Les items ci-dessous tentent d'apporter des réponses à ces questions, à travers l'analyse macro de la métropole (*partie 5 du présent rapport*) et l'analyse plus précise des communes au regard des résultats constatés sur chacun de leur territoire (*partie 6 du présent rapport*). Les indicateurs peuvent être de différentes natures : de réalisation, de résultats ou d'impact selon la thématique abordée.

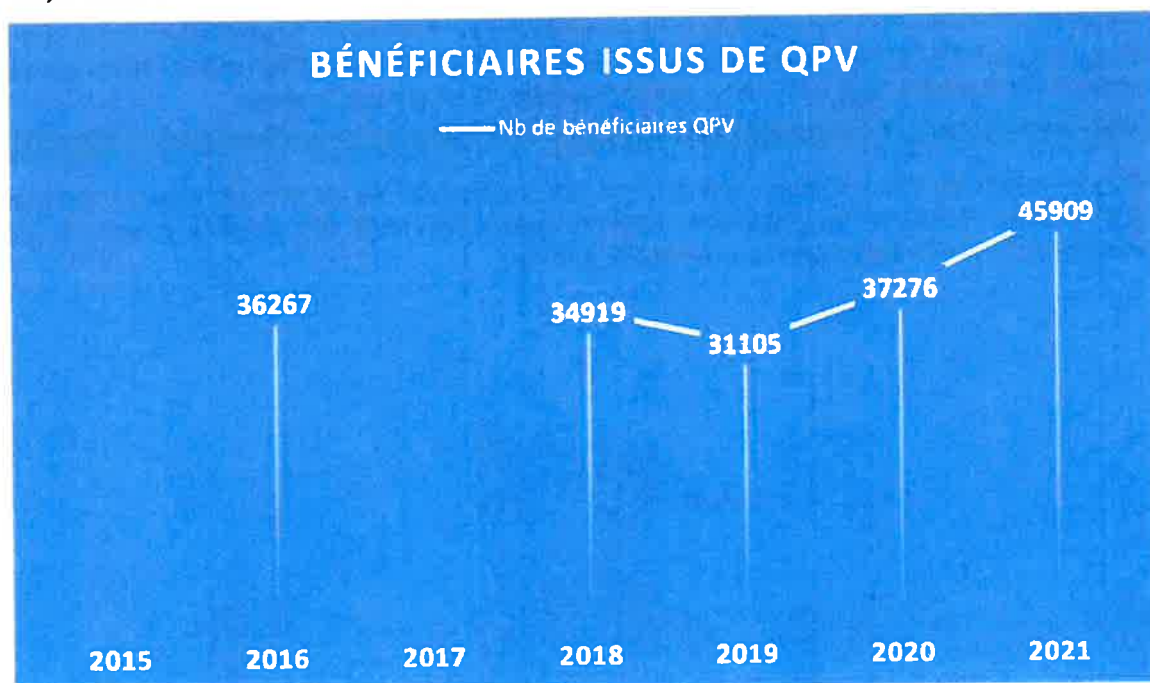
5.1 Evolution des données

5.1.1 Recensement des fiches de synthèse

Les données chiffrées des différents rapports politiques de la ville de 2015 à 2021 associées aux données des fiches de synthèse exploitées annuellement, ont permis de faire ressortir des données clefs permettant un constat sur les 7 années du dispositif :

Les bénéficiaires QPV :

26 267 bénéficiaires QPV recensés en 2016 contre 45 909 bénéficiaires QPV en 2021 soit une **augmentation de +26,5% des bénéficiaires des actions, issus de Quartiers Prioritaires**.



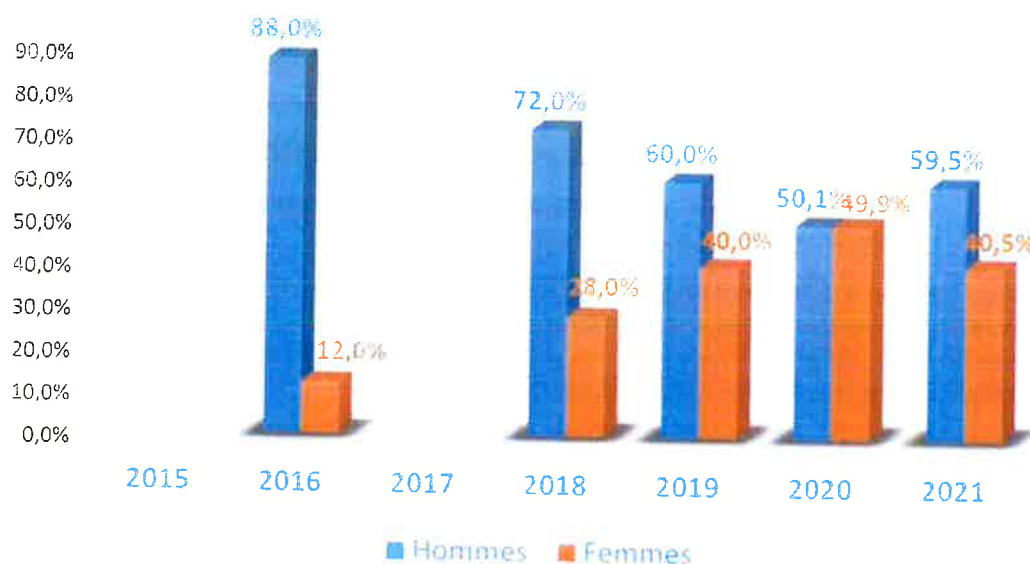
L'égalité Hommes / Femmes

L'égalité hommes femmes est en **nette progression au niveau de l'axe Emploi** : 40,5% de femmes bénéficiaires des actions Emploi en 2021 contre seulement 12% en 2016, avec une égalité franche à noter en 2020 (50,1% de femmes bénéficiaires des actions pour 49,9% d'hommes).

Cette équité s'est faite progressivement au fil des années depuis 2015.

Concernant les autres thématiques, l'égalité des genres apparaît comme équitable sur toute la durée du dispositif.

Egalité Hommes/Femmes dans l'Emploi



5.1.2 Les différentes programmations depuis 2015

Les thématiques phares du Contrat de Ville de la métropole TPM :

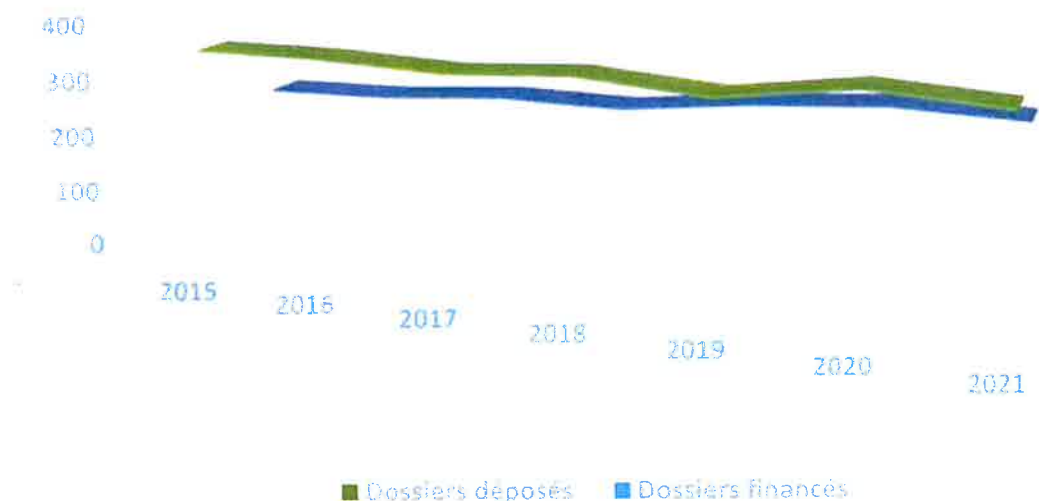
Les thématiques les plus soutenues par le dispositif Contrat de ville de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sont celles du **développement social, de l'éducation et de l'emploi** depuis 2017.

Ces thématiques concernent les actions ciblant les besoins prioritaires recensés par les porteurs de projet et les institutions : lutte contre le décrochage scolaire, prise en charge socio-éducative du public enfant, l'accès au droit de proximité, maîtrise de la langue, sécurisation des parcours des demandeurs d'emploi...

Analyse quantitative des dossiers :

Le nombre de dossiers déposés par année est stable avec une moyenne de 344 dossiers par Appel à Projets. Le nombre de dossiers retenus est en progression depuis le premier Contrat de ville en 2015, passant de 228 dossiers retenus à 272. La moyenne sur 7 ans est de 252 dossiers.

Analyse quantitative des dossiers déposés et retenus



Les subventions allouées :

Les subventions allouées ont quant à elles nettement diminuées entre 2015 et 2022, ceci s'expliquant par le retrait de Région après l'Appel à Projets CDV 2018, passant de 3 591 510 euros en 2015 à 2 936 000 euros en 2021 :

Soit une diminution de 18,25% entre 2015 et 2021, et une moyenne de 3 288 367 euros.

Actions nouvelles et reconductions :

Le pourcentage d'actions reconduites et d'actions nouvelles est stable avec en moyenne 85% de reconduction et 15% de nouvelles actions chaque année.

5.2 Evolution des QPV selon l'AUDAT

5.2.1 Méthodologie¹

L'évaluation finale des contrats de ville répond à deux objectifs. Elle a vocation à rendre compte de la mise en œuvre et des résultats du programme d'actions et l'influence du contrat sur la situation des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Dans le prolongement, cette évaluation est nécessaire afin de préparer la prochaine génération de contractualisation.

Il s'agira dans ce document d'observer l'évolution du climat socioéconomique des QPV de toulon provence méditerranée au cours de la période couverte par le contrat de ville. Toutes les sources utilisées pour l'observation des quartiers prioritaires ne sont pas restées stables dans le temps et leurs millésimes ne sont pas toujours suffisamment espacés pour couvrir une période d'au moins quatre ans. Seront utilisées en premier lieu les données rendues disponibles par l'insee, produites par la caisse d'allocations familiales (CAF), la caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), pôle emploi et par l'insee lui-même. Si ces sources nous permettent une comparaison sur des périodes suffisamment longues pour observer des évolutions significatives, les durées diffèrent selon le producteur de la donnée. En prenant le millésime le plus ancien et le plus récent disponibles pour chacune des sources, les périodes s'étendent ainsi :

- Du 1er janvier 2013 au 1er janvier 2018 pour les nombres d'habitants (INSEE)
- Du 2015 et 2019 pour les indicateurs de revenu (INSEE)

¹ Document AUDAT en annexe

- Du 31 décembre 2015 au 31 décembre 2020 pour les données de la CAF
- Du 1er janvier 2016 au 1er janvier 2021 pour les données de l'assurance maladie
- Du dernier trimestre 2016 au deuxième trimestre 2021 pour les données pôle emploi.

S'il est difficile de saisir la situation d'un quartier à un instant T pour la confronter à une situation à une période antérieure, il est cependant possible d'observer comment les indicateurs ont évolué les uns les autres et de mettre bout à bout ces « signaux faibles » afin de dégager des tendances pour chacun des quartiers. Il est également nécessaire d'identifier des indicateurs portant sur des volumes de population suffisants pour que les évolutions soient significatives statistiquement, mais qu'elles informent aussi sur un contexte socioéconomique large. Pour contrôler les effets de croissance démographique, nous privilégierons les indicateurs de type proportion, en ramenant l'effectif d'une sous-population (allocataires du RSA, bénéficiaires de la C2S/cmuc, personnes en situation de pauvreté par exemple) à un effectif plus grand et « englobant ».

Au-delà des éléments diffusés par l'Insee, certaines bases de données géolocalisées finement (à l'adresse ou à la parcelle) permettent, une fois retravaillées, de reconstituer les périmètres des quartiers prioritaires pour les observer sur certaines thématiques. C'est le cas des fichiers fonciers du Cerema, qui contiennent des informations sur les évolutions en termes de logement dans les quartiers prioritaires, en confrontant les millésimes 2015 et 2021.

Nous observerons également l'évolution de la situation des quartiers prioritaires de MTPM pris comme un ensemble, en les comparant aux QPV des autres intercommunalités françaises, en particulier les métropoles et les autres EPCI varois.

5.2.2 Synthèse

La pauvreté en recul mais toujours très présente dans les quartiers prioritaires de la métropole :

Dans l'ensemble, les indicateurs socioéconomiques pour l'ensemble des quartiers prioritaires de MTPM ont évolué de façon plutôt favorable : le taux de pauvreté a diminué, la proportion d'allocataires du RSA et de l'aah également, la part des bénéficiaires de la couverture santé solidaire a augmenté de manière modérée. Cependant, malgré la tendance à une amélioration, les moyennes pour les quartiers prioritaires de la métropole restent assez nettement supérieures à celles des référents de comparaison choisis, les autres quartiers prioritaires varois, l'ensemble des QPV situés dans une métropole et la totalité des QPV de France métropolitaine. Selon les chiffres les plus récents, 48% des personnes résidant dans un quartier prioritaire de Toulon Provence Méditerranée vivent sous le seuil de pauvreté. Pour l'ensemble des QPV de France métropolitaine, la proportion est de 43%.

Le fait que la baisse de la pauvreté dans les quartiers prioritaires s'accompagne d'une hausse significative de population constitue un signe plutôt positif. Il en va de même de la baisse marquée du nombre de demandeurs d'emploi, même si celle-ci est plus complexe à interpréter.

Des trajectoires variant fortement selon les quartiers

Les treize quartiers prioritaires de la métropole sont loin d'avoir connu des évolutions homogènes. Si la commune d'appartenance ne joue pas de rôle dans la trajectoire, le type de quartier semble en revanche avoir son importance : **les centres-villes ont vu leur situation évoluer plutôt favorablement, ce qui est moins le cas des grands ensembles de logements sociaux**. Il est ainsi possible de répartir les quartiers prioritaires en quatre groupes en fonction de leur évolution au cours des dernières années :

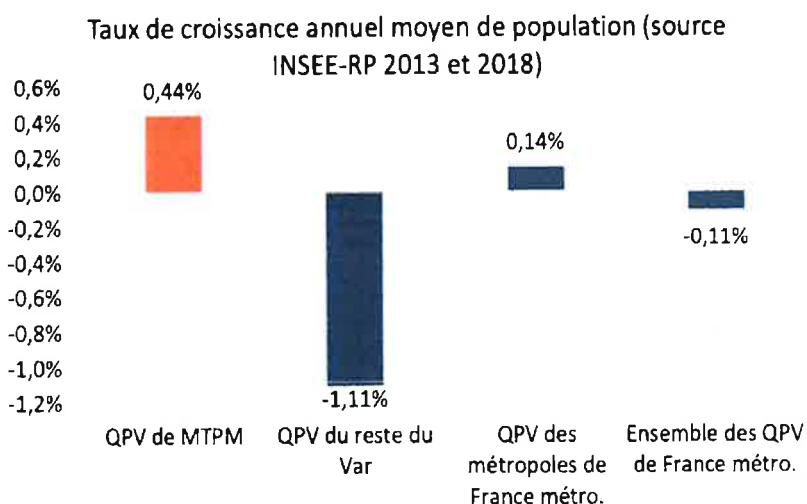
- Les centres-villes d'Hyères et de Toulon ont connu des trajectoires favorables. Les taux de pauvreté y ont nettement baissé, les revenus ont augmenté de manière significative. Les proportions d'allocataires de prestations sociales sont également en diminution. Dans une moindre mesure, le Jonquet - la Baume - le Guynemer présente également des indicateurs socioéconomiques ayant évolué majoritairement de façon positive.
- Les tendances mesurées pour Val des Rougières et la Florane sont à l'opposé des centres-villes de leur commune d'appartenance : la pauvreté est devenue beaucoup plus fréquente et les revenus n'ont que faiblement augmenté. Les problèmes de

géoréférencement sur ces deux quartiers limitent les possibilités d'approfondir ce constat. Pont-du-las - rodeilhac, comme la florane, a connu une croissance démographique importante et un potentiel renouvellement de population via l'arrivée dans le quartier de ménages plus fréquemment paupérisés que ceux déjà sur place. Les indicateurs de revenus pour romain rolland ont également évolué de façon plus défavorable que pour les autres quartiers prioritaires, sans que les tendances en matière de recours aux prestations sociales ou de demande d'emploi ne viennent confirmer cette dégradation.

- Sainte-Musse et Pontcarral ont vu leurs niveaux de pauvreté diminuer nettement, même s'ils restent particulièrement élevés (plus de 60%). Il en va de même des proportions d'allocataires des prestations sociales : elles ont fortement diminué, mais demeurent nettement supérieures aux moyennes.
- Les autres quartiers (le centre-ville de la Seyne-sur-mer, berthe, la Beaucaire, Beaulieu - Sainte Marie) ont connu des évolutions moins affirmées. Dans l'ensemble, les taux de pauvreté sont restés stables, y compris quand ils étaient élevés (la Beaucaire, Berthe) et les revenus ont augmenté à un rythme proche de la moyenne de l'ensemble des quartiers prioritaires de MTPM.

Evolution comparée des quartiers prioritaires de Toulon Provence Méditerranée et des autres quartiers prioritaires de France :

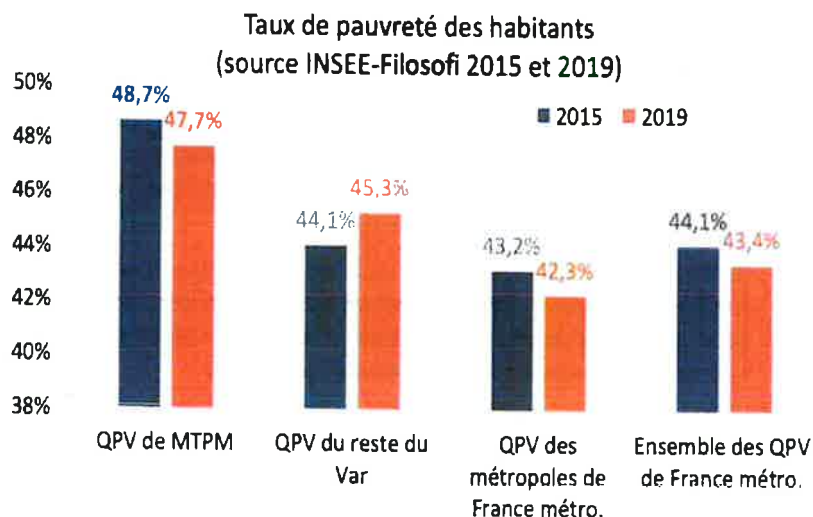
- Une croissance démographique soutenue par rapport à la moyenne des quartiers prioritaires



Le nombre d'habitants des quartiers prioritaires de la métropole est passé de 42 145 à 43 078, soit plus de 900 habitants supplémentaires. Il s'agit d'une augmentation de 0,44% en moyenne. Si celle-ci est inférieure à la croissance démographique globale de MTPM (+0,63% par an), elle est néanmoins supérieure à la hausse de population mesurée pour l'ensemble des QPV se trouvant dans une métropole (+0,14%). Pour l'ensemble des quartiers prioritaires de France métropolitaine, le nombre de résidents est passé de 4,86 millions à 4,83 millions, soit une baisse de -0,11% par an. La croissance démographique mesurée dans les quartiers prioritaires de MTPM apparaît donc soutenue. La part des habitants de la métropole vivant dans un QPV est restée stable, légèrement inférieure à 10% en 2013 comme en 2018.

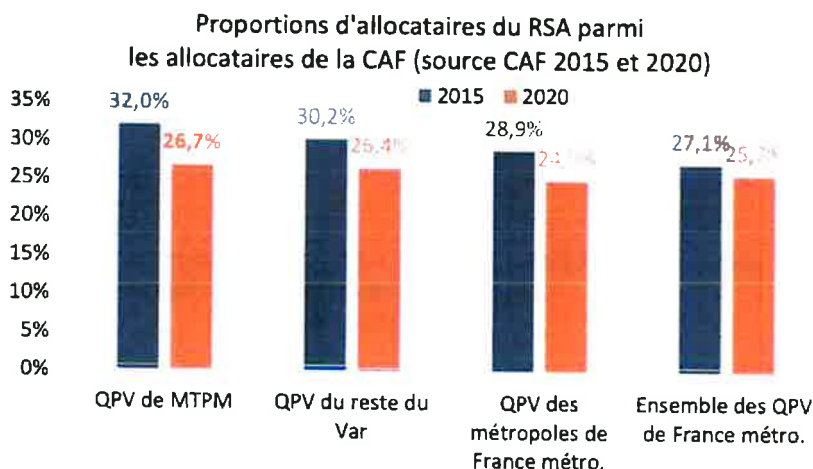
Le nombre de logements en QPV dans la métropole est resté stable entre 2015 et 2021, autour de 25 000. La vacance a cependant connu une hausse, en proportion (de 14% à 17%) comme en nombre (de 3 460 logements à 4 220).

La pauvreté reste une réalité très fréquente :



Le taux de pauvreté dans les quartiers prioritaires de la métropole est passé de 48,7% à 47,7% entre 2015 et 2019. Il s'agit d'une baisse équivalente à celles mesurées pour l'ensemble des QPV de France métropolitaine et pour l'ensemble des QPV situés dans une métropole. Il est à noter que le taux de pauvreté des quartiers prioritaires n'a diminué que dans neuf des vingt-deux métropoles, la moyenne étant tirée vers le bas par la forte diminution dans les QPV du grand Paris et leur million d'habitants.

Si la fréquence de la pauvreté est en recul dans les quartiers prioritaires de MTPM, elle reste cependant très importante. La valeur est nettement supérieure à celle de l'intercommunalité (16,6%), mais elle excède également les moyennes pour les quartiers prioritaires situés dans une métropole (42,2%) et pour l'ensemble des quartiers prioritaires de l'hexagone (43,4%). Les taux de pauvreté élevés dans les quartiers les plus peuplés (centre-ville de Toulon, Berthe et la Beaucaire dans une moindre mesure) expliquent en partie cette mesure.



La proportion d'allocataires de la CAF percevant le RSA a diminué de 5,3 points, passant de 32,0% à 26,7% dans MTPM. Cette baisse est plus importante que celles mesurées pour les référents de comparaison. Cependant, le poids des allocataires du RSA dans les QPV de MTPM reste légèrement supérieur aux moyennes. La diminution de la proportion d'allocataires touchant le RSA s'est accompagnée d'une baisse de leur effectif, passé en cinq ans de 4 443 à 4 153. En ce sens, Toulon Provence Méditerranée se distingue : pour l'ensemble des quartiers prioritaires de France métropolitaine, l'effectif de personnes touchant le RSA est en hausse. Pour les QPV des métropoles, l'effectif est le même en 2015 et 2020.

La proportion de bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé parmi les allocataires de la CAF est élevée dans les quartiers prioritaires de MTPM (14,2%), supérieure de plus de 3 points aux moyennes des QPV du reste du Var (11,1%), de ceux des métropoles (10,3%) et de l'ensemble de la France métropolitaine (11,1%). Cependant, la proportion pour les QPV du territoire est en baisse, entre 2015 et 2021 (-0,7 point) quand la tendance est à la

hausse dans les référents de comparaison. Si MTPM a connu une hausse des effectifs de personnes percevant l'aah dans ses quartiers (de 1 970 à 2 090 personnes, +6%), l'augmentation est toutefois bien inférieure à celles mesurées pour les autres QPV varois (+16%) et pour l'ensemble des quartiers prioritaires des métropoles (+16% également). Ces hausses importantes sont en parties dues à des modifications du plafond de ressources pour accéder à l'allocation et au passage de la durée maximale d'attribution de l'aah de dix à vingt ans en 2017.

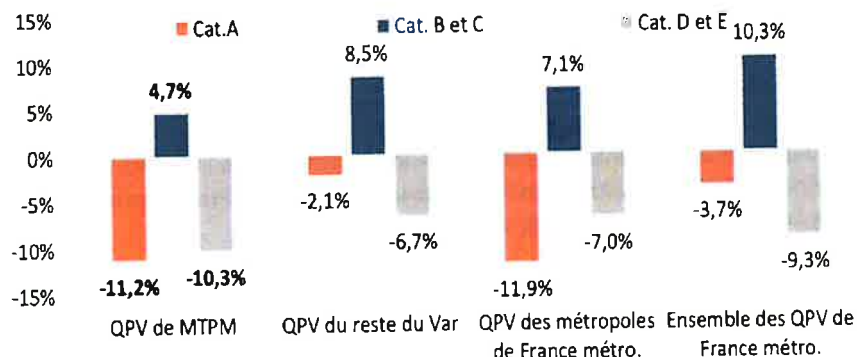
La proportion de personnes couvertes par la complémentaire santé solidaire non participative (C2S, équivalent de l'ex-cmuc) est de 33,3% parmi les affiliés au régime générale de l'assurance maladie dans les quartiers prioritaires de MTPM. La proportion a gagné 1 point en cinq ans. Cette valeur est importante : elle est plus élevée que les moyennes dans les quartiers prioritaires varois (27,5%) et dans l'ensemble des quartiers prioritaires des métropoles (26,6%). Pour ces deux référents de comparaison, la hausse entre 2016 et 2021 a été d'1 point et de 0,7 point.

Pour accéder à la C2S non participative, le ménage doit, comme pour le RSA ou l'aah, disposer de ressources inférieures à un plafond. Celui-ci est, pour une personne seule en 2022, de 767€ mensuels pour la C2S, de 575€ mensuels pour le RSA et de 920€ mensuels pour l'aah. Le seuil de pauvreté étant en 2019 de 1 102€ mensuels pour une personne vivant seule, des indicateurs tels que la **part d'allocataires de l'aah, du RSA ou de bénéficiaires de la C2S** renseignent sur la fréquence de situations de profonde pauvreté. L'évolution des indicateurs peut cependant être impactée par l'augmentation ou la diminution du recours à ces différentes prestations pour les personnes qui y auraient droit.

Une tendance à la baisse du nombre de demandeurs d'emploi :

Au 1^{er} semestre 2021, il y a 3 766 personnes en demande d'emploi de catégorie A dans les quartiers prioritaires de MTPM. Quatre ans avant, au 1^{er} semestre 2017, il y en avait 4 243. L'effectif a ainsi diminué de 11% : cette baisse est importante par rapport à l'ensemble des QPV des métropoles (-2%) et à l'ensemble des QPV de France métropolitaine (-4%). Il semble s'agir dans une certaine mesure d'une spécificité départementale : pour les quartiers prioritaires varois situés hors de TPM, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a diminué de 14% entre les premiers semestres 2017 et 2021.

Evolution du nombre de demandes d'emploi selon la catégorie
entre le 1^{er} semestre 2017 et le 1^{er} semestre 2021
(source Pôle Emploi)



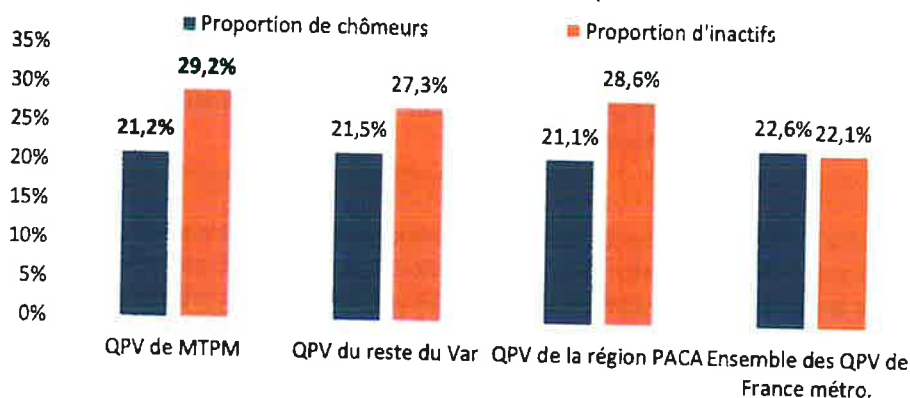
Six demandes d'emploi sur dix dans les QPV de la métropole relèvent de la catégorie A, celle des «personnes sans emploi, devant accomplir des actes positifs de recherche d'emploi» (source pôle emploi). Les catégories B et C, regroupant les personnes ayant exercé une activité réduite au cours du mois écoulé, regroupent 1 733 demandeurs d'emploi dans les quartiers prioritaires de MTPM au 1^{er} semestre 2021. Quatre ans plus tôt, ils étaient 1 654. L'effectif a donc augmenté dans ces catégories (+4,7%), ce qui semble indiquer plus de situations de va-et-vient entre le chômage et l'emploi. Cependant, la hausse mesurée pour les QPV de MTPM est plus modérée que celle dans les QPV du reste du var (+8,5%), dans l'ensemble des métropoles (+7,1%) et pour l'ensemble de la France métropolitaine (+10,3%). Pour les catégories D et E, la baisse est importante dans les QPV de MTPM (-10,3%). La tendance est donc, toutes catégories confondues, à une baisse plutôt marquée de la demande d'emploi dans les quartiers prioritaires de toulon provence méditerranée.

Cependant, le nombre de demandeurs âgés de moins de 26 ans a augmenté dans les quartiers prioritaires de l'intercommunalité, leur nombre étant passé de 899 à 926 (+3%). La tendance, ailleurs, est à une certaine

stagnation (quartiers prioritaires du var et des métropoles) voire à une diminution (QPV varois hors MTPM). Si leur part a assez nettement augmenté entre 2016 et 2020 (de 38,1% à 40,6%), les femmes restent sous-représentées parmi les demandeurs d'emploi des quartiers prioritaires de TPM. En effet, leur part est nettement plus élevée dans les quartiers prioritaires de l'ensemble des métropoles (45,3%) et de l'ensemble de la France métropolitaine (45,7%).

Contrairement aux effectifs de bénéficiaires de prestations sociales ou de personnes en situation de pauvreté, il est impossible de rapporter les DEFM à une population « englobante », afin d'estimer la prévalence de la demande d'emploi dans les territoires et la façon dont celle-ci a évolué. Cependant, les données du recensement de la population permettent d'approcher la problématique du non-emploi dans les quartiers prioritaires de MTPM, comparativement aux QPV départementaux, régionaux et de l'ensemble de la France métropolitaine.

Indicateurs de non-emploi parmi les 25-54 ans
(source INSEE-RP 2017)



Le choix a été de fait de restreindre la tranche d'âges à 25-54 ans afin que les proportions ne soient pas biaisées par la présence d'étudiants (avant 25 ans) et de retraités (après 54 ans). Près d'une personne sur deux (50,4%) âgée de 25 à 54 ans et vivant dans un quartier prioritaire de MTPM n'a pas d'emploi. Cette proportion est légèrement supérieure aux moyennes pour l'ensemble des QPV du var (48,8%) et de la France métropolitaine (44,7%) ; elle est à peu près équivalente à la moyenne pour l'ensemble des quartiers prioritaires de la région (49,7%).

La proportion de personnes en situation d'inactivité est particulièrement forte dans les QPV de toulon provence méditerranée (29,2%) eu égard aux valeurs pour les référents de comparaison. Le niveau de chômage est inférieur aux valeurs pour les quartiers prioritaires du var et de l'ensemble de la France métropolitaine. La dynamique plutôt favorable mesurée depuis 2017 dans MTPM (baisse des DEFM de catégorie A) indiquerait une tendance à la diminution de la prévalence du chômage sur les années suivantes.

5.3 Evolution des QVA selon l'AUDAT² :

5.3.1 Méthodologie

La Loi de Programmation pour la ville et la cohésion urbaine promulguée le 21 février 2014 réforme la géographie prioritaire de la politique de la ville en se basant sur un critère unique, celui du revenu. Les quartiers CUCS et ZUS (Zone urbaine sensible) sont remplacés par les seuls quartiers prioritaires (QPV). Sept quartiers prioritaires de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne font pas partie des 1 300 quartiers concernés par cette nouvelle géographie de la Politique de la Ville. Ils deviennent par conséquent des quartiers en veille active (QVA), devant faire l'objet d'une attention certaine mais ne bénéficiant pas des mêmes moyens que les quartiers dits « prioritaires ». Ainsi, si l'INSEE diffuse régulièrement des données sur l'emploi, la situation socioéconomique ou la démographie des QPV, aucune information statistique récente n'est actuellement disponible pour les QVA. Pour pouvoir rendre compte de leur situation, il est donc nécessaire de mobiliser d'autres moyens d'observation au niveau infracommunal.

² Document AUDAT en annexe

La première solution est de passer par la brique de base de l'observation infracommunale, les iris de l'INSEE. Cependant, pour aucun des sept quartiers métropolitains en veille active, le périmètre ne correspond au contour d'un iris ou à l'agrégat de plusieurs d'entre eux. Par conséquent, partir des données à l'iris risque de donner des résultats peu représentatifs de la situation de la majorité des QVA.

Une autre solution peut être de recourir à des bases de données géo localisées très finement, c'est-à-dire à l'adresse, à la parcelle cadastrale ou au carreau INSEE. Ainsi, il est possible de reconstituer le périmètre QVA du quartier de façon plus fidèle. Ces bases sont peu nombreuses et elles permettent surtout des approches spécifiques (équipements, logement, revenus et caractéristiques sociodémographiques). Cependant, la principale demande de la Métropole est d'évaluer la santé socio-économique des QVA, notamment en comparant leur situation à celle de leur environnement (commune, intercommunalité) mais aussi des quartiers prioritaires. Les données carroyées de l'INSEE et les indicateurs diffusés par la CAF pour les quartiers en veille active permettent, a priori, de remplir cet objectif. C'est donc cette option qui a été choisie.

5.3.2 Synthèse

Dans l'ensemble, les quartiers prioritaires se divisent entre centres-villes et ensemble de grands logements à faible coût, qu'ils relèvent du parc social ou non. Les isolés sans enfant sont surreprésentés dans les premiers, les familles dans les seconds. **Du fait de leurs configurations et de leurs tracés, six des sept quartiers en veille active (Les Maurels, Blocarde/Bosquets, La Planquette, Quartiers est de La Seyne-sur-Mer, Saint-Jean-du-Var) ont des périmètres plus hétérogènes en termes urbanistiques et, par conséquent, des peuplements plus variés.** La Closerie fait exception, correspondant pour l'essentiel au groupe de logements sociaux du même nom. En termes de situation socioéconomique, **il est possible de répartir les quartiers en veille active de MTPM en trois catégories :**

- Ceux dont les indicateurs relatifs au revenu des habitants ne sont pas fortement éloignés des valeurs pour leur environnement (commune, intercommunalité), et dont aucun sous-secteur n'affiche de valeur particulièrement défavorable pour ces mêmes indicateurs. C'est le cas de La Planquette et de Blocarde/Bosque
- Ceux dont les indicateurs relatifs au revenu des habitants ne sont pas fortement éloignés des valeurs pour leur environnement, mais dont certains sous-secteurs affichent des valeurs particulièrement défavorables pour ces mêmes indicateurs. C'est le cas des Maurels, de Saint-Jean-du-Var et des quartiers Est de La Seyne-sur-Mer. Les sous- secteurs en difficulté correspondent généralement à des groupes de logements sociaux.
- La Closerie, dont la part de ménages en situation de pauvreté est équivalente à la moyenne des quartiers prioritaires de la Métropole. Le QVA partage d'autres caractéristiques des QPV dont le parc est composé d'une majorité de logements sociaux. Le fait qu'il ait un nombre d'habitants peu élevé (environ 400) et qu'il n'y ait pas d'autres secteurs concentrant des ménages en difficulté à proximité du périmètre explique probablement qu'il soit sorti de la géographie prioritaire en 2015.

5.4 Analyse des résultats obtenus et des limites

5.4.1 Évaluation à mi-parcours du contrat de ville 2015-2018

AMM Évaluation à mi-parcours du Contrat de ville 2015-2020 – Cabinet Rouge Vif Territoires 2018

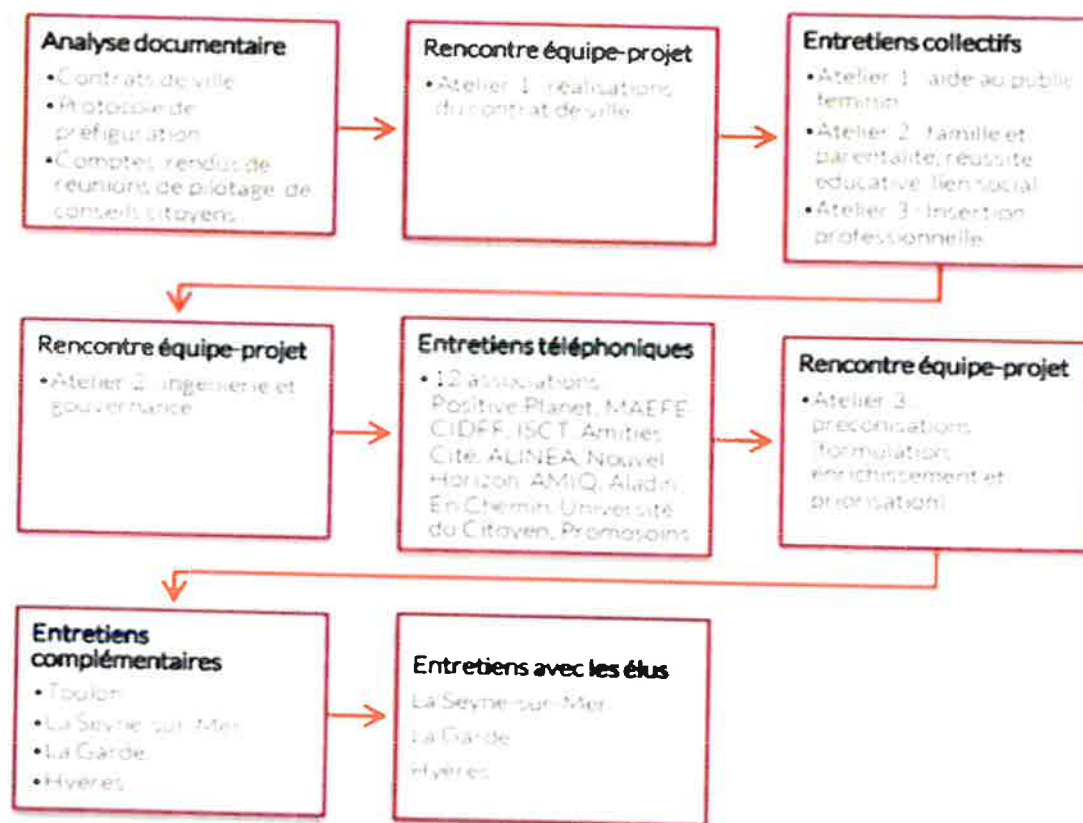
L'évaluation des contrats de ville intervient à mi-parcours de la mise en œuvre du contrat afin de réajuster la stratégie déployée, en réinterrogeant ses orientations et en actualisant la programmation des actions.

L'exercice d'évaluation à mi-parcours du contrat de ville va au-delà des bilans annuels conduits par les communes sous la coordination de la Métropole, en apportant une lecture des différents documents produits en lien avec la mise en œuvre de la Politique de la ville sur le territoire, ainsi qu'une analyse externe mettant en exergue les enseignements saillants de la démarche. L'évaluation à mi-parcours a vocation à aboutir à des préconisations faisant évoluer les pratiques en lien avec la gouvernance, l'ingénierie et la mise en œuvre du contrat de ville.

Cette synthèse a été rédigée à la fin de l'année 2018, dans le cadre d'une assistance à maîtrise d'ouvrage, pilotée par la Métropole de Toulon Provence Méditerranée et assurée par le cabinet Rouge Vif territoires.

Les réponses aux questions évaluatives sont issues à la fois d'une analyse documentaire, de groupes de travail, d'entretiens collectifs sous forme de *focus-groups* thématiques et d'entretiens téléphoniques complémentaires.

Le graphique ci-dessous synthétise la méthode déployée :



L'analyse de la concordance entre les réalisations et la stratégie du contrat de ville porte en elle deux enjeux. D'abord, la définition du rôle du contrat de ville en tant que document permettant d'interpeller et de mobiliser le droit commun.

En effet, un certain nombre d'objectifs du contrat de ville sont portés par des dispositifs contribuant à la politique de la ville, mais faisant l'objet de leurs propres modalités de fonctionnement : NPRNU, actions mises en œuvre par les bailleurs dans le cadre de l'abattement TFPB et de la gestion urbaine et sociale de proximité, programme de réussite éducative, contrat local de santé etc., mais aussi d'interventions du droit commun des différents partenaires.

En perspective, les investissements au titre du droit commun dans les quartiers prioritaires pourraient être davantage valorisés et harmonisés entre les thématiques et les territoires. L'autre enjeu est celui de définir la bonne échelle d'intervention sur certaines thématiques dans le cadre de la montée en compétences de la Métropole, par exemple en matière de développement économique.

Sur la création d'activités, l'accompagnement pourrait être mis en cohérence et structuré à l'échelle intercommunale, avec des déclinaisons par quartier. Les acteurs constatent une certaine fragilité et un manque de pérennité des actions dans ce domaine.

Le contrat de ville, du fait de ses moyens limités, ne peut agir sur tous les champs et porte, par essence, un rôle d'ensemblier de l'ensemble des dispositifs et politiques amenées à intervenir en faveur des quartiers. De plus, conduire une stratégie implique de faire des choix afin de maximiser les effets produits, et, pour cela de hiérarchiser les enjeux pour cibler les crédits là où l'effet levier sur le droit commun serait nécessaire.

On constate également un fort taux de reconduction des projets, ce qui permet d'une part de stabiliser le tissu associatif et de pérenniser les relations de travail, mais peut interroger d'autre part la possibilité de mettre en place des dispositifs de soutien pluriannuel pour les porteurs réguliers, formaliser une analyse des résultats des

actions d'une année sur l'autre permettant une réallocation des crédits vers d'autres porteurs et la capacité de la Politique de la ville à financer des projets expérimentaux, en accord avec ses principes fondateurs.

Enfin, les crédits spécifiques BOP 147 et les crédits Politique de la ville de la Métropole restent répartis à l'échelle communale, se concrétisant par des enveloppes bien distinctes.

Il apparaît au terme de l'évaluation à mi-parcours que peu d'actions intercommunales sont financées et qu'il n'existe pas d'enveloppe globale dédiée, symptomatique d'une échelle intercommunale qui reste à consolider.

Le pilotage à l'échelle intercommunale présente une réelle plus-value pour les équipes, en termes d'articulation avec les politiques publiques portées à cette échelle – même si des marges de progrès persistent en matière de décloisonnement entre directions –, de mutualisation de compétences et de partage d'expériences entre les équipes.

La gouvernance du contrat de ville permet, à mi-parcours du dispositif, d'associer les partenaires du contrat de ville, notamment à travers les comités de lecture.

Au-delà des instances communes, des améliorations sont possibles sur la coordination des interventions de droit commun.

Les capacités d'ingénierie des équipes, au niveau intercommunal comme au niveau communal, sont limitées par les moyens humains dédiés, en recul. La fonction de pilotage du contrat de ville relève davantage d'un suivi administratif que d'une réelle animation territoriale. Des temps de rencontres réguliers pourraient être systématisés à travers la mise en œuvre du projet de groupes de travail thématiques, associant les partenaires concernés.

Cette question est également celle de la valorisation des actions, leur dissémination à l'échelle intercommunale, l'accompagnement des porteurs de projets. A mi-parcours du dispositif, on constate que la Politique de la ville doit encore composer avec des moyens limités peu relayés par le droit commun, et un certain isolement des acteurs de la Politique de la ville dans l'écosystème public.

Extrait de l'évaluation à mi-parcours : Comment faire du contrat de ville un « vrai » projet de territoire ?

Dimension	Risques	Leviers
Enjeux stratégiques	<ul style="list-style-type: none"> • Perte du rôle d'ensemble de la Politique de la ville en tant que véritable projet de territoire. « Coquille vide » ? • Un Comité de pilotage comme « chambre d'enregistrement » des projets. • Perte de lisibilité de l'intervention publique par un manque de coordination des différentes interventions. • Perte de portage politique et transversal au profit de la gestion administrative d'une politique publique qui va de pair avec le passage d'une logique de contractualisation stratégique à une logique de guichet financier. • Soutien systématique à des actions « historiques » interrogeant l'effet « coup de pouce » des crédits spécifiques et l'ouverture à de nouvelles initiatives porteuses de nouvelles solutions. 	<ul style="list-style-type: none"> • Affirmer une vraie stratégie d'intervention. La hiérarchisation et la priorisation des enjeux les plus urgents sont pour cela une condition indispensable pour éviter les effets de saupoudrage. • Bâtir une stratégie communautaire pour maximiser l'intervention sur certains enjeux tout en conservant la spécificité communale et locale. • Intégrer les enjeux de la politique de la ville dans l'ensemble des politiques communautaires, systématiser la prise en compte des QPV dans les documents programmatiques, stratégiques et contractuels. • Formaliser des objectifs précis à destination des politiques et signataires de droit commun. Préciser et entériner le fléchage spécifique attendu en faveur des quartiers.
Enjeux organisationnels	<ul style="list-style-type: none"> • Accroissement de la lourdeur administrative, décrochage des « petits » porteurs de projet. • Méconnaissance des résultats et des impacts générés par les actions, aussi bien financées par les crédits spécifiques que de droit commun. • Absence d'outils permettant un ajustement annuel de la programmation en fonction des enjeux locaux. 	<ul style="list-style-type: none"> • Associer les porteurs de projet et les acteurs de terrain dans le suivi des objectifs pour un pilotage collégial et une responsabilisation partagée. • Communiquer en interne sur la Politique de la ville (réunions de directeurs, outils de communication interne etc.) • Développer l'approche transversale par exemple par des groupes de travail thématiques. • Conforter le rôle de l'équipe métropolitaine comme pourvoyeuse d'ingénierie et porteuse d'une intervention stratégique. • Mettre en place une comptabilité analytique dans le cadre du contrôle de gestion pour mieux identifier comment les directions thématiques se mobilisent pour les quartiers et se fixer des cibles à atteindre.

La conduite de l'évaluation à mi-parcours a permis :

- D'affirmer le rôle de la Métropole en tant que coordinateur du contrat de ville ;
- De faire travailler entre eux des partenaires qui ont pu croiser leurs regards sur la politique de la ville, partageant expériences, méthodes de travail, difficultés et conseils. Cet exercice contribue donc, à son échelle, au décloisonnement des pratiques et à une ingénierie plus intégrée, qui représentent aussi une ambition de la politique de la ville ;
- De consolider une dynamique de réseau entre les équipes en charge des différents contrats de ville, ainsi qu'entre les porteurs de projets, qui ont exprimé à plusieurs reprises le besoin de partager leurs expériences plus régulièrement et de mutualiser leurs ressources ;
- D'identifier des pistes d'ajustement ou d'améliorations.

5.4.2 Expérimentation d'impact des actions politiques de la ville 2020

Étude d'impact 2020 des actions politiques de la ville : "Job contract" de l'association FACE VAE.

Dans le cadre de son programme de travail 2020 sur le Contrat de Ville 2015-2022, la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) a souhaité amorcer une démarche de mesure de l'impact des actions financées au titre de la Politique de la Ville.

Jusqu'ici, la démarche d'évaluation des actions se faisait essentiellement à travers l'examen d'indicateurs statistiques recollés auprès des opérateurs : nombre de personnes ayant bénéficié de l'action, répartition par sexe, répartition par âge, etc.

Il manquait à cette approche la dimension des effets de l'action sur le public, mais aussi du ressenti de celui-ci quant à la structure et à la prestation proposée. Il était ainsi difficile de pouvoir déterminer la réelle efficacité des actions et donc leur pertinence. Les pistes éventuelles pour améliorer les interventions et faire évoluer les pratiques se trouvaient également réduites par le manque d'informations.

La nouvelle démarche d'évaluation proposée a reposé essentiellement sur le recueil de la parole des usagers, afin d'éclairer les effets concrets de l'intervention sur leur quotidien mais aussi de connaître leurs impressions quant à l'action. Il s'agit d'une expérimentation, qui vaut donc autant pour les enseignements méthodologiques émergents que pour les résultats donnés. Ce premier exercice vise à déterminer la pertinence de la démarche dans un premier temps, et à dégager des pistes d'amélioration si l'utilité est jugée réelle.

Pour l'accompagner dans cette démarche, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a sollicité le service Politique de la Ville d'Hyères, ayant déjà travaillé sur le sujet, ainsi que l'Agence d'urbanisme de l'Aire Toulonnaise et du Var (Audat.var), chargée de l'Observatoire des quartiers prioritaires de MTPM.

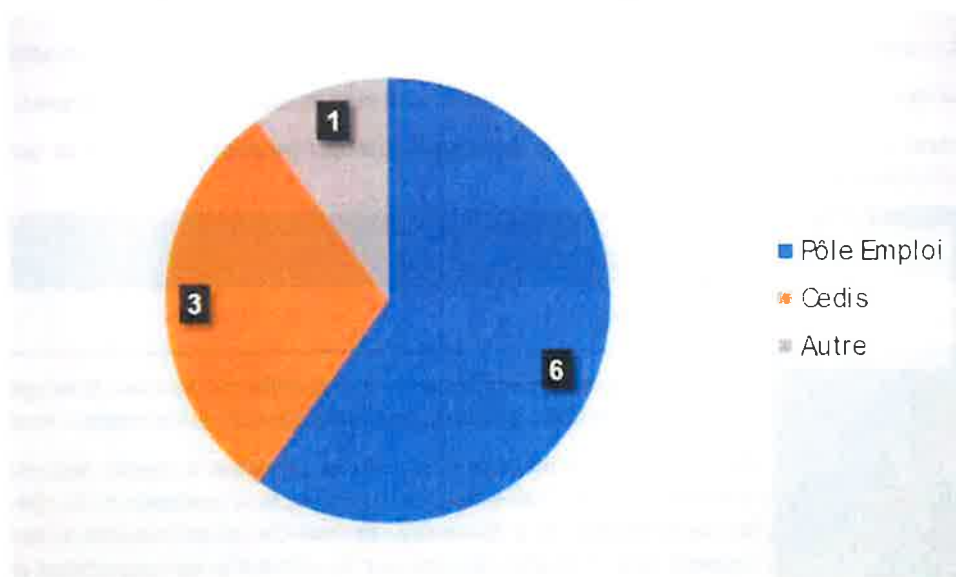
Pour la mise en place de ce nouveau mode d'évaluation, le choix a été fait de se limiter à un pilier du Contrat de Ville (le volet économie/emploi) et à une action. L'action Job Contact proposée par l'association Face Var est apparue comme idéale pour l'expérimentation : elle est dispensée depuis le début du Contrat de ville dans les quatre communes de la Métropole dont un quartier relève de la Politique de la Ville et elle s'adresse tous les demandeurs d'emploi de longue durée, sans distinction de sexe. Un questionnaire à l'intention des bénéficiaires de l'action a été réalisé conjointement par Toulon Provence Méditerranée, le service Politique de la Ville d'Hyères et l'Audat. Var et aborde :

- Les conditions d'inscription dans l'action
- Impacts de l'action sur le plan professionnel
- Impacts de l'action sur le plan personnel
- Jugement évaluatif de l'action

L'approche par petits groupes de 3, 4 ou 5 personnes a été privilégiée. Néanmoins, le renforcement des règles sanitaires décidé fin octobre 2020 a conduit à modifier le mode opératoire : l'option des entretiens téléphoniques s'est imposée.

Les résultats : 9 femmes et 1 homme ont été interrogés.

Répartition des enquêtés par structure à l'origine de l'orientation



Les constats principaux :

- La volonté des bénéficiaires de trouver un emploi mais également être soutenus

- Des freins variant d'une personne à l'autre (parentalité, éloignement du marché de l'emploi, peu d'offres, origine géographique, manque de maîtrise de la langue française.)
- 40% des personnes interrogées en emploi au moment de l'entretien
- Un travail important sur l'expression orale : impact sur la vie personnelle et professionnelle
- Reprendre confiance en soi et rompre l'isolement
- L'importance de se sentir écouté et soutenu

Cette première expérimentation de mesure d'impact, à petite échelle, a fait émergé la possibilité de recueil de la parole des usagers et d'amélioration de actions menés à travers les retours d'expériences concrets. Elle a ouvert le champ des possibles quant à la possibilité d'une mesure d'impacts à plus grande échelle.

5.4.3 Etude 2021 COOPESIA

« Diagnostic de l'offre et de la demande en matière d'insertion professionnelle dans les QPV de la métropole toulonnaise » Etude COOPESIA / DOETS du Var - 2021

Le cadre et les objectifs de l'étude :

Sur la base de la liste des actions menées et financées par la politique de la ville en 2020, dans le domaine du développement économique et de l'emploi, l'objectif est de réaliser un diagnostic de l'offre et de la demande en matière d'insertion professionnelle dans les QPV de la métropole toulonnaise.

La réalisation du diagnostic de l'offre existante a permis de questionner et mettre en dialogue les actions menées et subventionnées selon plusieurs axes dont :

- Les modalités d'intervention (sourcing, nombre et qualité des intervenants, public visé et public touché) ;
- Les financements mobilisés (droit commun et subvention Etat et collectivités) ;
- Les dynamiques partenariales mobilisées entre associations et acteurs locaux du service public de l'emploi ;
- Les effets observés et ressentis sur le terrain.

Le diagnostic a porté sur les 33 actions menées en 2020 sur ces territoires, et portées par 14 associations.

Les préconisations formulées à l'issue de l'analyse ont porté sur 3 axes et sont déclinées ci-dessous.

Une intervention « complète » à déployer au sein de chaque quartier/ proposer une offre de service globale permettant d'y répondre.

N° préconisation	Détails
Axe 1 : Penser la territorialisation de l'offre	
N° 1	<p><i>S'assurer de la présence d'actions selon les différents les axes de la typologie dans chaque quartier pour offrir une possibilité d'entrée en parcours « multiaxes »</i></p> <p>Où ? : Au regard du 1er niveau de cartographie présenté précédemment, il convient d'ajuster l'offre dans les quartiers de la politique de la ville de Hyères, de Sainte-Musse, de la Beaucaire, de Pont-Carral ou Rodeillac à Toulon afin de s'assurer que les publics rencontrent les offres d'accompagnement adaptées.</p>
N° 2	<p><i>S'assurer de l'accès aux actions de formation linguistique et de développement des compétences pour tous les habitants quel que soit leur quartier d'origine.</i></p> <p><i>Maintenir et développer une présence de proximité au sein des QPV comme préalable indispensable à tout accompagnement vers et dans l'emploi</i></p>

N° préconisation	Détails
N° 3	<i>Déployer des actions de remobilisation sociale dans chaque quartier au plus près des habitants</i>
N° 4	<i>Consolider les liens entre les adultes relais et les associations porteuses d'actions de remobilisation sociale dans chaque quartier. Penser le quartier comme point d'entrée, mais stimuler la « sortie du quartier » par des actions complémentaires à la redynamisation sociale, notamment en centre-ville</i>
N°5	<i>S'assurer d'une offre d'insertion « complète » dans les centre-ville afin de rompre avec l'enclavement du quartier.</i>
Axe 2 : Innover dans les modes d'accompagnement : stimules les actions de repérage	
N°6	<p><i>Stimuler le déploiement de méthodes d' « aller-vers » les habitants pour chaque action, par la Co-construction et l'identification d'indicateurs adaptés.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Changement de stratégie de Pôle emploi et du CEDIS soulève des difficultés de « remplissage » des actions • Faire évoluer les actions, et spécifiquement de stimuler des méthodes innovantes d' « aller-vers » les habitants à l'étape 0 de l'entrée dans l'action afin de sécuriser les cohortes de personnes participantes. • Suggérer un travail de Co-construction des actions d'« aller vers » avec les équipes de professionnels et d'identification d'indicateurs adaptés. • Structurer des outils distanciels pour maintenir le lien
N° 7	<p><i>Favoriser les actions qui proposent l'alternance de modules en présentiel et en distanciel.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La crise sanitaire de la COVID-19 : outils numériques et l'alternance entre présence et distance aux côtés des publics. • Ces outils distanciels doivent être développés car ils représentent un vecteur différent et innovant permettant de maintenir un lien avec les publics voire d'en « capter » de nouveaux, qui ne se rendraient pas dans les permanences et points d'accueil des structures.
N° 8	<p><i>S'assurer de l'articulation des actions d'insertion avec le maillage des services numériques dans les quartiers de la politique de la ville.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Disparités importantes entre les foyers • Articuler les actions d'insertion professionnelle avec l'offre de services numériques (espaces multimédia, associations habilitées France Connect, conseils et ateliers numériques, etc.), dans tous les territoires.
N° 9	<i>Dépasser l'accompagnement linéaire classique « formaté »</i>

N° préconisation	Détails
	<p><i>Stimuler l'innovation dans les pratiques des professionnels par l'inspiration et le dialogue avec des expérimentations en cours en PACA et sur tout le territoire national.</i></p> <p><i>Nouvelles méthodes d'accompagnement</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • « Impact jeunes », • « Territoire zéro chômeur de longue durée » • « TAPAJ : travail alternatif payé à la journée » ou « Premières heures »,
N° 10	<p><i>Promouvoir des actions de sensibilisation et d'accompagnement à la création d'entreprise en partenariat et dans le cadre des accompagnements proposés comme une nouvelle forme de révélation des appétences</i></p>
N° 11	<p><i>Intégrer plus tôt l'entreprise dans le parcours</i></p> <p><i>Développer les partenariats avec les entreprises membres du PAQTE, et plus largement les entreprises du territoire, pour encourager les actions qui intègrent les entreprises à toutes les étapes.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • « Partir de l'entreprise pour penser l'insertion » • Infuser la relation avec l'entreprise, dans toutes les actions et tous les axes de la typologie et notamment dès les actions de remédiation sociale. Associer plus fortement les publics de la construction à l'évaluation des actions
N° 12	<p><i>Encourager la contribution des personnes accompagnées pour évaluer les actions et accompagner leurs adaptations.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les individus sont plus à même de développer leur créativité, se laisser inspirer par les autres, lorsqu'ils se sentent inclus, reconnus et entendus. • Les innovations attendues doivent se baser sur les retours d'expériences des personnes elles-mêmes. <p><i>Penser une offre de formation professionnelle territoriale pour les acteurs associatifs</i></p>
N° 13	<p><i>Suggérer la mise en place d'un programme de formation commun pour les professionnels du territoire, inspiré des axes d'innovation qui sont attendus par les services de l'Etat.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Stimulant/professionnalisant de construire un programme de formation commun aux professionnels du territoire selon les axes d'innovation souhaités <p><i>Renforcer la communication sur les réussites, en s'appuyant sur des outils qui valorisent les parcours, les réalisations</i></p>
N° 14	<p><i>Recommander de s'appuyer sur les nouveaux outils de communication pour mener des actions de communication qui valorisent les parcours et les personnes.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour chaque action déployée, penser un format de communication adaptée est un moyen de stimuler au

N° préconisation	Détails
	sein des associations, la construction de stratégies de communication sur leurs propres projets.
N° 15	<p><i>Penser une campagne de communication concertée au niveau de la Métropole qui pourrait se baser sur les actions individuellement menées par les associations.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Outils de communication grand public tels que des campagnes de communication au cœur des quartiers (bus, abris bus, maison des services publics, espaces d'accueil des associations, etc.).
Axe 3 Préconisations au titre des acteurs et du pilotage	
N° 16	<p><i>Reconnaître la présence d'associations historiques pour engager de nouvelles actions, par la stimulation des coopérations et des innovations.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • A la question posée en introduction du rapport quant à l'arrivée de nouvelles structures porteuses de nouvelles réponses dans les quartiers, nous répondons la nécessité de s'appuyer sur les acteurs existants tout en stimulant leurs capacités d'innovation et de nouvelles coordinations
N° 17	<p><i>Stimuler l'interconnaissance</i></p> <p><i>Maintenir et développer des actions et des outils favorisant les échanges et construisant l'interconnaissance entre les acteurs.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Il n'existe pas de connaissance exhaustive de toutes les actions financées en matière d'insertion professionnelle sur le territoire de la Métropole. • Aller plus loin que la cartographie construite et s'appuyer sur des événements de type forum des associations.
N° 18	<p><i>Piloter les actions au niveau de la Métropole...</i></p> <p><i>Proposer la mise en place d'une instance de pilotage des actions financées en matière d'insertion sur le territoire de la Métropole.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Financement des actions n'est pas suffisant. Les acteurs expriment un besoin de pilotage, de coordination des interventions, soit par les institutions, soit par les acteurs eux-mêmes sous l'impulsion de la politique publique. • Espace de dialogue, cercle, club ou de manière plus structurée un comité de suivi des actions, réunissant les principaux partenaires de la politique de la ville, dont l'Etat et les collectivités, les représentants du SPE et les acteurs associatifs.
N° 19	<i>Qui offre un espace d'échange avec les acteurs du SPE...</i>

N° préconisation	Détails
	<p><i>Accompagner les acteurs afin de renouer le dialogue avec les représentants du SPE en vue de réactiver les prescriptions en s'attachant à respecter les stratégies de chacun.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Instauration d'un pilotage territorial aurait pour premier objet et premier résultat, le renouvellement du dialogue entre les associations et le service public de l'emploi, qui semble s'être distendu depuis plus de deux ans. ... dans un cadre financier à repenser pour éviter le saupoudrage par quartier
N° 20	<p><i>Innover dans le mode d'octroi des subventions en proposant un dossier unique par action.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Actuellement, deux actions déployées de la même façon par la même association, et en son sein la même équipe, dans deux quartiers, doivent faire l'objet de deux dossiers de sollicitation financière, deux dialogues de gestion et deux évaluations. • Accompagner les collectivités dans l'acceptation d'un dossier unique pour le territoire métropolitain est une attente des associations. L'instance de pilotage pourrait s'en faire écho

5.4.4 Etude d'impact 2022 KPMG

L'évaluation d'impact des actions Politique de la Ville dans le cadre du contrat de Ville 2015-2022-AMO KPMG / MITPM 2022

L'évaluation menée par KPMG est toujours en cours. L'évaluation finale sera intégrée ultérieurement au présent document.

Rappel du cadre de la démarche :

- ✕ La Métropole Toulon Provence Méditerranée a réalisé une évaluation d'impact de certaines actions de la Politique de la ville sur son territoire. Dans ce cadre, plusieurs rencontres et échanges ont été organisés avec des opérateurs ayant bénéficié de crédits Politique de la Ville en 2021. Cette démarche concerne 10 opérateurs sur les communes de Toulon, La Seyne, La Garde et Hyères. Ces échanges se sont déroulés avec les différents membres des opérateurs concernés, ainsi que les bénéficiaires des actions :
- ✕ Dans un second temps, dans le contexte d'évaluation du CDV et plus largement dans la perspective d'un renouveau de la contractualisation autour des quartiers de la politique de la Ville, la Métropole a souhaité organiser un séminaire regroupant les acteurs associatifs, les communes et les représentants de l'Etat.

Rencontres avec les opérateurs :

Rappel de la méthodologie de travail :

Détails

Prendre connaissance des modalités de fonctionnement des porteurs de projets (les actions déployées, l'organisation interne, le budget réservé à chaque action...)

Identifier les modalités de mise en œuvre des actions Politique de la Ville : moyens humains, financiers, en ingénierie mobilisés pour réaliser les actions

Cerner les besoins et difficultés rencontrés lors de la mise en œuvre des actions : impact du contexte des quartiers, crise sanitaire

En perspective

Repérer les impacts du suivi-évaluation des actions et les plus-values d'une évaluation approfondie telle que déployée dans le cadre de la présente mission ;

Mesurer l'impact des actions sur les bénéficiaires : effets de l'action sur le bénéficiaire, besoins auxquels l'action a répondu, perception de la qualité de l'action, etc.

La démarche terrain a été complétée par la diffusion d'un questionnaire à destination des porteurs de projets mêlant une approche croisée qualitative (questions ouvertes) et quantitative (questions fermées) afin d'alimenter l'évaluation d'impact.

Synthèse des temps d'analyse terrain :

Questions évaluatives : L'action parvient-elle à trouver son public ? Le public touché correspond-il au public cible de l'action ?

Enseignements

Des actions d'autant plus pertinentes lorsqu'elles s'appuient sur une articulation entre prescripteurs (adultes relais, assistantes sociales, magistrats, etc.) et porteurs de projets.

L'orientation des personnes vers les porteurs de projets associatifs adaptés dépend de la **visibilité et de l'implantation locale de ces porteurs de projets**. Une bonne orientation traduit de la part des acteurs institutionnels de l'action portée par les opérateurs.

Des logiques de mobilisation des publics (les habitants des QPV) et des publics cibles (les bénéficiaires ciblés lors de l'élaboration de l'action) différenciés selon les actions : la mobilisation d'adultes-relais constitue une plus-value via une présence de proximité, l'identification de potentiels bénéficiaires à travers une démarche d'aller-vers et l'impulsion d'une dynamique locale sur les quartiers.

Question évaluative : L'action atteint-elle ses objectifs ? L'action produit-elle des effets sur les parcours des bénéficiaires ?

Enseignements

Au-delà de l'impact des actions menées (accès à l'emploi après 12 mois dans le chantier d'insertion), certaines actions s'inscrivent dans un **processus de création de lien social, de communication et de mixité sociale** (créer des espaces de rencontres entre des profils différents).

Les actions de cohésion sociale permettent aux bénéficiaires non seulement **d'entretenir des liens sociaux** et de **lutter contre les situations d'isolement**.

La richesse de l'accompagnement des parcours et chantiers d'insertion permettent aux bénéficiaires de favoriser l'estime de soi, de développer une réflexion sur l'orientation professionnelle et une ouverture professionnelle à de nouvelles opportunités → une **logique de soutien à l'employabilité des personnes éloignées de l'emploi**.

Un impact sur le long terme des actions qui dépassent l'acquisition de compétences (de savoir-faire) mais permettent le développement de *soft skills* (travail en équipe, savoir-être, gestion de la relation employeur-employé, etc.) et de compétences durables pour la suite du parcours professionnel (entretiens d'embauche, etc.).

Les chargés d'opérations ne peuvent pas toujours percevoir et apprécier l'impact de leur action sur les bénéficiaires en termes de **lien social** ou de **prise de confiance** en soi, or, **cet impact est fortement mis en exergue par les bénéficiaires**.

La multiplicité des actions et leurs impacts sur les enfants et les jeunes adultes rendent compte **d'un accompagnement qui s'inscrit dans une approche de parcours** : diverses actions incitant aux activités sportives et à la créativité à destination des enfants, puis des actions d'accompagnement scolaire et enfin des actions permettant de faire le lien école-entreprise.

Questions évaluatives : Le cadre d'intervention sur les quartiers (locaux, environnement, ...) est-il adapté aux objectifs des actions ?

Enseignements

L'explosion des besoins qui a accompagné et suivi la période de crise sanitaire souligne la pertinence des actions conduites répondant à des enjeux d'urgence pour les habitants des quartiers prioritaires ou a minima des bénéficiaires rencontrés

Certaines actions s'effectuant sur le temps long disposent de davantage de marge de manœuvre pour **accompagner dans la durée l'appropriation des éléments travaillés** – notamment s'agissant de la recherche d'emploi et l'acquisition de savoir-faire professionnels

Durant la crise sanitaire, la mise en place de solutions alternatives (échanges en visio-conférence) a été longue et on relève une difficulté pour les opérateurs de disposer des outils ou de l'ingénierie numérique nécessaires (un ordinateur pour chaque salarié, une connexion internet fiable...) – mais également pour les bénéficiaires n'ayant pas toujours à disposition les outils et la maîtrise numérique nécessaire.

Une démobilitation de fait durant la crise sanitaire dues à l'impossibilité de réaliser des actions en présentiel ayant entraîné une difficile remobilisation des jeunes en difficulté.

Les **contraintes d'accès aux locaux**, parfois dues aux travaux que connaissent certaines permanences (AVRE) ont également contribué à la démobilitation.

Une **difficile intervention dans certains quartiers prioritaires dues au contexte de tranquillité publique de certains quartiers** (La Beaucaire, Le Jonquet, Val des Rougières) mettant en lumière l'impact de l'environnement sur la réalisation de certaines actions.

Questions évaluatives : Les porteurs de projets sont-ils en capacité d'évaluer leurs actions ? Les modalités d'évaluation des actions sont-elles cohérentes avec les objectifs des actions ?

Enseignements

Le déficit de mobilisation de moyens humains et d'ingénierie ou encore de relais partenarial pour suivre les bénéficiaires ne permet pas de s'inscrire dans une logique de parcours et la mesure de l'impact d'une action sur le temps long.

Une évaluation des actions menées par les opérateurs qui gagnerait à valoriser davantage un volet qualitatif afin de mettre en lumière des éléments qui ne sont pas toujours mesurables quantitativement (création de lien social, retour à la vie sociale, sortie de situation d'isolement, reprise de confiance en soi...). Les opérateurs de la Politique de la ville rendent compte d'une exigence propre à l'évaluation quantitative qui ne correspond pas toujours à certaines actions qui restent mesurables sur le temps plus long que celui de l'appel à projet.

Questions évaluatives : Les opérateurs mobilisent-ils des moyens spécifiques pour réaliser leurs actions ? Pour améliorer la portée de leurs actions ?

Enseignements

La mobilisation d'une ingénierie spécifique et notamment le déploiement de moyens humains supplémentaires dans le but de mieux accompagner les bénéficiaires permet d'améliorer la portée des actions et de répondre aux besoins des bénéficiaires.

Séminaire :

Rappel de la méthodologie de travail :

Objectifs

Le compte-rendu des échanges présente, sous forme synthétique, les contributions des différents participants portant sur les thématiques abordées lors du séminaire :

- Le réseau des acteurs de la Politique de la ville et l'animation à l'échelle des quartiers
- Le suivi de la Politique de la ville et l'évaluation des actions

- Le soutien à la vie associative et l'appui aux porteurs de projet

Le séminaire a réuni une trentaine de participants. Invités à se prononcer sur les chantiers prioritaires pour le fonctionnement du Contrat de Ville et le soutien à la vie associative, les participants ont mis en avant :

1. La structuration du réseau des acteurs de la politique de la ville et l'animation locale
2. Le renforcement du soutien à la vie associative
3. L'optimisation du fonctionnement de l'appel à projets.

Synthèse des temps d'analyse terrain :

Le réseau des acteurs Politiques de la ville à l'échelle des quartiers

Lien entre les porteurs de projets et les acteurs institutionnels et entre porteurs de projets et animation locale

Diagnostic/ réalisations

- Une cartographie interactive des associations portée par la Métropole permettant de localiser les associations financées dans le cadre de la Politique de la Ville pour des projets métropolitains, de disposer de leur contact, de leur thématique d'intervention et de les localiser.
- Des rencontres thématiques de la Politique de la Ville organisées par la commune de Hyères, ou des réunions multithématiques sur la Politique de la Ville mises en place sur le secteur Ouest de Toulon o Des rencontres qui renforcent l'interconnaissance et facilitent l'orientation des publics entre les acteurs associatifs en fonction des besoins
- Des formes de mises en réseaux – en dehors de la Politique de la Ville – qui peuvent constituer des bonnes pratiques inspirantes (ex : réseau REAP animé par la CAF de La Seyne-sur-mer) : mobilisation d'un animateur de réseaux, participations des professionnels, présence d'intervenants, dimension opérationnelle...
- Les acteurs associatifs, notamment ceux présents sur les quartiers et intervenant auprès des habitants (adultes relais, médiateurs...) peuvent jouer un vrai rôle de tiers neutre et accompagner la régulation des relations entre habitants / usagers et institutionnels
- Exemple : actions de lien entre les parents et les établissements scolaires, actions de proximité (activités sportives, journées citoyennes...)

Limites / Difficultés

- Une bonne identification par les associations des autres associations intervenant sur le territoire, mais pas nécessairement de leurs actions, de la nature de leur travail...
 - Une méconnaissance par les porteurs de projets des actions financées en dehors de celles qu'ils portent – limitant aussi les possibilités de synergies
- Le périmètre d'intervention de certaines associations évolue régulièrement, ce qui complique l'appréhension du positionnement de chacune d'elle
 - Une évolutivité du périmètre des associations liée aux logiques de financements, elles-mêmes volatiles des associations (appels à projets notamment)
- Une méconnaissance par certains partenaires – pourtant présents sur les quartiers – de la programmation (ex : bailleurs sociaux)
- Des liens qui pourraient se renforcer entre les partenaires et les associations et partenaires institutionnels (CAF, Conseil départemental, bailleurs sociaux, Métropole...) notamment pour favoriser la présence des institutionnels sur les quartiers
-

Perspectives

- Renforcer l'animation du Contrat de Ville – au-delà du pilotage de la programmation – en assurant une mise en réseaux partenariales à deux niveaux :
 - Métropolitaine : animation par la Métropole du réseau des partenaires signataires du Contrat de Ville, portant sur les enjeux relatifs aux enjeux de mobilisation du droit commun : articulation des cofinancements, réinvestissement par les signataires des quartiers via leur politique de droit commun, liens entre les signataires et les acteurs de proximité...
 - Une animation en réseau qui pourra se faire selon des formats thématiques (ex : emploi, cadre de vie, tranquillité publique...) Nb. Une opportunité pour veiller au bon déploiement des politiques publiques présentant des enjeux stratégiques pour les quartiers (ex : Convention Territoriale Globale signée avec la CAF)
 - Locale (à l'échelle des quartiers, animée par les communes en lien avec les délégués du Préfet) : coordination des acteurs de terrain, développement des liens et synergies, remontées des besoins et attentes des habitants... Nb. Des démarches à articuler avec les dispositifs et réunions existantes (GUSP, rencontres thématiques...)
- Actualiser, enrichir et étendre la cartographie des associations :
 - Étendre la cartographie des associations à l'ensemble des associations relevant de la Politique de la ville – y compris celle portant des projets sur un seul quartier
 - Étudier l'opportunité de faire une cartographie dépassant la Politique de la ville et l'échelle des quartiers

L'identification des publics, la place et le rôle des prescripteurs

Diagnostic/ réalisations

- Des expériences réussies de démarches d'aller-vers, notamment via la mobilisation d'adultes relais ou plus généralement de médiateurs :
 - INSAT / Ecole de la deuxième chance, appui sur 3 adultes relais pour aller capter des jeunes sur les quartiers dans le cadre de l'action Elan Jeune
 - Bus itinérant, cofinancé par la CAF, mobilisé par certaines Centres sociaux-culturels pour des démarches d'aller-vers auprès des habitants
 - Poste d'adulte relai Unicité, poste de médiatrice sociale de l'association Vivre en famille – des interlocuteurs identifiés sur les quartiers, avec connaissance du terrain et des besoins des habitants.
- Des exemples de démarches de valorisation des actions permettant une meilleure appréciation des interventions des associations par les prescripteurs
 - Campagne de communication sur support vidéo dans le cadre d'un marché d'insertion avec Résine
- Un travail engagé au niveau du Conseil départemental en matière d'accueil inconditionnel, associant différents partenaires – des réflexions et démarches à bien coordonner

Limites / Difficultés

- Un partenariat financeur / prescripteur et porteur de projet impacté par les enjeux de gestion budgétaires, y compris sur le ciblage, l'accueil et la mixité des publics : insécurisation des règles de financements, variation des budgets...
 - Exemple : Des évolutions des modalités de financements des places de CAF en termes de quotients familiaux qui 1. limite les marges de manœuvre en

terme de ciblage du public accueilli et la constitution de groupes socialement mixtes; 2. induit une variation brutale des financements pour les porteurs.

- Des difficultés pour les porteurs à tenir en parallèle les objectifs en termes de publics, les injonctions à l'innovation et à proposer des réponses ciblées aux besoins des quartiers le tout sur des financements multiples et non pérennes
- Des difficultés pour les porteurs à s'appuyer sur du personnel qualifié et présentant des savoir-faire et postures professionnels à même de renforcer leur capacité 1. de dialogue avec les financeurs / prescripteur, 2. une proximité et un rôle de médiation sur les quartiers auprès des habitants
- Soutenir la médiation sociale et accompagner les acteurs dans leurs démarches d'aller-vers :

Perspectives

- Poursuivre, sécuriser et renforcer les politiques de soutien au recrutement de médiateurs, le cas échéant via le dispositif d'adulte-relai
- Valoriser et soutenir le rôle de tiers neutre des acteurs associatifs et renforcer leur lien de relai entre habitants et acteurs institutionnels
- Accompagner les associations dans leurs démarches de professionnalisation

Le suivi de la Politique de la Ville et l'évaluation des actions

Le suivi dans le temps des parcours des bénéficiaires

Diagnostic/ réalisations

- Un suivi dans le temps qui est tributaire du profil des personnes touchées, ce qui rend aléatoire la capacité à suivre leurs évolutions. Deux types de profils ressortent notamment :
 - Le public captif – public facilement identifiable et faisant l'objet d'un suivi régulier (notamment par les porteurs de projet de proximité implantés en QPV).
 - Le public dit « invisible » – personnes difficiles à capter et susceptibles de développer des stratégies d'évitement des dispositifs et actions déployées
- Les modalités de suivi des bénéficiaires, et ainsi les informations à collecter au fil de l'eau, vont dépendre de la nature de l'action - un suivi dans le temps qui ne répond ainsi pas aux mêmes attendus
- Des attendus qui varient fortement selon les objectifs de l'action
 - Une « sortie » des bénéficiaires de l'action est jugée positive dans certains cas (par exemple l'accompagnement à l'utilisation des outils numériques), quand dans d'autres cas il est souhaitable de réaliser un suivi dans le temps long (par exemple un accompagnement à l'accès aux droits)
- Un suivi qui est facilité par de nouveaux dispositifs propices au partage d'informations
 - Par exemple via le travail réalisé dans le cadre de la Cité de l'emploi

Limites / Difficultés

- Une difficulté à valoriser dans les bilans l'impact des actions sur le parcours de vie des bénéficiaires
- Une capacité à suivre la progression dans le temps des bénéficiaires qui est tributaire du renouvellement des actions

- Par exemple, les subventions provenant de l'Union européenne permettent difficilement de se projeter, car leur renouvellement est aléatoire, voire impossible dans certains cas
- La notion de « sortie » est susceptible de limiter la visibilité sur la plus-value apportée par les actions
 - Une notion qui fait sens s'agissant des actions portées sur le pilier emploi / développement économique, mais moins sur d'autres types d'action pour lesquelles l'appréciation doit faire l'objet d'une appréciation différenciée

Perspectives

- Renforcer la capacité à toucher les bénéficiaires sur l'offre de dispositifs disponibles (exemple : via des Forum des associations)
- Instaurer une hiérarchie dans les bilans à renseigner par les porteurs de projet – explorer une logique de « qui paye doit », qui a pour incidence de ne pas informer les petits financeurs
 - Par exemple, les porteurs de projet ne remplissent que les bilans des deux principaux financeurs, ce qui a pour impact de limiter leur charge de travail
- Expérimenter de nouvelles méthodes pour objectiver l'impact des actions sur les bénéficiaires (type études de cohortes sur quelques actions structurantes)
 - Une possibilité ouverte favorisée par la perspective de la nouvelle contractualisation Politique de la ville, qui doit redéfinir les modalités de suivi-évaluation

Le déploiement d'une approche systématique de mesure des actions

Diagnostic/ réalisations

- Une difficulté à harmoniser le niveau d'information à faire apparaître dans les bilans entre les réponses des différents porteurs de projet
 - Les porteurs de projets disposent de différents types d'outils de suivi, qui répondent à leur propre logique de suivi
- Une lecture des bilans qui est nécessaire à l'objectivation des résultats et impacts des actions, mais qui ne constitue pas l'entièreté des éléments recueillis pour apprécier les actions
 - Par exemple du côté des services Politique de la ville des communes, une appréciation des actions qui est complétée par des entretiens avec les porteurs de projet pour compléter le bilan

Limites / Difficultés

- Un travail de suivi des réalisations qui est particulièrement chronophage, et se fait au détriment du travail opérationnel
 - Un nombre très important de tableaux de bord à renseigner en raison des nombreux financeurs apportant des subventions, y compris sur une même action
- Des différences entre les porteurs de projet à suivre la réalisation des actions et leur impact sur les bénéficiaires, en lien avec les outils utilisés et leur capacité en ingénierie
- Un niveau de renseignement des tableaux de bord qui varie fortement d'un porteur de projet
 - Une logique actuelle dans le renseignement qui prévoit de répondre à toutes les entrées des bilans, même si les questions posées ne s'appliquent pas à l'action concernée

Perspectives

- Co-construire un format de tableaux de bord entre les services Politique de la ville de MTPM et des communes, et les associations, de manière à intégrer leurs capacités de réponse et leurs attentes dès la conception de l'outil
 - Des tableaux de bord qui pourraient répondre à un format commun tout en présentant des différences selon la nature des actions/porteurs – des tableaux avec une répartition particulière : par piliers, par typologie d'action (structurante, ponctuelle...)
- Faire de l'animation territoriale un levier pour définir des critères communs aux différents types de porteurs de projet
- Revoir la logique actuelle de réponse aux bilans pour se focaliser sur les seuls bilans/questions pertinents
- Garantir la capacité à consolider les bilans de l'ensemble des porteurs de projet
 - Un positionnement à renforcer pour MTPM en tant que pilote du Contrat de ville, de manière notamment à accompagner les petites et nouvelles structures intégrant les dispositifs Politique de la ville

La valorisation des actions et la présentation des travaux aux financeurs

Diagnostic/ réalisations

- Une valorisation des actions qui se fait de manière individuelle
- Des temps forts organisés ponctuellement permettant de mettre en avant le travail réalisé – cf. les états généraux organisés sur la ville de Hyères

Limites / Difficultés

- La valorisation des actions se fait quasiment exclusivement auprès des financeurs, mais peu entre les porteurs de projet eux-mêmes
 - Une connaissance limitée des actions portées entre les porteurs de projet, hormis certains cas de figure - notamment sur les actions portant sur le volet emploi qui bénéficient de partenariats historiques, ou bien entre les associations de proximité agissant dans le même quartier

Perspectives

- Instaurer des temps d'échange sous formes de temps forts partenariaux réunissant l'ensemble des partenaires et porteurs (type Assises de la ville) à l'échelle des communes (voire à l'échelle intercommunale dans un second temps)
 - Des moments qui permettent d'une part d'améliorer l'interconnaissance entre l'ensemble des acteurs, d'autre part de proposer de nouveaux formats de mise en valeur des actions portées (intervention de bénéficiaires...)
- Instaurer une logique de valorisation commune à plusieurs porteurs de projet
 - Un format qui permet de sortir de la logique de silo qui domine pour l'heure dans la mise en avant des actions

L'appui à la vie associative et l'appel aux porteurs de projets

L'appui financier aux porteurs de projets

Diagnostic/ réalisations

- L'outil appel à projets
 - Un appel à projet qui s'inscrit en cohérence avec la réalité des territoires d'intervention : une partie diagnostic met en lumière les enjeux du territoire

Limites / Difficultés

- Un appel à projets qui constitue un effet levier d'un point de vue financier pour les associations : implique un enjeu de dépendance des porteurs de projets à l'outil d'appel à projets
- Modalités alternatives *
 - Un recours limité sur le territoire aux Conventions Pluriannuelles d'Objectifs qui reste méconnu par certains acteurs associatifs
- Captation de subvention
 - Un enjeu de mobilisation du droit de commun qui reste un outil méconnu et difficilement mobilisable
- Un enjeu de simplification des modalités de réponse à l'appel à projets :
 - Un appel à projet qui intervient tardivement, avec un calendrier de notification et un versement pour les associations qui ne correspond pas toujours au début de l'action.
 - Le dépôt est réalisé début novembre, l'instruction et la notification début avril / mai pour un versement en septembre.
 - Des fiches de synthèse qui restent chronophage pour les porteurs de projets et complexes avec un dédoublement des bilans pour chaque financeur.
 - Un appel à projet qui est accompagné d'un millefeuille de dispositifs connexes qu'il reste difficile à articuler pour les porteurs de projets
- Un enjeu de transparence des arbitrages décidés par les financeurs, ce qui ne permet pas aux porteurs de projets une remise en question des associations sur les actions proposées
- Un enjeu de dépendance de l'appel à projet : une impossible mobilisation d'une pluralité de financement. Il existe pour les porteurs de projets une difficulté à trouver des financements relais hors Contrat de ville ce qui entraîne une dépendance à l'outil d'appels à projets
- Un enjeu de connaissance et de visibilité :
 - Une méconnaissance des dispositifs de droit commun mobilisables à la fois pour les porteurs de projets et pour les services. Lorsqu'il existe une mobilisation des financements de droit commun, elle reste limitée. Un droit commun vers lequel les associations pourraient à la fois mobiliser et orienter leurs bénéficiaires.
- Un enjeu d'expérimentation : l'annualité de l'appel à projets ne permet pas aux porteurs de projets de penser à des actions d'expérimentations

Perspectives

- L'appel à projet
 - Adapter le calendrier de l'appel à projets aux actions en permettant une instruction plus rapide et une notification qui précède le début de l'action
 - Généraliser les conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO) et ce pour tous les financeurs (Etat, Métropole, Ville, Département...) afin de permettre d'alléger les demandes de financements pour une même action
 - Renforcer la confiance entre financeurs et porteurs de projets afin de permettre un financement global pour une action et sécuriser les finances des associations.
 - Favoriser la diversification du tissu associatif en permettant l'émergence de nouveaux porteurs de projets : accompagner les nouveaux porteurs de

projets à s'implanter sur le territoire via 1. des outils pédagogiques 2. l'interconnaissance des acteurs associatifs

- Coconstruire l'action avec la collectivité en amont : permettre aux associations d'être orientées par la collectivité sur les possibilités de financements et les outillages à mettre en place
- La captation de financement
 - Permettre aux référents communaux de travailler avec les porteurs de projets en synergie afin de renforcer cohérence des actions s'organisant sur le territoire
 - Développer le soutien à la captation de subventions par le biais de formations et d'outils et faire des collectivités un appui au renseignement
 - Faire des bailleurs un véritable appui financier : développer des réunions de concertation et de co-construction permettant de mieux appuyer les porteurs de projets sur les actions à porter et les financements mobilisables

Le soutien matériel à la vie associative

Diagnostic/ réalisations

- Des associations qui dépendent des acteurs publics et institutionnels pour disposer de locaux : une mise à disposition de locaux et une location de locaux à un prix limité
 - Une mise à disposition par les collectivités (la Métropole ou les communes), ce qui constitue une plus-value pour les porteurs de projets
 - Des associations disposent de locaux via l'éducation nationale qui met à disposition des salles de classes (Femmes dans la Cité, La Seyne-sur-mer) ou encore des locaux via des bailleurs dans le cadre de l'abattement TFPB

Limites / Difficultés

- Une problématique de locaux pour certaines associations : l'action est financée mais il existe des difficultés à trouver une salle pour des raisons de calendrier
 - Des animations en horaires décalés qui rendent la mobilisation de locaux plus difficile
- Un enjeu d'investissement : des difficultés dans le financement de véhicules, de travaux dans le cadre de locaux vétustes. L'appel à projet ne permet pas de financer de l'investissement mais seulement des actions.
- Une localisation des locaux rendant difficile la réalisation de certaines actions avec des problématiques de tranquillité publique pour certains porteurs de projets : à la fois des questions de squats et d'événements ponctuels qui impactent et limitent la bonne mise en place de certaines actions. Les questions de tranquillité publique peuvent avoir ainsi une conséquence sur la fréquentation des actions et sur le fonctionnement de l'association (difficile recrutement de salariés, question de la sécurité des salariés...)
- Des locaux associatifs inutilisables sur certaines communes (La Seyne-sur-mer) pour des questions de tranquillité publique
- Des enjeux de financement du fonctionnement des associations : une volonté de créer des temps de concertation avec les habitants mais ces temps de concertations ne sont pas financés par l'appel à projets
- Une part de la TFPB qui est mobilisée dans le cadre du renforcement d'entretien : il existe un enjeu de réorientation des financements

Perspectives

- Un enjeu de financement via une meilleure mobilisation de l'outil abattement TFPB : travailler avec les bailleurs afin de voir comment l'investissement pourrait être financé, en particulier le matériel, les fournitures, les véhicules, etc.
 - Développer un travail de concertation avec les bailleurs pour voir comment mobiliser les financements d'abattement TFPB.
- Permettre l'amélioration du contexte d'intervention des associations via la création de temps de concertation avec les habitants : l'enjeu serait de pouvoir également valoriser ces temps dans les bilans des associations

Le soutien en ingénierie

Diagnostic/ réalisations

- L'outil appel à projets
 - Des disparités selon les associations : des associations avec de nombreux salariés, certaines associations se basent essentiellement sur les bénévoles par choix mais ce qui implique des enjeux en termes de formation et professionnalisation
 - Des porteurs de projets qui semblent à la fois en capacité de former leur personnel ou d'embaucher un personnel déjà formé et à la fois des porteurs de projets qui estiment être en capacité d'évaluer leurs actions

Limites / Difficultés

- Des difficultés à recruter sur certains types de métiers : animateurs, éducateurs, moniteur de voile, ce qui limite la capacité des associations à mener certaines actions
- Une insécurité dans les financements : des postes FONJEP qui sont financés pendant 3 ans, mais les porteurs de projets ne savent pas si ce financement sera renouvelé. Une insécurité financière sur un personnel formé et pour lequel une action existe.
- Des financements pour les temps de travail préparatoire qui ne sont pas valorisés par l'appel à projet, ils reposent alors sur des frais de fonctionnement et de structures (envoyer des salariés sur des Conseils citoyens, des réunions...)

Perspectives

- Des enjeux d'accompagnement de la part de la Métropole des porteurs de projets afin de :
 - Pallier la faiblesse des dossiers des petits porteurs de projets : développer des fiches pédagogiques à disposition des associations pour permettre d'accompagner les bénévoles via des fiches sur des sujets spécifiques
 - Développer une offre de formation (à distance) permettant l'accompagnement des porteurs de projets volontaires sur la réponse à l'appel à projet et la valorisation des actions.

6 Axes déclinés par communes

6.1 Les généralités

6.1.1 La Cohésion sociale

Le pilier Cohésion sociale prévoit les mesures de soutien aux équipements sociaux, culturels, sportifs, et aux actions assurant le lien social sur le territoire. Elles assurent un investissement supplémentaire des partenaires du contrat de ville dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la justice.

Selon la circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville, le pilier « cohésion sociale » a pour objectif de mettre en place des actions visant « à réduire la pauvreté, à tisser le lien social et à renforcer la solidarité entre les générations ». Ce volet doit permettre d'aborder les questions d'éducation, de politiques sociales, de santé, d'accès aux services publics mais aussi de prévention de la délinquance et de présence judiciaire.

Zoom sur le rapport national 2020 ONPV "Vulnérabilités et Ressources des Quartiers Prioritaires" : « Plus exposés à la circulation du virus, les résidents des QPV étaient deux fois plus fréquemment positifs à la Covid-19 en mars 2020.

Durant la crise liée à la Covid-19, le numérique et ses usages ont joué un rôle clé dans la vie quotidienne (école à la maison, télétravail, démarches administratives notamment). Selon l'enquête CAPUNI menée en 2019, les habitants des QPV jugent moins facile d'effectuer des tâches administratives en ligne, en particulier celles qui touchent aux impôts et à la Caisse d'allocations familiales. Ces difficultés quant aux usages du numérique ont pu être exacerbées en période de crise sanitaire pour réaliser les démarches du quotidien. »

6.1.2 Le Cadre de vie

Le pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » a pour objet de relayer les actions relatives au cadre de vie des habitants, qu'elles s'inscrivent dans le cadre du nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU) ou non. L'identification du NPNRU dans le Contrat de ville permet une meilleure cohérence entre des actions menées au titre du volet social et celles menées au titre du volet urbain.

Le pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » regroupe l'amélioration et l'appropriation du cadre de vie par les habitants, l'enjeu de lien social au sein du quartier, le projet de Gestion urbaine et sociale de proximité (GSUP), les thématiques du logement et de peuplement, ainsi que les enjeux de desserte par les transports collectifs.

Les objectifs sont de favoriser la mixité sociale et fonctionnelle en améliorant l'accompagnement au logement, en favorisant l'appropriation de l'espace public et en désenclavant les territoires prioritaires.

6.1.3 L'Emploi et le Développement économique

Les dispositifs relatifs au développement de l'économie et à l'emploi se doivent d'être multiples en direction des QPV, qu'il s'agisse de favoriser la formation ou la requalification des jeunes des quartiers prioritaires, l'accompagnement vers l'emploi ou la création d'entreprise ainsi que de faciliter le développement économique et la création ou le maintien de l'activité dans ces quartiers.

Par ailleurs, les résidents des QPV exercent beaucoup plus fréquemment des professions "nouvellement vulnérables" (1,6 fois plus qu'au niveau national), c'est-à-dire relevant de secteurs dont l'activité a été ralentie ou stoppée pendant la crise sanitaire. En outre, en raison des professions exercées par les personnes en emploi, le recours au télétravail est moins fréquent en QPV. L'impossibilité de télé-travailler et les déplacements domicile-travail qui en résultent, ont augmenté l'exposition des habitants des QPV au virus de la Covid-19.

Source ONPV : "En dépit de la diminution du taux de chômage (22,5 % en 2019 contre 26,7 % en 2014) , la situation de l'emploi dans les QPV reste toujours très dégradée par rapport à celle des autres quartiers des unités urbaines englobantes. Le taux de chômage des habitants des QPV est deux fois et demie supérieur à celui des autres quartiers des unités urbaines englobantes (2019 : 22,5 %, contre 8,4 %).

6.2 HYÈRES :

Hyères est la 2ème commune du département du Var par sa superficie. Sa population avoisine les 55 000 habitants à l'année. La ville compte deux quartiers prioritaires (QPV), le Val des Rougières (2500 habitants) et le Centre-Ancien (2400 habitants), et deux Quartiers de Veille Active (QVA), identifiés QPV jusqu'en 2014 : les Maurels à l'ouest (500 habitants), les Bosquets/la Blocarde à l'est (3000 habitants).



Si la politique de la ville souffre parfois d'un manque de visibilité de ses résultats qui s'évaluent sur le long terme, force est de constater que lorsque cette dernière s'interrompt, les problématiques sociales, d'intégration, scolaires ou d'insertion professionnelle resurgissent. Tel est le cas sur les deux quartiers sortis de la géographie prioritaire desquels le tissu associatif s'est retiré faute de financement.

La période d'activité du Contrat de ville a notamment été marquée par des mouvements sociaux populaires suivis de la crise sanitaire entre 2019 et 2022, redéfinissant les priorités et affirmant les rôles de chacun. Face à cette situation inédite, les acteurs ont dû se réorganiser pour continuer à

Répondre aux besoins croissants de la population. Dans le même temps, la gouvernance du dispositif a dû elle aussi se réinventer pour maintenir une dynamique partenariale efficiente. Outil de cohésion sociale, le Contrat de ville est devenu en cette période trouble, un moyen de gestion de l'urgence face à une dégradation des conditions de vie des habitants.

Le rattachement du contrat de ville à la commune : Evolution des quartiers prioritaires

Face à la crise sanitaire et sociale, les associations, institutions et collectifs d'habitants ont dû renforcer leurs liens afin de mutualiser leurs moyens et créer un maillage d'actions complémentaires basées sur la solidarité. L'animation territoriale, par la mise en présence de tous les acteurs de proximité, est devenue un axe fort de gouvernance.

Le diagnostic à l'origine des orientations stratégiques et des objectifs opérationnels du contrat définis en 2015, est rapidement devenu obsolète. La composition des groupes sociaux et leurs problématiques évoluant constamment, la feuille de route a dû être réadaptée en conséquence.

L'insécurité et le trafic de stupéfiants sont des problématiques de plus en plus marquées, à la fois sur les QPV comme sur les QVA. Cette situation impacte directement les actions de la politique de la ville sur le Val des Rougières et les Maurels. En effet, les locaux communs d'activité plusieurs fois saccagés, les menaces proférées à l'encontre des intervenants et les tirs d'arme à feu réguliers à

Proximité immédiate des lieux d'activité sur le VDR, ont conduit les associations à être relogées dans des appartements avec une conséquence directe sur leur visibilité.

L'amélioration des conditions et du cadre de vie de la population ne peut être supportée par la seule politique de la ville sur ces territoires et nécessite une mobilisation coordonnée de l'ensemble des institutions (policières, judiciaires, aide sociale/protection de l'enfance du département, Education Nationale, CAF) et des acteurs (bailleurs, société de transport, services techniques métropolitains).

D'autre part, la construction récente de nombreux logements sociaux sur la Commune (quartiers du Pyanet ou des Salins par exemple) a permis le relogement de familles habitant à l'origine sur un QPV. Ces dernières sont ainsi sorties du champ d'action géographique de la politique de la ville sans connaître pour autant, une amélioration de leur situation sociale.

Enfin, la place des femmes et plus particulièrement celle des jeunes filles résidant en quartier politique de la ville, interroge. Ce constat a impliqué au fil des ans, le renforcement des actions de lutte contre les discriminations notamment dans les établissements scolaires du 2nd degré.

Le Val des Rougières

La population y est jeune et le taux de chômage important. 51% des habitants vivent sous le seuil de pauvreté. Une part importante des 16/25 ans est non scolarisée et sans emploi. Ces dernières années, le Val des Rougières connaît une absence totale de mixité sociale. Les familles en grande difficulté s'y concentrent (monoparentales, bénéficiaires des minimas sociaux...). En dépit des loyers les plus bas de la Commune (environ 300€ le T3), les logements vacants ne trouvent plus preneurs. En effet, le quartier souffre d'une mauvaise image tant auprès de ses habitants qu'à l'extérieur (insécurité, malpropreté, nuisances sonores) avec pour conséquences :

- Un taux de vacance croissant des appartements notamment en cœur de quartier qui concentre la majeure partie du trafic et des nuisances,
- Des demandes de mutation formulées auprès de Var Habitat de plus en plus nombreuses auxquelles le bailleur ne peut répondre (1/3 des habitants veulent quitter le quartier),
- Des sollicitations importantes de dérogations scolaires pour les 2 écoles primaires de secteur, lesquelles lorsqu'elles n'aboutissent pas, induisent un déménagement des familles ou une scolarisation dans le privé.

Le contexte sécuritaire défavorable pèse lourdement sur le quotidien de vie des résidents qui effectuent des détours dans leurs déplacements sur le quartier, afin d'éviter les lieux où se concentre le trafic. Peu de personnes circulent de fait dans l'espace public, ce qui a un retentissement sur les actions de la politique de la ville qui voient leur fréquentation s'inscrire au grès des événements et des tensions palpables.

Le Centre-Ancien

Une population mixte y réside, avec des ménages aux revenus confortables sur le haut du quartier, alors que le cœur et le bas concentrent des familles en grande précarité sociale. Des primo-arrivants sont présents sur ce secteur. L'ouverture d'un CADA (Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile) géré par l'association En Chemin en 2016, dans la continuité celle d'un CPH (Centre Provisoire d'Hébergement), et en 2020 la création d'un centre d'hébergement pour mineurs isolés en charge de l'ADSEAAV, s'y trouvent localisés. Une OPAH-RU menée depuis 1994, peine toutefois à endiguer

L'habitat indigne. Le quartier dispose d'une forte densité commerciale. En 2016, la Commune a initié une démarche de création d'un parcours des arts par la rénovation de locaux commerciaux et leur attribution à des artisans d'art. En parallèle, la semi-piétonisation des rues par la pose de bornes amovibles a limité les nuisances sonores et les allées et venues nocturnes de véhicules inhérents au trafic de stupéfiants. Ces initiatives ont contribué grandement à améliorer le cadre de vie et à pacifier le territoire. Toutefois et en dépit de cet investissement municipal, des problématiques demeurent : grande précarité sociale de certaines familles, habitat dégradé et parfois en situation de sur-occupation, trafic de stupéfiants, présence de sans domicile fixe alcoolisés sur la voie publique, pathologies psychologiques lourdes de certains résidents, un fort taux de vacance de logements (20% contre 7% sur le reste de la ville), certains appartements vacants squattés, une forte concentration de population étrangère (4 fois plus que sur le reste de la Commune) ne maîtrisant pas le français, actes de délinquance et de vandalisme.

Les axes d'intervention

Le Contrat de ville hyérois compte chaque année entre 55 et 60 dossiers déposés par une vingtaine de porteurs. La majorité des projets est travaillée en concertation avec le service municipal de la Politique de la cohésion sociale et de l'insertion. Une quarantaine d'actions sont mises en œuvre annuellement.

L'enveloppe financière dédiée est d'environ 295 000€ par an. La Ville y participe aux alentours de 54% en fonction des années (enveloppe variant entre 150 000 et 160 000€). Les crédits de l'Etat et de la Métropole sont restés constants sur la durée du dispositif : 86 000€ pour l'Etat (29% de l'enveloppe globale) et la Métropole 50 000€ (17%).

A cela se rajoute pour la Commune, les subventions de fonctionnement allouées aux associations de la politique de la ville à hauteur de 182 000€ par an et la mise à disposition de locaux auprès de 9 acteurs.

Pour ce qui est du Contrat de Ville, les contraintes financières eu égard à l'enveloppe globale, ne permettent pas de développer l'ensemble des actions pertinentes et correspondantes aux besoins du territoire. Cela concerne plus particulièrement les projets innovants en termes de réussite éducative, d'emploi ou d'insertion proposés dans la programmation depuis 2020 (effet de saupoudrage).

6.2.1 La cohésion sociale

La cohésion sociale est le pilier qui concentre la majorité des actions (une trentaine) et capte environ 70% des crédits. Le volet Développement social est le plus pourvu (une vingtaine d'actions).

La Commune est très investie sur les champs de la réussite éducative et de l'accès au droit avec des dispositifs parallèles et complémentaires au Contrat de ville.

Evolution dans les QPV

La crise sanitaire a fortement impacté les publics notamment les plus paupérisés, en accentuant les situations de précarité alimentaire, de détresse psychologique, de fracture numérique, de difficultés scolaires voire de décrochages de plus en plus précoces, et de violences conjugales/intrafamiliales. Les relations parents-enfants ont été bouleversées et l'isolement de certaines familles s'est accru.

L'arrivée de réfugiés ukrainiens sur la Commune depuis le début de l'année 2022 implique la prise en compte de ce public dans les différentes activités proposées par la politique de la ville (apprentissage de la langue française, activités culturelles et de loisirs pour les enfants...).

Compte rendu / évaluation des actions

Le volet éducatif comprend l'action « Passerelle école entreprise » de Face Var au bénéfice des collégiens, le « Point accueil parents » de l'école des Parents et des Educateurs (conflit parents/enfants, guidance parentale) et les « Ateliers de loisirs éducatifs » (théâtre, cours de guitare, art du cirque...) du Centre social et culturel ISA (public 6/11 ans). En 2021, Face Var au travers de son action « Osons l'apprentissage » a permis à des jeunes d'accéder à des contrats en alternance, et à des collégiens de classe de 3ème d'intégrer un stage en entreprise (action « Tous en stage »). En 2022, de nouvelles actions ont été proposées sur le volet éducatif, lesquelles logiquement basculeront dans la Cité Educative, label obtenu par la Commune cette même année.

Le volet développement social concerne essentiellement les actions d'accès au droit (CIDFF droit de la famille et droit du travail), de soutien aux démarches administratives et informatiques (Les Mamans du Valdé et Face Var), d'alphabétisation (Face Var au VDR et ISA en Centre-Ancien), d'animations culturelles et sportives (UFOLEP, Arty Family, CSK, Villa Noailles...) et d'initiatives citoyennes (Les Mamans du Valdé, FPH).

Le volet santé s'adresse plus particulièrement aux personnes en grande précarité par le biais de l'association En Chemin (accueil de jour, Promosoins) et des Bout'chou de l'Espoir (aide alimentaire et vestimentaire pour les jeunes enfants).

La thématique sécurité – prévention de la délinquance se compose comme suit :

- Le Centre de Loisirs Jeunes de la Police Nationale fonctionne à chaque période estivale et propose des activités sportives, de loisirs et de prévention aux 11/17 ans dans des locaux communaux plage de l'Aiguade. Le CLJ a enregistré une forte progression de sa fréquentation au fil des ans (nombre de bénéficiaires ayant triplé). Le public accueilli est originaire à 70% des quartiers de la politique de la ville. Il est envisagé d'étendre l'ouverture de la structure sur les petites vacances scolaires à partir de la fin 2022.
- Le Point d'accueil et d'écoute psychologique des femmes et enfants victimes de violence d'AVRE prend en charge le public chaque vendredi au Point Justice. Le nombre d'heures de permanence a dû être augmenté en 2022 pour couvrir la demande.
- La permanence juridique et psychologique à destination des victimes d'infraction de l'AAVIV accueille les personnes au Point Justice et au Commissariat d'Hyères.
- Il est à noter l'ouverture en janvier 2021, de la plate-forme d'accueil départementale pour les victimes de violences conjugales d'En Chemin qui assure la prise en charge aussi bien des femmes que de leurs enfants à différents niveaux (suivi social, accès au logement, prise en charge psychologique, garde d'enfants, insertion par l'emploi)

Dispositifs transversaux

Sur le champ de la Sécurité Éducative

Le PROGRAMME DE REUSSITE EDUCATIVE : développé sur Hyères depuis septembre 2015, le PRE connaît une activité croissante dans la prise en charge des enfants de 2 à 16 ans repérés et orientés

Sur la base de critères multiples (santé, développement, contexte familial, scolarité, facteurs socio-économiques et environnementaux).

Une enveloppe annuelle de l'Etat de 88 000€ est consacrée à la mise en place des actions. Les dépenses principales concernent le domaine de la santé (psychologie, psychomotricité, neuropsychologue,

ergothérapeute, bilans et prises en charge des troubles dys). Les frais de fonctionnement incombent à la Commune (210 000 €/an).

Le nombre d'enfants suivis n'a cessé d'augmenter au fil des ans, atteignant 263 enfants en 2021. L'Education Nationale et les assistantes sociales du Département sont les principaux prescripteurs.

Les parcours individualisés sont définis par une équipe pluridisciplinaire de soutien qui se réunit tous les mois et se compose d'une vingtaine de partenaires (Education Nationale, UTS, ASE, psychologue scolaire, CMP/CMPP, associations...).

Le PRE a adopté un fonctionnement mixte, cumulant des prestations de service et un appel à projets. Parmi les associations partenaires, nous pouvons relever AVRE, AFL Transition et Neurodys dans le domaine sanitaire (psychologues, neuropsychologues), l'aventure Montessori et APS sur le volet scolaire/éducatif, et Arty Family sur le lien parents-enfants.



Le CLAS et le COUP DE POUCE CLE : Ils sont gérés en régie par la Municipalité qui emploie 19 personnels vacataires et un coordonnateur à cet effet. Le CLAS prend en charge environ 200 enfants sur 7 écoles primaires et le Coup de pouce 35 élèves de cours préparatoire (7 clubs sur 5 écoles). La Commune assure le financement de ces dispositifs (200 000€/an) avec une participation CAF pour le CLAS (40 000€/an). Le développement du lien avec les parents et leur investissement dans la scolarité de leur(s) enfant(s) sont ici recherchés. De nouvelles écoles primaires souhaitent aujourd'hui accueillir ces dispositifs ou les voir se renforcer (St Exupéry, Excelsior, les Salins, Guynemer).

Sur le champ de l'Accès au droit :

Le POINT JUSTICE : Ouvert en 2010, il s'inscrit dans le cadre d'une convention engageant la Commune et le Tribunal Judiciaire. Son fonctionnement est supporté par la Ville (141 000€/an). Le Point Justice accueille des permanences de 17 intervenants sur le champ judiciaire (permanences d'avocats, huissiers de justice, notaires, conciliateurs, défenseur des droits), juridique (permanences associatives sur des questions de droit ciblées en droit du travail, des étrangers, de la famille, du logement), de la prise en charge psychologique des victimes et d'aide aux démarches administratives.

Le Point Justice accueille plus de 5000 personnes à l'année, un chiffre divisé par 2 depuis la crise sanitaire (2274 personnes reçues en 2021).

En parallèle, et pour faire face à la recrudescence des violences conjugales, la Ville et l'Etat financent conjointement depuis 2019 auprès de l'association En Chemin, 3 logements d'urgence localisés sur Hyères. La Commune en était jusqu'alors dépourvue. Ces appartements permettent la mise à l'abri immédiate d'un parent accompagné de 3 enfants maximum. Ayant été relevé que les violences conjugales se produisaient essentiellement en soirée et/ou durant les week-end, et afin d'assurer un service 24h/24 7j/7, la Police Municipale dispose d'un jeu de clés desdits logements. Le suivi social et l'accès à un logement plus pérenne sont assurés par les travailleurs sociaux de l'association En Chemin.

Sur le champ du Développement social :

L'OEPRE (Ouvrir l'Ecole aux Parents pour la Réussite des Enfants) : Dispositif de l'Education Nationale, il a été mis en place en collaboration avec la Ville à compter de la rentrée scolaire 2021/2022, sur l'Ecole Excelsior (VDR) afin de faire face aux besoins des personnes de plus en plus nombreuses ne maîtrisant pas la langue. Il se destine à tous les parents dont un enfant au moins est scolarisé sur la Commune. Il propose l'apprentissage du français, la

promotion des valeurs républicaines et citoyennes et l'accompagnement des parents dans la scolarité de leur(s) enfant(s). L'Espace de vie sociale de Face Var en est l'opérateur sur Hyères. En 1er lieu organisées dans les locaux de l'école Val des pins, les séances connaissant une grande affluence, ont rapidement dû être relocalisées sur l'école Excelsior dans des locaux d'une plus grande superficie.

L'ESPACE JEUNESSE : Structure municipale rattachée au service Politique de la cohésion sociale et de l'insertion, elle s'adresse aux 11/25 ans et propose une offre de services variée : Pass Junior, prévention des risques, activités culturelles et de loisirs, sorties, accompagnement scolaire 2nd

degré, recherche de stages, information sur l'orientation scolaire et les formations existantes (permanence du CIO), citoyenneté/bourse aux projets (permanence de la FOL83 « Oses tes idées »). La mixité du public est encouragée par le partenariat développé avec les associations de la

politique de la ville (Centre Social ISA, CSK...) et les établissements scolaires (collèges et lycées). Les agents de prévention du service relaient les

informations sur les quartiers (QPV/QVA), orientent et accompagnent les jeunes sur les activités et sorties organisées

Perspectives 2023

Objectif 1 - Renforcer la réussite éducative

La labellisation Cité Educative de la Commune obtenue en 2022, permet de développer des actions éducatives à destination des 0/25 ans sur une période de 3 ans (2022-2024). Une attention particulière sera portée aux difficultés scolaires et situations de décrochage, à la promotion de l'apprentissage, à la prise en charge des troubles de l'attention et troubles dys, au soutien à la parentalité, à la valorisation et estime de soi et à la prévention des risques et des violences. La Cité Educative permettra également de renforcer l'équipe du PRE par le recrutement d'un travailleur social à temps plein.

Objectif 2 - Renforcer l'accès aux droits

Une Maison des Services au Public (MSAP) ouvrira en bas du Val des Rougières au printemps 2022. Labellisée FRANCE SERVICES, cette structure proposera un accueil quotidien du public et un accompagnement dans les démarches administratives en lien avec 6 services publics (Poste, CPAM, CAF...) et 3 institutions (Impôts...). Des permanences associatives y seront également organisées : Face Var (accompagnement au numérique), Mission Locale, En Chemin (Job à cœur).

Objectif 3 Prioriser les interventions du Contrat de ville au vu de l'évolution du contexte, sur les volets suivants

- Le soutien psychologique,
- L'alphabétisation/apprentissage du français,
- La prévention et la prise en charge des victimes de violences (conjugales, intrafamiliales, cyber harcèlement...)
- L'accès au droit,
- Les activités culturelles, sportives et de loisirs pour les enfants et les jeunes,
- Les actions de solidarité (alimentaire, vestimentaire, sanitaire, habitat),
- La citoyenneté,
- L'accès et l'accompagnement au numérique,
- La formation et l'emploi.

Objectif 4 - Professionnaliser les associations structurantes

Les Mamans du Valdé interviennent en qualité de bénévoles depuis 2014 sur le Val des Rougières. Leurs actions en termes de prise en charge du public allophone et/ou en précarité sont essentielles. Elles encouragent d'autre part l'appartenance républicaine et la citoyenneté des familles qui sont des axes d'intervention majeurs peu investis dans la programmation hyéroise.

6.2.2 L'habitat - Cadre de vie

Au fil des ans, une action unique a concerné le pilier Habitat-cadre de vie pour une mobilisation de crédits stable (3000€ soit 1% des financements du Contrat de ville).

Evolution dans les QPV

Sur le Val des Rougières, Var Habitat est l'unique bailleur et le logement est exclusivement social. Sur le Centre Ancien, Adoma et le Logis Familial Varois disposent de quelques résidences sociales de petite taille, le reste étant du logement privé.

Le Centre Ancien qui connaissait jusqu'alors une situation apaisée compte tenu d'aménagements réalisés par la Commune, subi depuis fin 2021, de nouveau des dégradations, des nuisances sonores et des faits de délinquance attribuables à de jeunes adolescents dont certains sont suivis par l'Aide Sociale à l'Enfance du Département.

Le Val des Rougières demeure toujours marqué par des problématiques sécuritaires, des nuisances sonores et des incivilités (déchets sauvages). Globalement, la population y exprime un sentiment d'abandon en dépit de l'investissement de la politique de la ville qui n'a eu de cesse de développer sur ce secteur, les acteurs associatifs (3 structures intervenantes en 2016 contre 10 dès 2020) et les actions dans une logique globale et partenariale.

Compte rendu / évaluation des actions

L'action « Amélioration de l'habitat des personnes défavorisées » portée par l'association Entraide consiste en la réalisation de petits travaux d'intérieur, de déménagements, de débarrât de logement et de valorisation de meubles, dans un objectif de lutte contre l'habitat indigne. Les bénéficiaires sont orientés par les assistantes sociales du Département, par les foyers logement et par les organismes de tutelles. Les personnes âgées, porteuses d'handicap et les personnes isolées représentent la majorité des prises en charge. Entraide est une association composée de bénévoles comptant un salarié unique (maître d'oeuvre des travaux). Au vu de ses moyens actuels en terme humain et financier, l'association ne peut répondre à l'ensemble des demandes de prise en charge.

Une partie de l'abattement de TFPB prend le relais du Contrat de Ville dans le domaine de l'amélioration du cadre de vie (actions d'embellissement, propreté, sécurisation...).

Perspectives 2023

Objectif 1 - Lutter contre l'habitat indigne et améliorer le logement

Les petits travaux d'intérieur pour les occupants les plus précaires devront se poursuivre, voire s'intensifier en lien avec les assistantes sociales, les organismes de tutelle et le CCAS. La mise à disposition de mobiliers et d'appareils électroménagers à faible coût devra être recherchée dans un contexte de paupérisation des familles.

Objectif 2 - Améliorer la propreté et lutter contre les incivilités

Sensibiliser le public au respect de leur environnement (organisation de journées propreté, sensibilisation au tri sélectif et au recyclage) en lien avec les associations, les collectifs d'habitants et l'Education Nationale

Objectif 3 - Agir sur le cadre de vie

Développer des actions d'embellissement (fresque artistique, plantations...)

Objectif 4 - Renforcer la complémentarité des actions entre dispositifs et à l'échelle du quartier

Poursuivre l'animation territoriale développée par la Commune (réunions des acteurs de quartier, réunions thématiques) afin d'impulser une dynamique partenariale et des actions complémentaires s'inscrivant dans un plan de quartier

Développer la complémentarité entre les dispositifs du Contrat de Ville, quartiers d'été et d'automne, abattement de TFPB...

6.2.3 L'emploi – Développement économique

Une dizaine d'actions sont mises en place chaque année dans ce pilier pour 25% environ des crédits mobilisés.

En début de Contrat de ville, une action concernait l'accompagnement à la création d'entreprise au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires. Celle-ci s'est arrêtée faute de public et compte tenu de l'existence de dispositifs similaires de droit commun.

Evolution dans les QPV

Entre le 2nd trimestre 2017 et le 2nd trimestre 2019, le taux de demandeurs d'emploi a progressé de 5.6% sur le Centre-Ancien, alors qu'il a baissé de 6.4% sur le Val des Rougières. Il est à noter que sur ce quartier, la part des temps partiels (public essentiellement féminin) et des contrats aidés est importante.

Le chômage chez les jeunes de moins de 25 ans reste nettement supérieur sur les 2 QPV (19%) à la moyenne communale (16%) et métropolitaine (16,4%).

Les freins à l'emploi sont divers : mobilité, absence d'expérience et/ou qualification, comportement inadapté aux exigences professionnelles. Il existe également un décalage entre l'aspiration des jeunes et la réalité du marché du travail.

Outre l'emploi, les besoins concernent également la recherche de stages en entreprise et de contrats d'apprentissage.

Les dispositifs d'accompagnement à l'emploi, notamment pour les jeunes, se multiplient. Il est difficile d'en avoir une vision exhaustive ce qui peut affaiblir l'action publique et les impacts recherchés.

Compte rendu / évaluation des actions

Compte tenu de l'éloignement de l'emploi de certains publics, les chantiers d'insertion et les accompagnements renforcés apparaissent comme un maillon essentiel. L'APS s'y emploie au travers de son action « Tremplin vers l'insertion professionnelle » qui prend en compte différents aspects, de l'insertion sociale (santé, logement, hygiène de vie) à l'insertion par l'emploi. Cette démarche constitue souvent une première expérience dans le monde du travail pour les 17/25 ans.

Il en va de même pour « l'Accompagnement renforcé sur les chantiers hyérois » de la Sauvegarde des Forêts Varoises qui remobilise un public quel que soit son âge et son niveau scolaire au travers de contrat d'insertion à durée d'un an, couplé à l'accès à des formations qualifiantes. L'association est confrontée depuis un an et demi à des difficultés de recrutement.

L'auto-école sociale d'APS, en lien avec la Mission Locale, propose le passage du permis B à des jeunes âgés de 18 à 25 ans inscrits dans un parcours d'insertion.

Les actions « Job contact » (accompagnement à l'emploi pour les + de 26 ans) et « PAQTE » (parrainage et recrutements au sein d'un réseau d'entreprises partenaires) de Face Var sont des accompagnements renforcés en lien avec les entreprises pour tout public quel que soit l'âge ou le niveau de qualification.

Depuis 2021, deux nouvelles actions sont venues renforcer la programmation hyéroise, avec néanmoins des moyens financiers limités ne permettant pas de répondre pleinement aux besoins :

- Les « Chantiers d'insertion multimédias » de Résine Média qui forment des jeunes aux métiers du numérique en lien avec la Mission Locale Corail (2 places pour Hyères),
- Les « Parcours coordonnés » d'UFOLEP qui recrutent des jeunes en service civique (6 places) sur des missions d'animation sportive en leur permettant d'accéder en parallèle à des formations qualifiantes (BAFA, SECU P et PSC1).

Démarche transversale

Depuis septembre 2021, le service Politique de la cohésion sociale et de l'insertion porte l'Espace emploi dédié aux + de 26 ans. 6 associations d'accompagnement du public éloigné de l'emploi ou victimes de discrimination assurent des permanences régulières dans des locaux municipaux situés en centre-ville (PLIE CIDFF, AVIE Cap Emploi, Ariane Méditerranée, Wimoov, Var Initiative, CEDIS).

Une correspondante emploi (agent communal) assure la coordination de cet espace et la co-organisation d'un forum emploi annuel porté par le Pôle Emploi. Elle accompagne d'autre part le public en grande difficulté dans ses démarches (recherche d'emploi et de formation, rédaction de CV, orientation vers les associations de la politique de la ville).

Courant 2022, une convention partenariale établie entre la Commune et le Pôle Emploi officialise leur collaboration à 3 niveaux :

- En termes d'organisation de manifestations dédiées à la formation et à l'emploi tout au long de l'année sur Hyères (mise à disposition de locaux, aide à la logistique, communication),
- En termes d'accompagnement du public (lien entre le Pôle Emploi et la correspondante emploi de la ville),
- Et en termes d'anticipation des besoins du territoire communal. La connaissance au plus tôt des futurs projets de développement économique sur Hyères devraient permettre à Pôle Emploi de mieux cibler les candidats et de les former en conséquence pour répondre aux attentes à venir des employeurs.

Perspectives 2023

Objectif 1 - Encourager la levée des freins à l'emploi

Permettre l'accès à la formation, encourager la mobilité, lutter contre les discriminations à l'emploi, accompagner le public à l'apprentissage du numérique

Objectif 2 - Accompagner le public éloigné de l'emploi

Mettre en œuvre des accompagnements renforcés, favoriser les périodes d'immersion au sein de l'entreprise (stages, services civiques)

Objectif 3 - Rendre accessible les services de droit commun

Développer des permanences de proximité notamment au sein de la Maison France Service : Mission Locale, En Chemin (application Job à Cœur)



Job A Cœur

Compte active économique et expérience d'emploi
qui offre à ses membres un soutien autour de leur



6.3 LA GARDE

La Garde est une commune du littoral varois, dans la métropole toulonnaise. Son territoire s'étend sur une superficie de 15.54 km² et sa population avoisine les 25 500 habitants à l'année. La ville compte un Quartier Prioritaire (QPV) Romain Rolland ainsi, qu'un Quartier Veille Active (QVA), La Planquette.



L'évolution des quartiers prioritaires

Romain Rolland

Le quartier prioritaire Romain Rolland se trouve au sud de La Garde, à environ 1 km du centre de la commune. Il s'étend sur une superficie de 6 hectares et compte 1400 habitants environ (soit 5% de la population de La Garde). Il s'agit d'un quartier d'habitat essentiellement, avec un parc uniquement composé de logements sociaux. Les 560 logements sont gérés par la Société Gardéenne d'Economie Mixte (SAGEM), bailleur unique de la résidence.

La population est plutôt jeune et se caractérise par une surreprésentation des familles monoparentales. La disparité des revenus est faible, mais témoigne essentiellement d'une concentration de ménages à faibles ressources (revenu médian 2018 : 1 088€ / 49% de la population vit sous le seuil de pauvreté). Si le chômage n'apparaît pas aussi massif que dans d'autres quartiers, le niveau de diplôme est faible. Les retours de terrain font état d'un quartier dont les habitants ont une image plutôt positive et pour lequel ils souhaitent s'investir.

La Planquette, en veille Active

Le quartier de la Planquette se trouve dans la partie nord de La Garde, à 1 km environ du centre-ville.

En 2008, le quartier était identifié comme prioritaire en tant que secteur relevant d'un Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS). Le périmètre s'étendait sur 68 hectares et regroupait 4500 habitants.

Il est à signaler que si la commune de La Garde respecte largement la loi DUFLOT avec un quota de 28.1% (données 2021) de logement social, elle a également pris soin de disséminer la plupart de ces logements au sein du quartier mixte de la Planquette, afin de favoriser la qualité de vie.

Or il apparaît que ce quartier souffre justement de cette mixité s'agissant de la politique de la ville. En effet, le revenu médian de ce quartier est plus élevé qu'ailleurs puisque l'on tient compte de l'ensemble des revenus du quartier et que le carroyage à 1000 habitants ne permet pas de mettre en lumière.

En raison de sa grande mixité sociale, de son territoire étendu, et du manque de données fines, le quartier de la Planquette apparaît comme favorisé au regard de celui de Romain Rolland. Il n'en est rien : ce quartier présente des poches de précarité et de chômage importantes ainsi que la population la plus jeune de l'agglomération.

C'est en raison des conditions de vies précaires d'une grande partie de ses habitants que le quartier de la Planquette est placé en veille active, devant faire l'objet d'une attention certaine mais ne bénéficiant pas des mêmes moyens que les quartiers dits « prioritaires ». Une sortie de la géographie prioritaire a été perçue comme une injustice par les habitants ; d'autant qu'aucune information statistique récente (socio-

économique/démographique) n'est disponible pour les QVA permettant de rendre compte de l'évolution de la situation.

La Ville de La Garde reste attentive à l'attribution des fonds nécessaire essentiels à la vie de ce quartier et s'y investit plus particulièrement par l'intermédiaire de la MIS de La Planquette et du Relais Jeunes des Cardamines.

Le rattachement du contrat de ville à la commune

La politique de la ville est une politique de cohésion urbaine et de solidarité envers ces quartiers les plus défavorisés. Elle vise à restaurer l'égalité républicaine et à améliorer les conditions de vie des habitants en mobilisant toutes les politiques publiques.

Le service est représenté par un chargé de mission rattaché à la Direction des Politiques Publiques. L'agent consacre 50% de son activité à cette mission politique de la ville et plus particulièrement au suivi du Contrat de Ville sur le QPV. Plusieurs dispositifs transversaux sont gérés directement par différents services de la Ville.

La période d'activité du Contrat de Ville en cours depuis 2015 a particulièrement montré sa pertinence avec, aussi, une capacité à aller au-delà de ses prérogatives habituelles de renouvellement urbain et d'accompagnement social. Durant la crise sanitaire notamment, la gouvernance locale ainsi que les différents acteurs du quotidien ont dû s'adapter et faire face à l'urgence des habitants de ces quartiers.

La prorogation d'un an du contrat de ville (jusqu'en 2023), au-delà de permettre son évaluation, va amener à s'interroger sur les nouvelles priorités et à imaginer une intervention plus efficace et plus réactive encore.

La place des conseils citoyens

A La Garde, le Conseil Citoyen de Romain Rolland fonctionne depuis fin 2014. Il fait partie des premiers Conseils Citoyens créés dans le département du Var et un des premiers à se doter d'un règlement intérieur propre.

Toujours intégré à une structure porteuse du quartier (Information, Science et Culture pour Tous / Maison des Initiatives Sociales (MIS) de la Beaussière) au fil des années, il a connu une série de formations consécutives avec l'organisation de plusieurs élections ou renouvellements partiels.

Il est composé de deux collèges : l'un dédié aux « habitants » (x4) et l'autre d'« acteurs locaux » (x4) mobilisant une dizaine de membres et suppléants qui se réunissent en moyenne une fois par mois. Les réunions se déroulent dans une salle mise à disposition par la MIS implantée par la Ville au cœur du QPV et, qui met également à disposition des moyens bureautiques et administratifs pour concourir à son bon fonctionnement. L'appui de la Municipalité se poursuit à travers le recrutement de l'Adulte Relais qui depuis aout 2019 assure l'animation de cette instance.

Sur la période 2015-2022, le Conseil Citoyen a tissé un lien au territoire au travers d'actions pour « aller vers les habitants » : organisation de porte à porte, repas partagés, évènement culturel autour de la cuisine, « opération nettoyage de printemps », implication aux activités de l'espace de vie sociale (carnaval, fête de Noël, fêtes de quartier ...)

Aussi, il a souvent été porteur d'actions dans le cadre du Fonds de Participation des Habitants.

Le Conseil Citoyen a participé à un certain nombre de projets développés sur le quartier par différents acteurs locaux publics et plus particulièrement avec le bailleur, par un avis émis au nom des habitants ou par une mobilisation active. Pour exemples : diagnostic en marchant, aménagement extérieur du bâtiment Le Flores en lien avec le bailleur pour l'installation d'une place arborée, création d'une aire de jeux sécurisés et d'un parcours sportif, équipement d'une résidence de jeunes en connexion internet, projet de réhabilitation du boulodrome, projet en cours de l'aménagement du terrain multisport, baptême de la place du Greta en « Place de la Fraternité » ... Chaque année, il est d'ailleurs convié au comité technique de l'abattement de la Taxe Foncière des Propriétés Bâties.

Le Conseil Citoyen n'est plus représenté aux instances techniques et politiques du Contrat de Ville. Il est associé à la programmation des actions lors d'une réunion se tenant courant janvier (bilan de l'exercice précédent, et présentation des dossiers déposés). Ses avis et observations sont ensuite relayés lors du Comité de lecture. Pour éviter toutes tensions ou conflits d'intérêts, il a été décidé au cours des dernières années de ne pas l'associer à la discussion sur le financement des actions.

Si la capacité d'influence du Conseil Citoyen dans l'orientation des actions peut paraître encore limitée, il est cependant régulièrement écouté dans des demandes d'équipement ou de sécurisation urbaine.

Globalement, l'expérimentation du Conseil Citoyen dans le cadre de la politique de la ville gardéenne s'inscrit en demi-teinte :

- La crise sanitaire et les confinements consécutifs ont été préjudiciables à la dynamique du Conseil Citoyen gardéen ; pour autant son dernier renouvellement date de janvier 2021. Dans sa dernière composition, le Conseil Citoyen est plutôt représentatif du quartier car composé de 4 « habitants » et 4 « acteurs locaux » dont le bailleur et 3 associations œuvrant sur le quartier.
- Ces années d'expérimentation du Conseil Citoyen sur le territoire démontrent clairement la nécessité que l'instance soit orchestrée par l'Adulte Relais. Si de par sa posture, celui-ci laisse l'instance opérer en autonomie (fréquence des rencontres, ordre du jour, invités éventuels, projets à porter ...) et les participants décider de manière collégiale, il anime et rythme les rencontres tout au long de l'année et rédige les comptes-rendus afférents. Sans son portage, la mobilisation des membres et la régularité des séances s'essouffleraient certainement bien davantage.
- Sa réussite comme instance de concertation et de participation citoyenne sur le territoire est clairement liée à l'implication d'un noyau dur de personnes actives et dynamiques. Si elle n'est pas parfaite car relève davantage de la consultation que de la co-construction à ce jour, elle bénéficie d'une attention particulière régulière (par les élus, le délégué du préfet, le bailleur, le Coordonnateur du Conseil Local de Sécurité et de prévention de la Délinquance (CLSPD), l'animateur, le chargé de mission politique de la ville...) dans son déploiement sur le territoire. Il a le mérite d'exister comme espace de parole et de représentation des résidents de Romain-Rolland œuvrant sur le quartier.

Axes d'amélioration et perspectives

- Un enjeu de formation pour soutenir l'activité (sens et rôle d'un Conseil citoyen) et la compréhension technique des réunions (politique de la ville, abattement TFPB)
- L'animation d'une démarche participative allant au-delà de l'animation des réunions. L'animation de la démarche étant plus vaste, conditionnant en partie sa qualité et son efficacité.
- Un enjeu de co-formation de l'animateur et des invités réguliers (chargé de mission politique de la ville, élus concernés, bailleur) en vue de renforcer l'animation des Conseils Citoyens et faciliter la dynamique collective.
- Rendre le Conseil Citoyen plus visible et plus autonome sur le quartier pour lui permettre de jouer ce rôle de relais de la parole des habitants, tout en s'appuyant sur l'engagement des membres déjà impliqués,
- S'assurer de l'association du Conseil citoyen à l'ensemble des dispositifs du Contrat de Ville (PRE, TFPB, CLS...) et renforcer son intégration dans les instances du Contrat de Ville pour lui permettre de jouer pleinement son rôle de co-construction des politiques publiques.

Les axes d'intégration

Pour l'animation du Quartier Romain Rolland au titre de la Politique de la Ville, le budget annuel total alloué sur la période du Contrat de Ville 2015-2022 a varié entre 62 500€ et 56 500€ avec le retrait de la région comme financeur en 2018.

Le financement global annuel s'est fixé dans sa répartition à hauteur de 61 000€ depuis 2020. Ainsi depuis, l'enveloppe annuelle dédiée par la commune est de 10 000€ tandis que les crédits de l'Etat et de la Métropole sont restés constants : 21 000€ pour l'Etat et 30 000€ pour la Métropole.

Le Contrat de Ville gardéen compte chaque année une moyenne de 22 dossiers déposés par une moyenne de 16 porteurs. La majorité des projets est travaillée en concertation entre Direction Générale Adjointe, Chargée de Mission, agents des MIS, Adulte Relais, Conseil Citoyen sur la Politique de la Ville et ses élus référents. Une quinzaine sont mis en œuvre annuellement.

Entre 2016 et 2022, 105 actions ont été soutenues sur les 158 déposées administrativement sur La Garde dans le cadre des Appels à Projets (soit 66.46 %). Cela constitue une enveloppe globale de 421 000€ (Région/Etat/MTPM/Ville).

L'enveloppe financière globale permet de faire face partiellement aux besoins et de répondre aux actions retenues. Cela étant, le niveau de cette enveloppe impose une grande dispersion des dotations, souvent faibles, et empêche la souplesse des rétributions en cours d'exercices. Le dynamisme recherché de la politique de la ville voudrait qu'elle soit significativement relevée.

6.3.1 La cohésion sociale

Le pilier « cohésion sociale », scindé en différents volets, a pour objectif de réduire la pauvreté, tisser le lien social et renforcer la solidarité entre les générations, avec comme priorités le renforcement des actions en direction des publics fragiles et la prévention de la délinquance.

Il s'agit du pilier qui rassemble la majorité d'actions financées dans le cadre du Contrat de Ville [soit 77% des crédits entre 2016 et 2022]

Evolution dans les QPV

De par la présence de différents acteurs publics au sein du quartier : Maison des Initiatives Sociales de La Beaussière, Police Nationale, Greta, Multi Accueil de la petite enfance, école maternelle Elsa Triolet, Relais Jeunes, Romain Rolland reste globalement calme.

La présence de l'Adulte Relais positionné sur le quartier prioritaire de la politique de la ville est un réel atout. En effet, il contribue largement de par sa mission à faire le lien entre les habitants et les acteurs locaux. A l'écoute de chacun, il veille à les associer dans une dynamique participative et citoyenne. Il est présent sur le terrain pour le démarrage et le suivi régulier de chaque action.

Au-delà de bouleverser la vie quotidienne, la crise sanitaire et les mesures de confinement mises en place sont un nouveau révélateur des inégalités sociales et économiques qui marquent le territoire. Les résidents du quartier sont sortis de la crise sanitaire marqués par des fragilités renforcées pour des raisons variées : difficulté d'être en télétravail pour des populations employées dans les services à la personne ou autre, fracture numérique, pauvreté et chômage rendant les accès aux services de soins moins évidents, absence de services publics comme privés de santé dans certains quartiers, etc. La promiscuité dans de petits appartements a, exacerbé les souffrances psychologiques, bouleversé les relations intra familiales, causes de violences aggravées.

Compte rendu/ Evaluation des actions

Ainsi, des permanences d'écoute téléphonique ont été organisées pour faire face à l'urgence : dans le cadre du Programme Communal de Sauvegarde (PSC) déclenché par la commune pour préserver le lien avec les habitants avec une astreinte de la chargée de mission sur le week-end, proposition d'aides pédagogiques par visio-conférence, prêt de matériel informatique par les MIS... Également, à travers un dispositif innovant Ecoute Violence Conjugale développés par des intervenants locaux (AVRE, AVIV, DDDFE).

Malgré le contexte sanitaire, l'ensemble des actions programmées au Contrat de Ville ont pu être réalisées tout en s'adaptant et respectant les mesures imposées. La Ville a tenu à poursuivre son idée de développer les activités au cœur même de Romain Rolland, au plus près des habitants, en extérieur et en horaires décalés ; le but étant d'occuper l'espace public indépendamment de l'ouverture de la MIS de La Beaussière.

Entre 2016 et 2022, près de 3/4 des actions ont donc été réalisées dans ce pilier Cohésion sociale. Elles sont réparties de façon inégales selon les différents volets :

- Le volet « Education » a essentiellement concerné les animations scientifiques des Petits Débrouillards, « Passerelle Ecole/Entreprise » de Face Var et la permanence Ecoute Parents mise en place par l'ADSEAAV pour un soutien à la parentalité quotidienne et aux relations intrafamiliales.
- La thématique « Développement social » a regroupé les actions d'accès aux droits (Espace Méditerranée), d'accompagnement à l'alphabétisation, aux démarches administratives et informatiques (ICST/CAAA), les animations culturelles (ateliers modelages par Terratata, art- thérapie par Gestes et Matières/ Chants du monde) et sportives (aisance aquatique, la boxe au Féminin, la découverte du Tennis, la course

d'orientation avec le Comité du Var) ainsi que les initiatives citoyennes (Bourses ose tes idées -Ambassadeur du Vivre ensemble par la Fol du Var / les Ateliers de l'Image)

- Le volet Santé a facilité l'accès aux soins (Alcool Assistance / Contr'addict'jeunes par les Amazones du soleil/détresse psychique par AVRE). Il a aussi permis des actions d'éducation à la santé ou de prévention (« ateliers culinaires « mieux manger à moindre coût », par Carrément Toqué / « A mon rythme » par UFOLEP/ « Ateliers hygiène » par Les Petits Débrouillards).
- Le volet Sécurité/ Prévention de la délinquance a comporté le soutien à la fonction parentale de AVRE ainsi que la permanence juridique et psychologique à destination des victimes d'infraction de l'AAVIV.

Des actions qui pour un 1/3 ont su s'inscrire dans le temps puisque sur les 16 actions Cohésion Sociale financées en 2022, 6 d'entre elles perdurent depuis 2016.

Dispositifs transversaux

- Sur le volet de la Réussite éducative

Le Programme de Réussite Educative (PRE)

Développé à La Garde fin 2008, la nouveauté du dispositif de réussite éducative est de considérer l'enfant dans sa globalité. Car, au-delà des résultats scolaires l'environnement dans lequel évolue chaque enfant, et les difficultés particulières que lui et/ou sa famille rencontre, influent directement sur son devenir. Au sein du Programme de Réussite Educative, des professionnels de tous horizons se rencontrent autour de chaque enfant et de sa famille, pour s'efforcer ensemble de miser sur les atouts et les compétences de l'enfant, et de s'accorder sur des objectifs à poursuivre. L'Equipe pluridisciplinaire de Réussite Educative rassemble des assistants sociales (CD83, Education Nationale, autres...), différents acteurs de la Protection de l'Enfance (AEMO, ASE, IEMF, AED...), de la Santé (CMP, CMPP, PMI, MDPH, CAMSP, PCO...), autres (MIS, animateurs CLAS, ...). Les bénéficiaires sont invités à signer un contrat évolutif de parcours individualisé, tout au long duquel, ils sont guidés par la Référente Familles.

Le PRE accompagne chaque année une moyenne de 80 enfants âgés entre 2 et 16 ans et leurs parents. La période post confinement a mis en lumière au sein des QPV, les acteurs du territoire sont unanimes à constater une amplification des retards chez les enfants : des problématiques éducatives accrues, aux conséquences désastreuses sur l'acquisition du langage, l'autonomie, la propreté, de fragiles avancées sur l'éducation parentale revenues à un stade antérieur...Des orientations faites par l'Education Nationale (66%) de plus en plus carencées et par voie de conséquence, infiniment plus chronophages.

Le Contrat local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS)



Le CLAS est un dispositif contractuel au service du PEDT, conclu entre la Ville et la CAF. Il s'adresse aux enfants de 6 à 16 ans et permet, en parallèle de l'école d'offrir l'appui et les ressources dont l'enfant a besoin pour réussir son parcours scolaire avec mobilisation d'enseignants intervenants et d'une association « Les demoiselles du Rocher » pour un travail théâtral. Pour précision : le nombre d'enfants touchés par le CLAS est de 150 à

l'année sur 4 sites et de 15 enfants touchés par le CLAS sur le CLAE.

Le Coup de Pouce CLE

Le dispositif s'adresse aux enfants en apprentissage de lecture et d'écriture repérés comme ayant des fragilités dans l'apprentissage mais également à leurs parents, souvent éloignés de l'école, se sentant démunis pour accompagner leur enfant dans sa scolarité. Ce club de lecture et d'écriture est un outil de prévention à l'échec scolaire précoce dont l'efficacité est garantie.

Le service du PRE a piloté techniquement jusqu'en 2020 les Coups de Pouce CLE sur la municipalité, en partenariat avec l'Education Nationale et l'ANCT, à raison de 3 clubs annuels (500€/club)

La Commune s'investit également en faveur de la réussite éducative à travers l'Aide aux devoirs par la Mis de La Beaussière ainsi que le soutien scolaire renforcé.

Parallèlement à ces différents dispositifs, il est à noter que la modification des secteurs scolaires apportée a favorisé la mixité sociale au sein des écoles Zunino 1 et 2 (4 à 7% du QPV).

- Sur le volet du Développement social

La MIS de la Beaussière

Depuis 10 ans, la « Maison des Initiatives Sociales » de la Beaussière a été reprise en régie, par la volonté du Maire, à l'arrêt de l'ancien centre social. Elle est majoritairement ouverte aux habitants du quartier Romain Rolland, pour favoriser le lien social entre les différentes composantes de la population et de tous les âges. Du personnel qualifié y assure cette mission quotidienne : l'organisation des activités avec les familles, une partie de l'événementiel du quartier, la mise à disposition de salle aux associations locales... Un espace café gratuit y est proposé comme espace d'échange tous les matins.



LA MIS OUVRE SES PORTES
DU 13 AU 17 SEPTEMBRE 2021

PARENTS-ENFANTS-ADOS 3-17 ANS/ADULTES-SENIORS

- LE CAFÉ DE LA MIS
- CREATIV'ART
- ARGILE
- PÂTISSONS - NOUS
- YOGA DE RIRE
- ART FLORAL
- COUTURE
- ATELIER CHANT
- MARDIS BIEN-ÊTRE
- UN TEMPS POUR SOI
- CUISINE DÉCOUVERTE
- ATELIER EVEIL MUSICAL
- LE MERCREDI EN FAMILLE
- LASER GAME
- HERO TOUCH

Inscriptions & Renseignements
à la MIS de la Beaussière
du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00
et de 14h00 à 17h30 -
04 98 01 15 95

AMIS DE LA BEAUSSIERE

PROGRAMME DES ANIMATIONS
GRATUITES - OUVERTES À TOUS

- ATELIER CREATIV'ART 9 H 30 - 11 H 00 ADULTES
- YOGA DE RIRE 9 H 00 - 11 H 00 ADULTES
- CUISINE DÉCOUVERTE 9 H 30 - 13 H 00 ADULTES
- ART FLORAL 14 H 00 - 16 H 00 ADULTES
- MERCREDI EN FAMILLES !!! 14 H 00 - 15 H 30 ADULTES
- ATELIER PÂTISSERIE 14 H 30 - 15 H 30 ADULTES
- GYM DOUCE 9 H - 10 H ADULTES
- HERO TOUCH LASER GAME ENFANTS-ADOS 3-17 ANS
- UN TEMPS POUR SOI 14 H - 15 H 30 PARENTS
- MODELANT LA TERRE 14 H 00 - 16 H 00 ADULTES
- SEVE ATELIER CHANTS 9 H 30 - 11 H 30 ADULTES
- CAFÉ DE LA MIS 9 H - 10 H PARENTS ADULTES-SENIORS

NOTRE ÉQUIPE EST HEUREUSE DE VOUS ACCUEILLIR !!!

De nombreuses permanences sociales et d'information pour les habitants s'y sont déroulées sur la période 2015-2022 : Assistantes sociales du Conseil Général / Ecrivain public / Conseillère en Economie Sociale et Familiale du CCAS dont certaines se sont pérennisées : CIDFF ...

Quartiers d'Automne et d'été :

Face à la crise sanitaire, des nouveaux dispositifs nationaux ont vu le jour, avec pour ambition de faire de ces périodes automnale ou estivale un temps de renforcement du lien social et d'accès à de nouvelles opportunités.

Divers programmes ont ainsi été déployés et les familles ont pu participer à de nombreuses activités : Science Tour Numérique, ateliers de compétences psychosociales, création de bijoux, confection en argile.

Sous forme de « Colos apprenantes » des séjours peuvent être proposés aux familles, financés en grande partie par l'Etat, permettant ainsi aux jeunes de bénéficier d'un moment de respiration et d'épanouissement après un confinement éprouvant et ainsi mieux préparer la rentrée. Ainsi en 2020, 12 enfants sont partis une semaine à St Cyr sur Mer et 24 enfants une quinzaine de jours à Chatel en 2021 et 15 enfants à Port-Cros en 2022.

Au titre du droit commun, la ville intervient pour toutes les questions sur différents dispositifs intégrant les tranches du quotient familial : les Semaines à Thèmes (séjours de vacances proposés au 9-17ans), Relais Jeunes, Accueil de mineurs Henri Wallon, Centre de Loisirs Associé aux Ecoles (CLAE)...

Relais Adultes

A la suite de la rénovation de l'ancienne MASE du bâtiment 23, la SAGEM a recruté un agent de médiation sociale en 2019 pour assurer la gestion du nouveau local relais adultes.

Relais jeunes

Depuis 2018, les jeunes du quartier sont accueillis au Relais Jeunes Romain Rolland (ancienne MASE) par des animateurs du Service jeunesse dans un espace dédié pour monter des projets. Ce sont deux animateurs qui font partie de l'équipe éducative et pédagogique des Semaines à Thèmes et font le relais sur les quartiers. Ils peuvent aussi sortir du quartier pour profiter des actions proposées par le Service Jeunesse Municipal : Semaines à Thèmes, Bureau Information Jeunesse, Pass Points Citoyen ou bénéficier des accueils de loisirs municipaux (Wallon, CLAE).

- Sur le volet santé

La Garde étant ville active du Programme National Nutrition Santé (PNNS), des actions en faveur de la nutrition sont réalisées dans la cuisine de la MIS tandis qu'un parcours santé a été installé à proximité du stade. Toujours pour inciter à la pratique sportive, un projet de terrain Multisport est en projet sur le quartier tandis qu'une action « RCT-Au cœur des quartier » est proposée par la Fondation Rugby Cœur Toulonnais qui au-delà de l'initiation, véhicule des valeurs auprès d'enfants de 10-12 ans.

Le Contrat Local de Santé communal est actuellement en phase de diagnostic et les axes d'intervention restent à définir. Cependant différents stands de sensibilisation en lien avec le Centre Communal des affaires Sociales sont organisés sur le quartier. Par exemple : stand d'information sur le cancer colorectal dans le cadre d'octobre Bleu.



- Sur le volet de l'Accès aux Droits

En complément des interventions bimensuelles de l'Association d'Aide aux Victimes d'Infractions du Var (AAVIV) au commissariat, des permanences du Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles (CIDFF), d'avocats, de l'Ecrivain Public municipal, continuent de se dérouler très régulièrement au sein même de la MIS.

- Sur le volet prévention

En matière de sécurité et de prévention de la délinquance, le référent CLPDR est actif et fonctionne en lien avec le service Politique de la Ville et l'Adulte relais.

Une attention privilégiée, des tours de quartiers réguliers (QPV/QVA), des relevés de différents signaux témoignent des ambiances générales et de l'évolution des quartiers sur le territoire.

Ainsi, sur la période 2016-2021 du Contrat de Ville, on comptabilise les mises en applications des pouvoirs du Maire, initiées par Loi du 5 mars 2007 suivantes :

- Rappels à l'Ordre : 7 jeunes du QPV et 2 du QVA ont été convoqués pour des incivilités et des dégradations sur un total de 15 dossiers communaux,
- Réparations pénales : 1 personne du QPV, 2 du QVA, ont été reçus sur 13 actions de justice similaires gardéennes,
- Travaux d'Intérêts Généraux : 5 personnes Du QPV, 7 du QVA ont signé des conventions destinées à la réception de personnes condamnés à des TIG sur 60 conventions à l'échelle de la commune.
- Si quelques petits trafics sont constatés, néanmoins, il n'y a pas eu de problèmes majeurs à déplorer. Le thème de la sécurité apparaît moins problématique que dans la majeure partie des autres quartiers prioritaires de la Métropole.

Prospectives

- Développer et pérenniser des espaces de proximité d'accompagnement social et de soutien administratif comme facilitateurs du parcours d'accès aux droits des usagers. Cela, en tenant compte des enjeux observés en matière de communautarisme, notamment chez les 17-30 ans.
- Approche transversale des volets pour agir favorablement sur les déterminants et ainsi définir des modalités d'animation du contrat de ville à l'échelle inter communale.

Par exemple : à travers le Contrat Local de Santé sur ce volet spécifique ; également la Convention Territoriale Globale (CTG) qui peut être un levier.

- Compte tenu des constats et de son engagement dans la démarche « Ville Amie des Enfants » de l'Unicef, La Garde sollicite l'Etat pour un renforcement du PRE sur le territoire gardéen en cofinancement, en vue de répondre aux demandes de prises en charges toujours grandissantes.
- Poursuivre la dynamique des partenariats entre écoles, structures sociales et éducatives et les services municipaux (PEDT/ CTG)
- Augmenter les inscriptions des jeunes de la structure Relais Jeunes en ayant une réflexion sur les actuels freins ou besoins
- Poursuivre les interventions du Contrat de Ville au vu de l'évolution du contexte sur les leviers suivants : activités culturelles et de loisirs, actions liées à la parentalité, alphabétisation/soutien à la réussite éducative, prévention et prise en charge des victimes de violence, actions d'échanges et de solidarité...

6.3.2 L'habitat – Cadre de vie

Le pilier « cadre de vie et renouvellement urbain » rassemble le moins d'actions financées dans le cadre du Contrat de Ville [soit 3% des actions soutenues entre 2016 et 2022]

Evolution dans les QPV

Romain Rolland est une résidence composée d'un ensemble d'immeubles (Romain Rolland 1 et 2, Le Flores) gérée par le bailleur social, SAGEM.

Si le ravalement des façades et l'isolation thermique extérieure se poursuivent et revalorisent la résidence, ce n'est pas sans compter les travaux réguliers de remise en état, d'amélioration, d'accessibilité, de sécurisation réalisés, ou des réparations des équipements vandalisés.

En matière de sécurité résidentielle, la tranquillité est assurée par le déploiement occasionnel de gardiennage/médiation pour limiter les problèmes de halls. Ceci est mis en place dans l'attente d'un système de vidéosurveillance en projet.

Une enquête de satisfaction a été réalisée auprès des locataires, de la résidence. Fin 2021, sur 87 personnes interrogées de la résidence, 90% sont globalement satisfaits de leur logement, des données stables depuis quelques années.

Compte rendu/ Evaluation des actions

Si la commune a pour volonté d'améliorer les conditions de vie et de qualité résidentielle du quartier et adapter les logements en direction des personnes âgées, en perte d'autonomie et des personnes handicapées, une action unique a été financée sur ce pilier.

En 2018 et 2019, l'association Entr'Aide a été subventionnée permettant ainsi « Amélioration de l'habitat des personnes défavorisées » par des travaux à prix modérés à la demande de partenaires sociaux. Les interventions prévues étaient du type : nettoyage, désinfection, rénovation électrique, déménagement, débarras...auprès de personnes âgées, handicapées ou socialement isolées. Faute de trouver des bénéficiaires au sein du quartier, l'action n'a pas été reconduite.

Dispositifs transversaux

Abattement Taux Fonciers sur les Propriétés Vides (TFPV)

Pris en charge dans le cadre du dispositif d'abattement de la TFPB, certaines opérations permettent l'amélioration du cadre de vie et l'animation de Romain Rolland. Ainsi, l'association En Chemin réalise l'entretien et la réhabilitation des espaces verts dans le cadre d'un chantier d'insertion. Des jeunes demandeurs d'emploi du quartier ont été embauchés par le bailleur pour la peinture des entrées des bâtiments. Des actions complémentaires tels que l'entretien des espaces communs, le renforcement de nettoyage, la gestion des encombrants, l'enlèvement des épaves de voiture, améliorent le cadre quotidien. Durant l'été, la SAGEM a mis à disposition des locataires un minibus adapté aux besoins des Personnes à Mobilité Réduite leur permettant de se rendre sur les plages le dimanche.

En 2022, grâce à ce financement spécifique TFPB, des actions de lien social telles que la « Permanence Ecoute Parents » d'ADSEAAV, « Boxe pour tous » du Ring Gardéen, l'activité autour du tennis par le tennis Club Gardéen ont pu être maintenues à destination des résidents du quartier.

Fonds de Participation des Habitants (FPH)

Le Conseil Citoyen a souvent été porteur d'actions dans le cadre du Fonds de Participation des Habitants avec la mise en place de 2/3 actions annuelles grâce à des crédits dédiés. Des projets divers ont vu le jour : projets de végétalisations, décoration de sapins de Noël, kermesse des habitants, tournoi de foot du quartier, mercredis jeux de bois, sortie opéra organisée avec le Conseil Citoyen de Hyères, initiation Patin à glace...

Perspectives

- Amélioration de la qualité de vie résidentielle du quartier (actions d'embellissement, boulodrome, stade multisport...)
- Poursuivre le déroulement d'animations favorisant le « vivre ensemble » et un « accompagnement social spécifique » en renforçant la complémentarité des dispositifs FPH, TFPB et Contrat de Ville
- Favoriser la participation des habitants aux opérations d'aménagement, du quartier, de propreté et de lutte contre les incivilités
- Associer le bailleur dans les instances communales du Contrat de Ville

6.3.3 L'emploi – développement économique

Ce pilier « Développement économique et emploi », dans le but notamment de réduire l'écart de taux d'emploi entre les jeunes des quartiers prioritaires et les autres, rassemble 25% des actions soutenues entre 2016 et 2022 au titre du Contrat de Ville.

Evolution dans les QPV

Concernant le volet développement économique, pas de commerce ni d'entreprises visibles sur le quartier mais plus d'une centaine d'autoentreprises répertoriées dans différents domaines.

Compte rendu/ Evaluation des actions

Trois actions du pilier Emploi ont été renouvelées au fil des années 2015-2022 :

Face Var, par l'intermédiaire de l'action « Job Contact » qui accompagne ou remobilise vers l'emploi des personnes en précarité grâce à des actions de socialisation et l'appui d'entreprises.

L'action « PAQTE » de Face Var a permis l'animation d'un réseau de plus de 150 entreprises dont 15 signataires en 2021. Ce réseau aide les collégiens/lycéens à trouver un stage ou un contrat d'alternance.

Et, l'Association de Prévention Spécialisée (APS) à travers l'accompagnement adapté de résidents dans des chantiers d'insertion pour la rénovation de bâtiments et l'entretien intérieur de locaux et d'espaces verts.

Différentes actions ont également été portées plus ponctuellement dans le cadre du contrat de ville :

« L'Accompagnement à l'emploi et à l'alternance des jeunes diplômés » par NQT proposant des permanences, ateliers, rendez-vous de parrainage et actions de sourcing ; la plateforme mobilité Wimoov » l'« Atelier bureautique et multimédia » par Munitique formation et multimédia, le « Pack performance CDV » par CCIV, l'accompagnement par l'Association Coudon Chantiers Entreprise Sociale Solidaire (ACCESS).

Dispositifs transversaux

Plusieurs permanences dédiées se sont déroulées sur la période 2015-2022 : Maison de l'Emploi, Pôle emploi, Garantie Jeune, Bureau Municipal de l'Economie et de l'Emploi...

Des programmes ont été déployés pour que les résidents puissent profiter d'un accès facilité à la formation professionnelle et à l'emploi.

Des micro-forums Emploi ont été mis en place par Face Var permettant une mise en relation des habitants du QPV en recherche d'emploi et des entreprises ayant des besoins en recrutement.

Le partenariat avec les entreprises et les associations évoluent pour le repérage des jeunes et notamment des invisibles. Les propositions d'actions sur le terrain sont plus nombreuses pour aller à la rencontre de ce public, au cœur du quartier, par exemple au travers d'Adultes Relais dédiés : Job à cœur, Unis Cité, Elan Jeunes 83...

La ville a soutenu le projet d'ouverture de l'Ecole de la 2e chance sur le territoire gardéen et dont plusieurs résidents ont bénéficié. Il s'agit d'un dispositif qui propose une formation rémunérée aux jeunes de 16-25 ans, sans diplôme ni qualification souhaitant réussir leur entrée dans le monde professionnel.

Le Bureau Municipal d'Economie et de l'Emploi (BME) et le Bureau Information Jeunesse (BIJ)

Deux acteurs municipaux incontournables en termes d'information et d'insertion à l'emploi pour le quartier prioritaire de la ville, en plus d'accueillir les résidents, des permanences ont été délocalisées directement sur le quartier et des forums organisés aux pieds des tours. Par exemple le « Job dating services à la personne » en lien avec des partenaires Pôle Emploi, Mission Locale, le Greta, NQT...

Quartiers d'Automne et d'Été

La cible de ces appels à projets nationaux était les invisibles ou le public féminin, La Garde a créé l'action « Aide à la Mobilité » sous plusieurs formes et destinées à différentes cohortes au fil des années, afin de lever les freins à l'emploi :

- 9 jeunes ont pu bénéficier d'un accompagnement personnalisé par le Bureau Information Jeunesse et le Bureau Municipal de l'Economie et de l'Emploi et une aide de 1000€ pour passer le permis de conduire en contrepartie de la réalisation de service à la Mairie.
- Parallèlement par l'intermédiaire des quartiers d'Automne 2020 et des Quartiers d'Été 2021 et 2022 : une vingtaine de femmes peuvent bénéficier d'un accompagnement personnalisé (alphabétisation, préparation au code, initiation/perfectionnement au numérique, PSC1) et d'une prise en charge en quasi-totalité du permis de conduire.

Perspectives

- Poursuivre l'accompagnement du public éloigné de l'emploi en encourageant notamment la levée des freins
- Dynamiser le partenariat avec le Greta Tourisme / Hôtellerie – Restauration, centre national d'apprentissage et de formation aux pieds des tours et, développer l'accès à la formation et à l'alternance pour les jeunes du quartier
- Mobiliser davantage les résidents sur les chantiers d'insertion
- Accompagner les autoentrepreneurs par de la formation ou des rencontres pour les inciter à trouver et à tisser un réseau de professionnels (BME)

6.4 TOULON

1er port militaire de France, siège de la Préfecture du Var, Toulon est la ville centre de la métropole Toulon Provence Méditerranée. Elle s'étend sur 42,84 km² et compte 180 641 habitants, soit 1/5 de la population varoise.



A la signature du Contrat de Ville, Toulon comptait 8 Quartiers Prioritaires Politiques de la Ville représentant 26 220 habitants soit 15,99 % de sa population globale (La Beaucaire, La Florane, Le Jonquet La Baume Le Guynemer, Pont du Las – Rodeilhac, Pontcarral, Centre-Ville, Ste Musse et Beaulieu Ste Marie). On notera la prise en compte de deux nouveaux quartiers avec Beaulieu - Ste Marie (1 135 habitants) QPV à part entière et le rattachement du quartier du Pont du Las à Rodeilhac qui devient le QPV Pont du Las - Rodeilhac. (Initialement Rodeilhac était rattaché au QPV Le Jonquet La Baume Le Guynemer, mais dans un souci de cohérence territoriale il a été rattaché au nouveau QPV Pont du Las). A noter la sortie du dispositif Contrat de Ville des quartiers de La Closerie et de St Jean du Var qui sont devenus Quartiers de Veille Active. Parmi les 8 Quartiers Politiques de la Ville 3 d'entre eux Ste Musse, Pontcarral et La Beaucaire sont classés en Zone de Sécurité Prioritaire et depuis 2019 en Quartiers de Reconquête Républicaine.

Alors que le nombre d'habitants en QPV sur les communes de Hyères les Palmiers, La Seyne sur Mer et la Garde diminue (- 807) , Toulon connaît une nette augmentation du nombre d'habitants en QPV + 1740 habitants. Seul le QPV Pontcarral connaît une baisse significative (- 202) du nombre de ses d'habitants.

L'ensemble de ces territoires cumule les problématiques sociales identifiées sur les autres QPV du CDV MTPM avec une très grande diversité des environnements et des spécificités qui impliquent des modalités de mise en œuvre des actions différentes pour chacun des territoires qui doit tenir compte des réseaux d'acteurs propres à chaque territoire.

Sur la période 2015 – 2022 ce sont 175 associations qui ont répondu aux différents appels à projets du Contrat de Ville, 111 ont été financées. Sur cette période, 45 associations sont sorties de la programmation pour des motifs divers et variés. (Liquidation judiciaire, absence de plus-value de leurs actions, manque de rigueur administrative, choix statutaires). Parallèlement ce sont 18 nouvelles associations qui ont permis l'émergence de nouvelles actions et modalités d'intervention.

Depuis juin 2016, la Ville de Toulon a créé le service Equipements d'Animation Sociale et Territoriale pour renforcer une présence de proximité auprès des quartiers. Ceux-ci sont au nombre de 7 dont 6 au cœur des QPV et 1 sur un QVA. Seuls les QPV Centre – Ville et Le Jonquet La Baume Le Guynemer ne sont pas dotés de ces équipements. Ce service est rattaché à la Direction Renouvellement Urbain et Cohésion Sociale dont dépend également le service Politique de la Ville. Ce rattachement favorise les diagnostics partagés et la cohérence des actions au bénéfice des habitants de ces quartiers.

6.4.1 Cohésion sociale

Evolution

La part des actions du pilier Cohésion Sociale est passée de 65 % en 2015 à 80 % en 2022 mais, celle-ci ne s'accompagne pas d'une augmentation proportionnelle du montant des subventions affectées. Cette augmentation se fait en majorité dans le cadre du volet thématique « Développement Social » au travers notamment des actions d'accès au sport, à la culture et aux loisirs par l'arrivée de nouveaux opérateurs mais également par le déploiement d'actions sur les deux nouveaux Quartiers Politique de la Ville (Pont du Las – Rodeilhac et Beaulieu Ste Marie). Parallèlement des actions d'accès au droit ou plus précisément d'aide aux démarches administratives se sont fortement développées.

Depuis l'exercice 2020, le service a initié une démarche participative impliquant différemment les associations afin qu'elles puissent être partie acteurs de projets d'animation « collaboratifs » qui impliquent un ensemble d'acteurs de proximité qui n'ont pas forcément les mêmes cœurs de métiers et les mêmes préoccupations.

Cela s'est traduit en 2021 sur Le Jonquet – La Baume – Le Guynemer par une synergie d'acteurs associatifs et institutionnels dont les trois bailleurs sociaux qui ont su ajuster et développer une nouvelle façon d'intervenir sur ce territoire. (présence sur 15 jours d'animations coordonnées en horaires décalés sur le mois de juillet)

Perspectives

La mise en place de nouveaux moyens en direction des familles et des enfants au travers des Cités Educatives sur l'Est et l'Ouest de Toulon ainsi que la création d'un espace France Service à la Maison des Services Publics sur Ste Musse et la perspective de la création d'un deuxième espace France Service sur le quartier de La Beaucaire devraient être l'occasion d'ajuster et de préciser le contenu d'action déployées dans le cadre du Contrat de Ville au sein du pilier Cohésion Sociale. A titre d'exemple, la pertinence et la plus-value de permanences d'aide aux démarches administratives à proximité d'espaces de type France Service devra être interrogée.

6.4.2 Habitat cadre de vie

Evolution

La part des actions dévolues au pilier Habitat Cadre de Vie a fortement diminué. Elle est passée de 13 % à 6 %. Pour autant cette baisse n'a pas été aussi significative en terme de montant des subventions accordées. 11 % de la programmation en 2015 contre 8 % en 2022.

Les actions soutenues ont pour objectif d'accompagner les jeunes dans leur démarche d'accès au logement

Cette « faible mobilisation » dans le deuxième pilier du Contrat de Ville sur les QPV de Toulon doit être relativisée au regard de la mobilisation des bailleurs sociaux dans le cadre du dispositif d'exonération de la TFPB (Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties). Avec notamment 7 axes de mobilisation :

- Renforcement de la présence du personnel de proximité (par rapport à présence dans patrimoine hors QPV)
- Gestion des déchets et encombrants
- Épaves Sur-entretien
- Tranquillité
- Animation, lien social vivre ensemble
- Petits travaux d'amélioration de la qualité de service (hors quartiers NPNRU)

Sur le territoire toulonnais on pourra souligner d'une part :

- Sur La Beaucaire : le projet du BOK'R Concept initié par THM. La crise sanitaire n'a pas permis de développer les actions hors pratique sportive comme cela était prévu initialement. Si le BOK'R concept est bien identifié comme lieu de la pratique du VTT, celui-ci l'est beaucoup moins sur le volet cadre de vie. (Espace de détente et parcours développement durable dans un bois classé)
- Sur Le Jonquet La Baume Le Guynemer une synergie des bailleurs sociaux en articulation avec les partenaires du Contrat de Ville pour le développement et le renforcement des actions sur ce territoire. En 2021 la mise en place de deux semaines d'animations durant la période estivale sur ces trois îlots d'habitat géré par trois bailleurs sociaux a rencontré un vif succès auprès des enfants et des familles.

Perspectives

Les récentes initiatives, sur le territoire toulonnais (animations en horaires décalés sur la période estivale 2021 sur le Jonquet La Baume Le Guynemer) ou encore de la présentation du Brico bus (juin 2022) à l'échelle de plusieurs territoires communaux, la nomination d'une chargée de mission auprès de Madame La Sous-Préfète Chargée de Mission ouvrent la voie à de nouvelles perspectives dans la manière de coordonner les actions qui contribuent au pilier Habitat Cadre de Vie.

6.4.3 Emploi développement économique

Evolution

La part des actions du volet Emploi Développement Economique est passée de 22 % à 14 % avec un écart similaire entre les moyens financiers mobilisés qui représentaient 31 % de la programmation Contrat de Ville contre 23 % en 2022.

A noter que sur cette période de nombreux dispositifs de droit commun ont été mis en œuvre. A noter le travail de la Métropole sur l'accompagnement plus particulier des ESS Certaines expérimentations et plus particulièrement au niveau de la Métropole dans le cadre du développement de leur action auprès d'association

de l'Economie Sociale et Solidaire. On notera également l'accompagnement fort sur Toulon de deux associations qui portent des chantiers d'insertion. L'une a su négocier avec réussite l'ouverture au marché privé, l'autre s'adapter aux contraintes des marchés publics et à la perte de chantiers en adaptant et ajustant son accompagnement.

Un temps d'adaptation et de compréhension a été nécessaire à tous pour intégrer les enjeux de nouvelles politiques publiques en matière d'emploi et de retour à l'emploi.

La levée des freins à l'emploi reste un enjeu majeur à l'échelle de nos QPV. La mise en place des forums emploi ou autres rencontres en direct sur les quartiers en complément des permanences ont démontré leur pertinence.

Perspectives

Il faudra quelques temps encore pour intégrer les conséquences de la crise sanitaire et la manière dont les publics jeunes ou moins jeunes appréhendent le travail et leur insertion sociale et professionnelle. Nombre de secteurs d'activité se trouvent en tension alors qu'ils regroupent des activités avec des écarts considérables de qualification ou de diplôme. La crise du recrutement touche aussi bien les domaines de la restauration que celui des hôpitaux...

Année	CS	HBT	Emploi	% des subventions accordées		
				CS/Sub	HBT/Sub	EDE/Sub
2015	65%	13%	22%	59%	11%	31%
2016	66%	11%	23%	63%	11%	26%
2017	68%	10%	22%	61%	11%	28%
2018	69%	11%	19%	62%	11%	27%
2019	69%	10%	21%	61%	12%	27%
2020	75%	10%	15%	66%	11%	23%
2021	76%	8%	16%	67%	8%	24%
2022	80%	6%	14%	69%	8%	23%

6.5 LA SEYNE

Deuxième ville du Var, La Seyne-sur-Mer compte 64 523 habitants et dénombre plus de 19% de sa population au sein de ses deux QPV : Berthe et le Centre-Ville.

La Présentation, en veille active

Depuis 2014, le quartier de La Présentation est un Quartier de Veille Active composé majoritairement d'habitat social. Depuis l'absence de moyens de la politique de la ville, ce territoire connaît une forte progression des problématiques sociales, de sécurité et de délinquance.



Berthe

Sur la commune de La Seyne-sur-Mer, le Contrat de ville 2015-2022 intègre la fin du plan de rénovation urbaine du quartier Berthe et le lancement de celui du centre-ville. La rénovation de l'habitat et la création ou rénovation d'espaces publics ont transformé le quartier Berthe. Les espaces publics dédiés à la culture, au sport, à la jeunesse sont identifiés et utilisés par les habitants. Toutefois, il est à noter que les problématiques sociales restent prégnantes et sont largement accentuées par les effets de la crise sanitaire.

La période du contrat de ville correspond également à l'arrivée des Cités Éducative et de l'Emploi. Ces dispositifs de l'État renforcent les actions des piliers 1 et 3 soutenues par le contrat de ville et permettent d'envisager la programmation différemment. En effet, aujourd'hui des actions sont orientées vers ces dispositifs et le financement d'actions innovantes est simplifié. Les collaborations avec l'Éducation Nationale et les acteurs institutionnels de l'emploi (Pôle Emploi, mission locale, DDETS, Département, CCAS) ont largement été renforcées grâce à ces dispositifs étatiques.

La crise sanitaire a marqué la période. Dès 2020, le contexte inédit a mis en lumière l'engagement du tissu associatif local. Une forte mobilisation, notamment des associations de proximité, a permis de maintenir le lien avec les habitants les plus fragiles. Depuis 2020, la crise a mis en exergue certaines problématiques au sein des

QPV dont l'enclavement mental, la défiance envers les institutions, ... Plusieurs actions sont développées pour atténuer les effets dévastateurs de la crise sanitaire.

Centre-ville

Depuis 2017, les actions développées sur le centre-ville font l'objet d'une attention particulière. En effet, le maillage associatif reste faible sur ce quartier. L'équipe du contrat de ville a donc travaillé à l'accompagnement et au financement d'actions touchant les publics des deux quartiers. De plus, l'accompagnement de la création d'un centre social sur le centre-ville vise à structurer l'offre socioéducative et culturelle proposée aux habitants.

Depuis 2021, le service Cohésion sociale de la ville comprend la coordination du contrat de ville, de la Cité de l'emploi et du CLSPD. Des thématiques communes comme la prévention de la délinquance, la médiation sociale et l'accès aux droits sont pris en charge par le service ce qui favorise une meilleure coordination territoriale.

Les conseils citoyens

À La Seyne-sur-Mer, un premier arrêté préfectoral en date du 22 juillet 2015 a fixé la composition des conseils citoyens Centre ancien et Berthe. Une délibération du Conseil Municipal datée du 15 mars 2016 acte la transformation des conseils de quartiers nord et centre est en conseils citoyens pour s'adapter aux obligations du contrat de ville.

Un deuxième arrêté préfectoral en date du 11 septembre 2018 valide une nouvelle composition des Conseils Citoyens. Les élections municipales de juin 2020 ont rendu les mandats des conseillers caducs conformément aux modalités du règlement intérieur (liés au fonctionnement des conseils de quartier : un changement de municipalité entraîne de nouvelles élections des conseillers de quartier). Les Conseils Citoyens doivent donc être renouvelés.

La crise sanitaire n'a pas permis une mobilisation des habitants. Les conseils citoyens ont peu fonctionné durant cette période. Les conseillers étaient conviés aux instances du contrat de ville mais peu d'animations ont été proposées durant la crise sanitaire.

En 2022, L'État et la ville souhaitent redynamiser les conseils citoyens et lancent un appel à manifestations d'intérêt auprès des associations pour accompagner les deux conseils citoyens sur le territoire de La Seyne-sur-Mer. Le projet des deux centres sociaux et de l'association Université du citoyen est choisi. Deux nouveaux conseils citoyens verront le jour d'ici la fin de l'année 2022.

Les axes d'intervention

Le contrat de ville représente en moyenne 80 dossiers financés chaque année sur la période 2015-2022, dont 85% d'actions reconduites.

Chaque année, environ 80 % des demandes sont des reconductions et 20 % des demandes sont nouvelles. Le budget Contrat de ville ne permet pas de soutenir une part plus importante d'expérimentations.

Plusieurs associations financées dans le cadre du contrat de ville sont également soutenues par les subventions de droit commun de la commune, notamment les associations socio-éducatives. La ville met régulièrement à disposition ses moyens pour le déploiement d'événements.

Un travail de coordination sur chaque thématique serait nécessaire pour assurer une structuration et développer les partenariats efficaces. Les thématiques et les porteurs étant trop divers et nombreux, cette démarche est mise en œuvre en lien avec d'autres projets comme la Cité Éducative, la Cité de l'Emploi ou le sport. Cette démarche d'ouverture permet la mise en place d'actions pérennes et adaptées aux besoins du territoire.

6.5.1 La cohésion sociale

Le pilier Cohésion sociale concentre environ 85 % des dossiers soutenus pour environ 80 % de l'enveloppe globale. Ce pilier regroupe un nombre important de thématiques ce qui explique le budget dédié. La ville de La Seyne-sur-Mer investit la quasi-totalité de son enveloppe Contrat de ville sur le pilier Cohésion sociale qui répond pleinement à son champ de compétences. Depuis 2020, la nouvelle municipalité souhaite plus soutenir les actions Emploi et Développement économique.

Evolution dans les QPV

La crise sanitaire et ses effets depuis 2020 ont renforcé les besoins des habitants. De nombreuses actions visent à ouvrir le champ des possibles, sortir des quartiers prioritaires, développer l'accès à la culture, ... Plusieurs projets sont soutenus par les dispositifs étatiques comme la Cité Éducative ou Quartiers d'été.

L'intégration des valeurs républicaines et du principe de laïcité est également un axe fort du pilier 1, également soutenue par des dispositifs étatiques comme le FIPD.

Le Programme de Réussite Éducative :

Augmentation constante et significative du nombre de parcours :

- 154 parcours en 2015, contre 248 situations en 2021, soit +61% d'augmentation,
- Des files actives (nombre d'enfants et leurs familles pris en charge au même moment) en très forte hausse. En 2015, la moyenne annuelle était de 75 enfants en 2021, elle est de 170 en 2021 soit presque le triple.
- Les situations sont de plus en plus complexes (violences intrafamiliales, traumatismes, difficultés sociales, éducatives, d'accès aux soins...), nécessitant des prises en charge multidisciplinaires et un accompagnement beaucoup plus conséquent.
- Un poids de charge pour l'équipe opérationnelle très soutenu (visite à domicile, prise de rendez-vous, entretiens individualisés, coordination des actions, recherche de partenaires, point de situations, accompagnement vers un partenaire et/ou actions, participation aux équipes éducatives...)
- Une très forte réactivité dans les prises en charge (1er contact avec la famille - de 7 jours), retour au partenaire "prescripteur".
- Le public pris en charge est d'environ 88% minimum résidant en QPV.

Point financier : financement de l'Etat à hauteur de 265 000 euros, subvention constante depuis 2015. Un renfort de 50 000 euros a été obtenu en 2021 dans le cadre de la Cité Éducative afin de renforcer des actions médico-sociales.

Le PRE est un dispositif intervenant avec une multitude de partenaires dans tous les champs (médico, social, scolaire, loisirs, parental...) Il est largement légitimité et jugé très performant sur le territoire (retour Education Nationale, partenaires et familles). Il est très réactif et prend en charge plus de 200 familles par an avec un taux de réussite à 92%.

Un point de vigilance souligné dans chaque bilan annuel depuis 2015 sur l'augmentation constante des situations et de leurs complexités. Un point d'équilibre à trouver avec une équipe opérationnelle restreinte (3,5 ETP avec la coordination).

Perspectives

Objectif 1 - Renforcer la coordination avec la Cité Éducative

Le contrat de ville et la Cité Éducative ont des objectifs communs et renforcent l'action politique de la ville sur les quartiers prioritaires. Des modalités de fonctionnement doivent être trouvées pour formaliser cette complémentarité. Les dispositifs étatiques sont une opportunité pour investir de nouvelles actions et expérimenter sur les territoires concernés. L'association étroite de nouveaux partenaires permettent un nouvel éclairage des actions contrat de ville et une adaptation de la programmation. Le travail de terrain avec le délégué du Préfet permet une évaluation précise et une réorientation des actions en fonction des besoins des habitants.

Objectif 2 - Renforcer l'accès aux droits

Le service Cohésion sociale coordonne les temps de calage des dispositifs à l'échelle de la ville. Un travail y a été mené pour recenser l'ensemble des actions « accès aux droits » proposé sur le territoire. Les résultats de ce travail devront être mis à jour et diffusés pour faciliter l'orientation.

Objectif 3 - Associer les associations de grande proximité

Plusieurs associations de grande proximité interviennent sur les deux quartiers prioritaires. Leur expertise de terrain est précieuse.

En particulier, l'association D'un cœur à une main sur le quartier Berthe qui accueille les habitants sur un local en pied d'immeuble au Prairial et les associations Sud Fraternité et Féeries qui assurent un lien de proximité fort avec les habitants du centre-ville.

Ces associations sont réactives et en capacité de répondre rapidement aux besoins des habitants (accompagnement administratif, aide alimentaire, inclusion numérique). Non professionnelles, elles rencontrent des difficultés administratives sur le montage des dossiers et méconnaissent souvent les partenaires. Notre rôle est de les accompagner dans la recherche de moyens et de les orienter vers les porteurs pouvant répondre à leurs besoins.

6.5.2 L'habitat - Cadre de vie

Evolution dans les QPV

Les actions financées dans le cadre du pilier 2 représentent entre 2 % et 3 % des dossiers financés. Des chantiers d'auto-réhabilitation ont été financés jusqu'en 2022. Le manque de lisibilité des logements concernés par le plan de rénovation a entraîné une suspension de la subvention.

Les actions portant sur l'amélioration du cadre de vie relèvent de la participation des habitants.

Le plan de rénovation urbaine impulsé sur le centre-ville devrait renforcer les actions Habitat-cadre de vie soutenues.

Perspectives

Objectif 1 - Renforcer la complémentarité avec les bailleurs

L'équipe opérationnelle développe un travail de rapprochement avec les bailleurs pour renforcer la complémentarité contrat de ville et abattement TFPB. L'objet est de permettre une compréhension mutuelle des actions déployées. L'objectif de ce travail est de financer des actions cohérentes et de viser un co-financement des actions pour un meilleur impact sur les territoires.

Objectif 2 - Renforcer la complémentarité avec les équipes du NPNRU

A l'instar du travail avec les bailleurs, l'équipe opérationnelle Contrat de ville a sollicité l'équipe opérationnelle NPNRU pour une meilleure visibilité des prochaines transformations sur le centre-ville. En effet, l'accompagnement social de la rénovation urbaine relève des deux dispositifs. La visibilité sur les échéances de chacun permettra d'adapter les actions et de soutenir la transformation du centre-ville.

6.5.3 L'emploi - Développement économique

Evolution dans les QPV

Le pilier Emploi et Développement économique représente environ 15 % des dossiers soutenus par le contrat de ville.

Les actions emploi sont plus représentées que les actions développement économique. Même si depuis 2020 la municipalité investit plus ce pilier, l'État et la métropole sont les principaux financeurs des actions du pilier 3.

Depuis 2021, la ville est labellisée Cité de l'emploi. Ce label a favorisé la fédération des acteurs et l'émergence d'actions innovantes. Un diagnostic a été co-construit avec les partenaires. Cet état des lieux vient compléter l'étude de l'État menée par Coopésia sur les actions emploi dans les QPV et favorise un regard nouveau sur les actions soutenues.

Perspectives

Objectif - Structurer le lien avec la Cité de l'emploi

La coordinatrice de la Cité de l'emploi fait partie du service Cohésion sociale, ce qui facilite les liens avec les actions du contrat de ville. Le travail de diagnostic mené en 2021 était préalable aux réorientations de certaines actions. À compter de 2022, la visibilité sur les effets des actions proposées est plus claire. La Cité de l'emploi a impulsé une démarche d'aller vers qui permet de nouveaux partenariats entre les acteurs droits commun et contrat de ville. L'objectif est de fluidifier les parcours et faciliter l'accès au droit commun.

Plusieurs besoins ont émergé : lien entre les habitants et les entreprises, publics cibles (jeunes, femmes), mobilité, garde des enfants. L'expertise des partenaires de la Cité de l'emploi pourra éclairer le financement de certaines actions du contrat de ville.

De plus, le Service Public de l'Insertion et l'Emploi est expérimenté sur le territoire seynoïse. Ce nouveau dispositif porté par le Département et la CAF viendra certainement renforcer la prise en charge des habitants les plus éloignés de l'emploi.

Focus sur la Cité de l'Emploi de La Seyne sur Mer :

La Ville de La Seyne-sur-Mer est labellisée Cité de l'emploi depuis juillet 2021. Plusieurs actions ont été mises en place :

- Recrutement d'une coordinatrice de la Cité de l'emploi. Son rôle est de fédérer les acteurs emploi et insertion. Elle a mené un travail de diagnostic auprès de l'ensemble des acteurs institutionnels et associatifs du territoire. Ce travail a permis d'adapter les actions et de favoriser de nouveaux partenariats.
- Organisation d'un cycle de formation aux démarches d'aller vers en partenariat avec la coopérative Coopésia. 30 partenaires de la Cité de l'emploi ont bénéficié de 2 cycles de formation. Le public cible était les acteurs de terrain. Les retours des participants sont positifs. Ils souhaitent poursuivre des formations communes qui favorisent l'interconnaissance.
- Organisation d'un séminaire Cité de l'emploi en collaboration avec Cité Ressources. 50 participants ont contribué à affiner le diagnostic de la Cité de l'emploi et ont pu mieux comprendre les missions de chacun. Le public ciblé était les institutions et les directeurs d'associations
- Communication : réseaux sociaux (LinkedIn et Facebook), envoi d'une newsletter Cité de l'emploi mensuelle, achat de goodies
- Organisation de l'évènement L'emploi en jeux en partenariat avec l'association Face Var. Cet évènement a réuni 200 partenaires (entreprises du PAQTE, associations, centres de formation et institutions). Plus de 700 participants ont pu découvrir des métiers, être recrutés, obtenir des informations sur les formations et services. L'ensemble des partenaires Cité de l'emploi se sont mobilisés.

Perspectives 2022 pour la Cité de l'Emploi de La Seyne sur Mer :

Recenser et fédérer :

- Organisation d'un séminaire partenarial sur une demi-journée.

Aller vers et rapprocher :

- Formation aux outils de communication pour aller vers les habitants à travers les réseaux sociaux. L'idée est de faire intervenir des professionnels de la communication et des partenaires familiers de ses outils.

Expérimenter et innover :

- Lancement d'un appel à manifestation d'intérêt en consortium. L'objectif est de cibler des actions sur les publics les plus en difficultés (données issues du diagnostic 2021)
- Jeunes 16-25 ans. Besoins : orientation, accompagnement, sortir de l'isolement, estime de soi, lien avec le monde économique.
- Femmes 16-35 ans. Besoins : trouver du travail, place en garderie, reprise de confiance, mobilité.

7 Les actions métropolitaines

7.1 Actions métropolitaines dans le cadre du Contrat de ville

7.1.1 Groupes de travail thématiques

L'équipe métropolitaine met en œuvre des groupes thématiques métropolitains correspondant aux piliers du contrat de ville.

Ainsi 3 groupes thématiques ont été créés sous la responsabilité de l'équipe métropolitaine :

1. Emploi et développement économique
2. Administratif
3. Communication / Evaluation

Ces groupes thématiques sont animés en partie par les chargés de mission Métropole en partenariat étroit avec les équipes locales, les délégués des préfets et la DEETS. Le rôle des animateurs est de veiller à mobiliser les participants, déterminer les fréquences et le calendrier, de s'assurer de la réalisation et la diffusion des comptes rendus (qui peuvent être tournants), de contribuer à l'évaluation.

Les groupes thématiques se structurent autour d'un petit noyau de pilotage (binôme ou trinôme) composés de représentants pertinents sur le thème. Les groupes thématiques doivent fonctionner sur un modèle de « club » avec une réunion trimestrielle au moins. Dotés d'un noyau dur, ils s'ouvrent aux acteurs pertinents (publics ou privés) en fonction des besoins, des sujets, des compétences recherchées.

Ils visent à mobiliser les services de droit commun et les acteurs concernés par le champ pour définir et mettre en œuvre des stratégies d'intervention adaptées aux besoins sociaux. Il s'agit d'offrir aux participants un espace commun créant des passerelles entre des mondes qui ne communiquent habituellement pas, lieu de réflexion facilitant l'interconnaissance, la compréhension des stratégies, des dispositifs et l'élaboration de démarches concertées.

La temporalité de ces groupes dépend des besoins remontés et des disponibilités des participants.

La possibilité de réunions trimestrielles a été évoquée, notamment pour le groupe Emploi et Développement économique, durant lequel, lors des 2 premières séances, les participants ont plébiscité le concept de partage d'informations et d'actualités entre institutionnels et acteurs de terrain.

Le groupe Administratif permet, via l'utilisation du Portail Collaboratif initié par la Métropole, le partage d'informations et de documents du Contrat de ville, ainsi que la mise à jour en temps réel du Tableau de Programmation.

A l'initiative du groupe Communication / Evaluation, l'idée d'une cartographie interactive recensant les associations soutenues dans le cadre du contrat de ville, a émergé. En parallèle, les fiches de synthèse (*cf annexe*) ont été mises à jour en fonction des besoins et des constats.

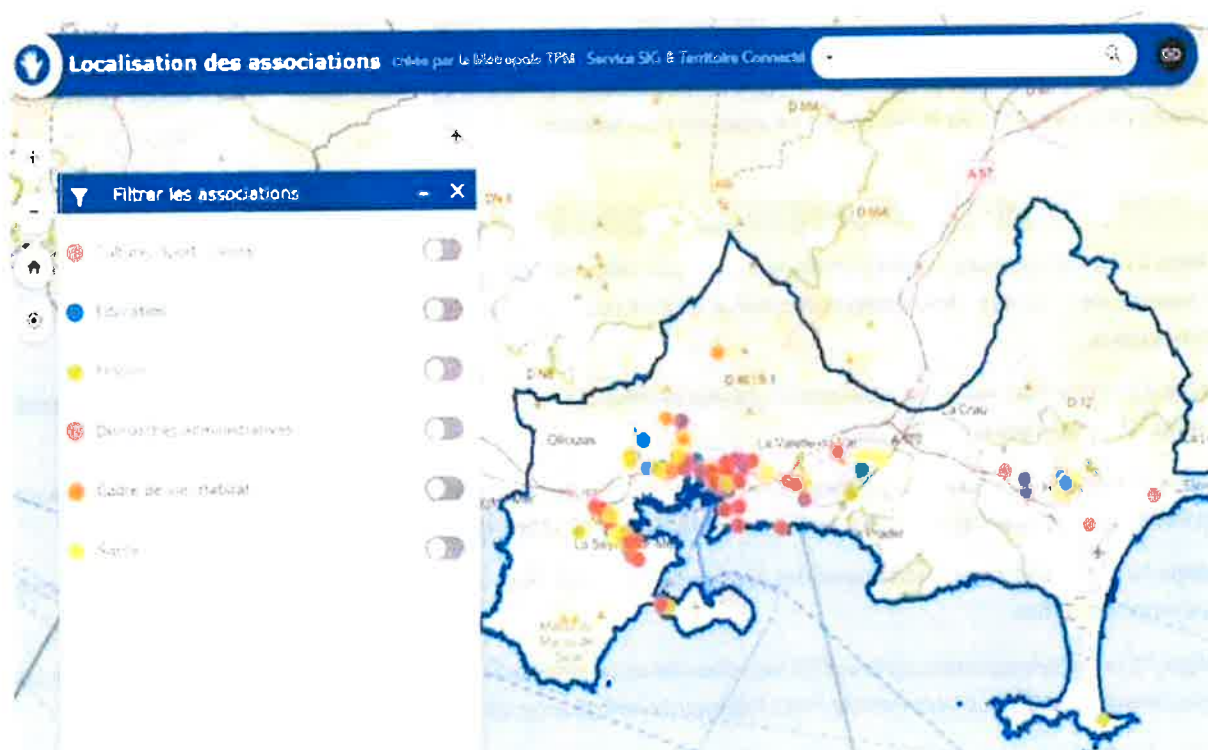
7.1.2 Cartographie des associations du Contrat de ville

L'année 2021, a marqué le lancement de la cartographie virtuelle sur le site internet TPM :

• <http://metropoletpm.fr/fr/cartographie-action-contrat-de-ville-metropolitain>

Face au manque de valorisation et de visibilité des actions financées au titre du Contrat de ville, la volonté de parler de façon positive des Quartiers Prioritaires du territoire s'est imposée, tout en ciblant 3 enjeux :

1. Visualiser les projets à proximité
2. Rechercher un projet en fonction de ses besoins
3. Obtenir un renseignement sur un projet



La cartographie interactive recense l'ensemble des projets soutenus par les partenaires (Etat, Communes, TPM) dans le cadre du Contrat de ville métropolitain.

Présents sur les communes de Toulon, La Seyne sur Mer, La Garde et Hyères-les-Palmiers, ils s'adressent en priorité aux habitants des 13 Quartiers Prioritaires de la métropole (QPV).

Sur cette carte, sont présents plus de 260 projets répartis en 6 domaines :

- Cadre de vie
- Culture, Sport, Loisirs
- Démarches administratives
- Education
- Emploi
- Santé

7.2 Plan de renouvellement urbain

Les Opérations de renouvellement urbain

Des conventions des opérations programmées de l'Habitat pour les communes de Hyères, La Seyne sur Mer et Toulon ont été conclues pour la période 2018-2024 et concernent un quartier prioritaire sur chacun de ces territoires.

Une ambitieuse politique de renouvellement urbain a été engagée à travers une nouvelle stratégie d'intervention en direction du parc privé des trois communes concernées.

Hyères : 2018-2023

L'OPAH Renouvellement Urbain de Hyères en cours s'inscrit dans le projet urbain global du centre-ville, Quartier Politique de la Ville, dont la lutte contre l'habitat indigne est un des objectifs prioritaires. C'est la troisième OPAH-RU depuis 2006.

Dans le cadre du transfert de compétences à la Métropole, MTPM s'est vue attribuer en 2018 les compétences liées à l'habitat et la voirie, les autres demeurant communales.

Les enjeux Hyérois :

Enjeu 1 : La lutte contre l'habitat indigne et la forte dégradation du bâti ; il s'agit de traiter et d'enrailler les situations de mal logement (indécence, insalubrité et péril) qui ont été repérées en coordonnant les acteurs compétents ;

Enjeu 2 : La promotion des travaux visant à des économies d'énergie substantielles et à la lutte contre la précarité énergétique des ménages résidents ;

Enjeu 3 : L'amélioration des conditions de vie des propriétaires occupants, le soutien aux propriétaires occupants en situation de handicap ou vieillissants pour l'adaptation de leurs logements ;

Enjeu 4 : Un accompagnement pour des copropriétés dégradées ou fragiles présentes au sein du périmètre opérationnel défini.

Enjeu 5 : Le développement d'une offre locative alliant qualité du logement et maîtrise du loyer en incitant les propriétaires privés à conventionner leurs logements à l'occasion de la réalisation de travaux ;

Enjeu 6 : La production des logements locatifs privés à loyers maîtrisés, adaptés à la demande locative

Enjeu 7 : L'amélioration et la diversification de l'offre de logement résidentielle par la valorisation du patrimoine ancien, l'encadrement des projets de réhabilitation pour un habitat privé de qualité ;

Enjeu 8 : La préservation du patrimoine et le traitement des façades dans le cadre de campagnes de ravalements de façades.

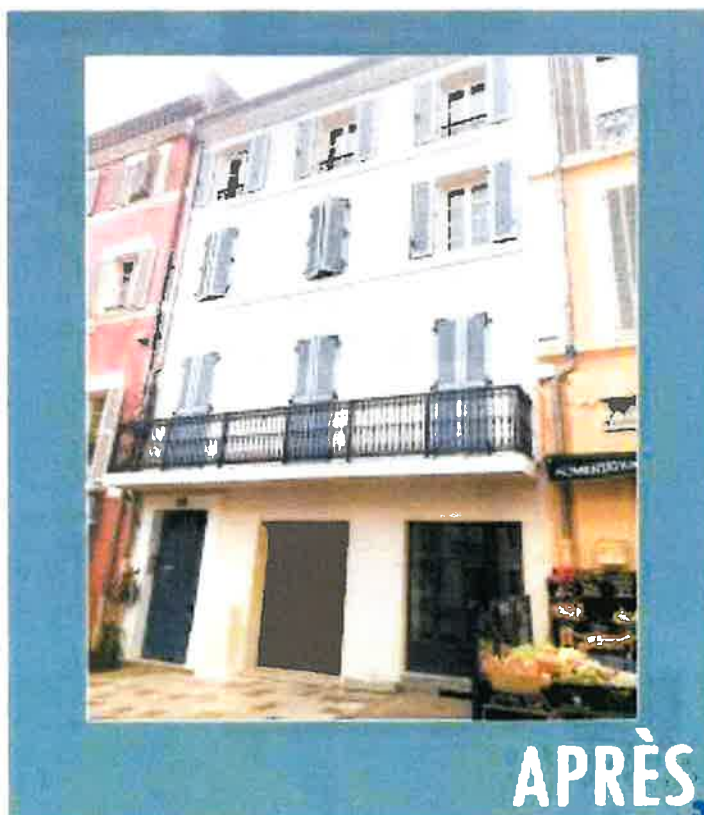
Enjeu 9 : La mise en place de partenariats avec la SACICAP ou encore Action Logement.

Exemple d'aménagements urbains programmés sur le volet urbain de Hyères :

Aménagements urbains	Objectif de réalisation
Rues Fanguerot – rue Fenouillet – rue Rabaton (partie ouest)	2019
Rues Prieuré- Franklin – République (partiel) – Besson – Viala – Voltaire + Place Ailhét	2019
Aménagement de 7 locaux dans le cadre du Parcours des Arts	2019
Aménagement de 14 locaux dans le secteur XIXème du centre-ville	2019
Campagne de ravalement obligatoire : Secteurs Limans	2019
Rues Temple - Caves – Charvet + Place Oratoire	2020
Ilot Massillon	2020
Aménagement de 6 locaux dans le centre historique	2020
Impasse Barbesant	2021
Ilot Lamartine	2021
Cours de Strasbourg	2022
Avenue des Iles d'Or (parties ouest) + avenue Perron (partiel) + Avenue Galliéni (partiel) - rue Moulis (totalité)	2022
Ilot Chateaubriand	2022
Avenue Gambetta	2023
Rue Ampère	2026
Place Bourgneuf + Rue St François	2026
Végétalisation du quartier de la gare	2026
Rue Lamartine + Bd d'Orient	2027
Des campagnes de ravalement obligatoire : - Rue de Limans, - Avenue Alphonse Denis - Place Clémenceau, - Cours de Strasbourg, - rue du Parcours des Arts	2019 à 2022

**11 PLACE DE LA
RÉPUBLIQUE –
RAVALEMENT DE FAÇADE**

AVANT



APRÈS

La Seyne : 2019-2024

Le centre-ville de La Seyne sur mer, Quartier Politique de la Ville fait l'objet d'une réhabilitation depuis 1988. En 2012 une 2^{ème} OPAH RU avait déjà vu le jour et intégrait les nouvelles priorités de l'ANAH en priorisant son action sur le renouvellement urbain par des opérations d'aménagement et de reconstitution d'îlots insalubres identifiés. Le bilan de cette OPAH a mis en évidence qu'il s'agit d'un outil indispensable pour la réhabilitation du parc privé du centre avec une amélioration qualitative de l'image du centre-ville, un environnement requalifié, des outils d'accompagnements essentiels.... Mais a aussi pointé les freins face au manque de visibilité de l'OPAH et au manque d'intérêt des propriétaires. La compétence Habitat ayant été transférée à la Métropole au 1^{er} janvier 2018, le dispositif OPAH est depuis de maîtrise d'ouvrage de la Métropole TPM, laquelle poursuit les opérations d'accompagnement et d'amélioration de l'habitat privé à La Seyne sur Mer, en concertation avec la ville.

Le projet politique pour le centre-ville de la Seyne sur Mer s'inscrit dans une démarche globale d'affirmation de son rôle de centralité, de redynamisation de son attractivité et d'amélioration de la qualité du cadre de vie pour les habitants actuels et futurs. Ce projet s'appuie sur les différentes thématiques qui touchent à la centralité, à savoir la mixité sociale, la qualité du parc de logements, l'offre en équipements, services et commerces, la proximité à une zone d'emploi, l'offre en transports et facilités de déplacements et la qualité du cadre de vie.

Les enjeux stratégiques :

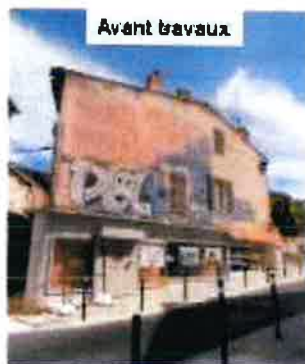
Enjeu 1 : une nouvelle dynamique pour la lutte contre le mal logement des habitants actuels : habitat indigne et dégradé, précarité énergétique et adaptation au vieillissement.

Enjeu 2 : le développement d'une offre alternative et séduisante susceptible d'attirer d'autres propriétaires occupants ou bailleurs.

Enjeu 3 : un effet d'entraînement via des réhabilitations et des aménagements emblématiques, une confiance retrouvée.

EXEMPLES DE REALISATIONS : PHOTOS AVANT/APRES TRAVAUX

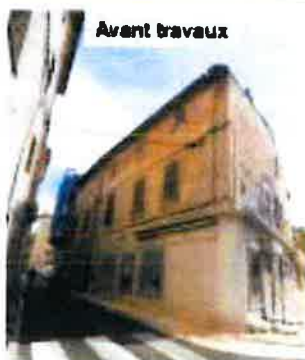
Le
centre-ville
nous tient
à cœur



REHABILITATION IMMEUBLE 3 RUE BERNY



Facade dominant
sur l'église



Facade dominant sur
la rue Berny



Tableau des objectifs ANAH	2019	2020	2021	2022	2023	TOTAL
Logements de propriétaires occupants	10	15	25	25	25	100
dont logements indignes ou très dégradés	2	3	5	5	5	20
dont travaux "petite LHI"	1	1	1	1	1	5
dont travaux de lutte contre la précarité énergétique	6	9	15	15	15	60
dont aide pour l'autonomie de la personne	1	2	4	4	4	15
Logements de propriétaires bailleurs	10	16	26	26	26	105
dont logements indignes ou très dégradés	4	6	10	10	10	40
dont travaux "petite LHI"	2	2	4	4	4	15
dont travaux moyenne dégradation	3	5	8	8	8	33
dont travaux de lutte contre la précarité énergétique	1	2	3	3	3	13
dont aide pour l'autonomie de la personne	0	1	1	1	1	4
Total des logements Habiter Mieux	18	29	46	46	46	185
dont PO	8	13	21	21	21	84
dont PB	10	16	25	25	25	101
Logements traités dans le cadre d'aides au syndicat de copropriétaires	26	38	64	64	64	256

Toulon : 2019-2024

Le centre historique de Toulon est classé zone urbaine sensible et fait l'objet depuis 2002, d'opérations de renouvellement urbain afin de rompre l'effet de paupérisation et contribuer au redimensionnement du centre-ville.

L'OPAH Renouvellement Urbain en cours, constitue un élément indissociable du projet urbain global du centre-ville.

La politique conduite articule des dispositifs d'incitation à la réhabilitation auprès des propriétaires privés et des dispositifs plus coercitifs de type recomposition d'ilot et ORI, Opérations de Restauration Immobilière.

Parallèlement au travail sur l'attractivité résidentielle (logement et aménagements urbains) qui est poursuivi, une action déterminée est engagée en faveur du développement du commerce et des services.

Les enjeux Toulonnais :

Enjeu 1 : La lutte contre l'habitat indigne et la forte dégradation du bâti ; il s'agit de traiter et d'enrayer les situations de mal logement (indécence, insalubrité et péril) qui ont été repérées en coordonnant les acteurs compétents ;

Enjeu 2 : La promotion des travaux visant à des économies d'énergie substantielles et à la lutte contre la précarité énergétique des ménages résidents ;

Enjeu 3 : L'amélioration des conditions de vie des propriétaires occupants, le soutien aux propriétaires occupants en situation de handicap ou vieillissants pour l'adaptation de leurs logements

Enjeu 4 : Un accompagnement pour des copropriétés dégradées ou fragiles présentes au sein du périmètre opérationnel défini.

Enjeu 5 : Le développement d'une offre locative diversifiée permettant de répondre aux besoins des résidents du quartier comme des nouveaux arrivants, en terme tant de typologie que de niveau de loyer.

Enjeu 6 : La requalification du parc par un encadrement étroit des projets de réhabilitation et par la mise en valeur systématique du patrimoine historique.

Exemple d'actions d'aménagement sur le volet urbain de l'OPAH RU Toulon :

AMENAGEMENTS URBAINS	
Rue des Boucheries	2019-2024
Rue Augustin Daumas	2019-2024
Rue des Tombades	2019-2024
Connexions Nord/Sud	
Secteur Pomet, Poncy, Laugier, Ariatole France	Planning à définir
Connexions Est/Ouest	
Secteur Garibaldi, Courdouan, Visitation-place du Pavé d'Amour-Mairaud, Laindet Lalonde	Planning à définir
RESTRUCTURATION DU COMMERCE	
Structuration d'un itinéraire commercial de la Place de la Liberté au centre Mayol en passant par des sites majeurs (place Sénès, secteur des Halles, de l'Evêché...)	Planning à définir
Structuration de l'offre commerciale d'axes secondaires (Baudin, Pomet, Boucheries, Alézar...)	Planning à définir
Accompagnement de l'évolution du marché Cours Lafayette	Planning à définir
RESTRUCTURATION D'ÎLOTS	
Ilôt Courdouan	2019-2024
Ilôt Monsenergue	2019-2024
Ilôt Saint-François	2019-2024
CAMPAGNES DE RAVALEMENT	
Secteur 1 cours Lafayette	2018 à 2021
Secteur 2 rue de Lorgues	
Secteur 3 place Puget	
Secteur 4 rue Fraternité	
Secteur 5 places de l'Équerre et du Globe	

Rue des Savonnières



Cours Lafayette

Après travaux

Avant travaux



Un programme de renouvellement urbain pour les centres-villes de Toulon, secteur Est et de La Seyne-sur-Mer

2021 a été une année charnière pour les deux projets de renouvellement urbain des Centres-Villes de Toulon et de La Seyne-sur-Mer.

Après une phase de diagnostic et d'études initiée en 2017 dans le cadre du Protocole de Préfiguration, un ambitieux programme d'investissement validé, pour un montant total de plus de 70 M€, a été formalisé par la rédaction d'une convention partenariale pluriannuelle.

Le concours financier de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) confirmé en comité national d'engagement s'établit à plus 15 M€ pour La Seyne-sur-Mer, et à plus de 4 M€ pour le centre-ville de Toulon pour un total de 19 616 537 euros.

7.3 Dispositifs transversaux

7.3.1 Le Plan de Solidarité Territoriale : Bilans 2020 & 2021

La stratégie gouvernementale de prévention et de lutte contre la pauvreté a choisi de cibler l'action sociale à destination des plus fragiles, dont les habitants des quartiers prioritaires de la métropole, à travers une contractualisation avec les conseils départementaux, les conseils régionaux et les métropoles.

A noter qu'à partir de 2022, les critères d'évaluation cibleront également sur le public résidant en QPV, celui-ci étant intégré dans les actions, afin de procéder à une analyse complète et d'étudier les spécificités éventuelles.

- La Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi.

La Métropole TPM a conventionné en 2020 avec 8 Structures d'Insertion par l'Activité Economique, puis en 2021 avec 7 Structures d'Insertion par l'Activité Economique et une association axée sur les personnes les plus vulnérables, pour réaliser un accompagnement socio-professionnel renforcé des publics très éloignés de l'emploi et du logement, à travers l'action **"2.1 Métropole en convergence"**.

Ces structures mettent en commun des projets sur la métropole notamment dans les métiers en tension et/ou porteurs d'emploi. Il s'agit également d'accompagner les structures à développer de nouveaux partenariats en particulier avec les acteurs agissant sur la grande précarité et l'accompagnement social.

L'objectif de ces conventions est d'accompagner de façon renforcée le public très précaire, sur 2 thématiques : l'emploi et le logement. Le public très précaire relève du public très éloigné de l'emploi et du logement et répondant à 2 freins à l'emploi sur les thématiques suivantes : hébergement/ logement, formation/ qualification, santé, garde d'enfants, mobilité professionnelle...

A travers la mise en place d'ateliers, MTPM a souhaité que ces nouveaux bénéficiaires soient particulièrement encadrés et accompagnés mais aussi qu'un esprit de solidarité et de partenariat s'instaure entre les associations.

En fin de parcours l'objectif pour les bénéficiaires est le retour vers l'emploi et l'accès au logement. Au sein des 8 structures ont été mis en place différents ateliers individuels et collectifs autour des thématiques suivantes :

- Santé : hygiène, alimentation, bien-être et relaxation,
- Logement : aide à la recherche de logement, gestion du budget,
- Emploi : apprentissage du numérique, simulation d'entretiens d'embauche, recherche d'emploi, présentation orale,
- Image : conseil, estime, valorisation
- Sport : pratique sportive, cohésion d'équipe

Les associations ont été conventionnées à hauteur de 150 000 euros en 2020 et 147 000 euros en 2021.

La méthodologie de travail, au-delà du management de projet, a consisté à maximiser le partage et la transversalité. Elle a fait la force de l'action.

Un des objectifs a été d'amener les structures d'accompagnement à partager leurs expériences, voire créer des passerelles entre elles afin d'encourager les mutualisations de projets entre les associations. Ce travail collaboratif a permis de consolider les relations partenariales inter-ACI.

Bilan des actions 2020

Nombre de bénéficiaires tout public :	605
Nombre de bénéficiaires public précaire :	208 <i>soit 34% du tout public (sur 15% prévu)</i>
Taux de sorties dynamiques :	25% <i>(dont au moins 31 sorties emploi et 21 problématiques logement résolues)</i>
Freins levés :	Solutions emploi, solutions logement, confiance et estime de soi, expression orale et posture, Frein mobilité/administratif/financier, Formation /projets professionnels, Savoir-être professionnel

Nature des ateliers :

Pratiques collectives sportives	Estime et confiance en soi
Expression orale	Philosophie
Communication	Théâtre
Coaching et simulation d'entretiens professionnels	Peinture
Gestion du logement	Santé (équilibre nutritionnel et promotion de l'activité physique)

Bilan des actions 2021

Nombre de bénéficiaires tout public :	422
Nombre de bénéficiaires public précaire :	229 <i>soit 54% du tout public (sur 15% prévu)</i>
Taux de sorties dynamiques :	35% <i>(dont au moins 79 sorties emploi et 63 problématiques logement résolues)</i>
Principaux freins levés :	Logement - Confiance et estime de soi - Redynamisation - Expression orale

Nature des ateliers :

Pratiques collectives sportives	Estime et confiance en soi
Expression orale	Apprentissage du numérique
Communication	Bien-être
Coaching et simulation d'entretiens professionnels	Art Thérapie
Gestion du logement	Santé (activité sportive et alimentation)

En parallèle, en 2021, la Métropole a initié une seconde action intitulée "2.2 Chantiers Educ'Actifs Jeunes".

Les chantiers éducatifs consistent en une remobilisation vers l'emploi de jeunes (16-25 ans) en rupture sociale et/ou scolaire qui en sont particulièrement éloignés. Ils sont suivis par des éducateurs spécialisés (clubs de prévention spécialisée) qui les positionnent sur des chantiers éducatifs, éléments d'un parcours plus large. Lors

du chantier, les jeunes sont rémunérés, puisque la reconnaissance formelle est un paramètre primordial de la prise de confiance en soi et permet la mise en place d'une pédagogie d'approche de l'emploi.

La métropole a donc fait recours à 3 clubs de prévention, conventionnés à hauteur de 33 000 euros.



Caractéristiques du public :	Entre 16 et 25 ans
Nombre de bénéficiaires public jeune :	8 jeunes
Taux de sorties dynamiques :	90% de sorties emploi et 25% de solutions logement
Principaux freins levés :	Mobilité Logement Diminution du cumul des problématiques
Caractéristiques du public :	Type de chantiers menés :
Rupture sociale et/ou scolaire Jeunes particulièrement éloignés de l'emploi De 16 à 25 ans	Chantiers éco-citoyens (ramassage déchets, entretien vélos) Chantiers techniques (rénovation...) Développement personnel

La Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi a été conclue entre la Métropole TPM et les services de l'Etat jusqu'à la fin de l'année 2022.

7.3.2 Service jeunesse

Aide au permis

Dispositif d'aide au co-financement du permis de conduire, pour des demandeurs d'emploi ou des jeunes suivis en mission locale, dont l'absence de permis de conduire constitue un réel frein à l'accès ou au maintien dans l'emploi, ou un frein à une formation. Cette action intègre également, après l'obtention du permis, la remise d'un kit mobilité « bon conducteur », regroupant l'ensemble des éléments nécessaires (gilet, triangle, disque bleu de stationnement, carte "Urgences-Santé"...) et des conseils en éco mobilité, sécurité routière...



Fonds d'Aide aux Jeunes pour l'insertion sociale

Le Fonds d'Aide aux Jeunes, une aide financière à destination des 18 - 25 ans rencontrant des difficultés d'insertion sociale et professionnelle.

Cette aide favorise l'insertion des jeunes en situation de précarité, voire de marginalisation et permet de prévenir les risques d'exclusion économique et sociale.

Pour tous jeunes, résidant sur l'une des 12 communes de TPM, non bénéficiaire d'aides financières au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance et sans enfant à charge.

- Des secours d'urgence pour faire face aux besoins de première nécessité avec la remise d'un kit Hygiène Santé.
- Des aides mensuelles liées aux projets d'insertion sociale et professionnelle.



LE FONDS MÉTROPOLITAIN D'AIDE AUX JEUNES



Une aide de première nécessité et un soutien aux projets d'insertion sociale et professionnelle

	Bénéficiaires/Pourcentage par année (proportion habitants QPV)						
Dispositifs	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Aide au Permis TPM	51/26 %	49/32 %	51/29 %	45/33 %	36/36 %	23/26 %	35/25 %
FAJ	Pas de la compétence de TPM					330/32 %	310/36 %

7.3.3 Le programme d'Investissement Territorial Intégré

Le cadre de performance se base sur la justification de l'atteinte des cibles associées aux indicateurs de réalisation. Au regard de l'avancée de la programmation 2014-2020 (6 dossiers en cours de remontées de dépenses – certification), le bilan complet sera présenté dans le cadre de la clôture d'exécution, en concertation avec l'Autorité de Gestion, courant 2023.

Pour les opérations soldées, les porteurs ont indiqué les données suivantes :

- Création de trois micro crèches labellisées AVIP en centre-ville de Toulon, portée par l'association M.A.M.I. :
- Environ 91 familles accueillies en 2020 ;
- En moyenne 67 % des places ont été réservées aux parents en insertion professionnelle et plusieurs salariés ont été accompagnés dans le cadre d'une formation qualifiante sur les années 2016 à 2018 ;
- 72 postes créés dont 50 % des personnes recrutées envoyés par les partenaires (Pôle Emploi, CAF...).

Réhabilitation du bâtiment la Florès pour l'implantation du GRETA Hôtellerie Tourisme à La Garde (RDC et 1er étage) par le SAGEM

Le centre de formation accueille aujourd'hui de nombreux élèves et son intégration dans le quartier est réussie. Cette réalisation a constitué un élan économique apportant et développant une offre de formation, de l'emploi, et de la qualification aux habitants et en particulier aux jeunes afin de lutter contre le décrochage scolaire (métiers de l'hôtellerie et de la restauration en augmentation) ;

La mixité sociale et fonctionnelle au sein du quartier Romain Rolland permet de tendre vers le changement d'image progressive du quartier, notamment grâce au restaurant ouvert à tout public.

Réhabilitation du centre multi-accueil « Tom Pouce » du quartier du Val des Rougières par le CCAS HYÈRES

Création d'un dortoir pour les moyens/grands, d'une cuisine, d'un réfectoire, d'un accueil/bureau pour la Protection maternelle infantile ;

Les services mis en place permettent de garantir l'égalité des chances et l'égalité d'accès aux services de proximité en levant certains obstacles à l'employabilité (garde d'enfants)

Le résultat est optimisé en terme de fréquentation : augmentation de 4 %, 42 923 heures/enfants en 2017). Le nombre de familles bénéficiant du centre multi-accueil s'élève à 101 (chiffre 2017). L'objectif est de maintenir une fréquentation de 75 % de la capacité de la structure ;

Un relationnel qui s'est développé avec des partenaires financiers (l'Europe FEDER, CAF) et non financiers (accompagnement de la CAF dans le fonctionnement des structures et des familles par le biais d'allocations horaires ou à la journée / la Protection Maternelle infantile de la direction de la Solidarité du Département du Var apporte son regard technique dans l'accueil des familles et le suivi sanitaire des enfants fréquentant la structure / services de la Ville de Hyères).

Réhabilitation des locaux permettant l'implantation de l'école de la deuxième chance par la CCV

Ce projet a pour vocation de servir de catalyseur aux dynamiques de recrutement entre les entreprises et les jeunes demandeurs d'emplois dont les publics cibles du Contrat de Ville. Cet équipement est basé sur le site de la Grande Tourrache à La Garde, la réhabilitation a été engagée sur une surface 2 327 m², sur 3 niveaux.

En 2021, sur 132 stagiaires résidant dans la Métropole TPM, 22 viennent des QPV

Il est par ailleurs possible d'illustrer globalement l'impact des projets programmés avec :

- La création d'emplois directs ou indirects (ex : AVIE avec la création d'un laboratoire de production d'insertion - quartier Berthe à la Seyne-sur-Mer : la création de postes d'insertion est à venir comme un chef cuisinier, livreur, et 2 postes d'aide-cuisinier) ;
- La création de nouveaux services ou l'amélioration de services (CCAS, structures « petite enfance ») ;
- L'attractivité économique en recréant un dynamisme économique et artisanal (ex. : « Parcours des Arts ») ;
- L'attractivité plus importante des centres-villes grâce à la réhabilitation de locaux, rénovation de bâtiments ;
- La prise en compte et l'amélioration des principes horizontaux dans les opérations (développement durable, égalité des chances pour tous, égalité femmes/hommes).

Au niveau territorial, la mise en œuvre du dispositif ITI a permis de :

- Faciliter l'accessibilité aux quartiers, et d'appuyer la politique en matière de mobilité ;
- Favoriser les conditions d'accès et de maintien à l'emploi des habitants du territoire en s'appuyant sur les dynamiques économiques de la Métropole ;
- Favoriser et renforcer l'intégration des quartiers, des populations fragilisées en agissant sur différents leviers du développement social, de la revitalisation économique et de l'emploi local ;
- Poursuite de la politique en matière de mobilité ;

7.4 L'achat public responsable au service de l'emploi : mission Economie Sociale et Solidaire de la Métropole TPM.

La Métropole TPM met en œuvre, comme ses partenaires institutionnels, une politique de solidarité à travers des subventions publiques (Politique de la Ville, Cohésion Sociale, Plan de Solidarité...).

Outre les subventions octroyées aux acteurs associatifs notamment, la Métropole mène une démarche volontariste d'inclusion et de solidarité à travers les outils de sa commande publique.

Ainsi, La Mission Economie Sociale et Solidaire (ESS) de la collectivité, accompagne les directions internes et les Communes volontaires dans les marchés publics d'insertion et les marchés clausés.

Cette mission s'inscrit pleinement dans la dimension d'achat public au service de l'inclusion sociale de la collectivité et plus globalement dans le futur Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables de la Métropole.

Depuis 2016, la Mission ESS a intégré des indicateurs afin de mesurer spécifiquement les résultats des marchés sur l'insertion des publics résidant en Quartiers prioritaires (par rapport à la totalité des salariés embauchés).

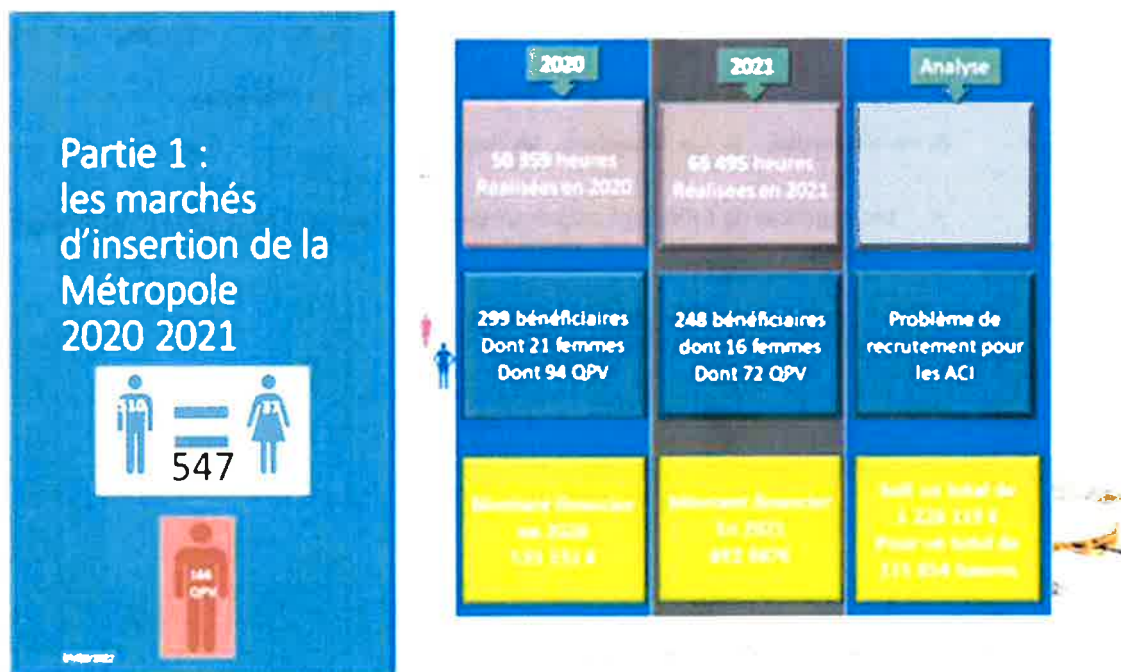
7.4.1 Les marchés d'insertion de la métropole : Zoom 2020-2021

En 2020 et 2021, ce sont 4 opérations et 13 marchés d'insertion qu'a conduit la Métropole.

Les structures d'Insertion par l'Activité Economique titulaires :



Ces marchés ont concerné sur les 2 années, 547 salariés en insertion recrutés dans ce cadre, dont 37 femmes et 166 résidents de quartiers prioritaires de TPM (30%).



Quelques éléments concernant les caractéristiques des publics à l'entrée dans les marchés d'insertion conduits par la Métropole (dont des données des habitants QPV) :

- La majorité des bénéficiaires (sur la totalité des salariés) sont principalement âgés de 26 à 50 ans. **Pour les habitants des QPV, en 2021, la majorité a entre 18 et 26 ans (46%).**
- Les célibataires sont représentés en majorité et en 2021, + 16 % dans les QPV par rapport à 2020.
- Entre 2020 et 2021 les ressources principales restent le « RSA » à + de 52 %, suivi par les « sans ressources » à 30 % (même tendance pour les habitants de QPV).
- 72 % des bénéficiaires ont un niveau égal ou inférieur au CAP/BEP en 2021, par contre une augmentation des bacheliers et diplômés en 2021 issus des quartiers prioritaires recrutés.
- En 2020 49 % était orienté par Pôle emploi.

En 2021, au-delà de Pôle emploi (35%), 1/4 des personnes sont orientées par les structure RSA et 18% par les missions locales.

- En 2021, les salariés sont inscrits à part égale depuis – d'un an et depuis + d'un an.

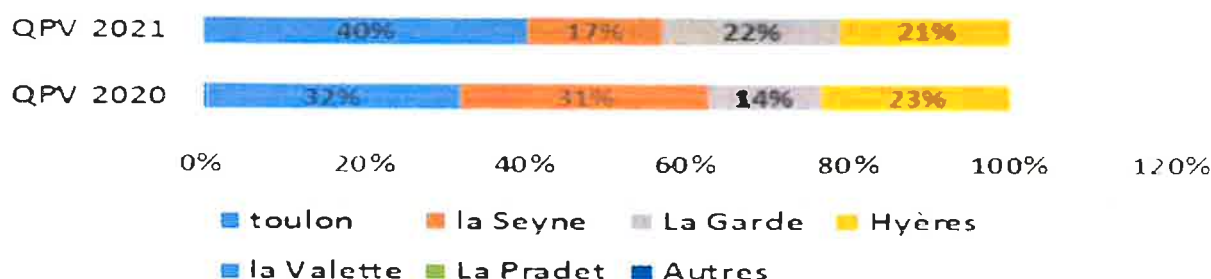
Près d'1/3 sont des CTLD (+ 24 mois).

On constate en QPV, une part des demandeurs d'emploi de plus de 2 ans, encore plus importante et en augmentation en 2021 (38%) par rapport à 2020 (13%).

- Principalement les salariés sont de Toulon ; une nette augmentation des bénéficiaires hyérois en 2021 (21% contre 9% en 2020 pour l'ensemble des salariés).

La proportion des salariés résidant en QPV est bien représentée (30% de l'effectif total).

Situation géographique des QPV



- Les habitants de QPV, sont majoritairement en logement autonome à l'entrée dans le chantier



Quelques éléments concernant les caractéristiques des publics à la sortie des marchés d'insertion (Dont des données des habitants QPV) : Un bilan positif

En deux ans, sur 547 personnes, 215 sont sorties des chantiers (33 en QPV), soit 39 %.

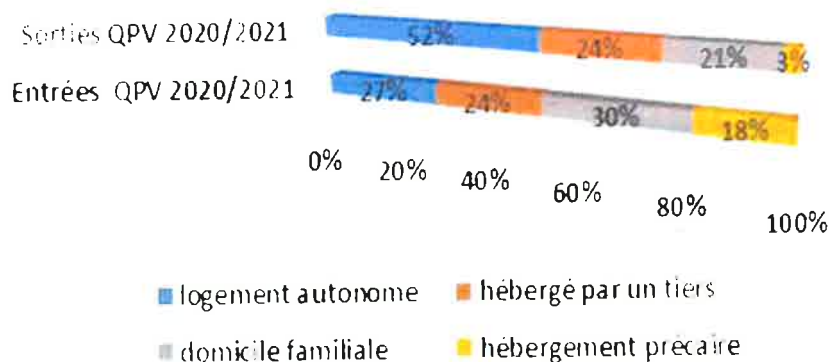
Thématique logement

Un bilan très positif sur la sortie

47 % des sortants sont un logement autonome contre 30 % à l'entrée.

- Sur les sortants des chantiers au 31/12/2021, 52 % des salariés vivant en QPV sortent en logement autonome contre 27 % à l'entrée.

Evolution du logement à la sortie pour les QPV



- Les hébergements précaires ont diminué de 50 % et quasiment plus d'hébergement précaire dans les QPV.

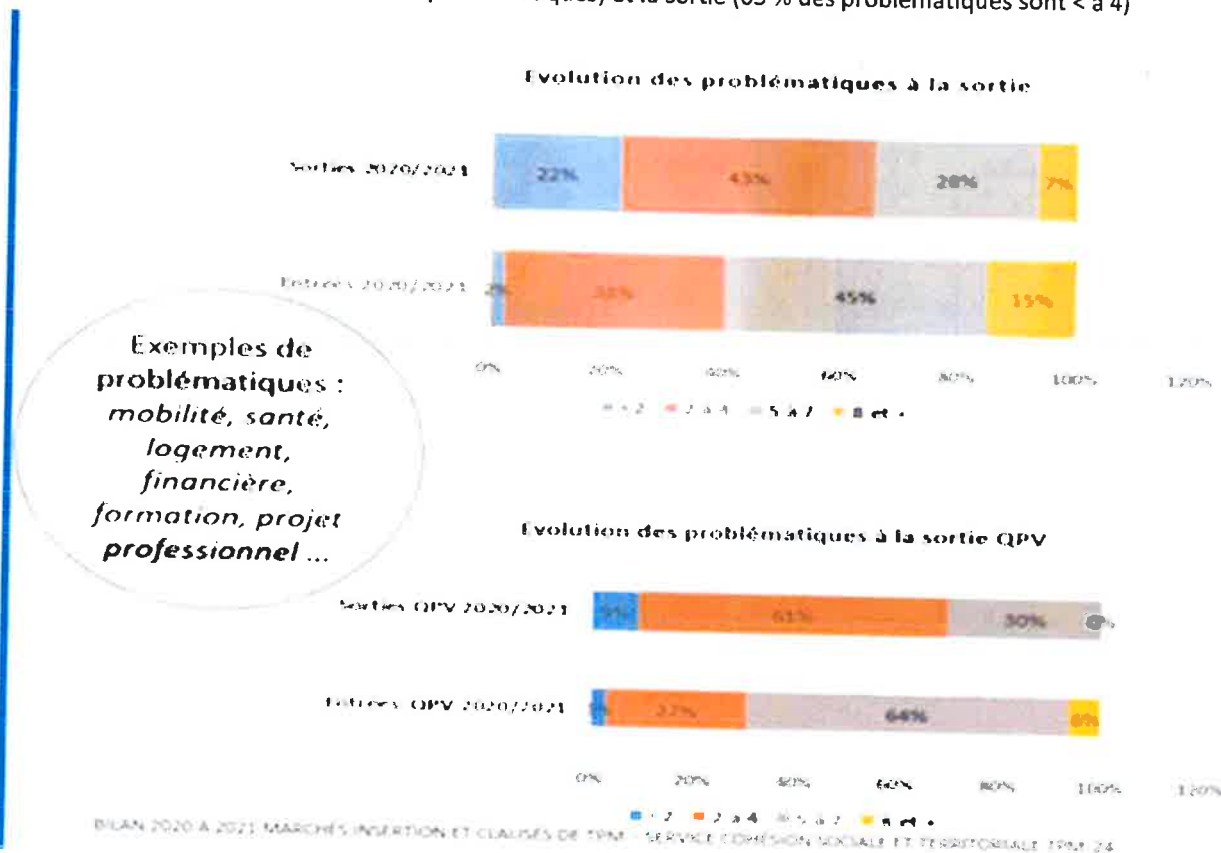
Thématique mobilité

Un bilan positif sur la sortie

- 39 % des sortants ont le permis contre 30 % à l'entrée (+ 19 personnes)
- 48 % des salariés résidant en QPV sortent avec le permis contre 30 % à l'entrée (+ 7 personnes)

Résolution des problématiques

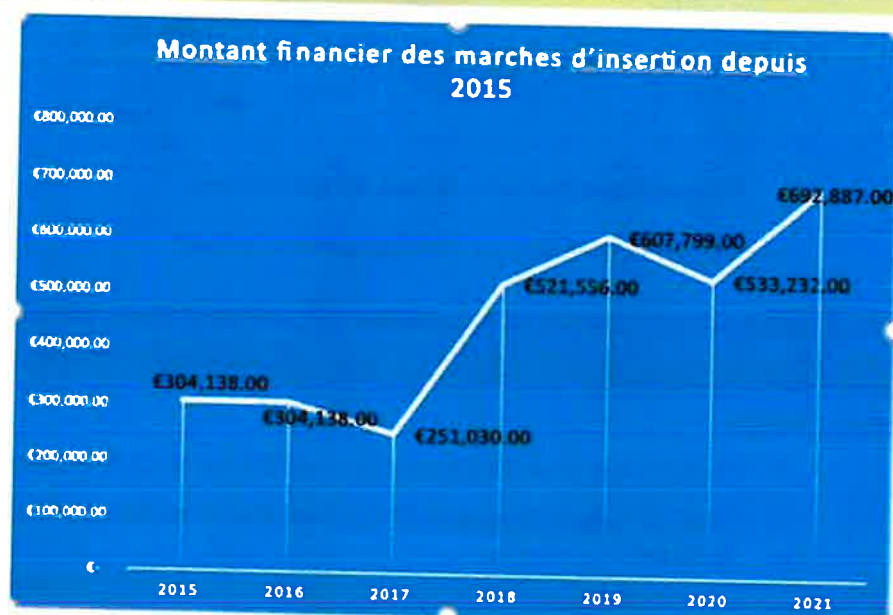
Bascule entre l'entrée (60% ont de + 5 problématiques) et la sortie (65 % des problématiques sont < à 4)



Détail des sorties

- Les sorties dynamiques qui représentent l'emploi durable, l'emploi de transition et les sorties positives sont au nombre de 103 personnes soit 48 % des salariés sortants.
- On observe un accès à l'emploi moindre soit pour les habitants des QPV. 33 % sont en sortie dynamique (peu d'accès à l'emploi de transition et durables (12%), essentiellement entrée en formation qualifiante : 21%).

Bilan du budget de 2015 à 2021



7.4.2 Les marchés clausés de la Métropole : Zoom 2020-2021

En deux ans (2020/2021), sur 183 personnes, 4 sont des femmes et **47 résident en QPV (26%)**.

Partie 2
Les marchés clausés de TPM de 2020 à 2021
 41 opérations
 54 marchés
 73 154 heures d'insertion
 Les résidents QPV représentent
 1/4 des personnes embauchées



© 2021/2022




Années	Nbre d'heures	Nbre de bénéficiaires	Nbre de QPV
2020	33 876	86	24
2021	39 278	97	23
Total	73 154	183	47

41 opérations

 54 marchés

QUELQUES EXEMPLES D'OPÉRATIONS DES MARCHÉS CLAUSÉS DE TPM

- ✓ TRAVAUX DE REQUALIFICATION AVENUE LAZARE CARNOT
- ✓ RÉFECTION DES ENROBÉS DÉFECTUEUX AVENUE DES TRAILLEURS SÉNÉGALAIS
- ✓ GESTION DU HAUT DE QUAI DU PÔLE DE VALORISATION
- ✓ L'OPÉRA

CLIQUEZ SUR LES MARCHÉS D'INSERTION : CLIQUEZ SUR LE LIEN : TRAVAUX DE REQUALIFICATION AVENUE LAZARE CARNOT

Plus de 173 000 heures d'insertion sur les marchés métropolitains.



OPERA FOYER CAMPRA



DEPOT BREGAILLON



CHALUCET



Depuis 2015, plus de 3,2 millions d'euros € de marchés d'insertion ont été engagés et 2 893 personnes ont été embauchées sur les marchés lancés par la collectivité ayant recours à l'insertion (marchés clausés et d'insertion) pour plus de 825 000 heures.



7.5 L'abattement de la TFPB :

7.5.1 Définition de l'abattement TFPB :

La taxe foncière sur les propriétés bâties est un outil au service des habitants des quartiers politique de la ville. Ainsi l'abattement de TFPB est annexé au contrat de ville.

L'article 1388 bis du code général des impôts prévoit que les logements locatifs sociaux bénéficient d'un abattement de TFPB de 30 % s'ils sont situés dans un quartier prioritaire de la politique de la ville. L'abattement TFPB est fondé sur le constat que les coûts de gestion sont plus importants dans les QPV pour les bailleurs sociaux que sur le reste de leur parc locatif.

Articulation avec le Contrat de ville : l'abattement de TFPB a vocation à agir en synergie avec l'existant

- Renforcement de la présence du personnel de proximité
- S'inscrit dans la logique de projet de territoire du contrat de ville comme ressource mobilisable pour répondre aux besoins des habitants
- S'articule avec les démarches de GUSP dont l'importance ne cesse d'être réaffirmée au fil des réformes politique de la ville
- Prise en compte dans le cadre des projets de renouvellement urbain au sein du projet de gestion pour pérenniser les investissements réalisés

Le bailleur adresse annuellement un bilan aux signataires du contrat de ville, au conseil citoyen et aux associations de locataires. Le bilan quantitatif comporte les tableaux de consolidation en annexe du cadre national.

En contrepartie de cet avantage fiscal, les bailleurs s'engagent à renforcer leurs interventions au travers d'actions de gestion urbaine de proximité :

- Renforcement de la présence du personnel de proximité
- Formation/soutien des personnels de proximité
- Sur-entretien
- Gestion des déchets et encombrants / épaves
- Tranquillité résidentielle
- Concertation / sensibilisation des locataires
- Animation, lien social, vivre ensemble
- Petits travaux d'amélioration de la qualité de service

Lors du congrès HLM du 30 septembre 2021, un avenant au cadre national de 2015 sur l'abattement TFPB et son articulation avec le dispositif politique de la ville, a été signé par la ministre de la Ville, la présidente de l'USH et les représentants des principales associations d'élus. Cet avenant intègre des évolutions visant notamment à conforter le pilotage des conventions ouvrant droit à l'abattement, renforcer la participation des habitants et prendre en compte les pratiques locales ainsi que les enjeux sociétaux actuels.

Cet avenant conduit à une consolidation du pilotage de la TFPB.

ATFPB est une mesure fiscale qui est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2023, suite à la prorogation des contrats de ville.

7.5.2 Cadre législatif :

Article 1388 bis du CGI : abattement de 30% de la TFPB pour les logements locatifs sociaux.

Cet abattement doit financer en contrepartie, des actions destinées à améliorer le quotidien des habitants en QPV.

Loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine : réforme de la politique de la ville

Loi de Finances 2015 : éligibilité du parc ancien situé en QPV (par extension du dispositif applicable dans les ex-ZUS) et rattachement aux contrats de ville :

- Signature du contrat de ville par l'organisme Hlm propriétaire
- Un plan d'actions pluriannuel décliné par QPV et organismes HLM, basé sur un diagnostic partagé
- S'inscrit dans la logique de projet de territoire du contrat de ville comme ressource mobilisable pour répondre aux besoins des habitants
- S'articule avec les démarches de GUSP dont l'importance ne cesse d'être réaffirmée au fil des réformes politiques de la ville
- Prise en compte dans le cadre des projets de renouvellement urbain au sein du projet de gestion pour pérenniser les investissements réalisés

Loi de finances rectificative 2016 : instauration d'une convention d'utilisation

Le bailleur adresse annuellement un bilan aux signataires du contrat de ville, au conseil citoyen et aux associations de locataires. Le bilan quantitatif comporte les tableaux de consolidation en annexe du cadre national.

7.5.3 Révision du cadre national :

- Remise du bilan national 2017-2019 de l'USH en mai 2021 à la ministre de la Ville
- Réforme fiscale des collectivités territoriales avec la suppression de la taxe d'habitation d'ici à fin 2023
- Evaluation des contrats de ville prorogés jusqu'à fin 2023
- Renouvellement des conventions arrivant à échéance au 31/12/2022 : délai prévu au 1^{er} octobre en cas de changement (évolution du patrimoine, nouveaux signataires) ou par tolérance au 31/12/2022 en cas de reconduction de la convention à l'identique pour l'année 2023
- Souhait de révision du cadre national de 2015 par la ministre de la Ville
- Mise en place d'un groupe de travail confié à l'ANCT réunissant des associations d'élus, l'USH, les ministères des collectivités territoriales et du logement et les différents collèges du CNV.
- Des évolutions majeures ont été apportées pour parfaire l'utilisation de l'abattement de TFPB
- Signature en septembre 2021 par l'Etat, l'USH et les associations d'élus contributrices

7.5.4 Bilan de l'Abattement de la TFPB :

Bilan régional :

En PACA, l'ATFPB concerne 132 QPV dans 50 villes concernant plus de 500 000 habitants (1 sur 10). Très hétérogènes : de quelques centaines à plusieurs milliers de logements, de 1000 à près de 100 000 habitants.

Localisés dans les territoires à forte concentration de logements sociaux :

- Ouest de la région (50% des quartiers dans les Bouches-du-Rhône),
- Villes-centre des grandes agglomérations (Marseille, Toulon, Nice, Avignon, Bastia et Ajaccio concentrent près de la ½ des QPV),
- Quelques centres anciens.

La quasi-totalité des organismes HLM y gèrent du patrimoine.

- En 2020, ATFPB était de près de 21 millions d'euros : Un effet levier allant jusqu'à 1,4
- En 2020 et 2021, elle représente 247 euros/ logement en moyenne

Bilan de la métropole TPM 2016/2021 :³

				2016		
		Conventions		Abattement perçu	Réalisés	
	Villes	Nb Logts	Montant abattement prévisionnel	Abattement 2016	Montant Réalisé en 2016	Taux
THM						
La Beaucaire	TL	1761	420 628	452 816	388 733	86%
Ste musse	TL	585	118 804	126 420	115 395	91%
Rodeillac	TL	589	59 028	68 776	52 605	76%
La Florane	TL	504	99 109	141 972	41 813	29%
Le Joncquet	TL	329	40 594	44 061	33 056	75%
Pontcarral	TL	81	18 893	18 799	17 417	93%
Centre ville	TL	329	162 728	79 147	130 170	164%
Total THM		4 178	919 784	931 991	779 189	
Berthe (ex-tsh)	LS	2 868	1 471 314	1 465 618	1 476 285	101%
Centre ville (ex-tsh)	LS	62		21 404	19 627	92%
Total Ex-TSH		2 930	1 471 314	1 487 022	1 495 912	
Total THM +ex-TSH						
Var Habitat						
La Florane	TL	51	18 640	14 031	21 039	150%
Le Guynemer	TL	122	34 525	25 335	30 743	121%
Val des Rougières	Hyères	831	155 021	155 021	172 200	111%
Total		1 004	208 186	194 387	223 982	
Logirem						
La Baume	TL	114	25 148	25 614	17 051	67%
Centre ville Toulon	TL	89	20 457	21 442	10 490	49%
Centre ville La seyne	LS	7		477	1 800	377%
Total		210	45 605	47 533	29 341	
Sagem- La garde						
Romain Rolland	L G	561	173 200	128 000	152 874	119%
Total		561	173 200	128 000	152 874	119%
LFV						
Berthe	LS	55	19 947	16 709	19 501	117%
Centre ville La seyne	LS	17		4 853	3 870	80%
Mutualisation CV + Berthe	LS	72	19 947	21 562	23 371	108%
Centre villeToulon	TL	5	350	348	1 207	347%
Centre ville Hyeres	Hyères	75	5 406	5 406	5 760	107%
Total		152	25 703	27 316	30 338	
ADOMA						
Centre villeToulon	TL	54				
Centre ville Hyeres	Hyères	82				
Total		136	0	0		
Totaux		9 171	2 843 792	2 816 249	2 711 636	

³ Analyses qualitatives des bailleurs en annexe

				2017			
		Conventions		Abattement perçu	Objectif	Réalisés	
	Villes	Nb Logts	Montant abattement prévisionnel	Abattement 2017	+ report manque 2016	Montant Réalisé en 2017	Taux
THM							
La Beaucaire	TL	1761	420 628	457 704	521 787	450 938	86%
Ste musse	TL	585	118 804	127 530	138 555	206 687	149%
Rodeillac	TL	589	59 028	64 719	80 890	58 353	72%
La Florane	TL	504	99 109	108 102	208 261	130 524	63%
Le Jonquet	TL	329	40 594	44 516	55 521	70 920	128%
Pontcarral	TL	81	18 893	21 035	22 417	11 271	50%
Centre ville	TL	329	162 728	70 767	70 767	95 048	134%
Total THM		4 178	919 784	894 373	1 098 198	1 023 741	
Berthe (ex-tsh)	LS	2 868	1 471 314	782 355	782 355	1 416 032	181%
Centre ville (ex-tsh)	LS	62		11 511	13 288	12 393	93%
Total Ex-TSH		2 930	1 471 314	793 866	795 643	1 428 426	
Total THM +ex-TSH							
Var Habitat							
La Florane	TL	51	18 640	14 428	14 428	12 382	86%
Le Guynemer	TL	122	34 525	26 787	26 787	19 100	71%
Val des Rougières	Hyères	831	155 021	155 150	155 150	146 462	94%
Total		1 004	208 186	196 365	196 365	177 944	
Logirem							
La Baume	TL	114	25 148	25 918	34 481	11 205	32%
Centre ville Toulon	TL	89	20 457	21 051	32 003	14 605	46%
Centre ville La seyne	LS	7		464	464	500	108%
Total		210	45 605	47 433	66 948	26 310	
Sagem - La garde							
Romain Rolland	L G	561	173 200	141 190	141 190	141 660	100%
Total		561	173 200	141 190	141 190	141 660	100%
LFV							
Berthe	LS	55	19 947	10 947	10 947	28 794	263%
Centre ville La seyne	LS	17		3 596	4 579	0	%
Mutualisation CV + Berthe	LS	72	19 947	14 543	15 526	28 794	185%
Centre ville Toulon	TL	5	350	0	0	407	%
Centre ville Hyeres	Hyères	75	5 406	5 700	5 700	6 758	119%
Total		152	25 703	34 786	21 226	35 959	
ADOMA							
Centre ville Toulon	TL	54					
Centre ville Hyeres	Hyères	82					
Total		136	0	0	0	0	
Totaux		9 171	2 843 792	2 108 013	2 319 570	2 834 040	

				2018				
		Conventions		Abattement perçu	Objectif	Programmé	Réalise	
	Villes	Nb Logts	Montant abattement prévisionnel	Montant abattement 2018	Objectif prévisionnel+report 2017	Montant des actions programmées	Montant des actions réalisées « validées »	Taux atteinte objectifs 2016/2018
THM								
La Beaucaire	TL	1761	420 628	466 463	537 312	534 500	654 663	122%
Ste musse	TL	585	118 804	130 048	130 048	178 739	99 589	77%
Rodeillac	TL	589	59 028	66 014	88 551	127 028	137 833	156%
La Florane	TL	504	99 109	109 988	185 840	216 319	156 717	84%
Le Joncquet	TL	329	40 594	45 435	45 435	123 324	72 707	160%
Pontcarral	TL	81	18 893	21 470	32 616	11 420	57 297	176%
Centre ville	TL	329	162 728	71 563	71 563	93 200	130 867	183%
Total THM		4 178	919 784	910981	1091365	1284530	1309673	120%
Berthe (ex-tsh)	LS	2 868	1 471 314	730 000	730 000	1 310 500	1 258 979	172%
Centre ville (ex-tsh)	LS	62		11 800	12 695	12 400	12 400	98%
Total Ex-TSH		2 930	1 471 314	741800	742 695	1 322 900	1 271 379	171%
Total THM +ex-TSH								
Var Habitat								
La Florane	TL	51	18 640	14 623	16 669	23 600	16 226	97%
Le Guynemer	TL	122	34 525	26 173	33 860	35 600	22 034	65%
Val des Rougières	Hyères	831	155 021	155 654	164 342	176 000	170 040	103%
Total		1 004	208 186	196 450	214 871	235 200	208 300	96,94%
Logirem								
La Baume	TL	114	25 148	26 270	49 546	49 000	64 091	129%
Centre ville Toulon	TL	89	20 457	21 350	38 748	33 248	3 740	10%
Centre ville La seyne	LS	7		471	500	500	500	100%
Total		210	45 605	48 091	88 794	82 748	68 331	76,95%
Sagem- La garde								
Romain Rolland	L G	561	173 200	142 456	142 456	169 000	123 391	87%
Total		561	173 200	142 456	142 456	169 000	123 391	86,62%
LFV								
Berthe	LS	55	19 947	13 481	13 481	8 700	27 724	206%
Centre ville La seyne	LS	17		4 105	8 684	3 596	1 000	12%
Mutualisation CV + Berthe	LS	72	19 947	17 586	22 165	12 296	28 724	130%
Centre villeToulon	TL	5	350					
Centre ville Hyeres	Hyères	75	5 406	5 468	5 468	9 500	4 497	82%
Total		152	25 703	23 404	27 983	22 596	33 221	119%
ADOMA								
Centre villeToulon	TL	54		4 241	4 241	12 182	4 241	100%
Centre ville Hyeres	Hyères	82		2 656	2 656	1 328	2 225	84%
Total		136	0	6 897	6 897	13 510	6 466	94%
Totaux		9 171	2 843 792	2 070 079	2 315 061	3 130 484	3 020 761	

2019									
		Conventions		Abattement perçu	REPORT 2018	PROGRAMME		REALISE	
	Villes	Nb Logts	Montant abattement prévisionnel	Montant abattement 2019 (A)	Report 2018 (B)	Montant des actions à programmer = A+B	Montant des actions programmées proposées au COTECH de mars 2019	Montant des actions réalisées COTECH 19/03/2020	Taux prévisionnel (atteintes objectifs 2018/2019)
THM									
La Beaucaire	TL	1761	420 628	475 937	0	475 937	534 500	689 176	145%
Ste musse	TL	585	118 804	132 752	30 458	163 210	178 739	138 324	85%
Rodeillac	TL	589	59 028	67 363	0	67 363	127 028	190 546	283%
La Florane	TL	504	99 109	112 106	31 009	143 115	216 319	179 402	125%
Le Joncquet	TL	329	40 594	46 317	0	46 317	123 324	69 002	149%
Pontcarral	TL	81	18 893	21 911	0	21 911	21 520	23 190	106%
Centre ville	TL	329	162 728	72 817	0	72 817	93 200	149 216	205%
Total THM		4 178	919 784	929 203	61 467	990 670	1 294 630	1 438 856	
Berthe (ex-tsh)	LS	2 868	1 471 314	714 225	0	714 225	1 258 979	1 813 898	254%
Centre ville (ex-tsh)	LS	62		15 440	295	15 735	21 700	23 300	148%
Total Ex-TSH		2 930	1 471 314	729 665	295	729 960	1 280 679	1 837 198	
Total THM +ex-TSH									
Var Habitat									
La Florane	TL	51	18 640	14 928	443	15 371	20 100	15 220	99%
Le Guynemer	TL	122	34 525	26 752	11 826	38 578	39 100	14 245	37%
Val des Rougières	Hyères	831	155 021	153 938	0	153 938	164 000	150 458	98%
Total		1 004	208 186	195 618	12 269	207 887	223 200	179 923	
Logirem									
La Baume	TL	114	25 148	25 919	0	25 919	29 150	23 346	90%
Centre ville Toulon	TL	89	20 457	20 901	35 007	55 908	9 500	3 000	5%
Centre ville La seyne	LS	7		465	0	471	500	500	106%
Total		210	45 605	47 285	35 007	82 298	39 150	26 846	
Sagem- La garde									
Romain Rolland	LG	561	173 200	144 265	19 065	163 330	161 521	163 330	100%
Total		561	173 200	144 265	19 065	163 330	161 521	163 330	
LFV									
Berthe	LS	55	19 947	13 481	0	13 481	28 900	24 800	184%
Centre ville La seyne	LS	17		4 105	0	4 105	3 000	2 983	73%
Mutualisation CV + Berthe	LS	72	19 947	17 586	0	17 586	31 900	27 783	158%
Centre villeToulon	TL	5	350						
Centre ville Hyeres	Hyères	75	5 406	7 791	971	8 762	6 600	7 123	81%
Total		152	25 703	25 377	971	26 348	38 500	34 906	
ADOMA									
Centre villeToulon	TL	54		4 241	0	4 241	4 241	4 241	100%
Centre ville Hyeres	Hyères	82		2 656	431	3 087	3 984	4 089	132%
Total		136	0	6 897	431	7 328	8 225	8 330	
Totaux		9 171	2 843 792	2 078 310	129 505	2 207 821	3 045 905	3 689 389	

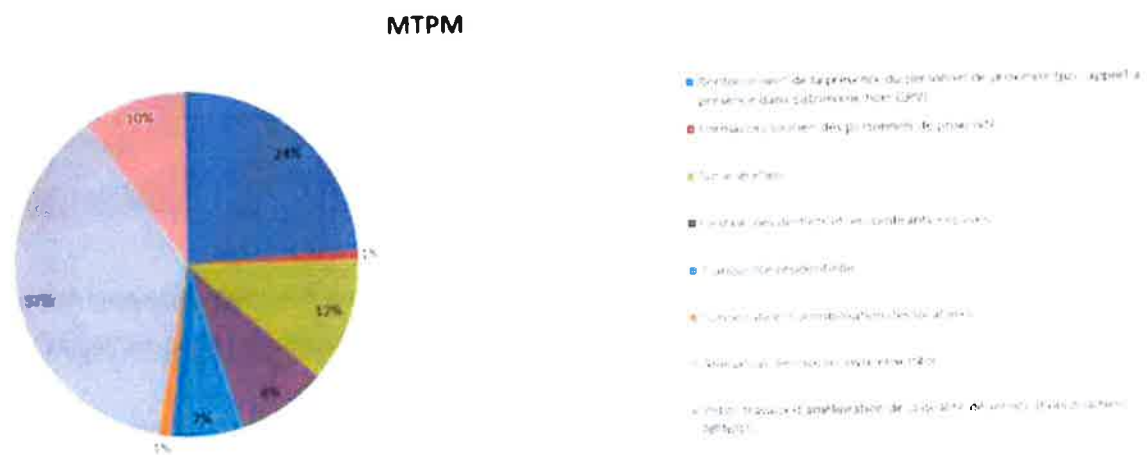
2020										
	Villes	Conventions		Abattement et report			Programmés		Réalisés	
		Nb Logts	Montant abattement prévisionnel	Montant abattement prévisionnel Soit économie d'impôt prévisionnelle (A)	Report 2019 (B)	Montant des actions à programmer = A+B	Montant des actions programmées proposées au COTECH du 19/03/2020	Montant des actions programmées au COTECH intermédiaire Octobre 2020	Montant des actions réalisées (COTECH 2021)	Taux prévisionnel (atteintes objectifs 2019/2020)
THM										
La Beaucaire	TL	1761	420 628	483 782	0	483 782	539 567	338 477	511 025	105,63 %
Ste musse	TL	585	118 804	132 732	24 886	157 618	174 500	40 371	108 130	68,60 %
Rodellac	TL	589	59 028	68 842	0	68 842	147 028	66 431	116 823	169,70 %
La Florane	TL	504	99 109	115 652	0	115 652	137 467	52 557	154 058	133,21 %
Le Jonquet	TL	329	40 594	46 822	0	46 822	76 358	23 758	75 104	160,40 %
Pontcarrai	TL	81	18 893	22 143	0	22 143	23 570	11 282	23 069	104,18 %
Centre ville	TL	329	162 728	78 523	0	78 523	127 250	70 878	141 602	180,33 %
Total THM		4 178	919 784	948 496	24 886	973 382	1 225 740	603 754	1 129 811	
Berthe (ex-tsh)	LS	2 868	1 471 314	715 000	0	715 000	1 166 650	717 051	986 869	138,02 %
Centre ville (ex-tsh)	LS	62		16 000	0	16 000	23 300	19 635	22 048	137,80 %
Total Ex-TSH		2 930	1 471 314	731 000	0	731 000	1 189 950	736 686	1 008 917	
Total THM +ex-TSH										
Var Habitat										
La Florane	TL	51	18 640	15 077	151	15 228	13 100	4 100	4 026	26,44 %
Le Guynemer	TL	122	34 525	26 995	24 333	51 328	32 880	23 315	31 876	62,10 %
Val des Rougières	Hyères	831	155 021	155 760	3 480	159 240	150 950	116 357	120 442	75,64 %
Total		1 004	208 186	197 832	27 964	225 796	196 930	143 772	156 344	
Logirem										
La Baume	TL	114	25 148	26 293	2 573	28 866	92 350	34 034	69 090	239,35 %
Centre ville Toulon	TL	89	20 457	22 404	52 908	75 312	61 244	13 575	16 347	21,71 %
Centre ville La seyne	LS	7		1 114	0	1 114	12 000	0	800	71,81 %
Total		210	45 605	49 811	55 481	105 292	165 594	47 609	86 237	
Sagem- La garde										
Romain Rolland	LG	561	173 200	144 265	0	144 265	182 000	138 028	150 485	104,31 %
Total		561	173 200	144 265	0	144 265	182 000	138 028	150 485	
LFV										
Berthe	LS	55	19 947		0	0	20 800			
Centre ville La seyne	LS	17			0	0	4 000			
Mutualisation CV + Berthe	LS	72	19 947	22 110	0	22 110	24 800	19 073	19 073	86,26 %
Centre ville Toulon	TL	5	350							
Centre ville Hyeres	Hyères	75	5 406	7 791	1 639	9 430	8 143	7 775	7 775	82,45 %
Total		152	25 703	29 901	0	31 540	57 743	26 848	26 848	
ADOMA										
Centre ville Toulon	TL	54		4 241	0	4 241	4 241	0	4 241	100%
Centre ville Hyeres	Hyères	82		2 656	0	2 656	2 656	0	2 656	100%
Total		136	0	6 897	0	6 897	6 897	0	6 897	
Totaux		9 171	2 843 792	2 108 202	108 331	2 218 172	3 024 854	1 696 697	2 565 539	

2021										
		Conventions		Montant abattement et report			Programmés		Réalisés	
	Villes	Nb Logts	Montant abattement prévisionnel	Montant abattement prévisionnel Soit économie d'impôt prévisionnelle (A)	Report 2020 (B)	Montant des actions à programmer = A+B	Montant des actions programmées proposées au COTECH 2021	Taux prévisionnel (atteintes objectifs 2020/2021)	Montant des actions réalisées (COTECH 2022)	Taux prévisionnel (atteintes objectifs 2020/2021)
THM										
La Beaucaire	TL	1761	420 628	509 314	0	509 314	529 567	103,98 %	473 371	92,94 %
Ste musse	TL	585	118 804	142 313	49 488	191 801	166 500	86,81 %	150 308	78,37 %
Rodeillac	TL	589	59 028	72 006	0	72 006	92 028	127,81 %	84 629	117,53 %
La Florane	TL	504	99 109	120 410	0	120 410	137 467	114,17 %	120 771	100,30 %
Le Jonquet	TL	329	40 594	48 962	0	48 962	76 358	155,95 %	72 902	148,90 %
Pontcarra	TL	81	18 893	23 174	0	23 174	23 570	101,71 %	17 984	77,60 %
Centre ville	TL	329	162 728	81 839	0	81 839	139 750	170,76 %	158 792	194,03 %
Total THM		4 178	919 784	998 018	49 488	1 047 506	1 165 240		1 078 757	
Bérine (ex-tsh)	IS	2 868	1 471 314	705 132	0	705 132	1 153 002	163,52 %	855 727	121,36 %
Centre ville (ex-tsh)	IS	62		12 050	0	12 050	23 300	192,88 %	4 796	39,70 %
Total Ex-TSH		2 930	1 471 314	717 212	0	717 212	1 176 302		860 523	
Total THM ex-TSH				1 715 230	49 488	1 764 718	2 341 542		1 939 280	
Var Habitat										
La Florane	TL	51	18 640	15 711	11 202	26 913	19 100	70,97 %	3 259	12,11 %
Le Guynemer	TL	122	34 525	28 508	19 452	47 960	36 100	75,27 %	27 577	57,50 %
Val des Rougières	Hyères	831	155 021	155 990	38 798	194 788	160 000	82,14 %	126 597	64,99 %
Total		1 004	208 186	200 209	69 452	269 661	215 200		157 433	
Logirem										
La Baume	TL	114	25 148	28 290	0	28 290	37 121	131,22 %	36 940	130,58 %
Centre ville Toulon	TL	89	20 457	23 384	58 965	82 349	36 074	43,81 %	37 376	45,39 %
Centre ville La Seyne	LS	7		1 149	314	1 463	7 200	492,14 %	2 000	136,71 %
Total		210	45 605	52 823	59 279	112 102	80 395		76 316	
Sagem - La garde										
Romain Rolland	L G	561	173 200	146 000	0	146 000	235 000	160,96 %	84 788	58,07 %
Total		561	173 200	146 000	0	146 000	235 000		84 788	
LFV										
Berthe	LS	55	19 947							
Centre ville La Seyne	LS	17								
Mutualisation CV + Berthe	LS	72	19 947	22 110	30 37	35 147	30 300	120,49 %	18 800	74,76 %
Centre ville Toulon	TL	5	350							
Centre ville Hyères	Hyères	75	5 406	7 408	1655	9 063	5 000	55,17 %	9 665	106,64 %
Total		152	25 703	29 518	4 692	34 210	35 300		28 465	
ADOMA										
Centre ville Toulon	TL	54		4 241	0	4 241	4 811	113%	2 418	50%
Centre ville Hyères	Hyères	82		2 656	0	2 656	2 645	100%	3 419	129%
Total		136	0	6 897	0	6 897	7 456		5 837	
Totaux		9 171	2 843 792	2 150 677	182 911	2 333 588	2 914 893		2 292 119	

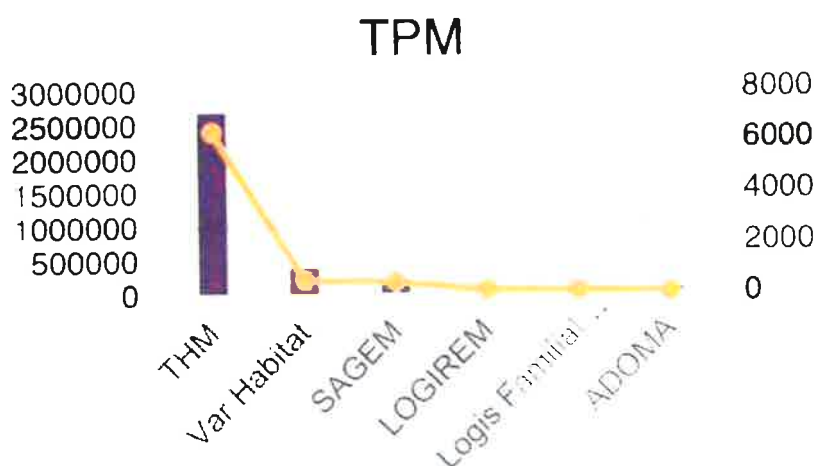
Perspectives de la métropole TPM 2022 :

2022								
	Villes	Conventions		Programmés				
		Nb Logts	Montant abattement prévisionnel	Montant abattement prévisionnel Soit économie d'impôt prévisionnelle (A)	Report 2021 (B)	Montant des actions à programmer = A+B	Montant des actions programmées proposées au COTECH 2022	Taux prévisionnel (atteintes objectifs 2021/2022)
THM								
La Beaucaire	TL	1761	420 628	509 314	35 943	545 257	545 056	99,96 %
Ste musse	TL	585	118 804	142 313	41 493	183 806	215 500	117,24 %
Rodeillac	TL	589	59 028	72 006	0	72 006	79 528	110,45 %
La Florane	TL	504	99 109	120 410	0	120 410	124 300	103,23 %
Le Jonquet	TL	329	40 594	48 962	0	48 962	80 958	165,35 %
Pontcarral	TL	81	18 893	23 174	5 190	28 364	29 180	102,88 %
Centre ville	TL	329	162 728	81 839	0	81 839	130 050	158,91 %
Total THM		4 178	919 784	998 018	82 626	1 080 644	1 204 572	
Berthe (ex-tsh)	LS	2 868	1 471 314	705 132	0	705 132	916 676	130,00 %
Centre ville (ex-tsh)	LS	62		12 080	7 284	19 364	20 200	104,32 %
Total Ex-TSH		2 930	1 471 314	717 212	7 284	724 496	936 876	
Total THM +ex-TSH				1 715 230	89 910	1 805 140	2 141 448	
Var Habitat								
La Florane	TL	51	18 640	15 711	23 654	39 365	9 100	23,12 %
Le Guynemer	TL	122	34 525	28 508	20 383	48 891	64 000	130,90 %
Val des Rougères	Hyères	831	155 021	155 990	68 191	224 181	131 000	58,43 %
Total		1 004	208 186	200 209	112 228	312 437	204 100	
Logirem								
La Baume	TL	114	25 148	28 290	0	28 290	34 307	121,27 %
Centre ville Toulon	TL	89	20 457	23 384	44 973	68 357	25 000	36,57 %
Centre ville La seyne	LS	7		1 149	0	1 149	4 000	348,13 %
Total		210	45 605	52 823	44 973	97 796	63 307	
Sagem- La garde								
Romain Rolland	L.G	561	173 200	146 000	61 212	207 212	283 000	136,58 %
Total		561	173 200	146 000	61 212	207 212	283 000	
LFV								
Berthe	LS	55	19 947					
Centre ville La seyne	LS	17						
Mutualisation CV + Berthe	LS	72	19 947	20 689	6 347	27 036	30 300	112,07 %
Centre ville Toulon	TL	5	350					
Centre ville Hyeres	Hyères	75	5 406	7 862	0	7 862	8 999	114,46 %
Total		152	25 703	28 551	6 347	34 898	39 299	
ADOMA								
Centre ville Toulon	TL	54		4 241	1 823	6 064	6 064	100%
Centre ville Hyeres	Hyères	82		2 656	0	2 656	3 341	126%
Total		136	0	6 897	1 823	8 720	9 405	
Totaux		9 171	2 843 792	2 149 710	316 493	2 466 203	2 740 559	

Contexte de la Métropole TPM :



Projection 2022 : Estimation de 2,7 millions d'euros pour la métropole TPM



Sur la métropole de Toulon, les trois bailleurs ayant le plus de logement sociaux en QPV sont THM , puis Var habitat et la SAGEM.

En 2022, les perspectives d'ATFPB indique que 37% des actions seront dédiées à l'animation et le lien social. Les bailleurs financent la mise à disposition de locaux associatif et certaines actions menées par des associations qui interviennent dans les QPV (ex : développement social et urbain, chantier éducatif...). Pour les actions d'accompagnement social spécifique, il s'agit principalement du travail des conseillères en économie sociale et familiale.

En 2022, les perspectives d'ATFPB indique que 24% des actions seront dédiées au renforcement de la présence de personnel de proximité. Ses dépenses sont dédiées au gardiennage, au coordonnateur hlm de proximité, aux agents de développement social et aux agents d'accueil.

En 2022, les perspectives d'ATFPB indique que 12% des actions seront dédiées au sur-entretien. Le sur-entretien concerne, le renforcement du nettoyage notamment des parties communes, la réparation des équipements vandalisés comme par exemple les ascenseurs, le renforcement de la maintenance et l'enlèvement de tags et graffitis.

Retours d'expériences :

Présentation de l'action "Tous à la plage" QPV Romain Rolland La Garde / MTPM.

Le quartier de Romain-Rolland est à proximité du centre-ville de La Garde et des plages. Il est bien desservi par les transports en communs (bus et train).

Toutefois, dans le cadre des actions menées dans le cadre du Contrat de Ville et des échanges avec les habitants ou les associations de locataires, la problématique liée au manque de transport en commun apparaît notamment



- Pour les personnes à mobilité réduite
- Les dimanches

Les principaux constats ayant conduit à la mise en place de l'opération « Tous à la plage » pendant l'été 2019 :

- Peu (ou pas du tout) d'offre de transports en commun le dimanche depuis Romain Rolland
- Romain Rolland est à 15min en bus des plages du Pradet en semaine : mais aucune desserte le dimanche
- Les plages du Mourillon à Toulon restent accessibles en bus le dimanche mais en comptant 1h20 de trajet (avec correspondances) et une fréquence peu adaptée
- Absence d'offre de transport adapté pour les personnes à mobilité réduite pour accéder aux plages
- L'organisation du dispositif
- Un contrat entre la SAGEM et un autocariste pour assurer les transports tous les dimanches.
- Des trajets vers les plages du Mourillon à des horaires adaptés
- Un service à destination des locataires de la SAGEM (Romain Rolland mais aussi La Planquette)
- Une desserte permettant plusieurs arrêts afin d'offrir un service au plus près des locataires.
- Un minibus adapté pour les personnes à mobilité réduite
- Service de bus sur réservation uniquement (auprès de la SAGEM)

Bilan 2021 :

Sur la période, soit 10 dimanches, il a été dénombré 130 usagers du service de bus

Le service de bus offert aux personnes à mobilité réduite est utilisé systématiquement (entre 2 et 4 locataires tous les dimanches)

Un service utilisé principalement par les habitants de Romain-Rolland : 84% des participants en 2021

Valorisation de la part du service concernant le QPV (environ 3600 €) dans le cadre des actions

Perspectives 2022 :

- Une opération renouvelée en 2022
- Réflexion sur la possibilité de proposer, certains dimanches, d'autres destinations (Le Pradet, Hyères)

Présentation de l'opération « Embellissement du cadre de vie » / QPV Val des Rougières :

Cette opération pluriannuelle s'est déroulée en plusieurs étapes :

- Chantiers éducatifs de propreté et de peinture à compter de 2018,
- Personnalisation des containers à ordures ménagères en 2019,
- Réalisation d'une fresque artistique murale en 2020.

Le contexte :

Les espaces extérieurs du Val des Rougières sont peu attractifs en dépit d'une végétation luxuriante et de l'implantation d'équipements dédiés à la jeunesse et au lien social (city-stade, aires de jeux, théâtre de verdure, salle des fêtes). Les incivilités (déchets sauvages, graffitis) et les dégradations des communs d'immeuble et du mobilier urbain sont récurrentes (containers incendiés, aires de jeux détériorées, portes d'entrée vandalisées...).

Il a d'autre part été relevé par le passé, que les réalisations impliquant directement les habitants et notamment les plus jeunes, n'étaient pas dégradées.

L'organisation :

L'embellissement du cadre de vie est un objectif à moyen terme, financé notamment par l'abattement de TFPB dont bénéficie Var Habitat.

L'appropriation des espaces extérieurs par les habitants du quartier, le respect de l'environnement et du cadre de vie sont des objectifs recherchés ici.

- L'Association de Prévention Spécialisée est régulièrement financée par le bailleur pour organiser des chantiers éducatifs avec de jeunes adolescents du Val des Rougières. Des opérations de nettoyage et de peinture des murs de soutènement et de sous-bassement des immeubles ont été menées depuis 2018.
- En 2019, des enfants accompagnés par l'association Arty Family, ont réalisé un habillage des containers à ordures ménagères (dessins déclinés sous forme de stickers).
- En 2020, des adolescents du CSK accompagnés par Arty Family, ont travaillé à la réalisation d'une fresque murale artistique sur le mur de soutènement attenant au Théâtre de verdure. L'œuvre a officiellement été inaugurée par M. le Maire.

Le bilan de l'opération :

Outre l'aspect esthétique, il est à noter que les travaux de peinture et la fresque murale n'ont pas été dégradés à ce jour.

En revanche, certains containers à ordures ménagères personnalisés ont été incendiés.

Les perspectives à venir :

Dans la continuité de cette opération d'embellissement du cadre de vie, les abords de la crèche Tom Pouce seront revalorisés au printemps 2022 comme suit :

- Réalisation d'une fresque artistique murale par les enfants de l'école Excelsior, accompagnés et encadrés par leur enseignant et l'association Arty Family (financement Contrat de ville),
- Réalisation de travaux de peinture du sous-bassement du bâtiment à proximité immédiate de la crèche (financement abattement de TFPB),
- Implantation de jardinières par la Commune, lesquelles seront décorées et entretenues au quotidien par les enfants de l'école maternelle Val des pins et de la crèche Tom Pouce.

Présentation de l'opération « Bouge ton été + » / QPV Berthe :

Le contexte :

Cette action favorise l'accès aux loisirs des familles qui sont sans activité durant la période estivale dans les QPV de la Seyne de Berthe et du centre-ville.

Durant l'été, un nombre significatif d'adolescent et d'enfants ne partent pas en vacances et restent sans activité. Le coût du transport et le coût de l'accès à la structure de loisirs constituent des freins à la participation à des activités de loisirs.

L'organisation :

Il s'agit d'une action conjointe l'APEA, la MAEFE, le SERVICE MUNICIPAL JEUNESSE, Le CENTRE SOCIAL et Culturel Nelson Mandela, FEMMES DANS LA CITE et l'AMIQ.

Il s'agit d'aller au-devant des enfants et des adolescents et de leurs parents qui restent dans leur quartier durant l'été et de les mobiliser pour leur participation à des animations sur site, à des activités jeunesse adaptées, à des sorties piscine en famille et à des sorties à la plage en autonomie.

- Repérage et mobilisation des familles restées sans activité
- Remise de tickets d'entrée de piscine et de tickets de bus pour la réalisation de sorties familiales à la piscine.
- Remise de tickets de bus pour la réalisation de sorties à la plage en autonomie.

L'action "Ton été plus 2021" a été réalisée du 1er juillet au 31 août 2021. Elle a été prolongée quelques jours en septembre pour que les familles puissent bénéficier des tickets restants.

Le bilan de l'opération :

1313 personnes ont bénéficié de l'action représentant 413 familles. Le contrat de ville a subventionné l'action à hauteur de 6 000€ et le bailleur via la TFBP à hauteur également de 6 000€.

L'opération a permis de prévenir le désœuvrement des enfants et des adolescents en favorisant les sorties en famille et les déplacements vers les lieux de baignade encadrés par les adultes.

L'opération a contribué à la tranquillité publique dans les cités HLM de Toulon Habitat Méditerranée (qui a participé au financement de l'opération) et les QPV de la Seyne durant la période estivale

L'accès aux cartes de bus pour "la plage en autonomie" ont permis à un grand nombre de familles et de jeunes de se déplacer aux Sablettes et de participer aux multiples actions de loisirs prévues cet été.

Dès lors, le grand ensemble HLM de Berthe a été très peu fréquenté par les jeunes et l'ambiance très calme.

Les familles en grandes difficultés matérielles ont été priorisées et le dialogue entretenu avec les familles a permis que l'opération se déroule dans de bonnes conditions, sans excès d'agressivité ni de stress.

Cette opération a aussi présenté l'avantage que les familles ne partant pas en vacances se sont mieux fait connaître des structures.

Les perspectives à venir :

- Une opération renouvelée en 2022. Cette opération réalisée pour la septième année consécutive est aujourd'hui bien repérée par les familles et relativement attendue.

Présentation de l'opération « BOK'R Concept » / QPV La Beaucaire :

Le contexte :

Le projet porté par THM et l'UFOLEP, consiste en la création d'un Bike Parc avec des circuits de Cross Country, un circuit pédestre et un circuit d'éducation routière. Il prévoit également un circuit pédagogique d'énergies renouvelables (panneaux de sensibilisation, sensibilisation aux gestes écoresponsables, fiches pédagogiques, installation photovoltaïque, éolienne domestique) et la valorisation de l'espace classé boisé à travers un rucher pédagogique et un hôtel à insectes.

L'organisation :

Il s'agit de pérenniser une installation de Développement Social Urbain & éco responsable afin de favoriser le lien social, la mixité, l'amélioration du cadre de vie, la citoyenneté, l'initiation et la découverte des différentes pratiques du VTT, la sensibilisation à l'éducation routière, la sensibilisation aux énergies renouvelables et aux comportements écoresponsables. Il s'agit également d'assurer le maillage du territoire par les institutions et les associations locales et de favoriser la création d'emplois.

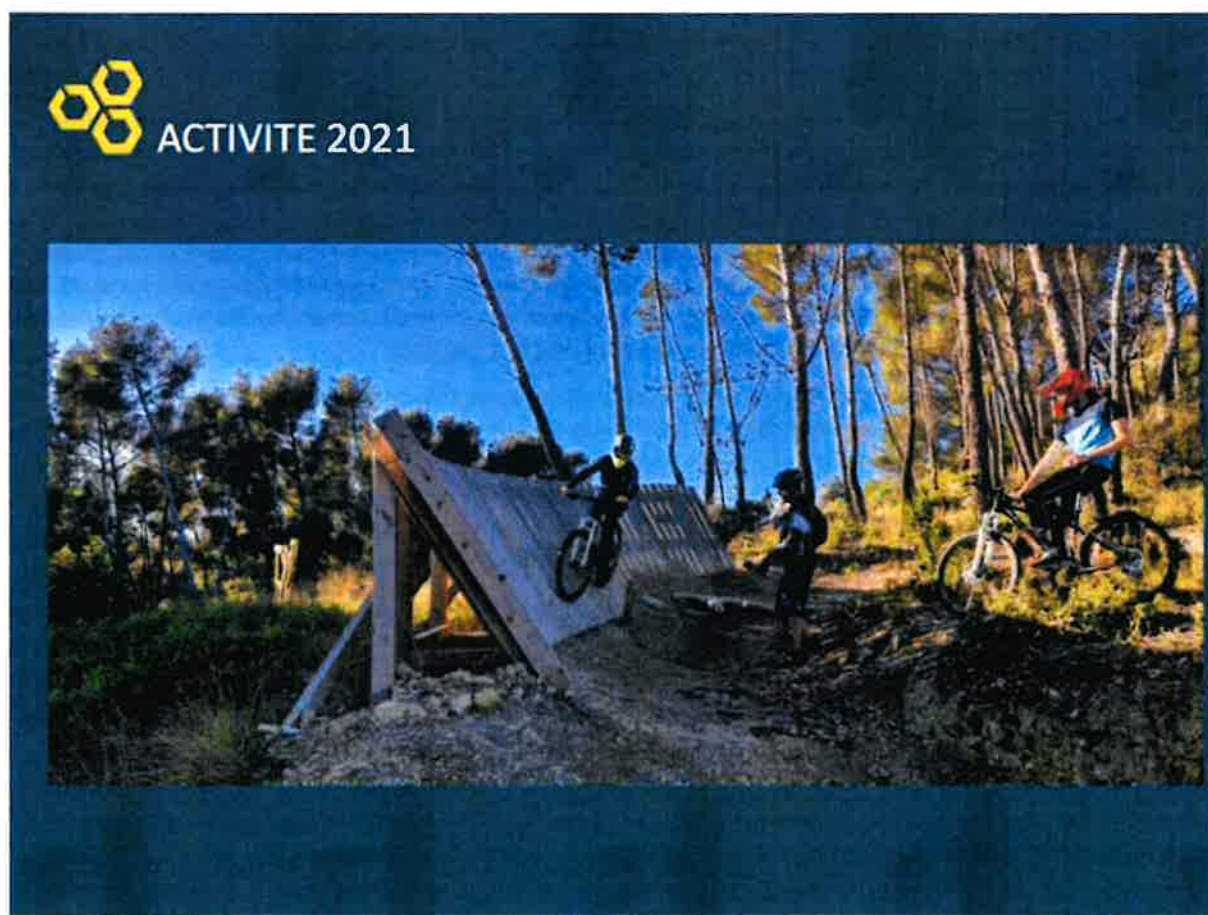
Le bilan de l'opération :

L'accès au Bike Park est proposé à des tarifs spécifiques sous forme d'adhésion aux habitants des QPV.

En 2021 le Bike Park a été fréquenté par 460 personnes issues des QPV et 427 personnes hors QPV, soit 887 bénéficiaires auxquels s'ajoutent 545 enfants et jeunes issus des Accueils Collectifs de Mineurs de Toulon et 72 jeunes inscrits à l'école de VTT. .

Les perspectives à venir :

Une opération démarrée en 2019 et renouvelée en 2022 pour la 3^{ème} année consécutive.



8 Conclusion

Politique de cohésion urbaine et de solidarité envers les quartiers les plus défavorisés, la politique de la ville vise à restaurer l'égalité républicaine et à améliorer les conditions de vie des habitants en mobilisant toutes les politiques publiques.

La territorialisation des actions, combinée à la priorisation géographique, font l'originalité de cette politique. Il est important d'analyser la réalité des territoires, d'en chercher les points de convergence et de divergence : en termes de publics, de problématiques, de tendances, de partenariats. Ce travail amène à mettre en exergue un certain nombre de faits qui peuvent être assimilés à des enjeux forts.

Les QPV ne désignent pas simplement des quartiers où s'additionneraient des problèmes à résoudre séparément, mais plutôt des territoires où des difficultés, liées entre elles et autoentretenues, se combinent et présentent un effet de masse rendant nécessaire une approche globale de la part des pouvoirs publics, à la fois quantitative et qualitative.

Collectivement, entre les 13 territoires d'intervention de la métropole, l'objectif est, depuis 2015, de rechercher des formes de solution, des pistes d'évolution et des marques de consolidation qui peuvent permettre de relever le défi.

Depuis 2015, l'objectif des Contrats de ville est de favoriser la mixité sociale et le renouvellement urbain. Ils s'inscrivent dans une démarche intégrée tenant compte des enjeux de développement économique, de développement urbain et de cohésion sociale.

Le fonctionnement global du Contrat de ville est une réussite à travers ses instances, ses appels à projets et son pilotage. Toutefois quelques limites doivent être apportées notamment concernant la difficile mobilisation du droit commun. Incontestablement, l'analyse des différents rapports annuels montrent des résultats palpables et reconnus par les habitants des Quartiers prioritaires. Pourtant la réussite éducative, l'accès au droit ou encore l'insertion professionnelle, restent, entre autres, des enjeux prioritaires dans les quartiers de la politique de la ville.

Diversifiées, les actions du **pilier Cohésion Sociale** répondent aux enjeux identifiés, dans une démarche anticipatrice et proactive qui cherche à tisser quotidiennement du lien social et accompagner tout au long du parcours.

Pour exemple, la question de l'accès aux droits et l'accès à la langue française sur les quartiers prioritaires est centrale et s'inscrit parallèlement dans les axes prioritaires des Conventions Territoriales Globales. De nombreuses actions ont été mises en place pour aller vers les publics précaires exposés à la fracture numérique dans un contexte de dématérialisation des démarches administratives. Mais cette dématérialisation s'impose avec force depuis la crise sanitaire et les acteurs soulignent que la fracture numérique a entraîné une nouvelle forme de discrimination et d'isolement des populations les plus fragiles. La complexité administrative est de fait, accentuée par les difficultés sociales et linguistiques. Ce qui explique que la demande d'accompagnement et d'apprentissage soit forte et concerne tous les publics sans distinction d'âge.

L'accès à l'emploi, au logement et aux démarches du quotidien peuvent présenter de réelles difficultés. Des solutions différenciées - grâce à la mobilisation des acteurs locaux, entreprises, structures associatives et des collectivités territoriales - peuvent être partagées mais il est aussi possible d'apporter des réponses communes, en les adaptant à chaque territoire. Par exemple, les espaces France Services, programme piloté par l'ANCT, guichets uniques d'accès aux principaux organismes de services publics, font partie des nombreuses initiatives qui contribuent à lever les freins identifiés auprès des habitantes et habitants.

Les relations intrafamiliales sont également un domaine d'intervention en lien avec les retombées de la crise sanitaire qui a induit des ruptures et des tensions fortes entre parents et enfants. Le contexte sociétal a fait émerger une très forte demande d'accompagnement à la parentalité, auprès de familles variées et de publics de plus en plus jeunes en situation de décrochage scolaire et/ou familial.

Le constat général montre que le mal-être des jeunes est particulièrement prégnant. C'est pourquoi l'axe Santé a vocation à être priorisé car la crise sanitaire a mis en évidence plusieurs problématiques qui ont touché les publics fragiles, comme un enjeu de santé mentale plus marqué pour le public "jeunes". Soutenir l'implantation de structures pluridisciplinaires au sein de plusieurs QPV, adaptées aux faibles budgets, est à envisager pour compenser le manque d'offres de soins de proximité et les fortes inégalités sociales de santé. En effet le

diagnostic du Contrat Local de Santé Seynois a permis de relever la plus faible densité médicale en Quartiers Politique de la Ville et le risque accru de désert médical d'ici 5 ans.

Quant à la question de la place des femmes et des jeunes filles dans les espaces de la vie publique : elle se pose encore. Le renforcement de l'accès des femmes aux pratiques sportives a permis une nouvelle appropriation des espaces extérieurs mais il est nécessaire de poursuivre les efforts sur la notion de l'égalité. En outre, les violences conjugales, les violences faites aux femmes et les violences intrafamiliales sont des enjeux plus souvent identifiés depuis le confinement 2020. Les dispositifs locaux d'accompagnement et de prise en charge ne désespèrent pas.

Sur l'axe Prévention de la délinquance, le trafic de stupéfiants reste un sujet central dont l'intensité varie selon les quartiers. Mais quel que soit le territoire concerné, l'enjeu de tranquillité publique, le sentiment d'insécurité et la visibilité des activités illicites poussent les acteurs du territoire à trouver des solutions de réappropriation de l'espace public afin d'enrayer la présence des réseaux.

Le pilier Habitat – Cadre de vie est encore en phase d'appropriation. L'objectif du prochain Contrat de ville sera de réussir à lier davantage et faire coordonner les actions des bailleurs à travers la TFPB et les actions des porteurs de projets associatifs. Les structures jouent un rôle important dans l'apaisement des tensions quotidiennes au sein des quartiers, parallèlement aux actions de rénovation urbaines et d'aménagement qui contribuent à redonner une image positive et améliorent la qualité de vie dans les quartiers.

A ce titre, dès 2018 et à hauteur de 5 millions d'euros de travaux, le quartier Romain Rolland de La Garde a bénéficié de ces actions de réhabilitation liées à la requalification des espaces extérieurs pour améliorer le cadre de vie.

La Gestion Sociale et Urbaine de Proximité est au aussi cœur des enjeux de la Politique de la Ville pour améliorer le cadre de vie des habitants et favoriser leur participation à la gestion de leur quartier.

Elle constitue l'ensemble des actes qui concourent au quotidien à un cadre de vie de qualité et à l'amélioration du vivre ensemble. Elle est ainsi un des leviers de la réussite humaine de la Politique de la Ville.

Rendues obligatoires par l'ANRU, les conventions de GSUP ont comme principaux axes de travail : l'amélioration du service public de proximité et de la qualité de service, du cadre de vie, du lien social et de la tranquillité, l'anticipation de la gestion future (notamment la maîtrise des charges) ainsi que l'association et la responsabilisation des habitants par rapport aux actions mises en œuvre.

L'appropriation du projet urbain par les habitants et usagers et l'adaptation des modes gestion aux transformations qui s'opèrent dans les quartiers, sont deux des principaux enjeux de la GSUP dans les opérations de rénovation urbaine.

Enfin, le **pilier Emploi-Développement Economique** est particulièrement investi et suivi. Davantage d'actions sur cette thématique mériteraient d'être développées. Un des enjeux prioritaires est de pouvoir inclure davantage dans les parcours, le monde de l'entreprise et le monde économique à travers la sensibilisation et la découverte de métiers et l'immersion en milieu professionnel. Cependant, le niveau d'insertion professionnelle des jeunes s'améliore lentement. La mobilité reste un frein important à l'accès à l'emploi, à laquelle s'ajoute le manque de confiance en soi, les difficultés d'accès au logement, la mauvaise maîtrise du numérique. Les actions mises en place par les associations pour faciliter la transmission des savoir-être et des compétences professionnelles constituent des leviers indispensables aux démarches d'accompagnement vers l'emploi. Par ailleurs le développement de l'économie sociale et solidaire est de plus en plus palpable : par leur ancrage territorial, le développement de nouvelles activités et la mise en place de nouvelles façons de travailler et de coopérer, les entreprises de l'ESS ont révélé une réelle capacité à faire face à la crise sanitaire et à contribuer à la résilience des QPV.

Les projets et actions financés par la politique de la ville ont des effets perceptibles par les habitants. La démarche d'évaluation de cette politique publique produit des effets en matière de coopération et de transversalité. Echanges et rencontres permettent d'affiner des visions communes et d'envisager des contrats de ville encore plus efficaces et au plus proches des besoins.

A ce jour les contrats de ville de la métropole Toulon Provence Méditerranée ont de sensibiliser aux difficultés des habitants en situation de précarité et aux actions mises en œuvre pour compenser les écarts entre ces quartiers et le reste du territoire.

L'émergence d'actions innovantes et de nouveaux partenariats permettent de renouveler les approches. L'observation du territoire MTPM doit se poursuivre de façon régulière et continue car elle a prouvé qu'elle

permettait l'identification de l'évolution positive ou négative des quartiers, l'ajustement de l'action sociale aux besoins et la réflexion sur les stratégies d'actions à réinventer et adapter.

Au fil des années, les Contrats de ville ont ainsi permis d'identifier les spécificités et les enjeux de nos quartiers et de percevoir les évolutions des problématiques grâce aux échanges, à la communication et à la confiance qui s'est instaurée entre les institutions, les partenaires, les acteurs de terrain et les habitants.

Souhaitons que cette coopération et ce maillage se poursuivent et ne cessent de s'enrichir pour continuer d'améliorer les conditions de vie des habitants les plus défavorisés.



9 Préconisations

1. Accompagner les habitants dans l'appropriation des outils numériques
2. Accompagner les parents dans leur mission d'aide aux devoirs et d'éducation
3. Trouver des méthodes innovantes pour favoriser l'accès aux droits ou l'accès au soutien psychologique pour que les bénéficiaires issus des quartiers puissent s'en saisir plus facilement
4. Développer les actions permettant de retrouver un contact direct avec le public : faire des actions « hors les murs », « aller vers » les territoires, vers la rue, vers les écoles ...
5. Poursuivre les analyses de cohorte, pour faire le suivi des personnes qui ont été dans les quartiers de la politique de la ville et apprécier l'impact des actions sur ces publics
6. Renforcer les services de proximité et limiter la dématérialisation excessive
7. Renforcer les formes de travail en réseau autour des situations complexes
8. Participer à l'élaboration de réponses avec l'ensemble des partenaires
9. Favoriser l'interconnaissance entre les différents acteurs
10. Intégrer l'indicateur "bénéficiaires QVA" dans les bilans ainsi que les actions à destination des QVA
11. Simplifier les procédures administratives et l'octroi des financements
12. Simplifier les fiches de synthèse avec les principaux indicateurs
13. Imaginer pour le prochain contrat de ville, une évaluation panoramique qui s'attache à évaluer les moyens déployés sur chacun des axes du contrat de ville
14. Déterminer, pour le prochain contrat de ville, 2 à 3 priorités retenues en équipe projet et pour lesquelles sont mis en place des recueils de données quantitatives et des groupes de travail avec les acteurs du territoire
15. Favoriser le renforcement des liens entre les Cités Educatives de la métropole afin de permettre les partenariats et une meilleure appréciation des coopérations
16. Proposer la présentation d'un rapport Contrat de Ville tous les 2 ans, ou à mi-parcours, en lieu et place d'un rapport annuel qui présentera une version simplifiée (programmation annuelle, fiches statistiques par QPV, nombre de résidents touchés par les actions).

10 Annexes

- Analyses QVA et QPV de l'AUDAT
- Synthèses TFPB des bailleurs
- Fiche de synthèse (modèle)

Annexes

L'évolution socioéconomique des quartiers prioritaires de Toulon Provence Méditerranée durant le Contrat de ville 2015-2022



MÉTHODOLOGIE

Le Contrat de ville intercommunal de Toulon Provence Méditerranée a été signé le 2 juillet 2015. Portant sur la période 2015-2020, il a été prorogé et s'achèvera en 2023, comme les autres Contrats de ville. Il regroupe trente-deux partenaires (État, collectivités locales, services et opérateurs publics, acteurs du logement et acteurs économiques, associations, habitants des quartiers concernés, etc.) qui formalisent par ce biais des engagements au bénéfice des habitants des quartiers dits « prioritaires ». Le Contrat de ville s'organise autour de trois piliers, cohésion sociale, emploi/développement économique et cadre de vie/ rénovation urbaine.

L'évaluation finale des Contrats de Ville répond à deux objectifs. Elle a vocation à rendre compte de la mise en œuvre et des résultats du programme d'actions et l'influence du contrat sur la situation des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV). Dans le prolongement, cette évaluation est nécessaire afin de préparer la prochaine génération de contractualisation.

Il s'agira dans ce document d'observer l'évolution du climat socioéconomique des QPV de Toulon Provence Méditerranée au cours de la période couverte par le Contrat de ville. Toutes les sources utilisées pour l'observation des quartiers prioritaires ne sont pas restées stables dans le temps et leurs millésimes ne sont pas toujours suffisamment espacés pour couvrir une période d'au moins quatre ans. Seront utilisées en premier lieu les données rendues disponibles par l'INSEE, produites par la Caisse d'allocations familiales (CAF), la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), Pôle Emploi et par l'INSEE lui-même. Si ces sources nous permettent une comparaison sur des périodes suffisamment longues pour observer des évolutions significatives, les durées diffèrent selon le producteur de la donnée. En prenant le millésime le plus ancien et le plus récent disponibles pour chacune des sources, les périodes s'étendent ainsi :

- De 1^{er} janvier 2013 au 1^{er} janvier 2018 pour les nombres d'habitants (INSEE)
- Du 2015 et 2019 pour les indicateurs de revenu (INSEE)
- Du 31 décembre 2015 au 31 décembre 2020 pour les données de la CAF
- Du 1^{er} janvier 2016 au 1^{er} janvier 2021 pour les données de l'Assurance maladie
- Du dernier trimestre 2016 au deuxième trimestre 2021 pour les données Pôle Emploi.

S'il est difficile de saisir la situation d'un quartier à un instant *t* pour la confronter à une situation à une période antérieure, il est cependant possible d'observer comment les indicateurs ont évolué les uns les autres et de mettre bout à bout ces « signaux faibles » afin de dégager des tendances pour chacun des quartiers. Il est également nécessaire d'identifier des indicateurs portant sur des volumes de population suffisants pour que les évolutions soient significatives statistiquement, mais qu'elles informent aussi sur un contexte socioéconomique large. Pour contrôler les effets de croissance démographique, nous privilégierons les indicateurs de type proportion, en ramenant l'effectif d'une sous-population (allocataires du RSA, bénéficiaires de la C2S/CMUC, personnes en situation de pauvreté par exemple) à un effectif plus grand et « englobant ».

Au-delà des éléments diffusés par l'INSEE, certaines bases de données géolocalisées finement (à l'adresse ou à la parcelle) permettent, une fois retravaillées, de reconstituer les périmètres des quartiers prioritaires pour les observer sur certains thématiques. C'est le cas des fichiers fonciers du Cerema, qui contiennent des informations sur les évolutions en termes de logement dans les quartiers prioritaires, en confrontant les millésimes 2015 et 2021.

Nous observerons également l'évolution de la situation des quartiers prioritaires de MTPM pris comme un ensemble, en les comparant aux QPV des autres intercommunalités françaises, en particulier les métropoles et les unités EPCI variés.

SYNTHÈSE

La pauvreté en recul mais toujours très présente dans les quartiers prioritaires de la Métropole

Dans l'ensemble, les indicateurs socioéconomiques pour l'ensemble des quartiers prioritaires de MTPM ont évolué de façon plutôt favorable : le taux de pauvreté a diminué, la proportion d'allocataires du RSA et de l'AAH également, la part des bénéficiaires de la Couverture santé solidaire a augmenté de manière modérée. Cependant, malgré la tendance à une amélioration, les moyennes pour les quartiers prioritaires de la Métropole restent assez nettement supérieures à celles des référents de comparaison choisis, les autres quartiers prioritaires varois, l'ensemble des QPV situés dans une métropole et la totalité des QPV de France métropolitaine. Selon les chiffres les plus récents, 48% des personnes résidant dans un quartier prioritaire de Toulon Provence Méditerranée vivent sous le seuil de pauvreté. Pour l'ensemble des QPV de France métropolitaine, la proportion est de 43%.

Le fait que la baisse de la pauvreté dans les quartiers prioritaires s'accompagne d'une hausse significative de population constitue un signe plutôt positif. Il en va de même de la baisse marquée du nombre de demandeurs d'emploi, même si celle-ci est plus complexe à interpréter.

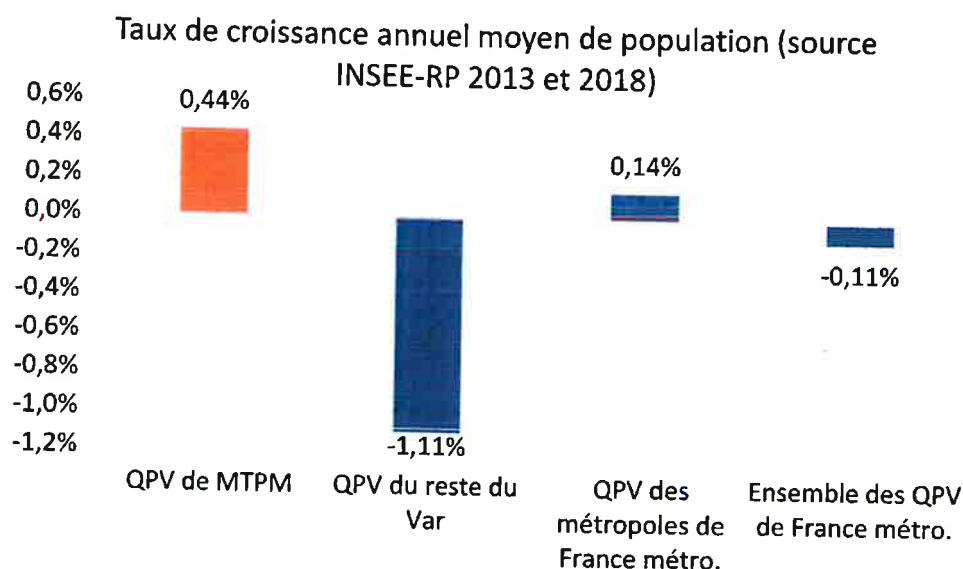
Des trajectoires variant fortement selon les quartiers

Les treize quartiers prioritaires de la Métropole sont loin d'avoir connu des évolutions homogènes. Si la commune d'appartenance ne joue pas de rôle dans la trajectoire, le type de quartier semble en revanche avoir son importance : les centres-villes ont vu leur situation évoluer plutôt favorablement, ce qui est moins le cas des grands ensembles de logements sociaux. Il est ainsi possible de répartir les quartiers prioritaires en quatre groupes en fonction de leur évolution au cours des dernières années :

- Les centres-villes d'Hyères et de Toulon ont connu des trajectoires favorables. Les taux de pauvreté y ont nettement baissé, les revenus ont augmenté de manière significative. Les proportions d'allocataires de prestations sociales sont également en diminution. Dans une moindre mesure, Le Jonquet - La Baume - Le Guynemer présente également des indicateurs socioéconomiques ayant évolué majoritairement de façon positive.
- Les tendances mesurées pour Val des Rougières et La Florane sont à l'opposé des centres-villes de leur commune d'appartenance : la pauvreté est devenue beaucoup plus fréquente et les revenus n'ont que faiblement augmenté. Les problèmes de géoréférencement sur ces deux quartiers limitent les possibilités d'approfondir ce constat. Pont-du-Las - Rodeilhac, comme La Florane, a connu une croissance démographique importante et un potentiel renouvellement de population via l'arrivée dans le quartier de ménages plus fréquemment poupérisés que ceux déjà sur place. Les indicateurs de revenus pour Romain Rolland ont également évolué de façon plus défavorable que pour les autres quartiers prioritaires, sans que les tendances en matière de recours aux prestations sociales ou de demande d'emploi ne viennent confirmer cette dégradation.
- Sainte-Musse et Pontcarral ont vu leurs niveaux de pauvreté diminuer nettement, même s'ils restent particulièrement élevés (plus de 60%). Il en va de même des proportions d'allocataires des prestations sociales : elles ont fortement diminué, mais demeurent nettement supérieures aux moyennes.
- Les autres quartiers (le centre-ville de La Seyne-sur-Mer, Berthe, La Beaucaire, Beaulieu - Sainte Marie) ont connu des évolutions moins affirmées. Dans l'ensemble, les taux de pauvreté sont restés stables, y compris quand ils étaient élevés (La Beaucaire, Berthe) et les revenus ont augmenté à un rythme proche de la moyenne de l'ensemble des quartiers prioritaires de MTPM.

ÉVOLUTION COMPARÉE DES QUARTIERS PRIORITAIRES DE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE ET DES AUTRES QUARTIERS PRIORITAIRES DE FRANCE

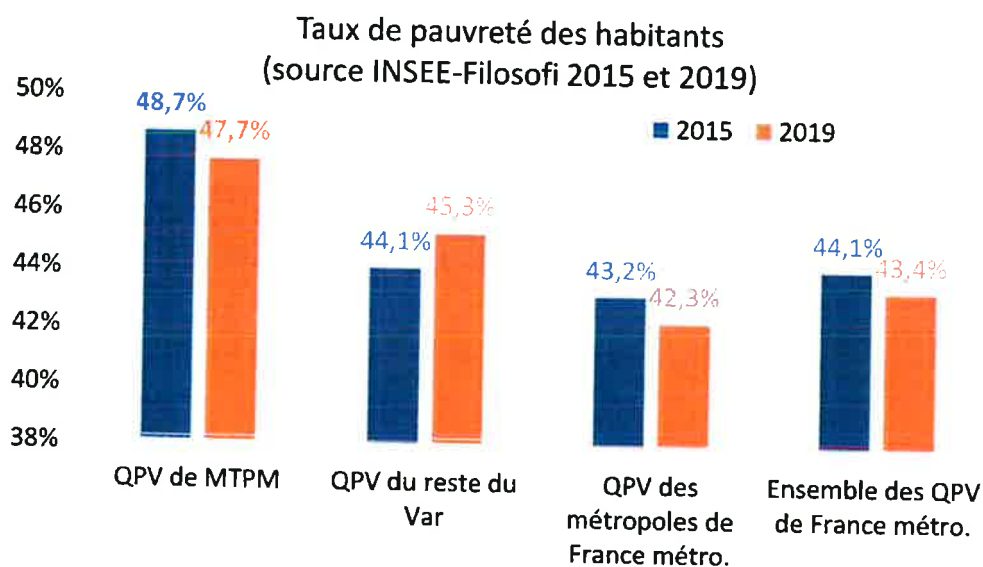
Une croissance démographique soutenue par rapport à la moyenne des quartiers prioritaires



Le nombre d'habitants des quartiers prioritaires de la Métropole est passé de 42 145 à 43 078, soit plus de 900 habitants supplémentaires. Il s'agit d'une augmentation de 0,44% en moyenne. Si celle-ci est inférieure à la croissance démographique globale de MTPM (+0,63% par an), elle est néanmoins supérieure à la hausse de population mesurée pour l'ensemble des QPV se trouvant dans une métropole (+0,14%). Pour l'ensemble des quartiers prioritaires de France métropolitaine, le nombre de résidents est passé de 4,86 millions à 4,83 millions, soit une baisse de -0,1% par an. La croissance démographique mesurée dans les quartiers prioritaires de MTPM apparaît donc soutenue. La part des habitants de la Métropole vivant dans un QPV est restée stable, légèrement inférieure à 10% en 2013 comme en 2018.

Le nombre de logements en QPV dans la Métropole est resté stable entre 2015 et 2019, autour de 25 000. La vacance a cependant connu une hausse, en proportion (de 14% à 17%) comme en nombre (de 3 460 logements à 4 220).

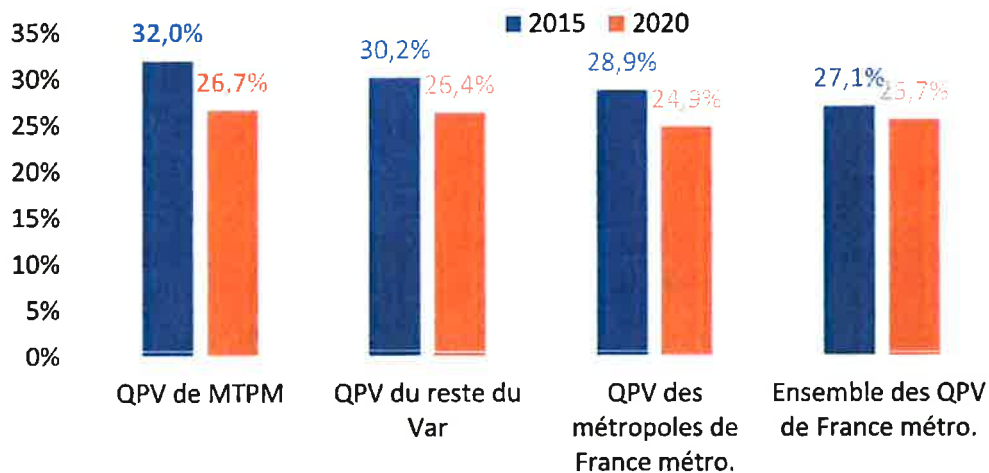
La pauvreté recule mais reste très fréquente



Le taux de pauvreté dans les quartiers prioritaires de la Métropole est passé de 48,7% à 47,7% entre 2015 et 2019. Il s'agit d'une baisse équivalente à celles mesurées pour l'ensemble des QPV de France métropolitaine et pour l'ensemble des QPV situés dans une métropole. Il est à noter que le taux de pauvreté des quartiers prioritaires n'a diminué que dans neuf des vingt-deux métropoles, la moyenne étant tirée vers le bas par la forte diminution dans les QPV du Grand Paris et leur million d'habitants.

Si la fréquence de la pauvreté est en recul dans les quartiers prioritaires de MTPM, elle reste cependant très importante. La valeur est nettement supérieure à celle de l'ensemble de l'intercommunalité (16,6%), mais elle excède également les moyennes pour les quartiers prioritaires situés dans une métropole (42,2%) et pour l'ensemble des quartiers prioritaires de l'hexagone (43,4%). Les taux de pauvreté élevés dans les quartiers les plus peuplés (Centre-ville de Toulon, Berthe et La Beaucaire dans une moindre mesure) expliquent en partie cette mesure.

Proportions d'allocataires du RSA parmi les allocataires de la CAF (source CAF 2015 et 2020)



La proportion d'allocataires de la CAF percevant le RSA a diminué de 5,3 points, passant de 32,0% à 26,7% dans MTPM. Cette baisse est plus importante que celles mesurées pour les référents de comparaison. Cependant, le poids des allocataires du RSA dans les QPV de MTPM reste légèrement supérieur aux moyennes. La diminution de la proportion d'allocataires touchant le RSA s'est accompagnée d'une baisse de leur effectif, passé en cinq ans de 4 443 à 4 153. En ce sens, Toulon Provence Méditerranée se distingue : pour l'ensemble des quartiers prioritaires de France métropolitaine, l'effectif de personnes touchant le RSA est en hausse. Pour les QPV des métropoles, l'effectif est le même en 2015 et 2020.

La proportion de bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé parmi les allocataires de la CAF est élevée dans les quartiers prioritaires de MTPM (14,2%), supérieure de plus de 3 points aux moyennes des QPV du reste du Var (11,1%), de ceux des métropoles (10,3%) et de l'ensemble de la France métropolitaine (11,1%). Cependant, la proportion pour les QPV du territoire est en baisse, entre 2015 et 2021 (-0,7 point) quand la tendance est à la hausse dans les référents de comparaison. Si MTPM a connu une hausse des effectifs de personnes percevant l'AAH dans ses quartiers (de 1 970 à 2 090 personnes, +6%), l'augmentation est toutefois bien inférieure à celles mesurées pour les autres QPV varois (+16%) et pour l'ensemble des quartiers prioritaires des métropoles (+16% également). Ces hausses importantes sont en parties dues à des modifications du plafond de ressources pour accéder à l'allocation et au passage de la durée maximale d'attribution de l'AAH de dix à vingt ans en 2017.

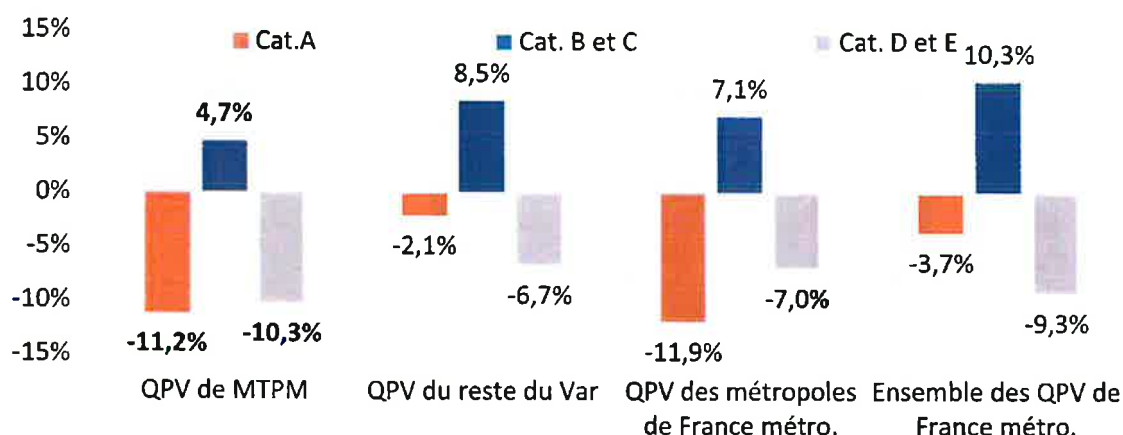
La proportion de personnes couvertes par la complémentaire santé solidaire non participative (C2S, équivalent de l'ex-CMUc) est de 33,3% parmi les affiliés au régime général de l'Assurance maladie dans les quartiers prioritaires de MTPM. La proportion a gagné 1 point en cinq ans. Cette valeur est importante : elle est plus élevée que les moyennes dans les quartiers prioritaires varois (27,5%) et dans l'ensemble des quartiers prioritaires des métropoles (26,6%). Pour ces deux référents de comparaison, la hausse entre 2016 et 2021 a été d'1 point et de 0,7 point.

Pour accéder à la C2S non participative, le ménage doit, comme pour le RSA ou l'AAH, disposer de ressources inférieures à un plafond. Celui-ci est, pour une personne seule en 2022, de 767€ mensuels pour la C2S, de 575€ mensuels pour le RSA et de 920€ mensuels pour l'AAH. Le seuil de pauvreté étant en 2019 de 1 102€ mensuels pour une personne vivant seule, des indicateurs tels que la part d'allocataires de l'AAH, du RSA ou de bénéficiaires de la C2S renseignent sur la fréquence de situations de profonde pauvreté. L'évolution des indicateurs peut cependant être impactée par l'augmentation ou la diminution du recours à ces différentes prestations pour les personnes qui y auraient droit.

Une tendance à la baisse du nombre de demandeurs d'emploi

Au 1^{er} semestre 2021, il y a 3 766 personnes en demande d'emploi de catégorie A dans les quartiers prioritaires de MTPM. Quatre ans avant, au 1^{er} semestre 2017, il y en avait 4 243. L'effectif a ainsi diminué de 11% : cette baisse est importante par rapport à l'ensemble des QPV des métropoles (-2%) et à l'ensemble des QPV de France métropolitaine (-4%). Il semble s'agir dans une certaine mesure d'une spécificité départementale : pour les quartiers prioritaires varois situés hors de TPM, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a diminué de 14% entre les premiers semestres 2017 et 2021.

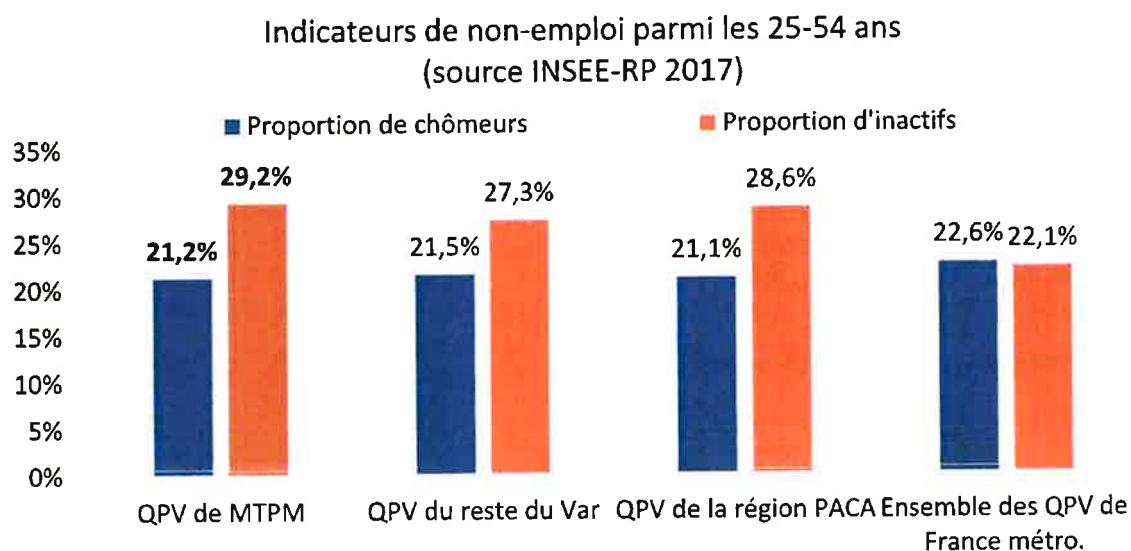
**Evolution du nombre de demandes d'emploi selon la catégorie
entre le 1^{er} semestre 2017 et le 1^{er} semestre 2021
(source Pôle Emploi)**



Six demandes d'emploi sur dix dans les QPV de la Métropole relèvent de la catégorie A, celle des « personnes sans emploi, devant accomplir des actes positifs de recherche d'emploi » (source Pôle Emploi). Les catégories B et C, regroupant les personnes ayant exercé une activité réduite au cours du mois écoulé, regroupent 1 733 demandeurs d'emploi dans les quartiers prioritaires de MTPM au 1^{er} semestre 2021. Quatre ans plus tôt, ils étaient 1 654. L'effectif a donc augmenté dans ces catégories (+4,7%), ce qui semble indiquer plus de situations de va-et-vient entre le chômage et l'emploi. Cependant, la hausse mesurée pour les QPV de MTPM est plus modérée que celle dans les QPV du Reste du Var (+8,5%), dans l'ensemble des métropoles (+7,1%) et pour l'ensemble de la France métropolitaine (+10,3%). Pour les catégories D et E, la baisse est importante dans les QPV de MTPM (-10,3%). **La tendance est donc, toutes catégories confondues, à une baisse plutôt marquée de la demande d'emploi dans les quartiers prioritaires de Toulon Provence Méditerranée.**

Cependant, le nombre de demandeurs âgés de moins de 26 ans a augmenté dans les quartiers prioritaires de l'intercommunalité, leur nombre étant passé de 899 à 926 (+3%). La tendance, ailleurs, est à une certaine stagnation (quartiers prioritaires du Var et des métropoles) voire à une diminution (QPV varois hors MTPM). Si leur part a assez nettement augmenté entre 2016 et 2020 (de 38,1% à 40,6%), les femmes restent sous-représentées parmi les demandeurs d'emploi des quartiers prioritaires de TPM. En effet, leur part est nettement plus élevée dans les quartiers prioritaires de l'ensemble des métropoles (45,3%) et de l'ensemble de la France métropolitaine (45,7%).

Contrairement aux effectifs de bénéficiaires de prestations sociales ou de personnes en situation de pauvreté, il est impossible de rapporter les DEFM à une population «englobante», afin d'estimer la prévalence de la demande d'emploi dans les territoires et la façon dont celle-ci a évolué. Cependant, les données du Recensement de la population permettent d'approcher la problématique du non-emploi dans les quartiers prioritaires de MTPM, comparativement aux QPV départementaux, régionaux et de l'ensemble de la France métropolitaine.



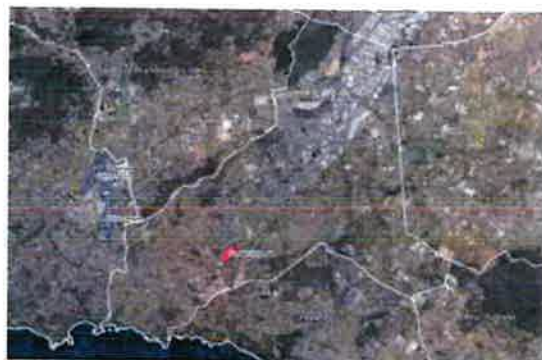
Le choix a été de fait de restreindre la tranche d'âges à 25-54 ans afin que les proportions ne soient pas biaisées par la présence d'étudiants (avant 25 ans) et de retraités (après 54 ans). Près d'une personne sur deux (50,4%) âgée de 25 à 54 ans et vivant dans un quartier prioritaire de MTPM n'a pas d'emploi. Cette proportion est légèrement supérieure aux moyennes pour l'ensemble des QPV du Var (48,8%) et de la France métropolitaine (44,7%) ; elle est à peu près équivalente à la moyenne pour l'ensemble des quartiers prioritaires de la région (49,7%).

La proportion de personnes en situation d'inactivité est particulièrement forte dans les QPV de Toulon Provence Méditerranée (29,2%) eu égard aux valeurs pour les référents de comparaison. Le niveau de chômage est inférieur aux valeurs pour les quartiers prioritaires du Var et de l'ensemble de la France métropolitaine. La dynamique plutôt favorable mesurée depuis 2017 dans MTPM (baisse des DEFM de catégorie A) indiquerait une tendance à la diminution de la prévalence du chômage sur les années suivantes.

Romain Rolland (La Garde)

UNE ÉVOLUTION PLUTÔT DÉFAVORABLE DES REVENUS

Population (2018) : 1 363 habitants
Niveau de vie médian (2018) : 1 088€
Taux de pauvreté (2018) : 47,8%



Population :

Le nombre d'habitants a diminué, passant de 1 467 à 1 363

Le quartier prioritaire Romain Rolland se trouve au sud de La Garde, à un kilomètre du centre la commune, et s'étend sur une superficie de 6 hectares. Il s'agit d'un quartier d'habitat essentiellement, avec un parc uniquement composé de logements sociaux. Sa population est plutôt jeune, les familles monoparentales sont surreprésentées. Les retours de terrain font état d'un quartier dont les habitants ont une image plutôt positive et pour lequel ils souhaitent s'investir. Le thème de la sécurité apparaît moins problématique que dans la majeure partie des autres quartiers de la Métropole.

La dynamique démographique du quartier est plutôt à la baisse : entre 2013 et 2018, il a perdu une centaine d'habitants, dans un contexte de stabilité au niveau de la commune. Le nombre de logements occupés dans le groupe est pourtant plutôt en hausse.

Pauvreté :

Le taux de pauvreté a augmenté, passant de 46,1% à 47,8%

La pauvreté touche 47,8% des habitants du quartier en 2019, contre 46,1% en 2015. **Romain Rolland est l'un des quatre quartiers de la Métropole où le taux de pauvreté a augmenté.** Au niveau de la commune la valeur est restée stable (autour de 14,0%).

Revenus :

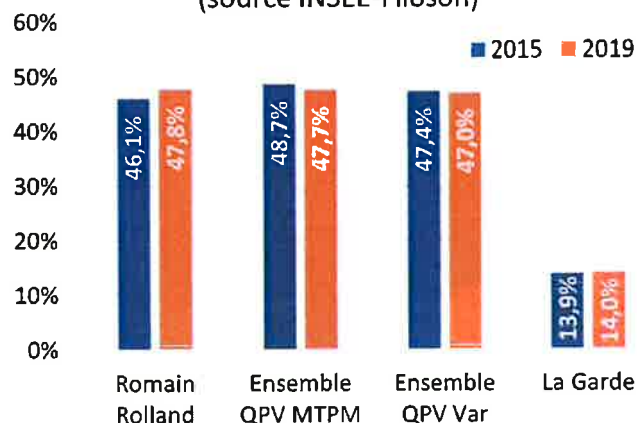
Le niveau de vie mensuel médian a augmenté, passant de 1 064€ à 1 099€ (valeur corrigée de l'inflation)

Le niveau de vie médian des habitants de Romain Rolland a progressé de 3% entre 2015 et 2019, passant de 1 064€ à 1 099€ (valeur corrigée de l'inflation). Cette augmentation est plus faible que celles mesurées au niveau de la commune (+6%) et de l'EPCI (+5%), où les niveaux de vie médians sont respectivement de 1 838€ et 1 769€. Il en va de même pour le premier décile de niveau de vie, c'est-à-dire le revenu au-dessous duquel se situent les 10% des personnes les plus pauvres. **Dans l'ensemble, l'écart de revenu entre Romain Rolland et son environnement s'est creusé.**

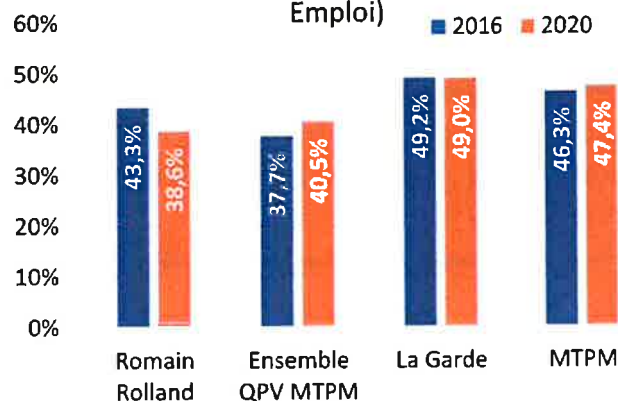
L'évolution plutôt défavorable des indicateurs de revenus ne s'accompagne pas d'une hausse marquée des effectifs d'allocataires de la CAF. Le nombre d'allocataires du RSA est passé de 132 à 123, dans un contexte de stabilité au niveau de la commune et de hausse assez nette pour la Métropole. Un allocataire de la CAF domicilié à Romain Rolland sur quatre touche le RSA, ce qui est nettement plus élevée que pour la Garde et l'PM (11,1% et 16,8%), mais inférieur à la moyenne pour l'ensemble des quartiers prioritaires de l'intercommunalité (26,7%). L'effectif d'allocataires du RSA a connu une hausse plus importante que la moyenne des QPV métropolitains (8% contre 6%), mais les volumes restent relativement faibles, 71 résidents de Romain Rolland percevant l'AAH au 31 décembre 2020.

UNE NETTE BAISSE DE LA DEMANDE D'EMPLOI

Evolution du taux de pauvreté
(source INSEE-Filosofi)



Evolution de la part des femmes dans
les DEFM catégorie A (source Pôle
Emploi)



RSA :

Le nombre
d'allocataires du
RSA a diminué,
passant de 132 à 123

En 2021, 426 habitants du quartier bénéficient de la Complémentaire santé solidaire (C2S) non participative, soit 36% des affiliés au régime général de l'Assurance maladie vivant à Romain Rolland. Ce taux de couverture est plus important que celui de la commune (8,3%), l'intercommunalité (11,3%) et la moyenne des quartiers prioritaires de MTPM (33,3%). Il a augmenté de 2,7 points en cinq ans, ce qui constitue une hausse importante (+0,9 points en moyenne dans les QPV de la Métropole).

C2S :

La proportion
de personnes
couvertes par
la C2S non
participative a
augmenté, passant
de 32,9% à 35,6%

Le nombre de demandes d'emploi de catégorie A a fortement baissé entre le 1^{er} semestre 2017 et le 1^{er} semestre 2021, passant de 137 à 96. Si, pour l'ensemble des QPV comme pour la commune et l'intercommunalité, la tendance est à la baisse, la diminution à Romain Rolland est particulièrement marquée. Elle ne s'accompagne par ailleurs pas d'un report important sur les autres catégories (+5,3% sur les catégories B et C, -30,3% sur les D et E).

Demandes d'emploi :

Le nombre de
DEFM de catégorie
A a diminué,
passant de 137 à 96

Le nombre de demandeuses d'emploi de catégorie A a également diminué. Cependant, les femmes sont moins représentées parmi les inscrits, leur proportion étant passée, dans cette catégorie A, de 43,3% à 38,6%. Si cette baisse reste modérée, elle survient dans un contexte de hausse de la part des femmes parmi les demandeurs d'emploi au niveau de la commune et de l'ensemble des QPV. Elle accentue aussi leur sous-représentation parmi les inscrits à Pôle Emploi résidant à Romain Rolland. La part des personnes de moins de 26 ans parmi les demandeurs d'emploi est passée de 20,6% à 15,8%, soit une baisse très marquée alors que la moyenne pour l'ensemble des QPV de la Métropole a augmenté. Les effectifs sont faibles (23 personnes en 2021), mais cette nette diminution interpelle également : comme pour les femmes, cette évolution traduit-elle une hausse du nombre de personnes en emploi ou est-elle le signe d'un renoncement plus fréquent ? Le quartier est également très concerné par les demandes d'emploi de longue durée : 50,3% des inscrits à Pôle Emploi le sont depuis un an ou plus (47,5% en moyenne dans les quartiers prioritaires de MTPM) et cette proportion est en hausse entre fin 2016 et fin 2020 (+8,2 points).

UNE BAISSSE IMPORTANTE DU TAUX DE PAUVRETÉ

Population (2018) : 2 022 habitants
Niveau de vie médian (2018) : 1 227€
Taux de pauvreté (2018) : 40,1%



Population :



Le nombre d'habitants est resté relativement stable, passant de 2 034 à 2 022

Pauvreté :



Le taux de pauvreté a diminué, passant de 46,2% à 40,1%

Revenus :



Le niveau de vie mensuel médian a augmenté, passant de 1 082€ à 1 227€ (valeur corrigée de l'inflation)

Le secteur prioritaire du centre-ville d'Hyères s'étend sur une superficie d'environ 8 hectares. Comme dans tous les autres centres-villes concernés par la géographie prioritaire, la densité commerciale est forte et les logements plutôt petits. Le peuplement apparaît plus diversifié que dans la majeure partie des autres quartiers prioritaires. Il y a moins d'enfants, davantage de personnes isolées, et les revenus sont très dispersés. Une population socialement aisée, attirée par le côté pittoresque du centre historique, s'est installée ces dernières années dans la partie haute du quartier. La partie basse concentre des ménages en grande précarité. Le secteur est pour beaucoup un lieu de passage, ce qui nuit quelque peu au sentiment d'appartenance.

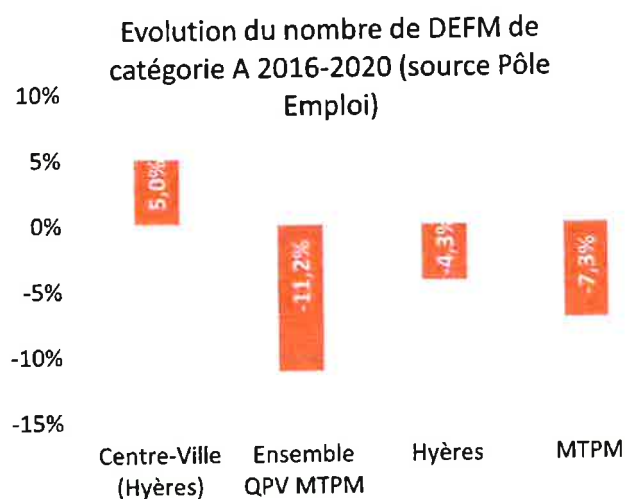
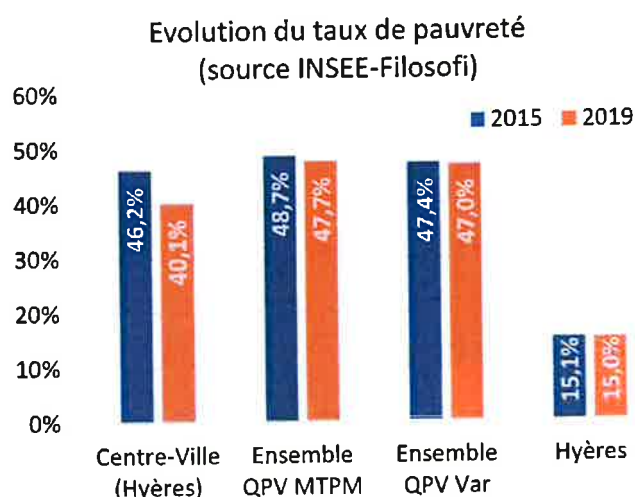
La dynamique démographique du quartier est stable : entre 2013 et 2018, la population est restée d'environ 2 000 personnes, dans un contexte de légère baisse au niveau de la commune.

Le taux de pauvreté du quartier est de 40,1% en 2019, contre 46,2% en 2015. Il s'agit de la baisse la plus importante mesurée parmi les quartiers prioritaires de la Métropole. **Le centre-ville d'Hyères est ainsi le QPV de l'intercommunalité ayant la proportion de personnes en situation de pauvreté la plus faible.**

Le niveau de vie mensuel médian est de 1 227€ en 2019 (valeur corrigée de l'inflation), contre 1 082€ en 2015. Il s'agit de la valeur la plus importante parmi les treize quartiers prioritaires de Toulon Provence Méditerranée. **Si le premier décile de niveau de vie** (revenu au-dessous duquel se situent les 10% des personnes les plus pauvres) **a également connu une nette augmentation**, il reste cependant relativement faible (655€) par rapport aux valeurs des autres QPV, démontrant ainsi la persistance de poches de grande pauvreté dans le quartier.

Centre-ville (Hyères)

LE NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI EN HAUSSE

**RSA :**

Le nombre d'allocataires du RSA a diminué, passant de 264 à 243

Le quartier compte 243 allocataires du RSA fin 2020, soit un nombre en baisse par rapport à 2015 (-21 personnes). Parmi l'ensemble des allocataires de la CAF, 27,8% perçoivent le RSA, ce qui est plutôt élevé (26,7% pour l'ensemble des quartiers prioritaires, 16,0% pour la commune). Si la proportion d'allocataires de l'AAH est en revanche plutôt faible, elle a légèrement augmenté entre 2015 et 2020, dans un contexte de baisse.

Une personne sur quatre affiliées au régime général de l'Assurance maladie est couverte par la Complémentaire santé solidaire non participative. La valeur est restée stable entre 2016 et 2021. Si cette proportion est forte par rapport à celle pour Hyères (8,5%), elle est cependant nettement inférieure à la moyenne pour l'ensemble des quartiers prioritaires de la Métropole (33,3%).

C2S :

La proportion de personnes couvertes par la C2S non participative est restée stable, passant de 25,3% à 25,4%

Le nombre de demandes d'emploi de catégorie A a augmenté entre le 1^{er} semestre 2017 et le 1^{er} semestre 2021, passant de 257 à 270. Cette hausse, de l'ordre de 5,0%, intervient dans un contexte de diminution des DEFM de catégorie A, tant au niveau de la commune d'Hyères (-4,3%) qu'à celui de l'ensemble des quartiers prioritaires de la Métropole (-11,2%). La hausse a particulièrement concerné les femmes : le nombre de demandeuses d'emploi dans la catégorie A a progressé de 19,4%, alors que la tendance globale est à la baisse. Il est néanmoins impossible de savoir s'il s'agit majoritairement de personnes inscrites à Pôle Emploi alors qu'elles ne l'étaient pas auparavant, ou de personnes ayant perdu leur emploi. La proportion de personnes de moins de 26 ans parmi les demandeurs d'emploi est assez faible (15,5%). Elle a peu évolué entre 2017 et 2021.

Demandes d'emploi :

Le nombre de DEFM de catégorie A a augmenté, passant de 257 à 270

Le nombre de demandes de catégorie B ou C a légèrement augmenté (de 113 à 117), tandis que celui des catégories D ou E a diminué (de 58 à 53).

Le poids des demandes d'emploi de longue durée (un an ou plus) est relativement faible (41,9%). Néanmoins, leur nombre a fortement augmenté entre fin 2016 et fin 2020 (+10,3%), même si ce rythme de hausse correspond à la tendance hyéroise sur la période.

Val des Rougières (Hyères)

UN QUARTIER DONT LA SITUATION SEMBLE S'ÊTRE DÉGRADÉE

Population (2018) : 2 100 habitants
Niveau de vie médian (2018) : 1 088€
Taux de pauvreté (2018) : 49,3%



Population :

Le nombre d'habitants a diminué, passant de 2 361 à 2 100

Le quartier prioritaire Val des Rougières se situe à flanc de colline au nord-est d'Hyères, à environ deux kilomètres du centre de la commune. Il s'étend sur une superficie de 13 hectares. Il s'agit d'un quartier composé presque exclusivement de logements sociaux. La population est plutôt jeune, les familles monoparentales et les grands ménages sont surreprésentés. Les revenus sont faibles et peu dispersés. La part des adultes sans diplôme est importante. Même si le sentiment d'appartenance est fort, les habitants ont une opinion plutôt négative de leur quartier, enclavé et mal desservi. Des problématiques plus ou moins lourdes (stationnement, propreté, violence) s'additionnent les unes aux autres et nuisent à l'image que le quartier donne à l'extérieur.

Pauvreté :

Le taux de pauvreté a diminué, passant de 46,1% à 49,3%

Le quartier a perdu près de 300 habitants entre 2013 et 2018, sa population étant passée de 2 361 personnes à 2 100, soit une diminution de 11,1%. Il s'agit de la **seconde perte de population la plus importante parmi les quartiers prioritaires de MTPM, après Pontcarral (-15,5%)**. Le nombre de logements vacants a fortement augmenté, passant de 35 à 127.

Revenus :

Le niveau de vie mensuel médian est resté stable, passant de 1 080€ à 1 088€ (valeur corrigée de l'inflation)

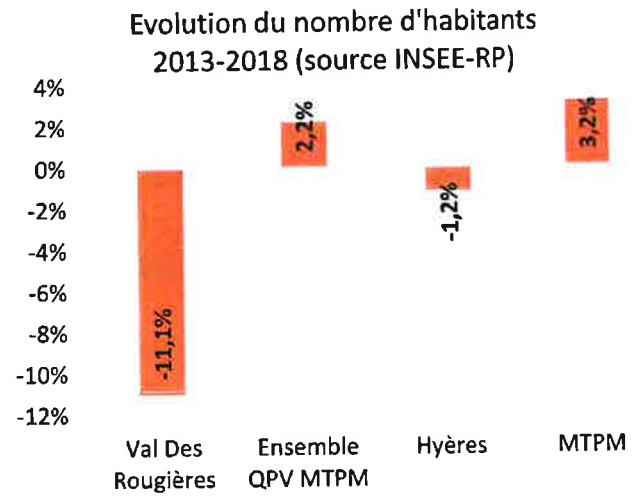
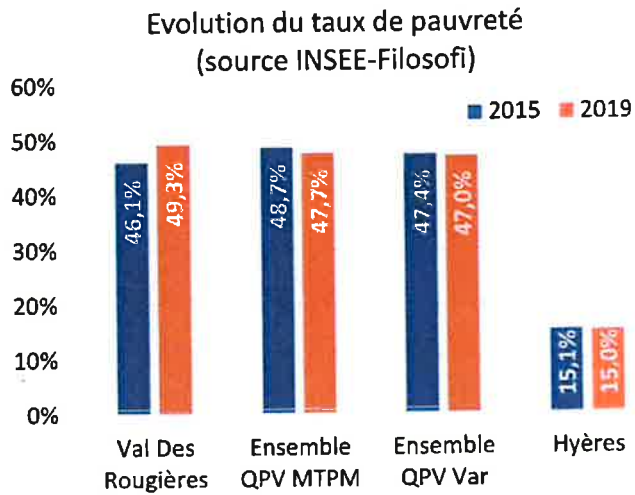
Le taux de pauvreté du quartier a augmenté, passant de 46,1% en 2015 à 49,3% en 2019 (+3,2 points). Dans l'ensemble dans les quartiers prioritaires, la tendance est à la baisse (-1,1 point). La Florane est le seul quartier à avoir connu une hausse plus importante (+8,9 points). Le niveau de vie médian, une fois corrigé de l'inflation est resté plus ou moins stable, passant de 1 080€ à 1 088€. La valeur pour Hyères est de 1 797€ en 2019, ayant gagné 5% en cinq ans (+70€). **L'écart entre le quartier et son environnement, déjà important au début du Contrat de Ville, semble s'être accentué.**

Du fait de problèmes de géoréférencement, les données sur les allocataires de la CAF et les bénéficiaires de la Complémentaire santé solidaire sont indisponibles.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A est passé de 167 à 161 entre le premier semestre 2017 et le premier semestre 2021. Cette baisse (-3,6%) est plutôt faible compte tenu de l'évolution pour l'ensemble des quartiers prioritaires (-11,2%). Les effectifs des demandeurs des autres catégories ont également diminué, même si les volumes sont faibles et rendent l'évolution peu significative. Il en va de même pour les demandeurs âgés de moins de 26 ans, dont le nombre est passé de 39 à 34, dans un contexte de hausse dans les quartiers prioritaires métropolitains.

Val des Rougières (Hyères)

UNE IMPORTANTE BAISSÉ DE POPULATION



Berthe (La Seyne-sur-Mer)

UNE ÉVOLUTION PLUTÔT FAVORABLE DES INDICATEURS DE PAUVRETÉ MONÉTAIRE

Population (2018) : 9 117 habitants
Niveau de vie médian (2018) : 1 095€
Taux de pauvreté (2018) : 49,3%



Population :

Le nombre d'habitants a diminué, passant de 9 334 à 9 117

Le quartier prioritaire Berthe se situe au nord de La Seyne-sur-Mer, s'étendant sur une superficie de 65 hectares. Il s'agit d'un quartier de logements essentiellement sociaux. Le premier groupe a été construit au début des années 1960, et différents bâtiments ont été construits jusque dans les années 1990. Des réhabilitations ont également eu lieu. La population se caractérise par une forte proportion de ménages avec enfants et, en conséquence, par une surreprésentation des moins de vingt ans. Le Projet de Rénovation Urbaine mené depuis 2006 a permis au quartier de considérablement évoluer, avec une intervention massive permettant de faire évoluer durablement son image et de le repositionner au sein de la Métropole. Malgré cette restructuration, des problématiques sociales persistent.

Pauvreté :

Le taux de pauvreté a diminué, passant de 49,9% à 49,3%

Le quartier a perdu 200 habitants entre 2013 et 2018, sa population étant passée de 9 334 à 9 117 personnes. Cette diminution (-2,3%) est proche de celle mesurée à l'échelle de la commune. Elle s'explique en partie par la diminution du nombre de logements dans le quartier du fait de destructions, mais aussi par une hausse de la vacance.

Revenus :

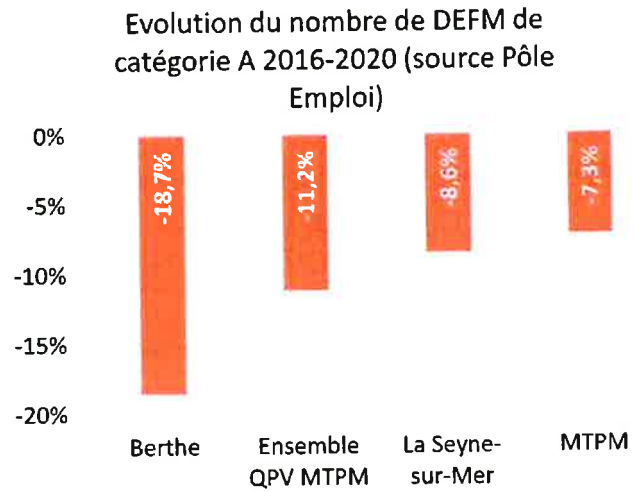
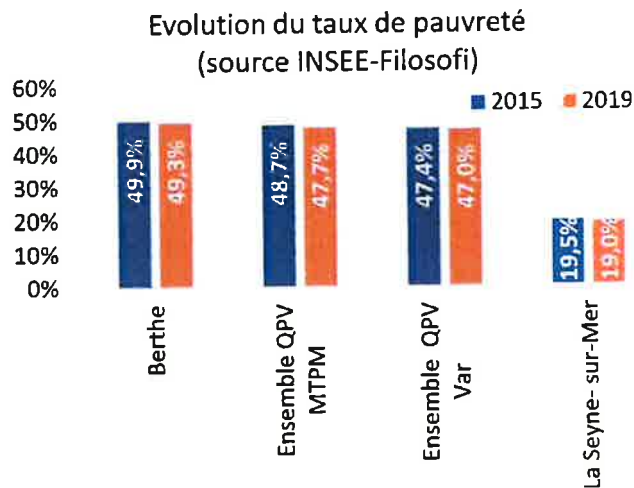
Le niveau de vie mensuel médian a augmenté, passant de 1 029€ à 1 095€ (valeur corrigée de l'inflation)

Le taux de pauvreté du quartier a légèrement diminué, passant de 49,9% en 2015 à 49,3% en 2019. La valeur reste cependant plus élevée que la moyenne pour les quartiers prioritaires de MTPM (47,7%). Le niveau de vie médian a connu une augmentation proche de celle mesurée au niveau de la commune (+6,5%) et dans la moyenne des autres quartiers prioritaires. Le premier décile de niveau de vie a connu une augmentation importante (+11,3%), même s'il reste très bas (707€). Les ménages les plus pauvres du quartier ont donc des revenus moins faibles et moins éloignés du niveau de vie médian qu'auparavant.

Le quartier se caractérise par une forte proportion de titulaires de l'allocation adulte handicapé : ainsi, 15,9% des allocataires CAF perçoivent l'AAH. Il s'agit de la proportion la plus élevée parmi les quartiers prioritaires, même si elle a légèrement diminué entre 2015 et 2020 (-0,5 point). Il en va de même de la part des allocataires du RSA, passée de 30,3% à 25,4%.

Berthe (La Seyne-sur-Mer)

LE NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI EN NETTE DIMINUTION



RSA :

Une personne affiliée à l'Assurance maladie sur trois est couverte par la Complémentaire santé solidaire non participative. Ce taux de couverture a connu une hausse plutôt importante entre 2016 et 2021 (+2 points).

Le nombre d'allocataires du RSA a diminué, passant de 759 à 721

C2S :

Le nombre de demandes d'emploi de catégorie A a diminué de façon très nette, passant de 868 au premier semestre 2017 à 706 au premier semestre 2021. La perte de population du quartier explique, au moins en partie, cette évolution. Si la tendance est à la baisse dans les quartiers prioritaires de MTPM (-11,2% en moyenne) comme pour La Seyne-sur-Mer (-8,6%), ces diminutions sont moins importantes que celle mesurée à Berthe (-18,7%). Il ne s'agit pas de report vers d'autres catégories de demandes d'emploi : en effet, les effectifs relevant des catégories B, C, D et E ont également diminué. Il est toutefois impossible de savoir si cette baisse du nombre de demandeurs correspond majoritairement à des sorties vers l'emploi ou non.

La proportion de personnes couvertes par la C2S non participative a augmenté, passant de 31,4% à 33,3%

Les femmes constituent 41,9% des demandeurs d'emploi de catégorie A, ce qui est plus élevé que la moyenne pour l'ensemble des quartiers prioritaires métropolitains (40,5%). L'effectif de femmes dans la catégorie a cependant diminué fortement (-22,7%). La proportion de demandeurs d'emploi de moins de 26 ans est de 16,8%, soit une valeur équivalente à la moyenne pour l'ensemble des quartiers prioritaires de la Métropole. La part des demandeurs d'emploi de longue durée est en revanche importante : 51,4% des résidents de Berthe inscrits à Pôle Emploi le sont depuis un an ou plus. La moyenne est de 47,5% pour les quartiers prioritaires de la Métropole et de 46,0% pour la Seyne-sur-Mer. La proportion dans le quartier a augmenté de 10 points entre 2016 et 2020.

Demandes d'emploi :

Le nombre de DEFM de catégorie A a diminué, passant de 868 à 706

Centre-ville (La Seyne-sur-Mer)

UNE BAISSSE DE POPULATION ASSEZ IMPORTANTE

Population (2018) : 2 867 habitants
 Niveau de vie médian (2018) : 1 171€
 Taux de pauvreté (2018) : 41,9%

**Population :**

Le nombre d'habitants a diminué, passant de 3 080 à 2 867

Pauvreté :

Le taux de pauvreté a diminué, passant de 42,3% à 41,9%

Revenus :

Le niveau de vie mensuel médian a augmenté, passant de 1 129€ à 1 171€ (valeur corrigée de l'inflation)

Le secteur prioritaire du centre-ville de La Seyne-sur-Mer s'étend sur 16 hectares. Comme dans tous les autres centres-villes concernés par la géographie prioritaire, le nombre de locaux commerciaux est grand et les logements plutôt petits. La problématique de logement indigne se pose, entraînant notamment un fort niveau de vacance. Malgré sa situation privilégiée au sud-ouest de la Rade de Toulon et en dépit de quelques investissements importants ainsi que d'une mobilisation associative forte ces dernières années, le centre-ville de La Seyne souffre d'un déficit d'attractivité et pâtit d'un certain sentiment d'abandon : beaucoup de commerces sont fermés et une offre massive de logements neufs s'est développée aux portes du quartier, créant un effet d'aspiration de ménages qui auraient pu s'installer dans le centre. L'inscription en quartier d'intérêt régional en NPNRU s'intègre à la stratégie globale de reconquête du centre ancien, afin de lui permettre de retrouver sa fonction de centralité en particulier.

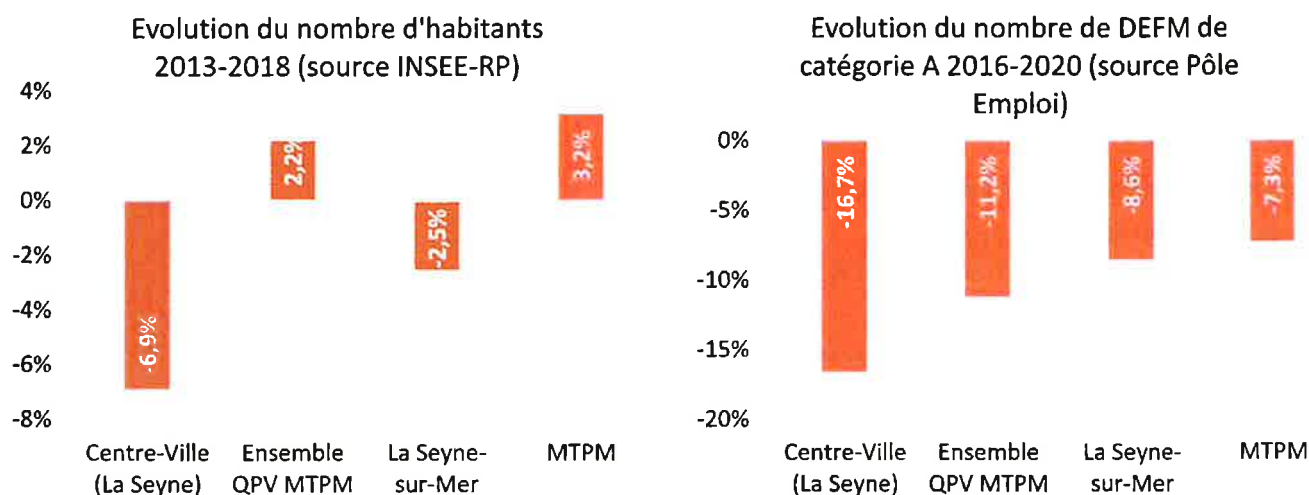
Le périmètre a vu son nombre d'habitants diminuer entre 2013 et 2018, passant de 3 080 à 2 867. Cela correspond à une perte de 6,9% de la population du quartier, la baisse étant de 2,5% pour l'ensemble de la commune.

Le taux de pauvreté du quartier a légèrement diminué, passant de 42,3% en 2015 à 41,9% en 2019. La valeur demeure plutôt faible par rapport à la moyenne pour les quartiers prioritaires de la Métropole (47,7%), même si le taux de pauvreté de l'ensemble de La Seyne-sur-Mer est beaucoup plus faible (19,0%). Le niveau de vie médian a progressé dans le périmètre, passant de 1 129€ à 1 171€. Cette hausse, de 4,9%, est cependant plus faible que celle mesurée pour la commune et l'intercommunalité (7,1% et 6,5%). Le premier décile de niveau de vie, revenu sous lequel se situent les 10% des personnes les plus pauvres a en revanche augmenté au même rythme dans le centre-ville et dans l'ensemble de La Seyne-sur-Mer (8,8%). Dans l'ensemble, il n'y a pas d'évolution particulièrement notable des indicateurs de pauvreté monétaire.

Le quartier se caractérise par une forte proportion de titulaires de l'allocation adulte handicapé : ainsi, près de 16% des allocataires CAF perçoivent l'AAH. Il s'agit de la seconde proportion la plus élevée parmi les quartiers prioritaires après Berthe. La valeur a augmenté entre 2015 et 2020 (+1,7 point), le nombre d'allocataires de l'AAH étant passé de 211 à 246. Par ailleurs, 28,0% des allocataires CAF perçoivent le RSA, une part en baisse assez nette (-5,4 points). Le nombre d'allocataires du RSA a diminué de 13,3% dans le quartier.

Centre-ville (La Seyne-sur-Mer)

LE NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A EN FORTE DIMINUTION



RSA :

Le nombre d'allocataires du RSA a diminué, passant de 511 à 443

Près de 30% des personnes affiliées au régime général de l'Assurance maladie sont couvertes par la C2S non participative (ex-CMIUc). Il s'agit d'une proportion plutôt faible, la moyenne étant de 33,3% pour les quartiers prioritaires. L'effectif et la proportion des personnes bénéficiant de la C2S non participative est en baisse entre 2016 et 2021.

C2S :

La proportion de personnes couvertes par la C2S non participative a diminué, passant de 30,3% à 29,9%

Le nombre de demandes d'emploi de catégorie A a diminué, passant de 511 à 443. Il s'agit d'une baisse importante (-16,7%), plus accentuée que celle mesurée pour la commune (-8,6%) ou l'ensemble des quartiers prioritaires (-11,2%). Le nombre de demandes de catégorie B ou C a également diminué (-0,9%) dans un contexte de hausse, au niveau de la commune, de l'intercommunalité et de l'ensemble des QPV métropolitains. Dans une certaine mesure, ces baisses ont occasionné des reports sur les catégories D et E : le nombre de demandes en relevant est passé de 63 à 82. Si ces volumes sont plutôt faibles, il s'agit néanmoins de la plus forte hausse mesurée (+29,4%) parmi les treize quartiers prioritaires de Toulon Provence Méditerranée.

Demandes d'emploi :

Le nombre de DEFM de catégorie A a diminué, passant de 465 à 388

Quatre demandeurs d'emploi de catégorie A sur dix sont des femmes : cette proportion est la même pour l'ensemble des quartiers prioritaires, mais elle est inférieure à celle de la commune (47,0%). Elle a augmenté de deux points entre 2015 et 2020 dans le centre-ville de La Seyne-sur-Mer. La part des demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus est faible dans le quartier (41,7%) et a légèrement augmenté (+1,4 point) dans un contexte de hausse plus nette, tant au niveau des quartiers prioritaires que de la commune. Enfin, 17,5% des demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C ont moins de 26 ans. Cette part a gagné 1 point entre 2017 et 2021.

La Beaucaire (Toulon)

UN TAUX DE PAUVRETÉ ÉLEVÉ ET RESTÉ STABLE

Population (2018) : 4 154 habitants
 Niveau de vie médian (2018) : 1 061 €
 Taux de pauvreté (2018) : 52,6%



Population :



Le nombre d'habitants a augmenté, passant de 4 016 à 4 154

Pauvreté :



Le taux de pauvreté est resté stable, à 52,6%

Revenus :



Le niveau de vie mensuel médian a augmenté, passant de 1 004 € à 1 061 € (valeur corrigée de l'inflation)

Le quartier prioritaire de La Beaucaire se trouve à l'ouest de Toulon, à environ cinq kilomètres du centre-ville. Il correspond essentiellement à un groupe de logements sociaux bâti à la fin des années 1960 dans une zone boisée et vallonnée. Il s'étend sur une superficie de 24 hectares. La population se caractérise par une surreprésentation des familles monoparentales et des femmes. La proportion de moins de quinze ans est élevée. Près d'un habitant sur deux vit sous le seuil de pauvreté et les problématiques de non-emploi et de sous-emploi apparaissent importantes. Même si La Beaucaire est assez bien dotée en services de proximité, il s'agit d'un quartier d'habitat avant tout. S'il y a un sentiment d'appartenance assez fort, le quartier pâtit tout de même d'un climat d'insécurité, qui touche surtout les bâtiments les plus hauts du groupe.

La dynamique démographique du quartier est à la hausse : entre 2013 et 2018, le nombre d'habitants est passé de 4 016 à 4 154. Il s'agit du troisième quartier prioritaire le plus peuplé de la Métropole. La vacance, déjà très faible, a diminué entre 2015 et 2021.

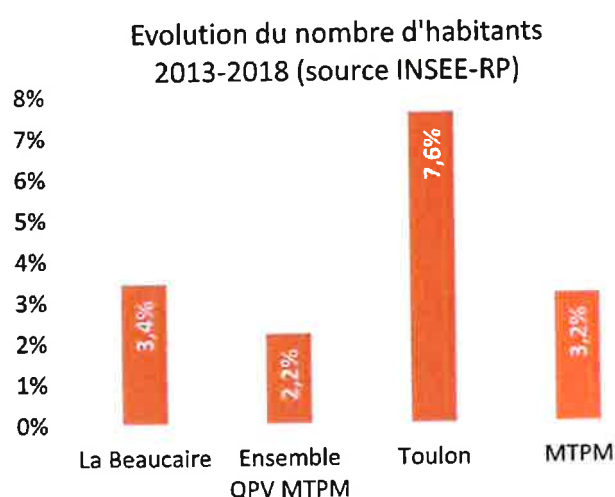
Le taux de pauvreté du quartier est de 52,6%, en 2015 comme en 2019, malgré une tendance à la baisse au niveau de la commune comme des QPV métropolitains. Cette proportion est la troisième la plus élevée parmi les quartiers prioritaires de MTPM, derrière Sainte-Musse et Pontcarraf.

Le niveau de vie mensuel médian est de 1 061 € en 2019 (valeur corrigée de l'inflation), contre 1 004 € en 2015. La progression (+5,6%) est plus marquée que ce qui est mesuré pour Toulon et l'intercommunalité. Le premier et le neuvième déciles de niveau de vie ont également progressé plus fortement que pour les référents de comparaison.

Parmi les allocataires CAF, 76,8% perçoivent une allocation logement. Il s'agit d'une proportion élevée (73,6% en moyenne dans les QPV de MTPM), malgré une nette baisse entre fin 2015 et fin 2020 (-5,9 points). Si la part des allocataires du RSA est également en baisse (de 34,1% à 30,8%), les effectifs ont cependant augmenté. Le nombre de personnes percevant l'AAH a fortement augmenté (de 189 à 222) et la proportion est restée stable, autour de 15%.

La Beaucaire (Toulon)

LE NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI DE CATÉGORIE A EN NETTE BAISSE



RSA :

Le nombre
d'allocataires du
RSA a augmenté,
passant de 450 à
471

Le taux de couverture par la C2S non participative est important : 42,0% des personnes affiliées au régime général de l'Assurance maladie sont concernées, contre 33,3% en moyenne dans les quartiers prioritaires de la Métropole. La proportion a augmenté de 1,6 point entre 2016 et 2021.

C2S :

La proportion
de personnes
couvertes par
la C2S non
participative a
augmenté, passant
de 40,4% à 42,0%

Le nombre de demandes d'emploi de catégorie A a nettement diminué entre le 1^{er} semestre 2017 et le 1^{er} semestre 2021, passant de 404 à 339. Il s'agit d'une baisse marquée, de 16,1% alors que la baisse pour l'ensemble des quartiers prioritaires de Toulon Provence Méditerranée est de 11,2%. Elle s'accompagne d'une forte hausse du nombre de demandes de catégorie B ou C, passé de 157 à 193, hausse la plus importante mesurée parmi les treize QPV. La diminution sur les catégories D et E est marquée (de 72 à 50 DEFM), malgré des volumes faibles.

Demandes
d'emploi :

Le nombre de
DEFM de catégorie
A a diminué,
passant de 404 à
339

Les femmes sont surreprésentées parmi les inscrits à Pôle Emploi : elles constituent 46,1% des demandeurs d'emploi de catégorie A, contre 40,5% en moyenne dans les QPV et 46,4% pour Toulon dans son ensemble. La proportion de femmes parmi les demandeurs d'emploi de La Beaucaire est en hausse entre 2016 et 2020 (+1,6 point). Les personnes de moins de 26 ans sont en revanche sous-représentées : elles constituent 14,8% des demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C (15,9% en moyenne à Toulon). Surtout, la baisse d'effectif sur cette tranche d'âges (de 90 à 79 personnes) est importante, dans un contexte de hausse au niveau de la commune comme des quartiers prioritaires en général. La part des demandeurs d'emploi de longue durée est importante : 49,1% des inscrits le sont depuis un an ou plus, contre 47,5% en moyenne dans les quartiers prioritaires métropolitains et 46,4% pour Toulon. Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée a nettement augmenté à La Beaucaire, passant de 223 à 268.

La Florane (Toulon)

UNE FORTE HAUSSE DU TAUX DE PAUVRETÉ

Population (2018) : 2 286 habitants
Niveau de vie médian (2018) : 1 106€
Taux de pauvreté (2018) : 46,8%



Population :

Le nombre d'habitants a augmenté, passant de 2 109 à 2 286

Le quartier de La Florane se trouve à l'ouest de Toulon, à environ cinq kilomètres du centre-ville. Il s'étend sur une superficie de 11 hectares. La majorité des logements se trouve dans les groupes sociaux La Florane et La Florane extension, datant des années 1970 et gérés par Toulon Habitat Méditerranée. La population se caractérise par sa jeunesse (forte proportion de moins de quinze ans), ainsi que par la surreprésentation des familles monoparentales et des femmes. La population apparaît stable, avec un nombre assez important de ménages installés depuis longtemps. Malgré sa situation géographique particulière, le quartier n'apparaît pas enclavé : la proximité de secteurs d'habitat individuel et la présence de petits commerces assure une certaine mixité sociale dans le périmètre vécu.

Pauvreté :

Le taux de pauvreté a augmenté, passant de 37,9% à 46,8%

La dynamique démographique du quartier est à la hausse : entre 2013 et 2018, le nombre d'habitants est passé de 2 109 à 2 286. Cela correspond à une croissance démographique de 8,4%, supérieure à celle mesurée pour Toulon (7,6%). La vacance étant par ailleurs en hausse (de 2 à 6% entre 2015 et 2021), le quartier semble accueillir davantage de familles que par le passé.

Le taux de pauvreté du quartier est de 46,8%. La valeur demeure inférieure à la moyenne pour les quartiers prioritaires métropolitains (47,7%), mais elle a très fortement augmenté entre 2015 et 2019, gagnant près de 9 points. Il s'agit de l'augmentation la plus forte parmi les treize QPV de MTPM.

Revenus :

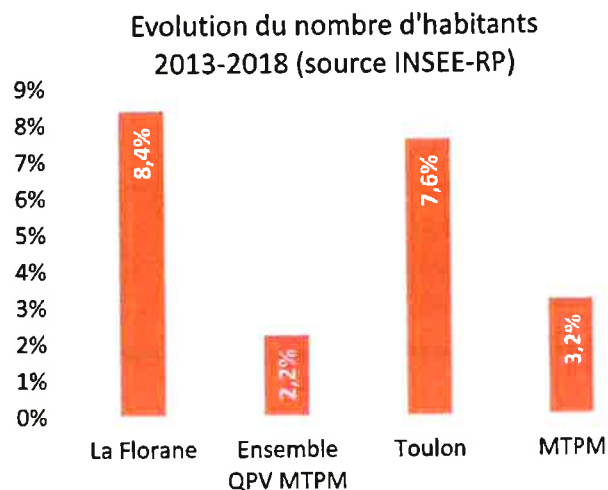
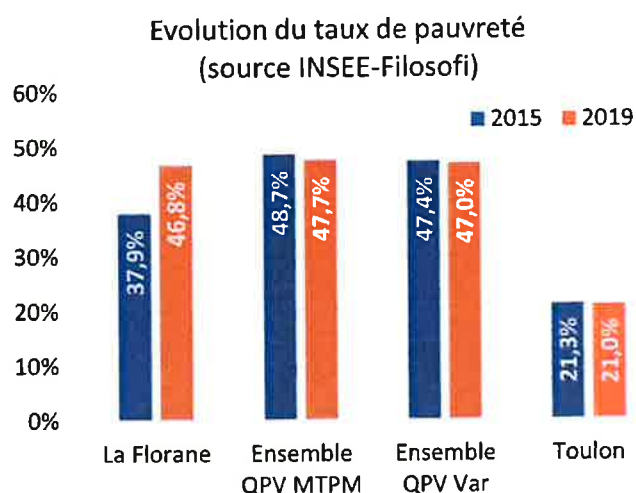
Le niveau de vie mensuel médian a augmenté, passant de 1 092€ à 1 106 € (valeur corrigée de l'inflation)

Le niveau de vie mensuel médian est de 1 061€ en 2019 (valeur corrigée de l'inflation). Il a progressé d'1,2% depuis 2015, ce qui est faible dans le contexte de la commune (+4,7%) et de l'intercommunalité (+5,3%). Le premier decile de niveau de vie a en revanche augmenté de manière nette (+8,7%).

Fin 2020, près de 27% des allocataires de la CAF perçoivent le RSA. Il s'agit d'une valeur très proche de la moyenne pour l'ensemble des quartiers prioritaires de la Métropole. Cependant, cette part est en forte hausse (+1,8 point) dans un contexte de nette baisse dans les QPV (-5,3 points) et pour la commune (-3,4 points). Le nombre d'allocataires du RSA est pourtant resté stable (passant de 157 à 158), mais le nombre de personnes allocataires de la CAF a diminué (de 539 à 591). La part des personnes percevant l'AAH parmi les allocataires de la CAF est assez élevée (13,7%), mais leur effectif est en nette baisse (-10,0%), dans un contexte de hausse, tant au niveau des quartiers prioritaires de la Métropole que de la commune.

La Florane (Toulon)

UNE FORTE CROISSANCE DE POPULATION



RSA :



Le nombre
d'allocataires
du RSA est resté
stable, passant de
158 à 157

Parmi les personnes affiliées au régime général de l'Assurance maladie, 34,4% sont couvertes par la Complémentaire santé solidaire non participative. Cette proportion est supérieure à la moyenne pour l'ensemble des quartiers prioritaires (33,3%) et est en forte augmentation (+3,6 points).

Du fait de problèmes de géoréférencement, les données sur les demandeurs d'emploi ne sont pas disponibles.

C2S :



La proportion
de personnes
couvertes par
la C2S non
participative a
augmenté, passant
de 30,8% à 34,4%

Pontcarral (Toulon)

UNE TRÈS FORTE PAUVRETÉ MONÉTAIRE, MALGRÉ DES AMÉLIORATIONS NOTABLES

Population (2018) : 1 099 habitants
 Niveau de vie médian (2018) : 982€
 Taux de pauvreté (2018) : 61,9%

**Population :**

Le nombre d'habitants a diminué, passant de 1 301 à 1 099

Pauvreté :

Le taux de pauvreté a diminué, passant de 67,5% à 61,9%

Revenus :

Le niveau de vie mensuel médian a augmenté, passant de 862€ à 982€ (valeur corrigée de l'inflation)

Le secteur prioritaire du quartier Pontcarral se trouve à l'ouest de Toulon, à trois kilomètres du centre-ville. Il s'étend sur une superficie de 4 hectares et est ainsi le plus petit quartier prioritaire du Var. Le périmètre correspond essentiellement à la copropriété Pontcarral, ainsi qu'à la barre HLM de La Chapelle. La première a été construite dans les années 1960 et regroupe la majorité des habitants du secteur. Du fait de la dévalorisation importante des biens sur le marché immobilier au fil des années, la copropriété se compose de logements sociaux de fait. Le quartier concentre des populations en très grande difficulté, avec une proportion d'actifs occupés particulièrement faible. La population est très jeune : il y a près de quatre personnes âgées de moins de vingt ans pour une personne de soixante ans ou plus.

Le quartier a perdu 200 habitants entre 2013 et 2018, sa population étant passée de 1 301 à 1 099 personnes. Cette diminution marquée (-15,5%) survient dans un contexte de croissance démographique soutenue à Toulon (+7,6%). Une vacance en hausse (de 6,7 à 11,8% des logements) semble être l'une des causes de cette baisse de population. Pontcarral est le quartier prioritaire le moins peuplé de la Métropole en 2018.

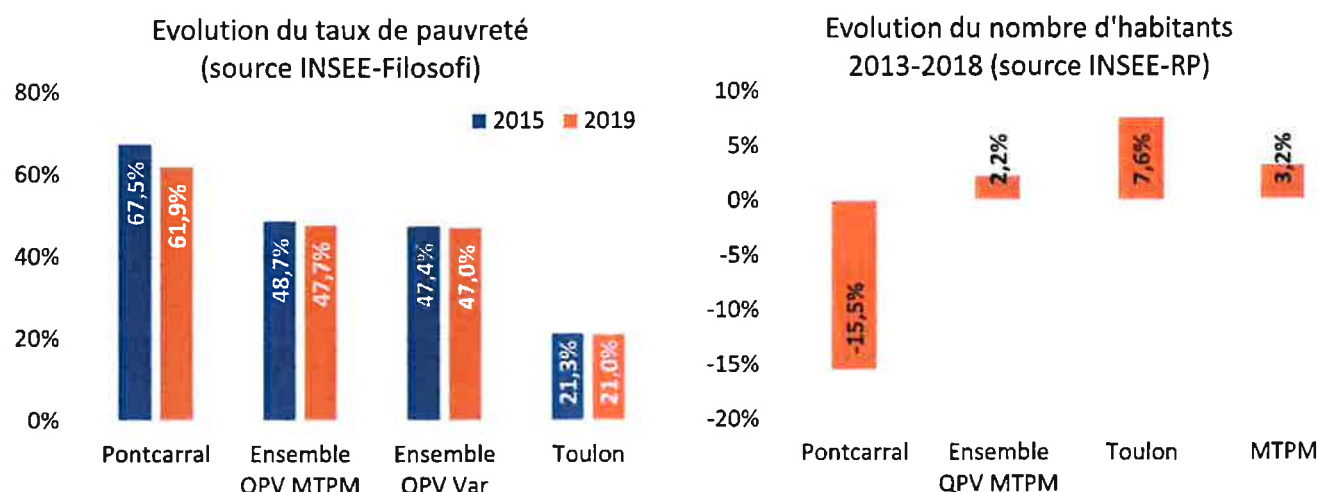
Le taux de pauvreté du quartier a nettement diminué, passant de 67,5% en 2015 à 61,9% en 2019. La valeur est cependant nettement plus élevée que la moyenne pour les quartiers prioritaires de MTPM (47,7%) et Pontcarral reste l'un des trente QPV les plus pauvres de France.

Le niveau de vie médian a connu une très forte augmentation, passant de 862€ à 982€. La valeur mesurée à Pontcarral reste cependant la plus faible parmi les treize quartiers prioritaires de Toulon Provence Méditerranée, il en va de même pour le premier decile de niveau de vie, en forte hausse également.

Parmi les allocataires de la CAF, 41,7% perçoivent le RSA. Il s'agit de la proportion la plus élevée parmi les QPV de MTPM, en hausse d'un point entre 2015 et 2020 malgré un effectif stable. La part des allocataires de l'AAH est en revanche stable (10,5%) et faible compte tenu de la moyenne pour l'ensemble des quartiers prioritaires métropolitains (13,4%). La proportion d'allocataires CAF percevant une allocation logement est également plutôt faible (66,3%).

Pontcarral (Toulon)

UNE IMPORTANTE PERTE DE POPULATION



RSA :



Le nombre d'allocataires du RSA est resté stable, passant de 113 à 115

C2S :



La proportion de personnes couvertes par la C2S non participative a augmenté, passant de 40,6% à 48,2%

Demandes d'emploi :



Le nombre de DEFM de catégorie A a diminué, passant de 93 à 79

Parmi les personnes affiliées au régime général de l'Assurance maladie, 48,2% sont couvertes par la C2S non participative. Il s'agit du taux de couverture le plus élevé parmi les quartiers prioritaires de MTPM. Il a fortement augmenté entre 2016 et 2021 (+7,6 points).

Le nombre de demandes d'emploi de catégorie A a diminué de façon nette, passant de 93 au premier semestre 2017 à 79 au premier semestre 2021. Il s'agit d'une baisse assez importante (-14,6%) au regard de la moyenne pour les quartiers prioritaires métropolitains (-11,2%). Le nombre de demandes de catégorie B ou C est également en diminution, même si les faibles volumes (autour d'une trentaine de demandeurs) rendent l'évolution peu significative.

Les femmes constituent 36,3% des demandeurs d'emploi de catégorie A et apparaissent donc sous-représentées parmi les inscrits à Pôle Emploi. En effet, 40,5% des demandeurs de la catégorie sont des femmes dans les quartiers prioritaires de Toulon Provence Méditerranée, la proportion étant de 46,8% pour Toulon dans son ensemble. Les moins de 26 ans sont en revanche surreprésentés parmi les demandeurs d'emploi (19,6% dans les catégories A, B et C contre 16,8% en moyenne pour l'ensemble des quartiers prioritaires) et leur proportion est en hausse. Si la part des demandeurs d'emploi de longue durée est inférieure à la moyenne des treize QPV (45,9% contre 47,5%), la valeur a fortement augmenté entre fin 2016 et fin 2020 (+14,6 points). Le nombre de résidents de Pontcarral inscrits à Pôle Emploi depuis un an ou plus est passé de 40 à 50 durant la période.

UNE FORTE CROISSANCE DU NOMBRE D'HABITANTS

Population (2018) : 3 552 habitants
Niveau de vie médian (2018) : 1 191€
Taux de pauvreté (2018) : 41,4%



Population :

Le nombre d'habitants a diminué, passant de 3 015 à 3 552

Le quartier prioritaire Pont-du-Las - Rodeilhac se trouve à l'ouest de Toulon, à environ deux kilomètres du centre-ville. Il s'étend sur une superficie de 13 hectares. Le tissu urbain y est dense, les logements de petite taille et majoritairement en copropriété. Le périmètre correspond au regroupement de deux sous-secteurs : la partie prioritaire du Pont-du-Las au sud et le groupe HLM Rodeilhac au nord. La population se distingue par une proportion importante de personnes âgées pour un quartier prioritaire de la Métropole. Cette caractéristique joue un rôle évident dans la structure socioéconomique du secteur : les personnes vivant seules sont surreprésentées, le domaine de l'action sociale et de la santé humaine est important dans le tissu économique. L'évolution du nombre d'allocataires des minimas sociaux semble indiquer une dégradation de la situation ces dernières années.

Pauvreté :

Le taux de pauvreté a augmenté, passant de 39,6% à 41,4%

Le quartier a gagné plus de 500 habitants entre 2013 et 2018. Cette augmentation de population, de l'ordre de 17,8%, est la plus importante mesurée parmi les treize quartiers prioritaires de MTPM. Le nombre de logements occupés est pourtant resté stable entre 2015 et 2021 (autour de 1 900) : ainsi, il semble que le quartier ait connu un renouvellement important de sa population et qu'il accueille plus de familles que par le passé.

Revenus :

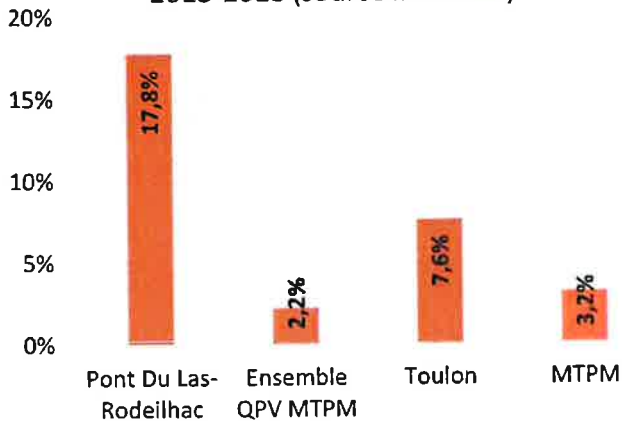
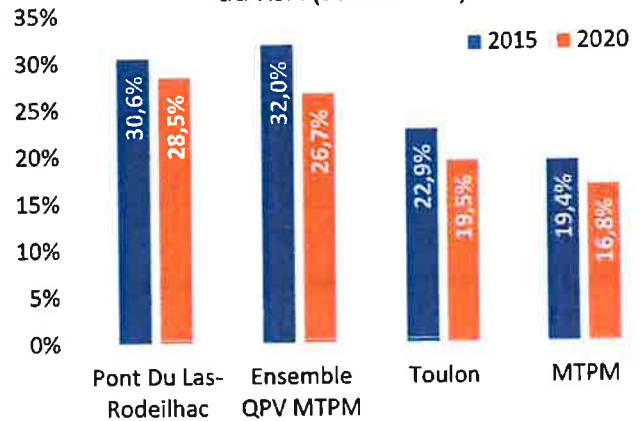
Le niveau de vie mensuel médian a augmenté, passant de 1 145€ à 1 191€ (valeur corrigée de l'inflation)

Le taux de pauvreté du quartier a augmenté, passant de 39,6% à 41,4%, dans un contexte de baisse pour les QPV de la Métropole et la commune de Toulon. Seuls La Florane et le Val des Rougières ont connu des augmentations plus importantes pour l'indicateur.

Le niveau de vie médian a connu une augmentation, passant de 1 145€ à 1 191€. Cela correspond à une augmentation de 4,0% de la valeur, soit une hausse légèrement inférieure à celles mesurées pour la commune (+4,7%) et l'intercommunalité (+5,3%). L'évolution du premier décile de niveau de vie a également augmenté moins fortement dans le quartier (+3,8%) qu'à Toulon (+6,4%) et dans Toulon Provence Méditerranée (+7,0%). L'évolution des indicateurs de pauvreté monétaire apparaît assez défavorable au quartier.

Pont-du-Las - Rodeilhac (Toulon)

UNE PROPORTION D'ALLOCATAIRES DU RSA ÉLEVÉE, MAIS EN DIMINUTION

Evolution du nombre d'habitants
2013-2018 (source INSEE-RP)Evolution de la proportion d'allocataires
du RSA (source CAF)**RSA :**

Le nombre d'allocataires du RSA a augmenté, passant de 345 à 375

Suivant la croissance de population du quartier, le nombre d'allocataires de la CAF a fortement augmenté (de 1 128 à 1 317 personnes). Le nombre de personnes percevant le RSA a, en partie de ce fait, également augmenté, passant de 345 à 375. La part des allocataires du RSA parmi l'ensemble des allocataires CAF est néanmoins passée de 30,6 à 28,5% (-2,1 points). Si la diminution est assez importante (-0,7 point en moyenne pour l'ensemble des treize QPV), la proportion pour Pont-du-Las - Rodeilhac reste assez élevée (26,7% en moyenne dans les quartiers prioritaires métropolitains). Malgré la hausse de population et du nombre des allocataires CAF, l'effectif de personnes percevant l'AAH est resté stable (179).

C2S :

La proportion de personnes couvertes par la C2S non participative a augmenté, passant de 26,0% à 28,6%

La proportion de personnes couvertes par la C2S non participative parmi les affiliés au régime général de l'Assurance maladie est de 28,6%. Il s'agit d'une proportion plutôt faible, la moyenne dans les quartiers prioritaires étant de 33,3%. La valeur pour Pont-du-Las - Rodeilhac apparaît cependant en hausse assez importante (+2,6 points).

L'évolution des effectifs de demandeurs d'emploi est également à mettre en relation avec la croissance démographique du quartier. Toutes les catégories de DEFM ont connu une hausse de leur nombre, la plus significative étant celle des DEFM de catégorie A (de 299 à 309).

Demandes d'emploi :

Le nombre de DEFM de catégorie A a augmenté, passant de 299 à 309

Les femmes constituent 45,8% des demandeurs d'emploi de catégorie A et leur proportion a augmenté de 7 points entre décembre 2016 et décembre 2020. Elles sont donc davantage représentées parmi les inscrits à Pôle Emploi que dans la majeure partie des autres quartiers prioritaires. C'est l'inverse pour les demandeurs d'emploi de moins de 26 ans, qui représentent 14,9% des inscrits à Pôle Emploi (16,8% en moyenne dans les quartiers prioritaires). Leur effectif a cependant fortement augmenté entre le premier trimestre 2017 et le premier trimestre 2021 (+16,8%). La proportion de demandeurs d'emploi de longue durée est assez élevée (49,5% contre 47,5% en moyenne dans les QPV d'MTPM) et a augmenté de 7 points entre 2016 et 2020.

Beaulieu - Sainte-Marie (Toulon)

UNE HAUSSE GLOBALE DES REVENUS DES MÉNAGES

Population (2018) : 1 204 habitants
 Niveau de vie médian (2018) : 1 217€
 Taux de pauvreté (2018) : 40,7%

**Population :**

Le nombre
d'habitants a
augmenté, passant
de 1 135 à 1 204

Pauvreté :

Le taux de
pauvreté a
augmenté, passant
de 40,5% à 40,7%

Revenus :

Le niveau de vie
mensuel médian
a augmenté,
passant de 1 105€
à 1 217€ (valeur
corrigée de
l'inflation)

Le quartier prioritaire Beaulieu - Sainte-Marie se trouve à l'est de Toulon, à environ quatre kilomètres du centre-ville. Il s'étend sur une superficie de 10 hectares. Il s'agit d'un quartier entré dans la géographie prioritaire en 2015. Les logements du secteur sont essentiellement regroupés en copropriétés, dont la plus grande, Sainte-Marie, concentre 254 appartements et donne des signes de dégradation. La population se caractérise par un peuplement un peu plus diversifié que la moyenne des quartiers prioritaires : les personnes d'âge actif (25-59 ans) et les personnes très âgées (75 ans ou plus) sont notamment surreprésentées. Les femmes sont très concernées par l'inactivité et l'absence de diplôme. Les habitants du quartier paraissent dans l'ensemble s'y sentir bien et vouloir s'y impliquer. La situation particulière du secteur (en bordure de l'autoroute) reste problématique, compliquant les déplacements vers le quartier Sainte-Musse où se trouve notamment la Maison des services publics. Le projet d'élargissement de l'autoroute à 2x3 voies et l'ecoquartier Font Prè - Brunet (au nord) pourraient modifier les interactions avec les autres territoires.

Le quartier a gagné environ 70 habitants entre 2013 et 2018, passant de 1 135 résidents à 1 204. Beaulieu - Sainte-Marie est le second quartier prioritaire le moins peuplé de Toulon Provence Méditerranée, derrière Pontcarral.

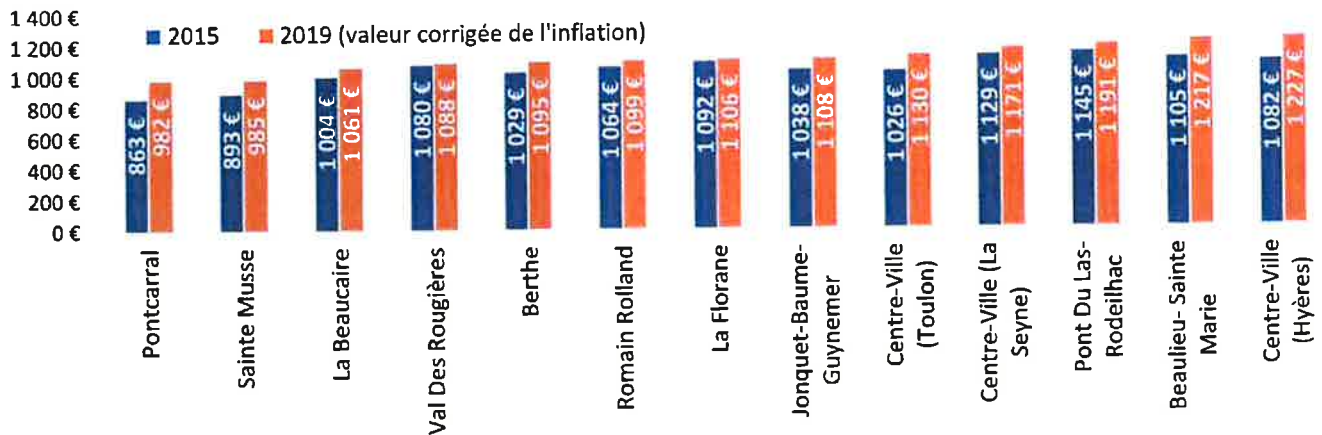
Le taux de pauvreté du quartier a très légèrement augmenté, passant de 40,5% à 40,7%, dans un contexte de baisse pour les QPV de la Métropole et la commune de Toulon.

Le niveau de vie médian a connu une augmentation notable, passant de 1 105€ à 1 217€. Cela correspond à une augmentation de 10,1% de la valeur, soit une hausse supérieure à celles mesurées pour la commune (+4,7%) et l'intercommunalité (+5,3%). L'évolution du premier décile de niveau de vie a en revanche augmenté de façon plus modérée dans le quartier (+3,3%) qu'à Toulon (+6,4%) et dans Toulon Provence Méditerranée (+7,0%). Les revenus des ménages les plus pauvres ont donc progressé moins fortement que les revenus des autres ménages, ce qui a eu tendance à accroître les inégalités monétaires dans le quartier.

Beaulieu - Sainte-Marie (Toulon)

LES EFFECTIFS DE DEMANDEURS D'EMPLOI EN AUGMENTATION

Evolution du niveau de vie médian (source INSEE-Filosofi)



RSA :

Le nombre d'allocataires du RSA a augmenté, passant de 57 à 77

Le nombre d'allocataires CAF résidant dans le quartier a fortement augmenté, passant de 196 fin 2015 à 326 fin 2020, ce qui aurait tendance à indiquer une diminution du non-recours aux prestations. Le nombre de personnes percevant le RSA a, en partie de ce fait, également augmenté, passant de 57 à 77. La part des allocataires du RSA parmi l'ensemble des allocataires CAF est néanmoins passée de 29,1% à 23,6% (-5,5 points). Il s'agit d'une diminution considérable, qui fait de la proportion de Beaulieu - Sainte-Marie l'une des plus faibles mesurées parmi les quartiers prioritaires de la Métropole. Malgré la hausse du nombre des allocataires CAF, l'effectif de personnes percevant l'AAH est resté stable (17) et très faible.

C2S :

La proportion de personnes couvertes par la C2S non participative a augmenté, passant de 20,1% à 22,7%

La proportion de personnes couvertes par la C2S non participative parmi les affiliés au régime général de l'Assurance maladie est de 31,8%. Si ce taux de couverture est plutôt faible (33,3% en moyenne dans les treize QPV), il a augmenté fortement entre 2016 et 2021 (+3,8 points).

Toutes les catégories de demandes d'emploi ont vu leurs effectifs augmenter. Ainsi, la catégorie A est passée de 77 à 88 DEF-M, dans un contexte de baisse prononcée pour les quartiers prioritaires de la Métropole et la commune de Toulon. Les évolutions sont moins significatives dans les autres catégories, du fait des faibles effectifs de demandeurs et des hausses plus modérées.

Demandes d'emploi :

Le nombre de DEF-M de catégorie A a augmenté, passant de 77 à 88

Les femmes sont très représentées parmi les demandeurs d'emploi : elles constituent plus de la moitié des effectifs de catégorie A et leur part a fortement augmenté entre 2016 et 2020. Les moins de 26 ans sont également surreprésentés : ils constituent 21,8% des demandeurs, contre 16,8% en moyenne dans les QPV d'MTPM. Leur proportion est également en hausse très nette (+4 points). Enfin, la part des demandeurs d'emploi de longue durée a diminué (-4,4 points), leur proportion parmi l'ensemble des demandeurs est faible à Beaulieu - Sainte-Marie (37,3% contre 46,0% à Toulon).

Sainte Musse (Toulon)

UNE PAUVRETÉ MONÉTAIRE FORTE ET PERSISTANTE

Population (2018) : 2 101 habitants
Niveau de vie médian (2018) : 1 217€
Taux de pauvreté (2018) : 40,7%



Population :

Le nombre d'habitants a augmenté, passant de 1 850 à 2 101

Pauvreté :

Le taux de pauvreté a diminué, passant de 66,6% à 61,7%

Revenus :

Le niveau de vie mensuel médian a augmenté, passant de 893€ à 985€ (valeur corrigée de l'inflation)

Le quartier prioritaire Sainte-Musse se trouve à l'est de Toulon, à cinq kilomètres du centre-ville, et s'étend sur une superficie de 12 hectares. La population est plutôt jeune, avec une forte proportion de ménages avec enfants. Les étrangers sont surreprésentés. Le périmètre regroupe trois ensembles d'habitat social et une copropriété en difficulté, La Grande Plaine. Dans son ensemble, le quartier vécu, bien desservi et enserré d'une voie de chemin de fer, de l'autoroute et d'une route à fort trafic, est mixte. Il est segmenté en trois grands secteurs : habitat / grands équipements / activités commerciales et tertiaires. Ceux-ci sont cloisonnés et repliés sur eux-mêmes. Le territoire est « traversé » ou fréquenté par des « usagers » mais on ne fait qu'y passer. Au regard des capacités endogènes du quartier, son potentiel de développement est significatif, propre à lui permettre de jouer un rôle majeur dans la Métropole.

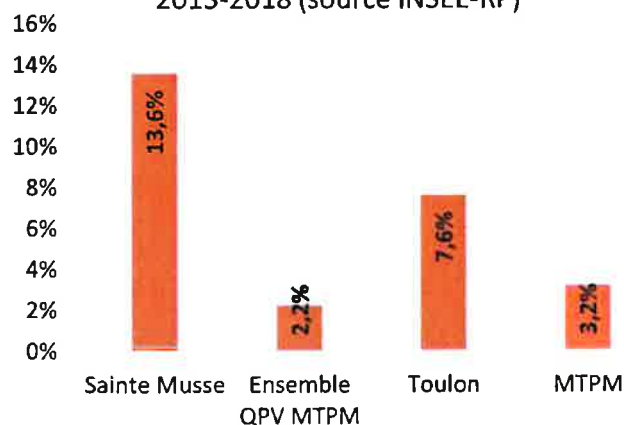
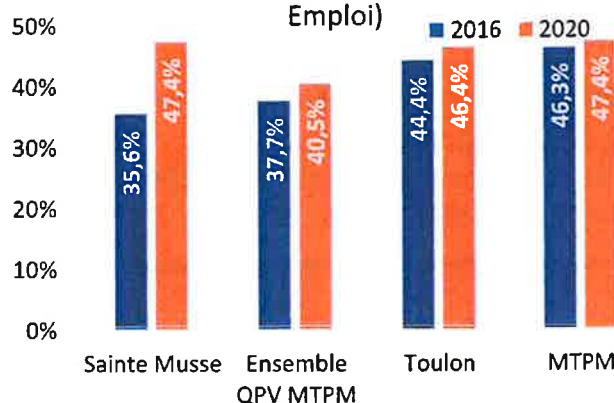
Le quartier a connu un fort gain de population entre 2013 et 2018 : on compte environ 350 habitants supplémentaires, ce qui correspond à une croissance démographique de 13,6%. Seul Pont-du-Las - Rodeilhac a connu une augmentation plus importante de population parmi les quartiers prioritaires de la Métropole. Cette évolution démographique de Sainte Musse apparaît quelque peu en contradiction avec la façon dont les effectifs d'allocataires de la CAF, d'affiliés au régime général de l'Assurance maladie et de demandeurs d'emploi ont évolué entre 2016 et 2021, dans une tendance plutôt à la baisse.

Le taux de pauvreté du quartier a diminué, passant de 66,6% à 61,7% entre 2015 et 2019. S'il s'agit d'une baisse considérable, Sainte Musse reste cependant l'un des trente quartiers prioritaires les plus pauvres de France.

Les indicateurs de revenu ont connu des évolutions plutôt favorables. Ainsi, la médiane du niveau de vie est passée de 893€ à 985€, soit une progression d'11,6%, l'une des plus importantes parmi les QPV de la Métropole. Le premier décile de niveau de vie, seuil sous lequel se situent les 10% des personnes les plus pauvres, a également nettement augmenté (+8,3%), même s'il demeure très faible (612€ contre 846€ en moyenne à Toulon). Enfin, le neuvième décile de niveau de vie, seuil au-dessus duquel se trouvent les 10% des personnes ayant les revenus les plus élevés, a fortement augmenté (+18,0%). Le peuplement du quartier semble plus mixte d'un point de vue social en 2019 qu'en 2015, ce qui a également eu tendance à accentuer la dispersion des revenus.

Sainte Musse (Toulon)

LES EFFECTIFS DE DEMANDEURS D'EMPLOI EN DIMINUTION

Evolution du nombre d'habitants
2013-2018 (source INSEE-RP)Evolution de la part des femmes dans
les DEFM catégorie A (source Pôle
Emploi)**RSA :**

Le nombre
d'allocataires du
RSA a diminué,
passant de 200 à
251

Parmi les allocataires de la CAF, 30,9% perçoivent le RSA. Il s'agit d'une proportion élevée (26,7% dans les QPV de la Métropole), mais elle paraît plutôt faible mise en regard du taux de pauvreté très élevé du quartier. De surcroît, cette proportion d'allocataires du RSA a diminué de 8,3 points entre 2015 et 2020. La part des allocataires de l'AAH est en revanche restée stable (à 15,0%).

C2S :

La proportion
de personnes
couvertes par
la C2S non
participative a
augmenté, passant
de 43,6% à 45,0%

La proportion de personnes couvertes par la C2S non participative parmi les affiliés au régime général de l'Assurance maladie est de 45,0%. Il s'agit d'un taux de couverture élevé (33,3% en moyenne dans les treize QPV), qui a augmenté d'1,4 point entre 2016 et 2021.

Toutes les catégories de demandes d'emploi ont vu leurs effectifs diminuer. Ainsi, la catégorie A, la plus fréquente, est passée de 189 à 147 DEFM, soit la diminution la plus marquée (-22,4%) parmi les quartiers pour lesquels l'information est disponible. Les baisses sur les catégories B, C, D et E sont également marquées, mais moins significatives du fait des volumes plus faibles.

**Demandes
d'emploi :**

Le nombre de
DEFM de catégorie
A a diminué,
passant de 189 à
147

Les femmes sont très représentées parmi les demandeurs d'emploi : elles constituent 47,4% des effectifs de catégorie A et leur part a fortement augmenté entre 2016 et 2020 (+11,8 points). Les moins de 26 ans constituent 19,8% des demandeurs, contre 16,8% en moyenne dans les QPV de MTPM. Ils sont donc surreprésentés et leur proportion est également en hausse très nette (+6,4 points). Cela semble indiquer une meilleure coplation des publics, même si les volumes sont faibles (42 demandeurs âgés de moins de 26 ans). Enfin, la part des demandeurs d'emploi de longue durée a augmenté (+3,7 points) et se situe au-dessus de la moyenne pour les QPV d'MTPM (49,1% contre 47,5%).

Centre-ville (Toulon)

UNE ÉVOLUTION FAVORABLE DES INDICATEURS SOCIOÉCONOMIQUES

Population (2018) : 9 401 habitants
 Niveau de vie médian (2018) : 1 142€
 Taux de pauvreté (2018) : 45,6%

**Population :**

Le nombre d'habitants a augmenté, passant de 8 632 à 9 401

Pauvreté :

Le taux de pauvreté a diminué, passant de 50,3% à 45,6%

Revenus :

Le niveau de vie mensuel médian a augmenté, passant de 1 026€ à 1 130€ (valeur corrigée de l'inflation)

Le secteur prioritaire du centre-ville de Toulon s'étend sur une superficie de 27 hectares. Le périmètre a fait l'objet de plusieurs interventions menées dans le cadre de la politique de la ville depuis la fin des années 1970, avec quinze années d'investissements publics lourds, et en particulier un PRU sur la période 2006-2015 qui a permis d'améliorer fortement son image. Néanmoins, l'attractivité du quartier reste encore à consolider, tant sur le plan du commerce que sur celui du cadre de vie, notamment compte tenu de la persistance d'une forte vacance liée à la vétusté de certains îlots, et à un certain sentiment d'insécurité. La population se caractérise par une surreprésentation des personnes isolées et des jeunes adultes, ainsi que par une proportion assez faible de moins de quinze ans. Les revenus sont dispersés : des ménages en situation de grande pauvreté cohabitent, à l'échelle du quartier, avec des ménages de classe « moyenne ». Au regard de ses capacités endogènes, son potentiel de développement est avéré, propre à lui permettre de jouer pleinement son rôle de cœur de ville rayonnant de la ville centre de la Métropole.

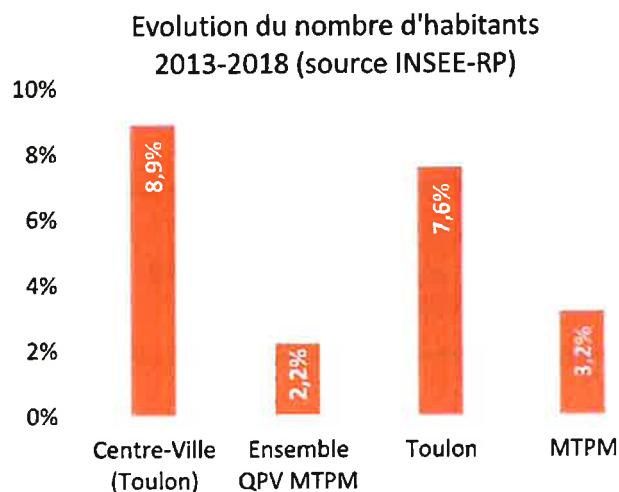
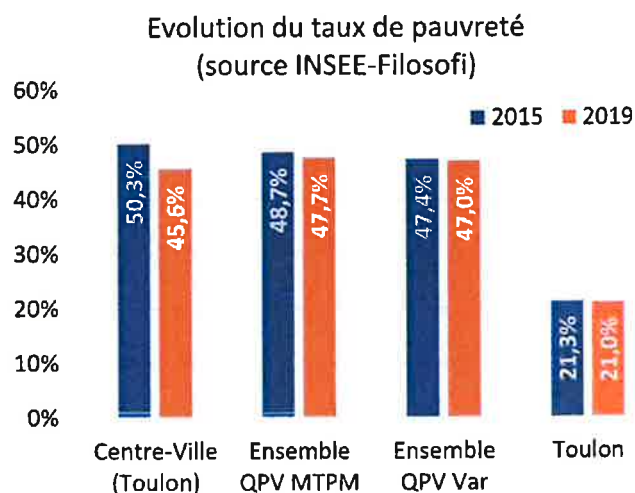
Le quartier a connu une forte croissance démographique entre 2013 et 2018, gagnant près de 800 habitants (de 8 632 à 9 401 résidents). Ce gain de population en fait le quartier prioritaire le plus peuplé de la Métropole. Le nombre de logements occupés a augmenté entre 2015 et 2021 (de 5 150 à 5 350).

Le taux de pauvreté du quartier a nettement diminué, passant de 50,3% en 2015 à 45,6% en 2019. La valeur est ainsi passée sous la moyenne de l'ensemble des quartiers prioritaires de MTPM (47,7%).

Le niveau de vie médian a connu une forte augmentation, gagnant plus de 100€ et passant de 1 026€ à 1 130€. Il en va de même pour le premier décile de niveau de vie, revenu sous lequel se situent les 10% des personnes les plus pauvres du quartier : il a nettement augmenté (+13,8%), même si la valeur demeure parmi les plus faibles mesurées pour les quartiers prioritaires de la Métropole. Si les indicateurs de pauvreté monétaire ont évolué de façon favorable, il reste donc des poches de profonde pauvreté dans le centre-ville de Toulon.

Centre-ville (Toulon)

UNE IMPORTANTE CROISSANCE DE POPULATION

**RSA :**

Le nombre d'allocataires du RSA a diminué, passant de 1185 à 1028

Quatre allocataires de la CAF sur cinq perçoivent une aide au logement. Il s'agit de la proportion la plus élevée parmi les quartiers prioritaires de la Métropole, même si elle est en baisse (-5 points entre 2015 et 2020). Les proportions d'allocataires du RSA et de l'AAH sont en revanche plus faibles que les moyennes pour les quartiers prioritaires de la Métropole et en nette diminution. La part des personnes percevant le RSA parmi les allocataires CAF est ainsi passée de 31,0% à 23,0%, la valeur pour l'ensemble des QPV de MTPM étant de 26,8%.

C2S :

La proportion de personnes couvertes par la C2S non participative a diminué, passant de 31,2% à 28,5%

Parmi les personnes affiliées au régime général de l'Assurance maladie, 28,5% sont couvertes par la C2S non participative. Il s'agit du second taux de couverture le plus faible parmi les quartiers prioritaires de MTPM. Il a diminué entre 2016 et 2021 (-2,7 points), dans un contexte de hausse, tant au niveau de la commune que des QPV de l'intercommunalité.

Demandes d'emploi :

Le nombre de DEFM de catégorie A a diminué, passant de 1116 à 1049

Le nombre de demandes d'emploi de catégorie A a diminué de façon nette, passant de 1116 au premier semestre 2017 à 1049 au premier semestre 2021. Il s'agit d'une baisse plus faible que la moyenne pour les quartiers prioritaires métropolitains (-6,0% contre -11,2%). La croissance démographique du quartier peut constituer un biais. Le nombre de demandes de catégorie B ou C a augmenté (de 404 à 447), tandis que les demandes de catégories D ou E sont moins fréquentes (de 191 à 160).

Les femmes constituent 34,5% des demandeurs d'emploi de catégorie A. Il s'agit d'une proportion très faible mais en hausse (+1,4 points entre 2016 et 2020), qui s'explique en partie par la sous-représentation des femmes dans la population globale du quartier. Les moins de 26 ans sont très légèrement surreprésentés parmi les demandeurs d'emploi (17,1% dans les catégories A, B et C contre 16,8% en moyenne pour l'ensemble des quartiers prioritaires et 15,9% à Toulon) et leur proportion est en hausse (+3,0 points). La part des demandeurs d'emploi de longue durée est légèrement inférieure à la moyenne des treize QPV (46,6% contre 47,5%). La valeur a nettement augmenté entre fin 2016 et fin 2020 (+8,1 points). Le nombre de résidents du quartier inscrits à Pôle Emploi depuis un an ou plus est passé de 585 à 580 durant la période.

Le Jonquet - La Baume - Le Guynemer (Toulon)

UNE ÉVOLUTION FAVORABLE DES INDICATEURS DE REVENU

Population (2018) : 1 812 habitants
Niveau de vie médian (2018) : 1 108€
Taux de pauvreté (2018) : 47,3%



Population :



Le nombre d'habitants est resté stable, passant de 1 811 à 1 812

Le quartier prioritaire Le Jonquet - La Baume - Le Guynemer se trouve au nord-ouest de Toulon, à environ cinq kilomètres du centre-ville. Il s'agit d'un quartier assez hétérogène, qui tient son nom des trois grands ensembles de logements sociaux qui regroupent la majorité des logements du périmètre. Ceux-là ont chacun une histoire et des caractéristiques de peuplement différentes, mais présentent tous des difficultés socioéconomiques ancrées. La population est très jeune, avec notamment une forte proportion de personnes âgées de 20 à 24 ans, et les grands ménages sont surreprésentés. Le niveau de diplôme des personnes ayant achevé leur scolarité est particulièrement faible.

Pauvreté :



Le taux de pauvreté a diminué, passant de 48,9% à 47,3%

Le quartier a connu une stabilité démographique entre 2013 et 2018, dans un contexte de hausse de population assez nette au niveau de Toulon.

Le taux de pauvreté du quartier a diminué, passant de 48,9% en 2015 à 47,3% en 2019, soit une valeur proche de la moyenne de l'ensemble des quartiers prioritaires de MTPM (47,7%).

Revenus :



Le niveau de vie mensuel médian a augmenté, passant de 1 038€ à 1 108€ (valeur corrigée de l'inflation)

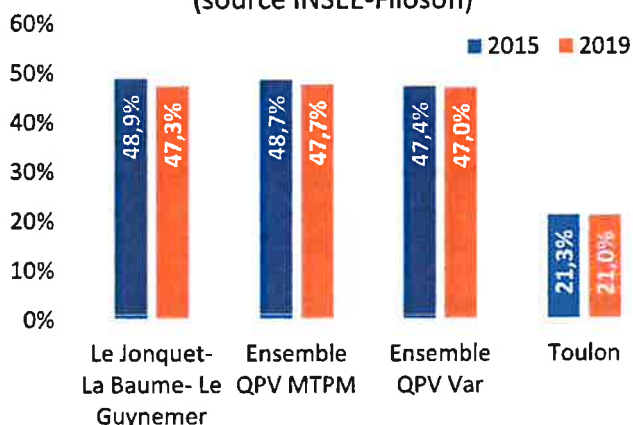
Le niveau de vie médian a augmenté, passant de 1 038€ à 1 108€, soit une hausse de 7,9%. Au niveau de la commune, l'augmentation est de 5,9%. Le premier décile, seuil de revenu sous lequel se situent les 10% des personnes les plus pauvres, a connu une évolution similaire. Enfin, le neuvième décile de niveau de vie, seuil au-dessus duquel se trouvent les 10% des personnes ayant les revenus les plus élevés, a également augmenté (+11,0%). Dans l'ensemble, les indicateurs de revenus ont connu une évolution favorable.

La proportion de personnes touchant le RSA est élevée : 32,4% des allocataires de la CAF perçoivent cette aide (26,7% en moyenne dans les quartiers prioritaires métropolitains), même si cette proportion est en baisse (-5,5 points). Les allocataires de l'AAH sont également fortement représentés : ils constituent 14,7% des allocataires de la CAF résidant dans le quartier, contre 13,4% en moyenne dans les QPV de MTPM. La valeur est également en baisse (-1,9 point).

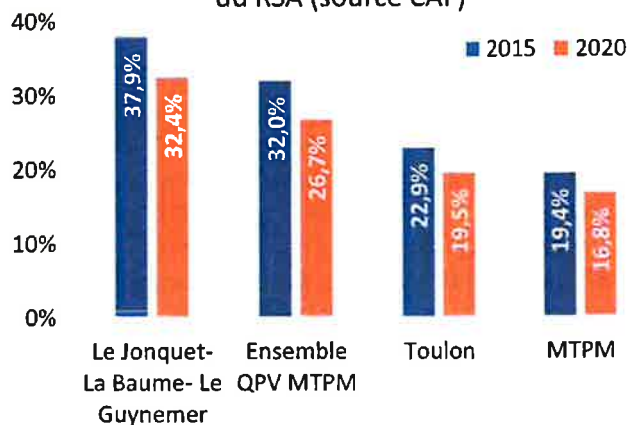
Le Jonquet - La Baume - Le Guynemer (Toulon)

DES PROPORTIONS D'ALLOCATAIRES DU RSA ET DE L'AAH ÉLEVÉES MAIS EN BAISSE

Evolution du taux de pauvreté
(source INSEE-Filosofi)



Evolution de la proportion d'allocataires du RSA (source CAF)



RSA :

Le nombre d'allocataires du RSA a diminué, passant de 218 à 200

Parmi les personnes affiliées au régime général de l'Assurance maladie, 36,6% sont couvertes par la C2S non participative. Il s'agit d'un taux de couverture plutôt élevé (33,3% en moyenne dans les QPV de la Métropole). Il a diminué entre 2016 et 2021 (-1,1 point), dans un contexte de hausse, tant au niveau de la commune que des QPV de l'intercommunalité.

C2S :

La proportion de personnes couvertes par la C2S non participative a diminué, passant de 37,7% à 36,6%

Le nombre de demandes d'emploi de catégorie A a diminué de façon nette, passant de 170 au premier semestre 2017 à 134 au premier semestre 2021. Il s'agit de l'une des baisses les plus fortes mesurées parmi les quartiers prioritaires de Toulon Provence Méditerranée. Le nombre de demandes de catégorie B ou C a augmenté, même si les volumes rendent cette évolution moins significative (de 61 à 71).

Demandes d'emploi :

Le nombre de DEFM de catégorie A a diminué, passant de 170 à 134

Les femmes constituent 37,5% des demandeurs d'emploi de catégorie A et apparaissent donc sous-représentées parmi les inscrits à Pôle Emploi. En effet, 40,5% des demandeurs de la catégorie sont des femmes dans les quartiers prioritaires de Toulon Provence Méditerranée, la proportion étant de 46,8% pour Toulon dans son ensemble. Les moins de 26 ans sont en revanche surreprésentés parmi les demandeurs d'emploi (20,7% dans les catégories A, B et C contre 16,8% en moyenne pour l'ensemble des quartiers prioritaires) et leur proportion est en nette hausse (+6,9 points). La part des demandeurs d'emploi de longue durée est supérieure à la moyenne des treize QPV (55,8% contre 47,5%). La valeur a fortement augmenté entre fin 2016 et fin 2020 (+8,0 points). Le nombre de résidents du quartier inscrits à Pôle Emploi depuis deux ans ou plus est passé de 115 à 125 durant la période, malgré la baisse importante du nombre global de demandeurs d'emploi.

Allocation adulte handicapé (AAH) : « minimum social créé par la loi du 30 juin 1975, l'AAH est une prestation versée à tous les handicapés souffrant d'une incapacité évaluée à au moins 80 % (sauf dérogation) par la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées. Elle ne peut être attribuée avant l'âge de 20 ans, sauf cas particulier. Elle est soumise à un plafond de ressources et peut se cumuler avec une rémunération tirée d'un travail. L'AAH est versée par les CAF et la MSA. » (Définition CAF)

Chômeur de longue durée : actif au chômage depuis un an ou plus. Un chômeur de «très longue durée» est inscrit depuis deux ans ou plus.

Complémentaire santé solidaire (C2S) : « La C2S (Complémentaire Santé Solidaire) a été mise en place au 1er novembre 2019, en remplacement de la CMU-C et de l'Aide à la Complémentaire Santé (ACS). La Complémentaire santé solidaire est une aide de l'Etat qui permet aux foyers modestes de bénéficier d'une mutuelle gratuite ou à moins de 1 euro par jour et par personne. Selon les ressources du foyer, la Complémentaire santé solidaire peut ainsi être sans participation financière (ex CMUC) ou avec participation financière (ex ACS). La Couverture Maladie Universelle Complémentaire (CMUC) avait pour objectif de faciliter l'accès aux soins et de contribuer à la réduction des inégalités de santé en proposant aux personnes aux faibles ressources, et résidant en France de façon stable et régulière, une couverture maladie complémentaire gratuite. » (Définition Assurance Maladie)

Décile de revenus : « Si on ordonne une distribution de salaires, de revenus, de chiffres d'affaires, etc., les déciles sont les valeurs qui partagent cette distribution en dix parties d'effectifs égaux. Ainsi, pour une distribution de salaires :

- le premier décile (noté généralement D1) est le salaire au-dessous duquel se situent 10 % des salaires ;
- le neuvième décile (noté généralement D9) est le salaire au-dessous duquel se situent 90 % des salaires.

Le premier décile est, de manière équivalente, le salaire au-dessus duquel se situent 90 % des salaires ; le neuvième décile est le salaire au-dessus duquel se situent 10 % des salaires.. » (Définition INSEE)

Demandeurs d'emploi de catégorie A : « Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. » (Définition INSEE)

Demandeurs d'emploi de catégorie B : « Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois). » (Définition INSEE)

Demandeurs d'emploi de catégorie C : « Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. plus de 78 heures au cours du mois). » (Définition INSEE)

Demandeurs d'emploi de catégorie D : « Demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), y compris les demandeurs d'emploi en convention de reclassement personnalisé (CRP), en contrat de transition professionnelle (CTP), sans emploi et en contrat de sécurisation professionnelle. » (Définition INSEE)

Demandeurs d'emploi de catégorie E : « Demandeurs d'emploi non tenus de faire de actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés). » (Définition INSEE)

Niveau de vie : « est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Les unités de consommation sont généralement calculées selon l'échelle d'équivalence dite de l'OCDE modifiée qui attribue 1 UC au premier adulte du ménage, 0,5 UC aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 UC aux enfants de moins de 14 ans. » (Définition INSEE)

Non-emploi : correspond à la situation de toute personne en âge de travailler mais n'ayant pas d'emploi.

Personnes couvertes : « Les allocataires des Caisses d'Allocations Familiales sont les personnes qui perçoivent au moins une allocation en regard de leur situation monétaire et/ou familiale. La notion d'allocataire est une notion de foyer(...). Les autres membres du foyer allocataire (conjoint, enfants et autres personnes à charge au sens des prestations familiales) sont appelés les ayants-droit. L'ensemble formé par les allocataires et leurs ayants-droit représente les personnes couvertes. » (Définition CAF)

Revenu de solidarité active (RSA) : « s'adresse aux personnes possédant de faibles ressources. Il remplace depuis 2009 le RMI (revenu minimal d'insertion) et l'API (allocation pour parents isolés). Il s'adresse aux personnes âgées de plus de 25 ans sans revenus et dès 18 ans sous certaines conditions. » (Définition CAF)

Revenu disponible : « comprend les revenus d'activité (nets des cotisations sociales), les revenus du patrimoine, les transferts en provenance d'autres ménages et les prestations sociales (y compris les pensions de retraite et les indemnités de chômage), nets des impôts directs. » (Définition INSEE)

Taux de pauvreté : « correspond à la proportion d'individus (ou de ménages) dont le niveau de vie est inférieur pour une année donnée à un seuil, dénommé seuil de pauvreté (exprimé en euros). L'Insee, comme Eurostat et les autres pays européens, mesure la pauvreté monétaire de manière relative alors que d'autres pays (comme les États-Unis ou l'Australie) ont une approche absolue. Dans l'approche en termes relatifs, le seuil de pauvreté est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. On privilégie en Europe le seuil de 60% du niveau de vie médian. » (Définition INSEE).

MAI 2022



Les quartiers en veille active de la Métropole Toulon Provence Méditerranée



MÉTHODOLOGIE

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine promulguée le 21 février 2014 réforme la géographie prioritaire de la politique de la ville en se basant sur un critère unique, celui du revenu. Les quartiers CUCS et ZUS (Zone urbaine sensible) sont remplacés par les seuls quartiers prioritaires (QPV). Sept quartiers prioritaires de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne font pas partie des 1 300 quartiers concernés par cette nouvelle géographie de la Politique de la Ville. Ils deviennent par conséquent des quartiers en veille active (QVA), devant faire l'objet d'une attention certaine mais ne bénéficiant pas des mêmes moyens que les quartiers dits « prioritaires ». Ainsi, si l'INSEE diffuse régulièrement des données sur l'emploi, la situation socioéconomique ou la démographie des QPV, aucune information statistique récente n'est actuellement disponible pour les QVA. Pour pouvoir rendre compte de leur situation, il est donc nécessaire de mobiliser d'autres moyens d'observation au niveau infracommunal.

La première solution est de passer par la brique de base de l'observation infracommunale, les iris de l'INSEE. Cependant, pour aucun des sept quartiers métropolitains en veille active, le périmètre ne correspond au contour d'un iris ou à l'agrégat de plusieurs d'entre eux. Par conséquent, partir des données à l'iris risque de donner des résultats peu représentatifs de la situation de la majorité des QVA.

Une autre solution peut être de recourir à des bases de données géolocalisées très finement, c'est-à-dire à l'adresse, à la parcelle cadastrale ou au carreau INSEE. Ainsi, il est possible de reconstituer le périmètre QVA du quartier de façon plus fidèle. Ces bases sont peu nombreuses et elles permettent surtout des approches spécifiques (équipements, logement, revenus et caractéristiques sociodémographiques). Cependant, la principale demande de la Métropole est d'évaluer la santé socioéconomique des QVA, notamment en comparant leur situation à celle de leur environnement (commune, intercommunalité) mais aussi des quartiers prioritaires. Les données carroyées de l'INSEE et les indicateurs diffusés par la CAF pour les quartiers en veille active permettent, a priori, de remplir cet objectif. C'est donc cette option qui a été choisie.

SYNTHÈSE

Dans l'ensemble, les quartiers prioritaires se divisent entre centres-villes et ensemble de grands logements à faible coût, qu'ils relèvent du parc social ou non. Les isolés sans enfant sont surreprésentés dans les premiers, les familles dans les seconds. Du fait de leurs configurations et de leurs tracés, six des sept quartiers en veille active (Les Maurels, Blocarde/Bosquets, La Planquette, Quartiers est de La Seyne-sur-Mer, Saint-Jean-du-Var, Mon Paradis) ont des périmètres plus hétérogènes en termes urbanistiques et, par conséquent, des peuplements plus variés. La Closerie fait exception, correspondant pour l'essentiel au groupe de logements sociaux du même nom. En termes de situation socioéconomique, il est possible de répartir les quartiers en veille active de MTPM en trois catégories :

- Ceux dont les indicateurs relatifs au revenu des habitants ne sont pas fortement éloignés des valeurs pour leur environnement (commune, intercommunalité), et dont aucun sous-secteur n'affiche de valeur particulièrement défavorable pour ces mêmes indicateurs. C'est le cas de La Planquette, de Blocarde/Bosquets et de Mon Paradis.
- Ceux dont les indicateurs relatifs au revenu des habitants ne sont pas fortement éloignés des valeurs pour leur environnement, mais dont certains sous-secteurs affichent des valeurs particulièrement défavorables pour ces mêmes indicateurs. C'est le cas des Maurels, de Saint-Jean-du-Var et des quartiers est de La Seyne-sur-Mer. Les sous-secteurs en difficulté correspondent généralement à des groupes de logements sociaux.
- La Closerie, dont la part de ménages en situation de pauvreté est équivalente à la moyenne des quartiers prioritaires de la Métropole. Le QVA partage d'autres caractéristiques des QPV, dont le parc est composé d'une majorité de logements sociaux. Le fait qu'il ait un nombre d'habitants peu élevé (environ 400) et qu'il n'y ait pas d'autres secteurs concentrant des ménages en difficulté à proximité du périmètre explique probablement qu'il soit sorti de la géographie prioritaire en 2013.

La Planquette (La Garde)

UN PÉRIMÈTRE ÉTENDU ET HÉTÉROGÈNE

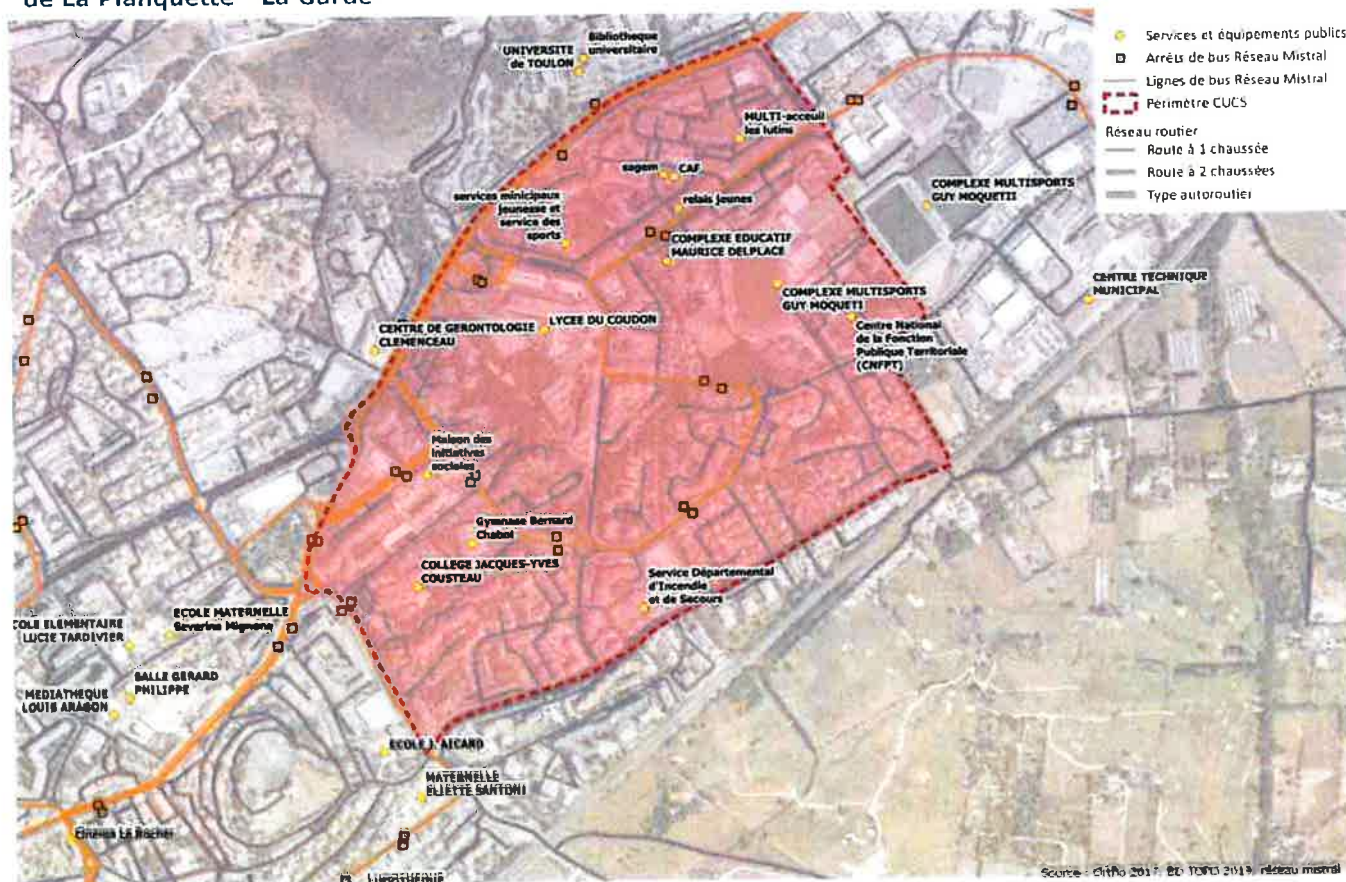
Nombre d'habitants : Entre 4 000 et 4 999
 Superficie : 68 hectares
 Proportion de ménages vivant sous le seuil de
 pauvreté : 16,1%



Le quartier en veille active La Planquette se situe à environ un kilomètre du nord du centre-ville de La Garde. Il compte près de 4 500 habitants et s'étend sur 68 hectares, il s'agit d'un quartier mixte, comptant de nombreux commerces, notamment à l'ouest du périmètre, mais aussi de grands équipements tels qu'un lycée, un collège, un complexe sportif et une maison des initiatives sociales, inaugurée en 2019.

Le périmètre compte 2 250 logements. La majorité est constituée de logements collectifs (90%), mais il y a également plus de 200 maisons. Le parc est dans l'ensemble plutôt récent. Un logement sur deux est un logement social. Le parc social est géré dans sa majorité par la SAGEM. Une grande résidence universitaire se trouve également dans le quartier. La vacance est plutôt importante dans le périmètre : 13% des logements sont inoccupés, contre 6% pour la commune dans sa globalité.

Les équipements publics dans le quartier en veille active de La Planquette - La Garde



La Planquette (La Garde)

UNE SITUATION SOCIOÉCONOMIQUE PLUTÔT FAVORABLE

Le quartier apparaît plutôt jeune et familial. La taille moyenne des ménages est légèrement supérieure à celle de La Garde dans son ensemble (2,23 contre 2,21) et les moins de 18 ans sont surreprésentés, constituant 22% de la population du quartier contre 19% dans la commune. Du fait de la présence d'une résidence universitaire mais aussi de la proximité du campus, la proportion de jeunes adultes est assez élevée : 8% des habitants du quartier ont entre 18 et 24 ans, contre 7% pour l'ensemble de La Garde. Par rapport au reste de la commune mais aussi des autres quartiers en veille active, la part des familles monoparentales est importante.

Les ménages résidant dans le quartier sont 16% à disposer de revenus inférieurs au seuil de pauvreté. Cette valeur est supérieure à celle mesurée pour la commune (13%), mais inférieure à la moyenne pour les QVA de la Métropole (19%) et pour ses QPV (39%). Le revenu mensuel moyen par individu (1 641 €) se situe de la même manière par rapport à ces référents de comparaison.

Les indicateurs de la CAF viennent confirmer le constat d'un quartier dont la situation socioéconomique ne diffère pas grandement de son environnement : 24% des allocataires résidant dans le quartier voient leur revenu dépendre à 50% des prestations sociales. Cette proportion est plus élevée que la valeur pour La Garde (22%), mais assez nettement inférieure à la moyenne pour les quartiers en veille active et les quartiers prioritaires de MTPM (31% et 46%). Moins de 9% des allocataires de la CAF touchent le RSA : il s'agit d'une proportion faible, même par rapport à la valeur communale (11%), mais qui peut être biaisée par la surreprésentation des étudiants dans le périmètre, non éligibles à l'allocation.

Les disparités à l'intérieur du quartier sont assez peu marquées. Autour du parc Eliuin et au sud-est du périmètre, la part des ménages sous le seuil de pauvreté s'élève à 22%. Les revenus moyens sont faibles dans ces zones, tout comme au nord du quartier, entre le complexe sportif Guy Moquet et le campus. À l'inverse, les revenus sont élevés dans le sud-ouest du périmètre, à proximité de l'avenue Paul Cézanne.

Les ménages en situation de pauvreté dans le quartier en veille active



Blocarde/Bosquets (Hyères)

UN QUARTIER JEUNE ET FAMILIAL

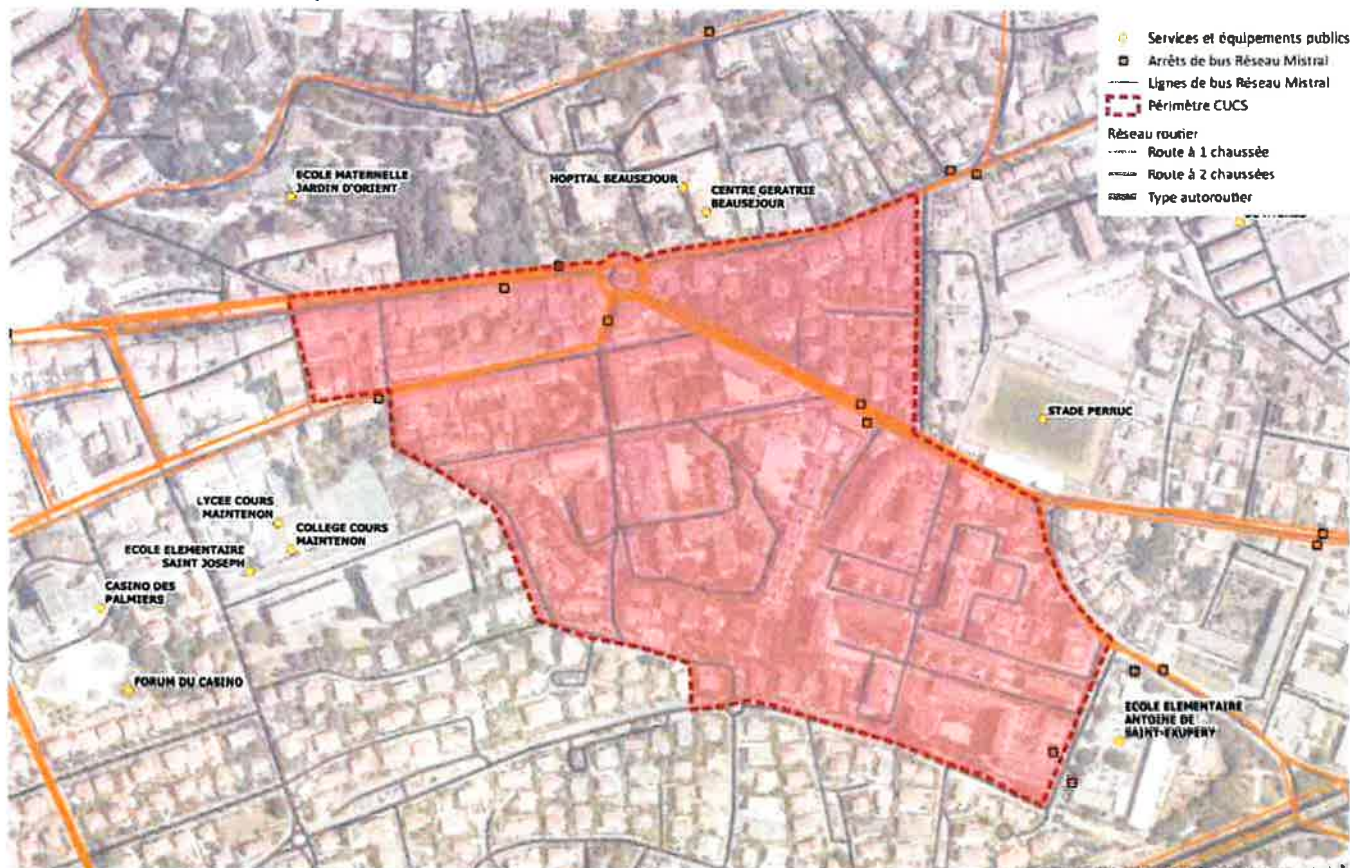
Nombre d'habitants : Entre 2 000 et 2 999
 Superficie : 17 hectares
 Proportion de ménages vivant sous le seuil de
 pauvreté : 19,5%



Le quartier en veille active Blocarde/Bosquets se situe à environ un kilomètre à l'est du centre-ville de Hyères. Il compte près de 2 300 habitants et s'étend sur 17 hectares. Il s'agit d'un quartier d'habitat essentiellement

Le périmètre compte 1 300 logements, dont la plupart sont collectifs. Le parc est dans l'ensemble plutôt récent, deux logements sur cinq ont été achevés depuis 1990. Le parc social compte 440 logements. La Blocarde (206 logements) et Les Bosquets (175 logements) sont les principaux groupes. Ils sont gérés pour l'essentiel par Var Habitat et Logis familial varois. La vacance est plutôt faible : 9% des logements sont inoccupés, une proportion équivalente à celle mesurée pour la commune d'Hyères.

Les équipements publics dans le quartier en veille active Blocarde/Bosquets - Hyères



Blocard/Bosquets (Hyères)

LES SITUATIONS DE PAUVRETÉ CONCENTRÉES DANS LES GRANDS GROUPES DE LOGEMENTS SOCIAUX

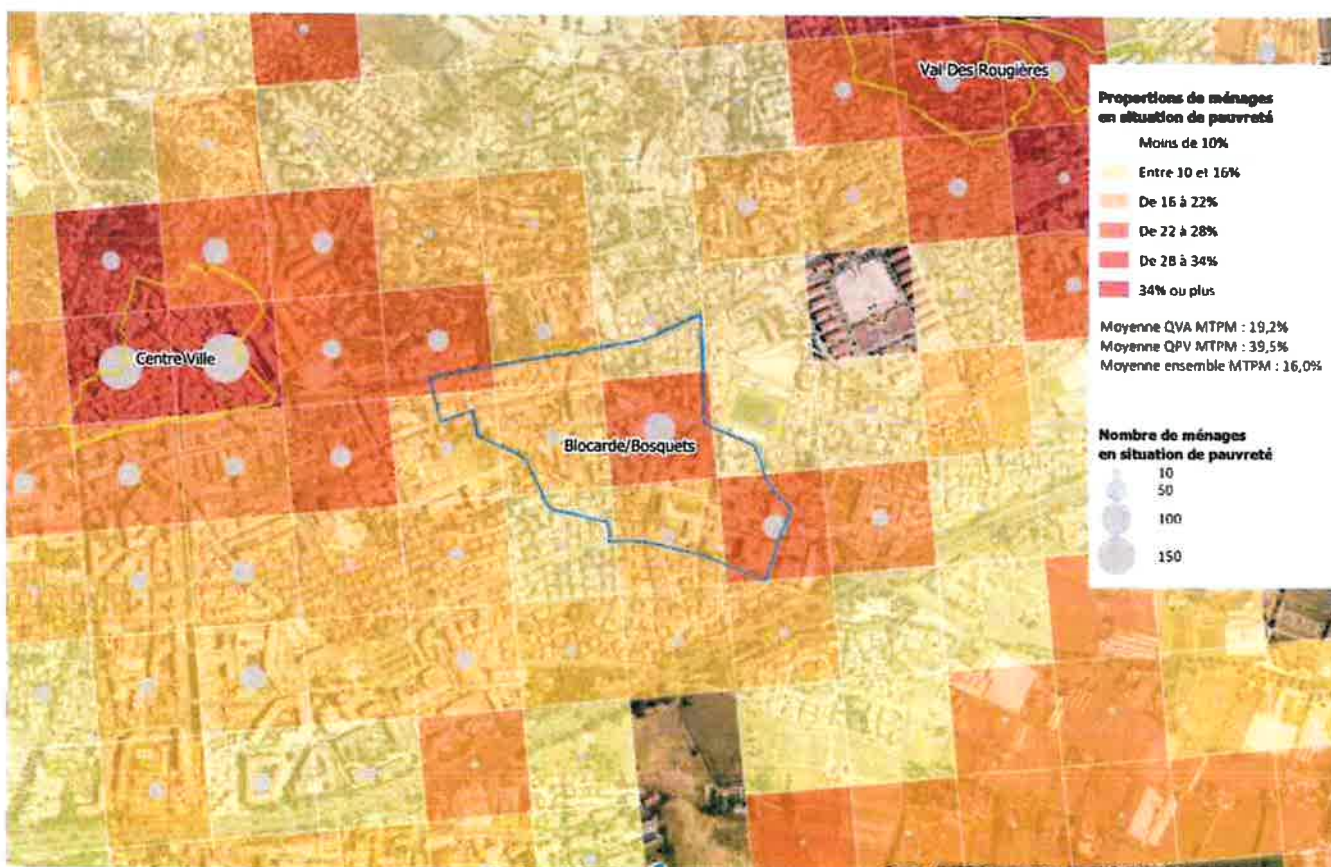
Le quartier est plutôt jeune : 23% des habitants ont moins de 18 ans, contre 17% au niveau hyérois. La proportion de personnes âgées est tout de même assez élevée : 22% des résidents du QVA ont 65 ans ou plus, ce qui est nettement inférieur à la valeur hyéroise (29%), mais supérieur à la moyenne des quartiers en veille active de la Métropole (20%). Le quartier est assez familial : la taille moyenne des ménages est assez élevée (2,19, contre 2,07 à Hyères), du fait notamment d'une proportion assez importante des foyers comptant 5 personnes ou plus (7%).

Les ménages résidant dans le quartier sont 19% à disposer de revenus inférieurs au seuil de pauvreté. Cette valeur est supérieure à celle mesurée pour la commune (15%) et équivalente à la moyenne pour les QVA de la Métropole (19%). Le revenu mensuel moyen par individu (1 598€) se situe de la même manière par rapport à ces référents de comparaison.

Les indicateurs de la CAF confirment que la situation socioéconomique du quartier est assez proche de celle de son environnement : un quart des allocataires résidant dans le quartier voient leur revenu dépendre à 50% des prestations sociales. Cette proportion est légèrement inférieure à celle mesurée pour Hyères (26%), et bien plus favorable que la moyenne pour les quartiers en veille active et les quartiers prioritaires de MTPM (31% et 46%). Parmi les allocataires de la CAF, 12% touchent le RSA : il s'agit d'une proportion faible, même par rapport à la valeur communale (14%) et la moyenne pour les QVA métropolitains (17%).

Les disparités à l'intérieur du quartier sont plutôt marquées. Au sud-est du périmètre, dans le secteur du groupe de La Blocardé, un ménage sur quatre est en situation de pauvreté. Dans le secteur du groupe des Bosquets, cette proportion est à peine inférieure. Les revenus dans ces deux zones sont de 25% inférieurs à la moyenne de la commune. À l'ouest du périmètre, ils sont en revanche assez élevés.

Les ménages en situation de pauvreté dans le quartier en veille active



Les Maurels (Hyères)

UNE PROPORTION IMPORTANTE DE PROPRIÉTAIRES OCCUPANTS

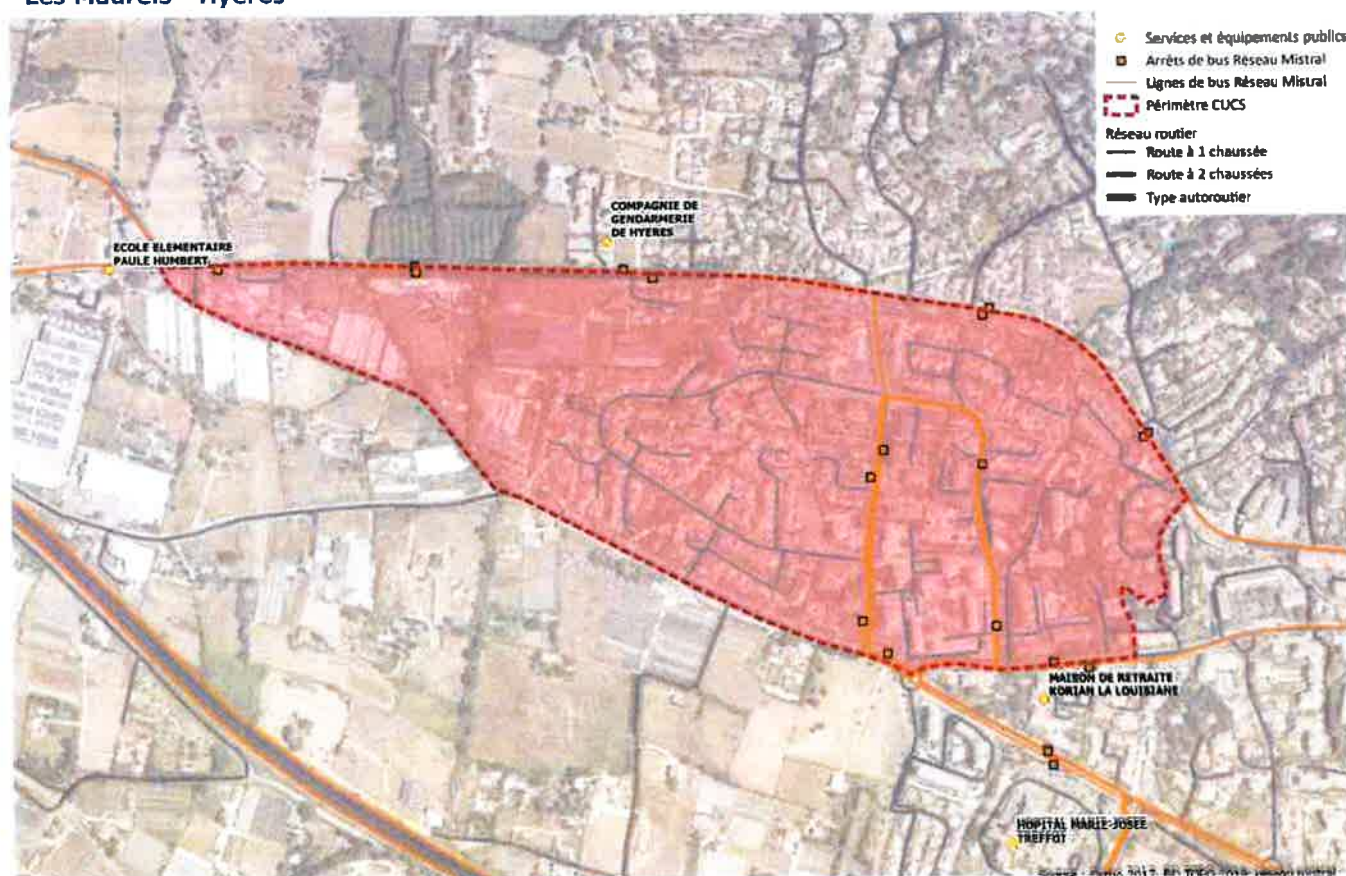
Nombre d'habitants : Entre 2 000 et 2 999
 Surface : 40 hectares
 Proportion de ménages vivant sous le seuil de
 pauvreté : 12,5%



Le quartier en veille active Les Maurels se situe à environ deux kilomètres à l'ouest du centre-ville de Hyères. Il compte près de 2 000 habitants et s'étend sur 40 hectares. Il s'agit d'un quartier d'habitat essentiellement, la densité commerciale est faible.

Le périmètre compte 1 200 logements, dont 60% sont collectifs, part plutôt faible pour un quartier en veille active. La majorité du parc date des années 1970 et 1980. Le quartier compte 455 logements sociaux, répartis en six groupes. Le plus important, Les Maurels (196 logements) donne son nom au QVA. Il est géré par Var Habitat. La vacance est faible : 6% des logements sont inoccupés contre 9% pour la commune d'Hyères. La proportion de propriétaires occupants est particulièrement élevée pour un quartier en veille active (48% contre 31% en moyenne dans la Métropole).

Les équipements publics dans le quartier en veille active Les Maurels - Hyères



Les Maurels (Hyères)

DES REVENUS TRÈS FAIBLES DANS LE SECTEUR DU GROUPE LES MAURELS

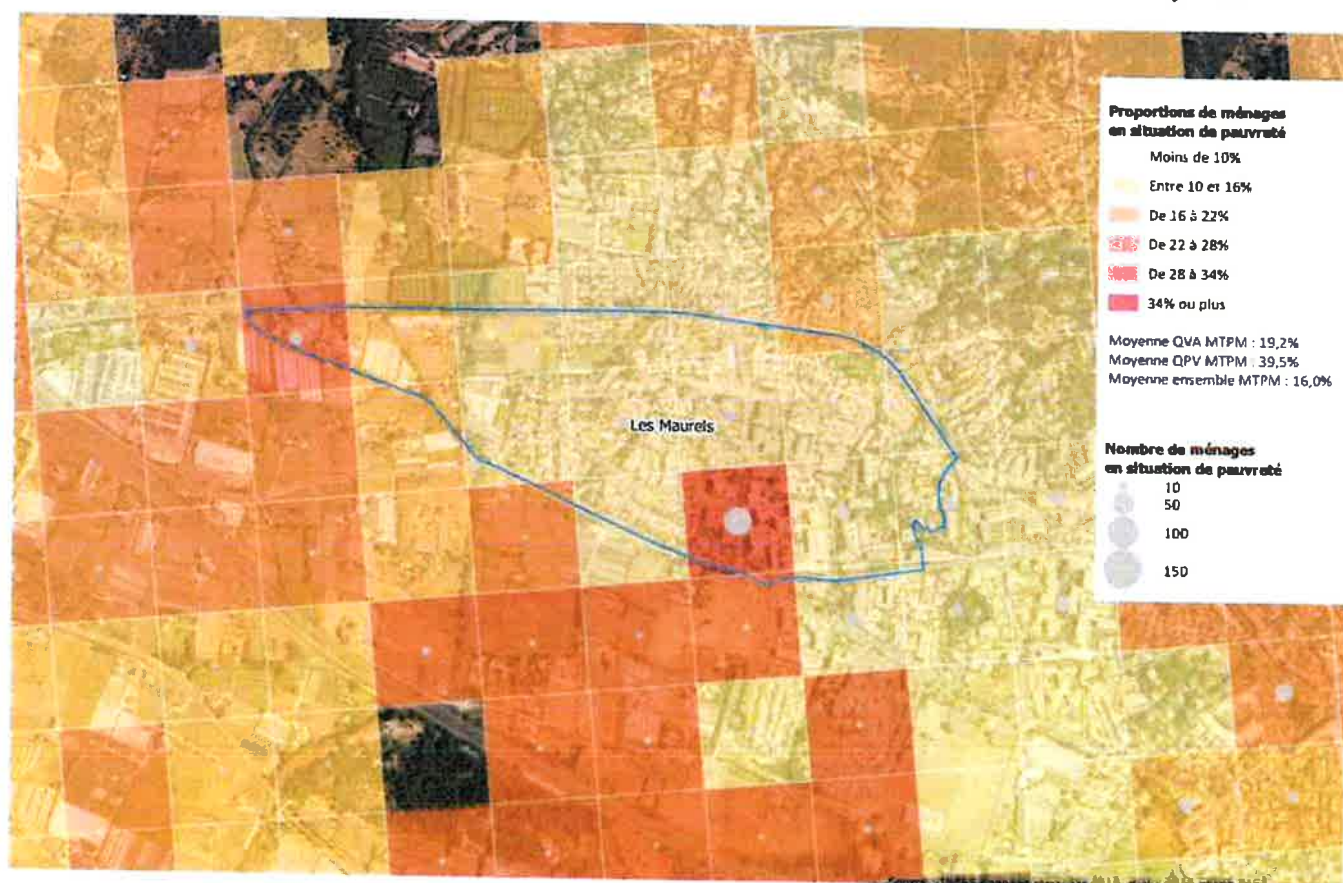
La population du quartier est assez âgée par rapport à celle des autres QVA : 37% des habitants du périmètre ont 55 ans ou plus, la moyenne pour les quartiers en veille active de la Métropole étant de 32%. Si la proportion de personnes de moins de 18 ans est élevée dans le contexte hyérois (19% dans le quartier contre 17% pour la commune), elle est inférieure à la moyenne des QVA de MTPM (21%).

Le quartier apparaît cependant plutôt familial : seul un ménage sur trois est composée d'une personne vivant seule, la proportion étant de 42% pour Hyères comme pour l'ensemble des QVA métropolitains. Les familles monoparentales constituent 15% des ménages, contre 12% dans la commune. En moyenne, les ménages comptent 2,2 personnes.

Les situations de pauvreté sont assez peu fréquentes : 13% des ménages disposent de revenus inférieurs au seuil de pauvreté, la proportion étant de 15% pour Hyères et de 19% pour l'ensemble des QVA. La part des ménages dépendant des prestations sociales pour la moitié ou plus de leur revenu est également plutôt faible, tout comme la proportion de personnes percevant le RSA parmi les allocataires de la CAF.

Il existe cependant de grandes disparités de revenus à l'intérieur du périmètre : le sud du QVA (carreau correspondant pour l'essentiel groupe Les Maurels), près de 30% des ménages vivent en situation de pauvreté et le revenu moyen est inférieur de plus d'un quart à la moyenne de la commune. Ce secteur est entouré par des zones, à l'est et à l'ouest, où les revenus sont en revanche assez nettement supérieurs à la valeur pour Hyères dans son ensemble.

Les ménages en situation de pauvreté dans le quartier en veille active



Quartiers est (La Seyne-sur-Mer)

UN QUARTIER AU PEUPLEMENT MIXTE

Nombre d'habitants : Entre 5 000 et 5 999
 Superficie : 64 hectares
 Proportion de ménages vivant sous le seuil de pauvreté : 16,1%



Le quartier en veille active « Quartiers est : Les Mouissèques, La Rouve » se situe à environ un kilomètre à l'est du centre-ville de La Seyne-sur-Mer. Il compte 5 500 habitants et s'étend sur 64 hectares. Il correspond à l'ancien périmètre « ZUS des Mouissèques ». S'il compte quelques commerces, notamment dans sa partie ouest, il s'agit d'un quartier essentiellement résidentiel.

Le périmètre compte près de 3 000 logements. La majorité est constituée des logements collectifs (91%), mais il y a également une part non négligeable de maisons de ville. La part de logements récents est importante : 45% ont été construits depuis 1990 contre 31% en moyenne dans la commune. Le quartier compte 800 logements sociaux répartis en différents groupes dont les plus importants sont Le Mont des oiseaux (238 logements), La Présentation (189) et La Rouve (175). Tous les trois sont gérés par Toulon Habitat Méditerranée et concentrent donc les trois quarts des logements sociaux du périmètre.

Les équipements publics dans le quartier en veille active Quartiers est de La Seyne-sur-Mer



Quartiers est (La Seyne-sur-Mer)

UNE FORTE CONCENTRATION DE MÉNAGES EN DIFFICULTÉ DANS CERTAINES ZONES DU QUARTIER

Le quartier apparaît assez mixte en termes de peuplement. La taille moyenne des ménages est inférieure à celle de La Seyne-sur-Mer dans son ensemble (2,05 contre 2,18). Quatre ménages sur dix sont composés d'une personne vivant seule, ce qui est plus élevée que la valeur pour la commune (37%). Les personnes d'âge actif sont surreprésentées : 39% de la population a entre 25 et 54 ans contre 36% à La Seyne. La proportion de seniors est également assez élevée (22% de 65 ans ou plus contre 20% en moyenne dans les QVA de la Métropole).

Les ménages résidant dans le quartier sont 16% à disposer de revenus inférieurs au seuil de pauvreté. Cette valeur est inférieure à celle mesurée pour la commune (18%), à la moyenne pour les QVA de la Métropole (19%) et de ses QPV (39%). Le revenu mensuel moyen par individu (1 649€) est inférieur à la valeur communale (1 735€).

Les indicateurs issus des données CAF vont dans le même sens : 26% des allocataires dépendent pour 50% ou plus de leur revenu des prestations sociales, soit une proportion nettement inférieure à celle de La Seyne-sur-Mer dans son ensemble (32%) et à la moyenne des quartiers en veille active de MTPM (31%). La part des allocataires percevant le RSA est également plutôt faible (15% contre 19% pour la commune).

Les disparités à l'intérieur du quartier sont en revanche marquées. Dans le sud du périmètre (secteur du groupe Mont des Oiseux), 29% des ménages ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté : dans le secteur de La Présentation, la proportion est de 27%. Dans ces deux zones, les revenus sont inférieurs de 25% à la moyenne de la commune. S'il est moins peuplé, le nord du quartier présente également une part importante de ménages en difficulté. La partie ouest du QVA, à proximité des collines de Tamaris, affiche en revanche des indicateurs de revenu bien plus favorables.

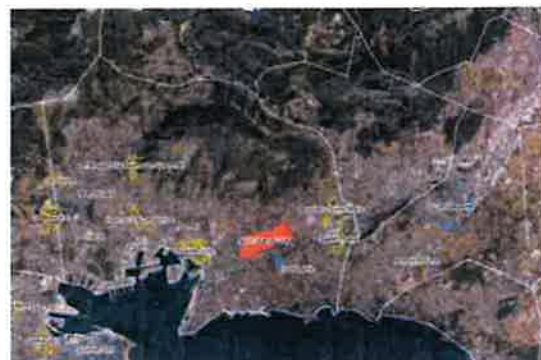
Les ménages en situation de pauvreté dans le quartier en veille active



Saint-Jean-du-Var (Toulon)

UN FAUBOURG PEUPLÉ ET DENSE

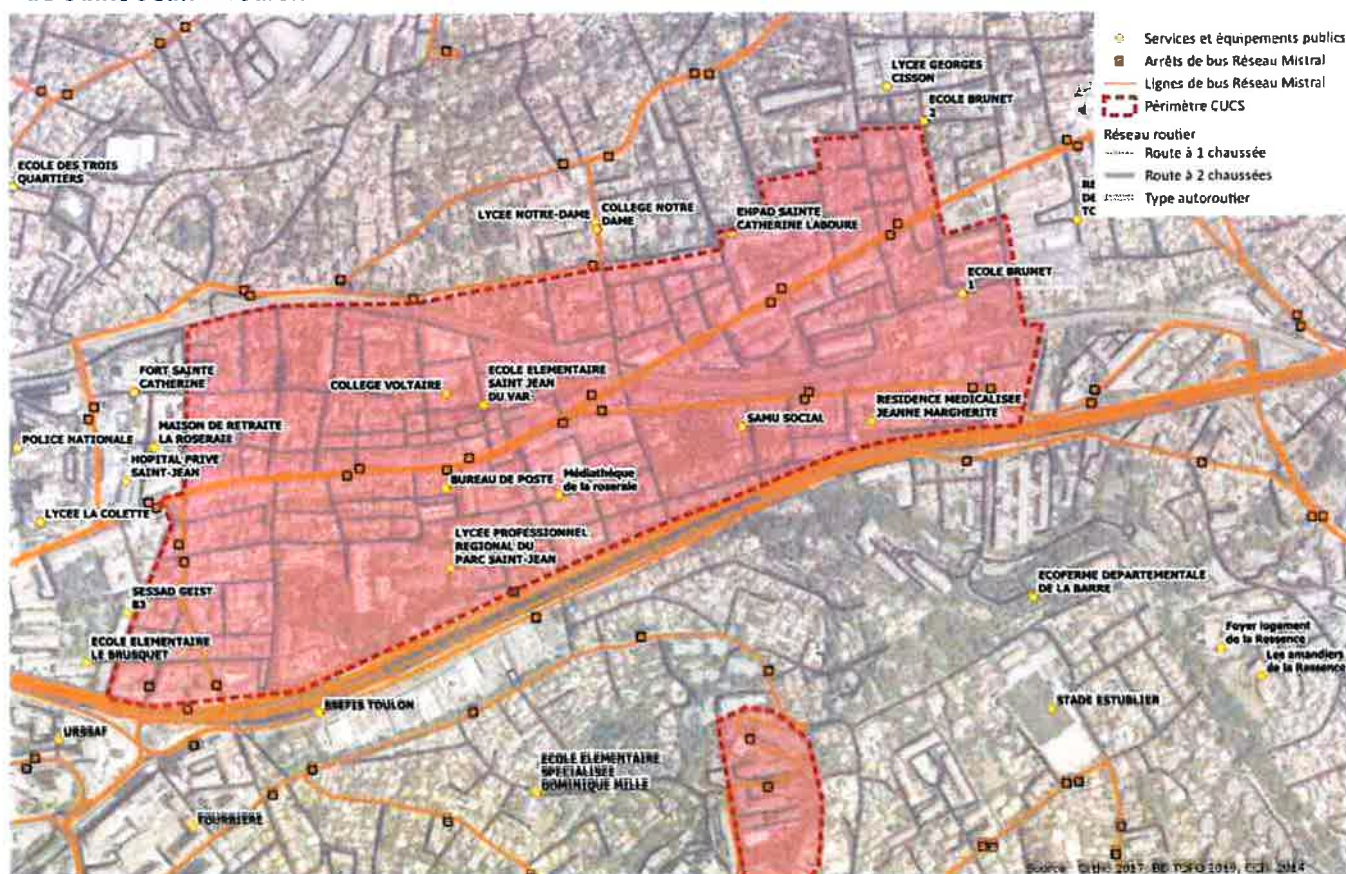
Nombre d'habitants : Entre 8 000 et 9 999
Superficie : 71 hectares
Proportion de ménages vivant sous le seuil de
pauvreté : 22,5%



Le quartier en veille active Saint-Jean-du-Var se situe dans les faubourgs est de Toulon, à environ deux kilomètres du centre-ville. Il compte plus de 9 000 habitants, ce qui en fait le QVA le plus peuplé de la Métropole. Il s'étend sur 71 hectares, ce qui en fait également le plus vaste. Il s'agit d'un quartier mixte, comptant de nombreux commerces dans son artère principale (Boulevard Maréchal Joffre), des équipements (établissements scolaires et médico-sociaux notamment) et du logement.

Le quartier regroupe 6 500 logements, collectifs pour une large majorité, et d'une taille moyenne plutôt petite (58m² contre 64m² en moyenne dans les QVA de MTPM). La vacance est assez élevée : 14% des logements sont inoccupés, contre 12% en moyenne dans les quartiers métropolitains en veille active. Le périmètre compte 700 logements, soit environ 11% de l'ensemble, répartis dans des groupes dont le nombre d'appartements n'excède pas 70.

Les équipements publics dans le quartier en veille active de Saint-Jean - Toulon



Saint-Jean-du-Var (Toulon)

DES POCHES DE PAUVRETÉ À L'OUEST DU QUARTIER

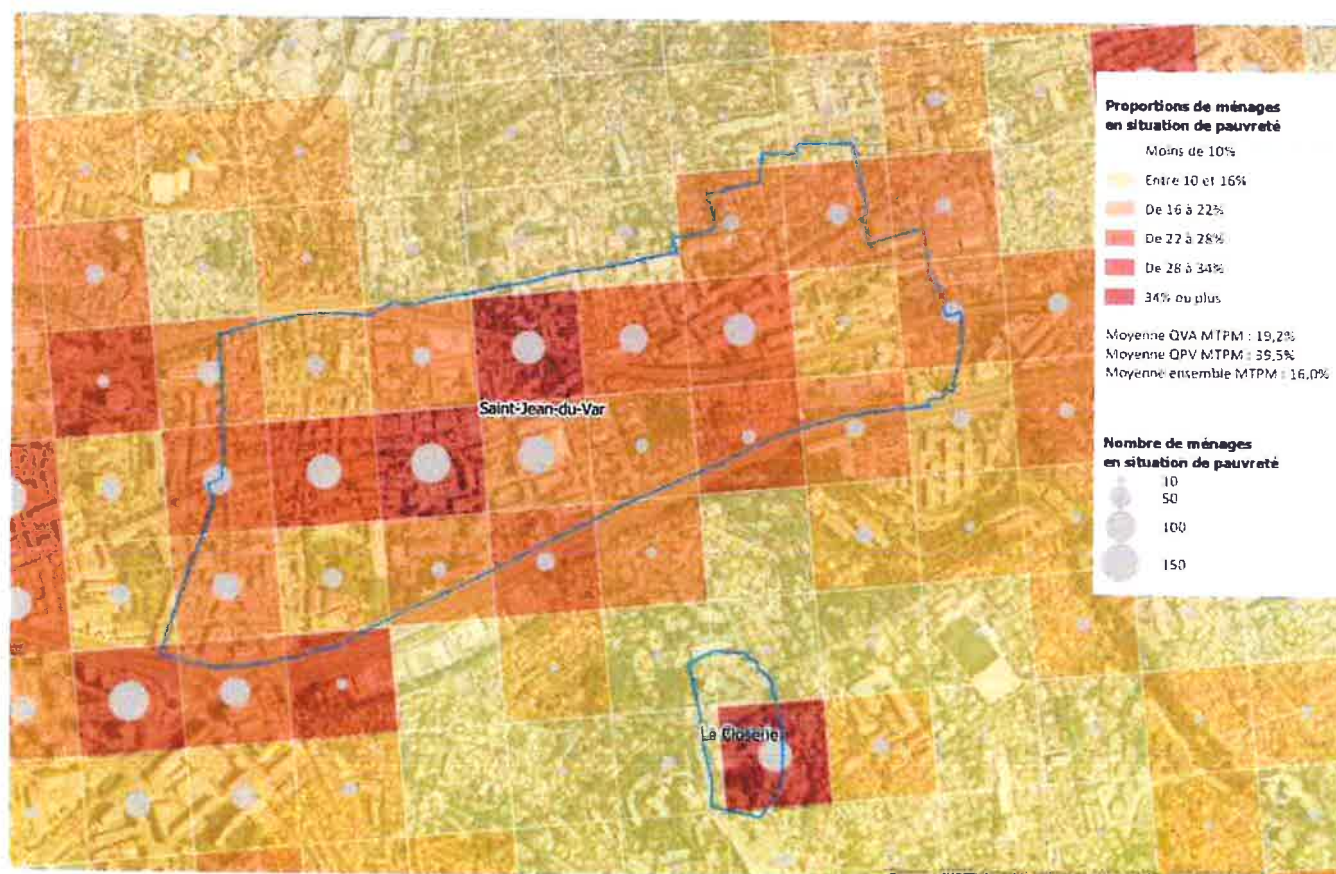
Du fait, en partie, de la proportion importante de petites typologies de logements, les personnes vivant seules sont nettement surreprésentées, constituant près de la moitié des ménages (42% en moyenne dans les QVA de Toulon Provence Méditerranée). La taille moyenne des ménages est par conséquent relativement faible (1,93). Les personnes en âge actif sont surreprésentées : 41% de la population à entre 25 et 54 ans, contre 39% en moyenne dans les QVA et 37% pour Toulon dans son ensemble. À l'inverse, les personnes âgées sont assez peu représentées, les 65 ans ou plus constituent 19% de la population, contre 20% en moyenne dans les QVA et 23% à Toulon.

Les ménages résidant dans le quartier sont 22% à disposer de revenus inférieurs au seuil de pauvreté. Cette valeur est supérieure à celle mesurée pour la commune (19%) et à la moyenne pour les QVA de la Métropole (19% également). Le revenu mensuel moyen par individu (1 510€) est également inférieur à celui mesuré pour les référents de comparaison (1 764€ pour Toulon et 1 595€ pour les QVA).

Les indicateurs issus des données CAF vont dans le même sens : 37% des allocataires dépendent des prestations sociales pour la moitié ou plus de leur revenu. Il s'agit d'une valeur située entre la moyenne pour les QVA (31%) et les QPV de la Métropole (45%). La proportion des allocataires percevant le RSA (21%) est également élevée pour un quartier en veille active.

Le quartier apparaît hétérogène en matière de difficultés socioéconomiques. L'ouest du périmètre présente des parts importantes de ménages en situation de fragilité. Ainsi, dans le secteur de la moitié de quartier, 40% des foyers ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté. La proportion est de 34% dans le secteur du collège Voltaire, de 28% au nord du Parc du Pré Sandrin. De façon globale, les poches de pauvreté se concentrent autour des voies principales (Boulevards du Maréchal Joffre et Avenue Colonel Picot). Les revenus sont moins faibles en périphérie de ces grands axes.

Les ménages en situation de pauvreté dans le quartier en veille active



La Closerie (Toulon)

UN QUARTIER DONT LE PÉRIMÈTRE CORRESPOND AU GROUPE HLM DU MÊME NOM

Nombre d'habitants : Entre 500 et 599
 Superficie : 4 hectares
 Proportion de ménages vivant sous le seuil de pauvreté : 39,8%



Le quartier en veille active de La Closerie se situe à l'est de Toulon, à environ trois kilomètres du centre-ville. Moins de 600 personnes y vivent, ce qui en fait un des quartiers en veille active les moins peuplés. Le périmètre correspond pour l'essentiel au groupe de logements sociaux de La Closerie et à quelques maisons individuelles situées à proximité. Il s'étend sur 4 hectares.

Le périmètre compte 282 logements, dont 275 appartiennent au groupe de logements sociaux de La Closerie. Celui-ci est géré par Toulon Habitat Méditerranée et a été livré en 1966. Les logements sont plutôt grands, ayant une surface moyenne habitable de 71 m², contre 66 m² pour l'ensemble des logements sociaux de la Métropole. Les loyers sont très faibles, inférieurs à 5 €/m² contre 6,5 €/m² en moyenne dans les QVA. La vacance commerciale est importante : 7% des logements sociaux sont inoccupés depuis trois mois ou plus selon les données de l'OPS, contre 1% en moyenne. À l'est du secteur, on compte également sept maisons individuelles appartenant au périmètre.

Les équipements publics dans le quartier en veille active de La Closerie - Toulon



La Closerie (Toulon)

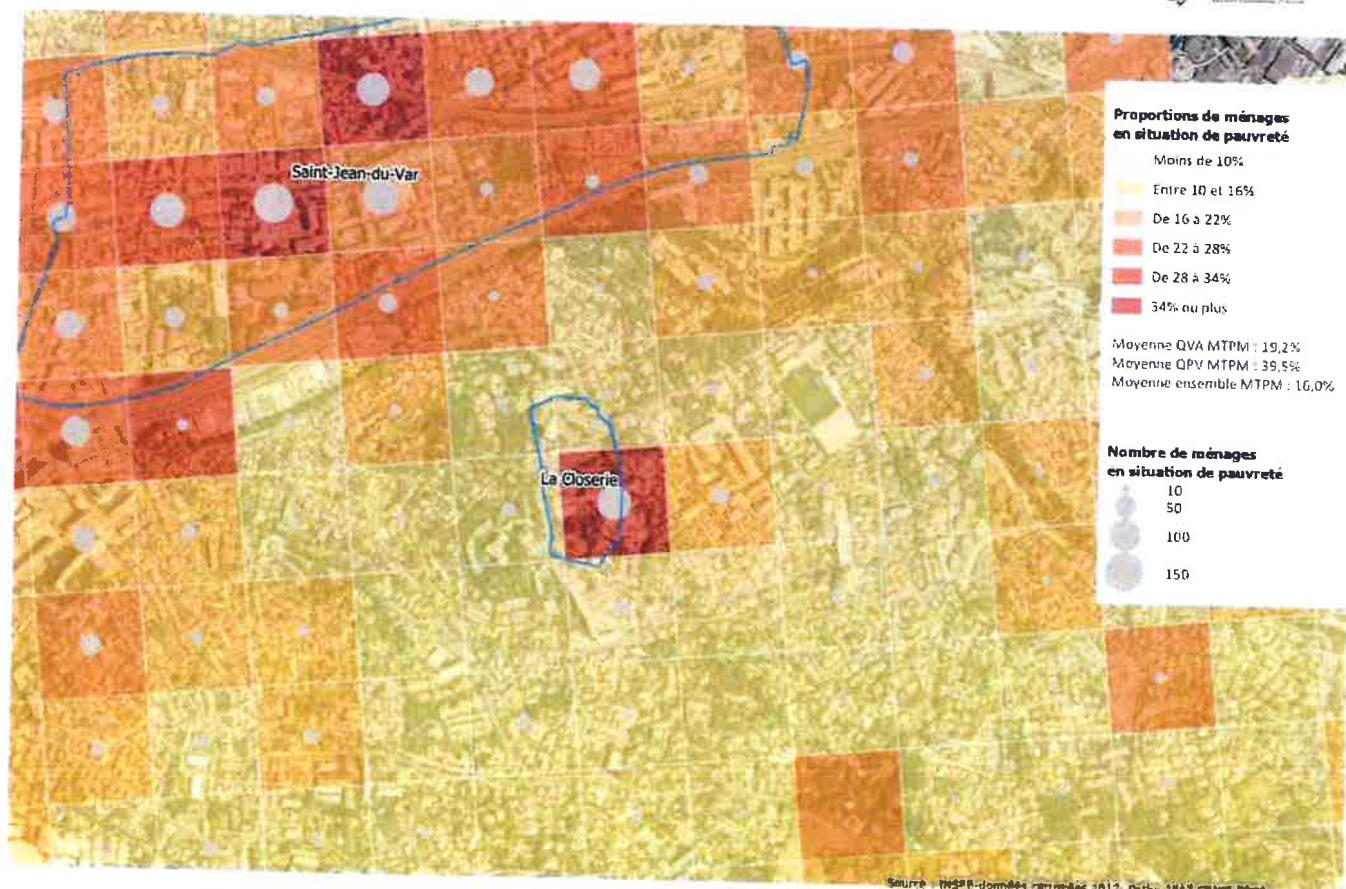
UNE FORTE PROPORTION DE MÉNAGES EN SITUATION DE PAUVRETÉ

La forte proportion de logements sociaux plutôt grands fait de La Closerie un quartier familial. La taille moyenne des ménages est importante : les foyers comptent en moyenne 2,34 personnes contre 2,07 pour l'ensemble des QVA de la Métropole. Un ménage sur dix compte cinq personnes ou plus, la proportion étant deux fois plus faible en moyenne dans les quartiers en veille active et à Toulon dans son ensemble. Les familles monoparentales constituent 22% des ménages, une proportion très élevée, même par rapport aux quartiers prioritaires (16% de familles monoparentales en moyenne). Conséquence partielle, La Closerie est un quartier jeune : 26% de ses résidents ont moins de 18 ans, la moyenne étant de 21% dans les quartiers en veille active. La part des personnes âgées est au niveau de celle de l'ensemble des QVA de MTPM (20%).

La Closerie est un quartier concentrant des populations en difficulté : 40% des ménages sont en situation de pauvreté, soit plus de 100 d'entre eux. Il s'agit de la plus forte proportion mesurée parmi les quartiers en veille active de la Métropole. Le revenu mensuel moyen par individu est de 1 228€, soit une valeur inférieure de plus de 20% à la moyenne pour les QVA (1 595€) et inférieure à celle des QPV (1 248€). Selon les données de l'OPS, près de 70% des majeurs n'ont pas d'emploi.

Les données de la CAF confirment cela : 48% des allocataires dépendent des prestations sociales pour la moitié ou plus de leur revenu. La moyenne est de 31% pour les quartiers en veille active de la Métropole et de 46% pour ses quartiers prioritaires. Plus de 30% des allocataires perçoivent le RSA, ce qui constitue également une proportion plus élevée que celle mesurée dans les quartiers Politique de la Ville.

Les ménages en situation de pauvreté dans le quartier en veille active



Mon Paradis (Toulon)

UN QUARTIER TRÈS PEU ÉTENDU, JEUNE ET FAMILIAL

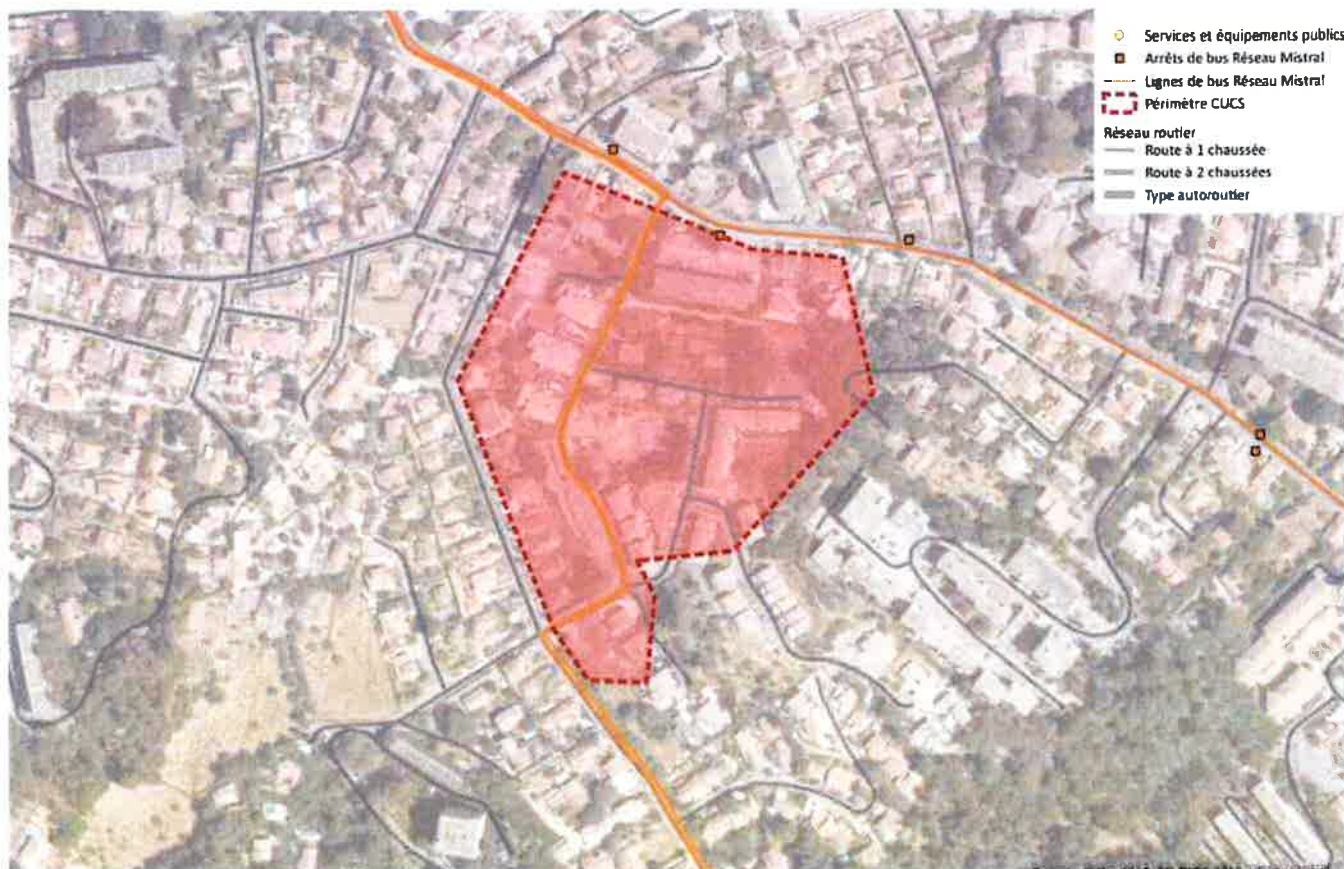
Nombre d'habitants : Moins de 500
 Superficie : 4 hectares
 Proportion de ménages vivant sous le seuil de
 pauvreté : 17,9%



Le quartier en veille active Mon Paradis se situe à l'ouest de Toulon, à quatre kilomètres dans centre-ville. Comptant moins de 500 habitants et s'étendant sur 4 hectares, il s'agit du plus petit quartier en veille active de la Métropole.

Il s'agit d'un quartier d'habitat uniquement, comptant 180 logements environ, relevant du parc social pour une centaine d'entre eux. Toulon Habitat Méditerranée gère cet ensemble. La part de logements collectifs est plutôt faible pour un quartier en veille active (58% contre 88%) : le périmètre compte en effet une proportion assez importante de maisons, relevant pour certaines du parc social (groupe Mon Paradis II et Mon Paradis Extension). Par conséquent, la taille moyenne des logements est plutôt élevée (73m² contre 64m² en moyenne dans les QVA). La vacance est très faible, 4% des logements du quartier étant inoccupés.

Les équipements publics dans le quartier en veille active de Mon Paradis - Toulon



Mon Paradis (Toulon)

UNE PLUS FORTE FRÉQUENCE DE PAUVRETÉ AU NORD-OUEST DU PÉRIMÈTRE

Mon Paradis est un quartier jeune et familial. La taille moyenne des ménages est nettement supérieure à la moyenne des quartiers en veille active (2,41 contre 2,07 en moyenne dans les QVA). Seuls 32% des ménages sont constitués d'une personne vivant seule, la valeur pour l'ensemble des quartiers métropolitains en veille active étant de 42%. Les moins de 18 ans constituent 24% de la population et sont surreprésentés (21% dans les QVA de MTPM). À l'inverse, la proportion de personnes âgées de 65 ans ou plus est plutôt faible (19%).

Les ménages résidant dans le quartier sont 18% à présenter des revenus inférieurs au seuil de pauvreté. Cette valeur est inférieure à celle mesurée pour la commune (19%) et à la moyenne pour les QVA de la Métropole (19% également). Le revenu mensuel moyen par individu (1 700€) est inférieur à la valeur communale (1 764€).

Les indicateurs issus des données CAF amènent un autre éclairage : 23% des allocataires perçoivent le RSA, contre 17% dans les QVA de MTPM et 20% pour Toulon dans son ensemble. Les allocataires sont 31% à dépendre des prestations sociales pour la moitié ou plus de leur revenu, une valeur équivalente à la moyenne pour les quartiers en veille active et inférieure à celle pour la commune (34%).

Du fait de sa petite superficie, il est difficile de subdiviser le quartier en différents secteurs. Les revenus des ménages paraissent cependant plus faibles dans le nord-ouest du périmètre. Ainsi, dans le corridor couvrant notamment le groupe de logements sociaux Les Terrasses du Sud, la proportion des ménages en situation de pauvreté s'élève à 23%.

Les ménages en situation de pauvreté dans le quartier en veille active



NOTE DE SYNTHÈSE ACTIONS RÉALISÉES ABATTEMENT TFPB TOULON CV

ANNEES 2018-2019-2020-2021

Année(s) : 2018/2019/2020/2021 Ville : TOULON Quartier prioritaire : « Centre-Ville »

Organisme : ADOMA Nombre de logements dans le quartier : 54 Montant prévisionnel de l'abattement : 4241 € annuel

Bilan Qualitatif 2018

AXES	ACTIONS	BESOINS/CAUSES
Petits travaux d'amélioration de la qualité de service	Travaux de sécurisation (gestion des caves, digicodes, Vigik Sécurisation des accès (Fermes-Portes)	Dégradations des accès

Bilan Qualitatif 2019

AXES	ACTIONS	BESOINS/CAUSES
Petits travaux d'amélioration de la qualité de service	Reprise peintures, halls d'entrée, circulation RDC....	Dégradations anormales des entrées, vandalisme, remontées capillaires

Bilan Qualitatif 2020*

AXES	ACTIONS	BESOINS/CAUSES
Petits travaux d'amélioration de la qualité de service	Travaux de sécurisation (gestion des caves, digicodes, Vigik Sécurisation des accès (Fermes-Portes)	Dégradations des accès
Animation, lien social, vivre ensemble	Mise à disposition de locaux associatifs ou de service	Nécessité d'une médiation santé en faveur des publics en perte d'autonomie, d'accès aux soins...

* Les actions prévues dans le prévisionnel 2020 (Enlèvement Tags et Graffitis, Renforcement maintenance équipements et amélioration des délais d'interventions, Surcoût de remise en état des logements) ont été réorientées vers la préparation de la mise en place d'un opérateur pour la Médiation S

Bilan Qualitatif 2021

AXES	ACTIONS	BESOINS/CAUSES
Petits travaux d'amélioration de la qualité de service	Travaux de sécurisation (gestion des caves, digicodes, Vigik Sécurisation des accès (Fermes-Portes)	Dégradations des accès
Animation, lien social, vivre ensemble	Mise à disposition de locaux associatifs ou de service, Remise en état d'un local dédié à une association pour une action de médiation santé	Nécessité d'une médiation santé en faveur des publics en perte d'autonomie, d'accès aux soins, convention avec l'Association INTERMED effective

NOTE DE SYNTHESE : Prévisionnel 2022

Reliquat de 1823 €

AXES	Actions	Argumentaire	Diagnostic
Animation, lien social, vivre ensemble	Mise à disposition de locaux associatifs ou de services	Ancien local commercial mis à disposition de l'association INTERMED	Besoins d'accompagnement des résidents en matière d'accès aux soins, de perte d'autonomie
Petits travaux d'amélioration de la qualité de service (hors quartiers NPNRU)	Travaux de sécurisation (gestion des caves, digicodes, Vigik...)	Maintenir la sécurité des contrôles d'accès	Dégradations des dispositifs d'accès

Note de Synthèse Qualitative Abattement TFPB Adoma QPV Toulon 2018-2021

LOGIREM –
Bilan des actions réalisées depuis la mise en place de l'abattement
en 2016

Quartier prioritaire de la politique de la ville :
CENTRE VILLE - La Seyne/Mer - QP083009

1) QP083009 CENTRE VILLE

1 résidence : Rue Taylor – 7 logements – 2 locaux vacants en RDC - immeuble de centre-ville

Un abattement de 477 à 1149 euros.

Un immeuble de centre-ville de type maison de ville, sans extérieur, qui a bénéficié en 2021 d'une réhabilitation.

Le plus gros de l'abattement a été orienté vers la remise en état et la commercialisation des deux locaux vacants en pied d'immeuble, accompagnées par de l'accompagnement social des locataires, de la communication sur la valorisation des encombrants et la mise en œuvre de menus travaux.

LOGIREM –

Bilan des actions réalisées depuis la mise en place de l'abattement en 2016

Quartier prioritaire de la politique de la ville :

JONQUET LA BAUME GUYNEMER- Toulon - QP083017

CENTRE VILLE – Toulon – QP QP083016

Toulon : 2 QPV :

- 1) QP083016 CENTRE VILLE : 89 logements

Résidences : Amiral Courbet, Visitation, Fulcran Suchet, Courdouan, Lafayette

- 2) QP083017 JONQUET MAILLE GUYNEMER : 114 logements – 7 bâtiments

Résidence : La Baume

Deux QPV aux configurations différentes sur deux secteurs bien distincts de la ville de Toulon.

A. La Baume

Quartier excentré de l'ouest toulonnais, construit par Logirem en 1970.

314 habitants. 72% bénéficiaires de l'APL. 2.9 personnes par logement en moyenne.

Un patrimoine qui bénéficie depuis plusieurs années de réhabilitations successives (2014, 2018, 2023).

Un abattement de TFPB en 2016 de 25 614 euros, et de 28 290 euros en 2022.

Contenu synthétique de la programmation 2016-2022

Des actions essentiellement concentrées sur :

La **sécurité des équipements** : LOGIREM a mis en place des tours sécurité réguliers, visant à repérer le plus tôt possible les actes de vandalisme et à réagir rapidement pour prévenir et limiter les risques pour les personnes. Cette action curative s'est également accompagnée **d'actions de prévention, d'accompagnement social et de médiation** auprès des locataires.

LOGIREM pâtit également sur ce site des incivilités, qui engendrent un **sur-entretien** important. Ainsi, le nettoyage a été renforcé, avec la mise en place en parallèle d'actions coup de poing pour débarrasser encombrants, épaves, déchets jetés par les fenêtres.

Enfin, suite à la réhabilitation de 2018 et un travail mené en partenariat avec le Ville de Toulon et les associations de quartier, LOGIREM a mené plusieurs tentatives de **remise en état d'un local associatif**. A la fin des travaux, en 2019, celui-ci a été squatté et brûlé.

La mise en œuvre des actions

Les actions au fil des ans ont évolué mais toujours autour des axes principaux :

- Renforcement de la présence sur site,
- Nettoyage renforcé des parties communes intérieures mais surtout des espaces extérieurs (avec un phénomène massif de jets de déchets par les fenêtres) et de la berge, sur laquelle un risque d'accident est prépondérant si aucune action n'est réalisée.
- Actions de dératisation ponctuelles et traitement anti-fourmis conséquents
- Enlèvement d'encombrants, notamment sur les paliers et dans les gaines techniques mais aussi sur les espaces extérieurs et dans les locaux deux roues et ordures ménagères, pour limiter les risques d'incendie,
- Sécurité des biens. Nous sommes confrontés à de nombreuses dégradations des biens du fait de l'occupation illicite des lieux (vides sanitaires, halls, toitures, local), nécessitant de nombreuses interventions de réparation. A l'origine de ses dégradations, se côtoient des locataires mais aussi des personnes au-delà de notre responsabilité de bailleur et qui ne sont pas sensibles aux actions de prévention menées par les associations présentes dans le quartier.

Malgré le turn-over important des équipes de proximité, une présence ponctuelle mais régulière sur site a été assurée, avec notamment l'accompagnement de la cellule d'appui de LOGIREM, basée à Marseille, qui a assuré pendant de longs mois l'intérim ainsi que la formation des nouveaux collaborateurs.

Depuis 2019 et la fin de la deuxième tranche de réhabilitation, la société LOGIREM est restée attentive aux alertes émanant des habitants et des partenaires, rapportant de nombreux points de mécontentement relatifs notamment à l'état technique du parc.

Des réunions publiques ont été organisées en présence des équipes de proximité et/ou la Direction pour identifier les besoins et les attentes des locataires mais aussi rappeler les obligations de chacun en matière de propreté par exemple. Dans cette dynamique, LOGIREM est partie prenante depuis 2022 d'une expérimentation menée par l'USH pour lutter contre le jet de déchets par les fenêtres. En parallèle, une troisième tranche de réhabilitation va être menée en 2023. La programmation TFPB s'adaptera pour accompagner au mieux ces travaux et y adjoindre un volet social et une démarche de concertation.

Plus globalement, LOGIREM s'inscrit dans les temps forts menés sur le quartier du Grand Jonquet (Ex : quartiers d'été) et a noué un partenariat constructif avec des acteurs associatifs portant la parole des habitants (Amitiés Cité, LVP). Un des objectifs recherché est d'arriver à connecter les habitants à la ville, afin qu'ils ne soient pas des habitants de la Baume mais des habitants, des citoyens de Toulon.

Gouvernance et perspectives

Sur ce secteur, la programmation a été, pendant les premières années, travaillée conjointement sur site avec le délégué du Préfet, M. Francisco De-Oliveira et la chargée de développement de la politique de la Ville, Madame Martine Spehner. Les deux dernières années messieurs Turpin et Lebot ont pris la relève lors des COTECH organisés par la DDTM.

Sur l'année 2023, nous souhaiterions à nouveau avec les partenaires institutionnels travailler sur la remise en état et en location de la salle associative, avec l'intégration d'un chantier jeunes et d'une démarche concertée en amont avec les futurs preneurs.

B. Centre-Ville Toulon

Un abattement de TFPB en 2016 de 21 442 euros, et de 23 384 euros en 2022.

Résidences :

Amiral Courbet : 1980. 6 logements

10 habitants. 33% bénéficiaires de l'APL. 1.7 personnes par logement en moyenne.

Visitation : 1988. 32 logements

70 habitants. 33% bénéficiaires de l'APL. 2.5 personnes par logement en moyenne.

Fulcran Suchet : 1984. 33 logements

52 habitants. 55% bénéficiaires de l'APL. 1.6 personnes

Courdouan : 1900, rachat en 1984 par Logirem de l'immeuble. 6 logements

11 habitants. 83% bénéficiaires de l'APL. 1.8 personnes

Lafayette : 1988. 32 logements

70 habitants. 33% bénéficiaires de l'APL. 2.5 personnes

Si les premières années nous avons eu la validation par les partenaires institutionnels de faire de la fongibilité sur nos 2 QPV toulonnais. Depuis 2020, nous n'avons plus eu cette possibilité, rendant parfois la gestion de l'abattement plus complexe et moins cohérentes avec les besoins de chacun des territoires qui la composent.

Un patrimoine essentiellement en diffus, sur lequel il a été difficile d'engager des travaux extérieurs ou dans les parties communes à partir du moment où certains programmes sont rentrés en périmètre Anru.

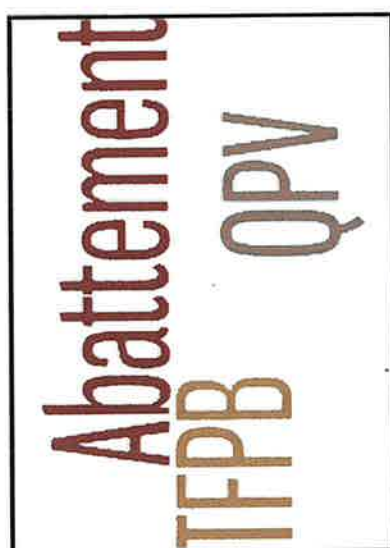
Un report important dû en partie à une position divergente entre La Ville de Toulon, Madame Geneviève LEVY et la DDTM. En effet, nous souhaitions avec l'aval de la Ville intégrer une dépense de travaux de sécurisation des stationnements de la Visitation dans la TFPB, mais action refusée en DDTM, tout comme les actions de travaux d'attente dans certaines résidences du diffus toulonnais. En effet, en 2022, plusieurs réhabilitations ont été lancées en travaux ou en étude, en dehors de la programmation NPNRU (Lafayette, Fulcran Suchet, 10 rue Courdouan).

Une dynamique de groupe est difficilement mise en place sur les patrimoines anciens par manque d'espace extérieur commun. Sur la Visitation, grâce au centre social et au conseil citoyen, nous commençons à intégrer des projets favorisant le mieux vivre ensemble sur cette résidence et espérons que cette dynamique profite aux autres résidences du quartier.

Des actions d'enlèvement d'encombrants, de dératisation sont régulièrement lancées et permettent de maintenir un état d'occupation serein créant une dynamique respectueuse de la part des habitants.



BILAN DES ACTIONS 2015/2022 MENEES DANS LE CADRE DE L'EXONERATION TFPB



T.F.P.B.

14/06/2022

SYNTHESE

Bilan des actions 2015/2022
menées dans le cadre de
l'exonération TFPB

SYNTHESE

SECTEUR EX TSH

Rédacteur D. Guengant ex-DG TSH

Préambule :

Le QPV du patrimoine Seynois rassemble 2808 logements et 42 locaux associatifs, soit plus de 2800 familles et près de 13000 habitants, représentant les 2/3 du patrimoine situé sur le territoire de la Seyne sur Mer.

La résidentialisation est achevée depuis 2020 et a permis de sectoriser distinctement plusieurs bâtiments et de clarifier les problématiques foncières du quartier.

Plus globalement dans le cadre de la convention, un diagnostic partagé sur le terrain a permis de déterminer des axes de priorité et de faire émerger des besoins pour lesquels un plan d'actions pluriannuel est déployé dès **2015 et jusqu'à 2022**, à savoir :

- **Améliorer la gestion des résidences** (propreté des parties communes, des extérieurs, travaux d'entretien et de réparations des vandalismes, stationnements anarchiques, réponse aux locataires, actions de désinsectisation et dératisation)
- **Contribuer à la tranquillité publique** (lutte contre les trafics, les squats, caméra video surveillance, enlèvement d'épaves, actions de médiation sociale)
- **Favoriser la participation des habitants** (sensibiliser à la propreté, aux économies d'énergie, appui aux animations d'actions dans le quartier, développer des espaces d'appropriation, mise à disposition de locaux associatifs)
- **Maintenir la qualité des espaces publics et leur nettoyage** (mise en œuvre de la collecte sélective, gestion des encombrants, dépôts sauvages, aires de jeux, réparations de dégradations)

On retrouve ces actions valorisées dans le cadre de la TFPB, ce sont, soit des actions spécifiques, soit du renforcement des moyens de gestion du droit commun.

Evolution des problématiques de gestion du patrimoine :

Malgré les efforts engagés par tous ceux qui agissent auprès des habitants des résidences de Berthe, beaucoup d'entre eux demeurent confrontés à des inégalités profondes et persistantes.

La pauvreté y est plus marquée et le niveau de vie plus faible que pour l'ensemble de la Métropole.

L'insertion professionnelle constitue également une problématique majeure. L'accès à l'emploi des habitants de ce territoire est plus difficile et les conditions de travail souvent plus précaires. Par ailleurs, à l'inverse de ce que l'on peut observer pour le revenu et la pauvreté, le chômage de longue durée est plus marqué pour les quartiers prioritaires seynois que pour leurs homologues métropolitains.

En outre, les familles monoparentales, structures familiales souvent plus fragiles, sont également plus nombreuses dans les QPV que dans l'ensemble de l'agglomération.

Enfin, sur le terrain de l'éducation, les inégalités peuvent être fortes entre le QPV seynois et le reste de l'agglomération.

Autrement dit les mêmes problématiques locatives et sociales perdurent (vandalisme, trafic de stupéfiants, squat de locaux communs,)

A noter que l'incivisme et le vandalisme et les dégradations sont sensiblement identiques à celui de 2017 sur certains secteurs en dépit d'une présence plus forte des forces de sécurité qui interviennent sur les locaux ou parties communes squattés par des jeunes, présentant des lieux de trafic régulier.

Points positifs :

La mobilisation et participation des habitants afin de favoriser l'inclusion sociale et la socialisation des personnes, ainsi que de permettre aux usagers de renforcer les liens sociaux et la cohésion sociale sont des axes fondamentaux développés au sein de l'ex-TSH et des services de Proximité Ville. L'importance est de considérer la parole et les demandes des habitants au sein de leur équipement de proximité.

La volonté de pouvoir donner une réponse adaptée aux préoccupations des familles en lien avec les partenaires associés (CAF, MDS, Mairie de la Seyne sur Mer,). La démarche atteste de la prise en compte des résultats de ce bilan. Les finalités de nos projets d'action sont toujours de maintenir une démarche participative et en direction des locataires à savoir un engagement renforcé de l'ex-Terres du Sud Habitat en lien avec le tissu associatif et la mise en œuvre d'action pour les publics du QPV.

Le bilan pluriannuel sur le territoire de l'ex-TSH

La TFPB a permis de réaliser des projets urbains, par la voie contractuelle, en associant l'État, les collectivités locales (ville de la Seyne sur Mer,...) et leurs partenaires. En effet le dispositif engage chaque partenaire signataire à mettre en œuvre des actions concertées pour améliorer la vie quotidienne des habitants dans les quartiers connaissant des difficultés, dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, de l'habitat et du cadre de vie, de la délinquance, de l'accès aux droits, de la santé.....**En tout état de cause, THM propriétaires de logement situés dans ou à proximité des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) peut, sous certaines conditions, bénéficier d'exonérations fiscales afin d'accélérer l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie dans ces quartiers.**

Sur la période 2015/2022, les objectifs fixés et contractualisés par THM (ex-TSH)ont été très largement atteints (plus de 7M€ ont été investis en direction des quartiers sur la période ciblée). (taux de réalisation aux alentours de 150% et plus) tant sur le QPV de Berthe & du centre-ville de la Seyne sur mer. Les actions se sont matérialisées à travers 8 axes d'intervention :

- ✓ l'organisation d'une présence de proximité adaptée au fonctionnement social du quartier ;
- ✓ la formation et le soutien au personnel de proximité dans la gestion des spécificités du patrimoine et des besoins des locataires ;
- ✓ l'adaptation des modes et rythmes d'entretien et de maintenance ;
- ✓ la gestion des déchets et des encombrants ;
- ✓ les dispositifs et les actions contribuant à la tranquillité résidentielle ;
- ✓ les actions favorisant la concertation et la sensibilisation des locataires ;
- ✓ les actions de développement social permettant de favoriser le vivre ensemble et le lien social ;
- ✓ les petits travaux d'amélioration du cadre de vie.
- ✓ Quelques actions très spécifiques (Médiation, /A titre expérimental des actions ont également été menées sur les QVA notamment de la Présentation afin d'éviter que la résidence ne se dégrade

Secteur THM

Rédacteur J. Vandebeulque DGA Pilotage

Préambule :

Pour le patrimoine de THM il faut distinguer deux périodes la première couvre 2005 à 2019 et la seconde 2020 à 2022.

Pour la première 4183 logements ont bénéficié des dispositions TFPB et à compter de 2020 le patrimoine seynois est venu « enrichir » le parc avec 2808 logements supplémentaires, c'est donc à l'issue de la fusion un patrimoine total de 6991 logements qui sont concernés.

Les observations générales sur la typologie des logements et les situations familiale et financière sont comparables sur le périmètre toulonnais à celui seynois.

Le bilan pluriannuel sur le territoire THM :

Comme le fait apparaître le tableau joint en annexe (synthèse par axe) la consommation des crédits a bien été réalisée sur l'ensemble des axes identifiées (8) lors de la signature de la convention.

Cependant, il faut noter des écarts significatifs sur le taux de réalisation pour plusieurs de ces axes.

Le sur-entretien ne bénéficie que d'un taux de 45%

La concertation et sensibilisation des locataires d'un taux de 32% et les petits travaux d'amélioration de 27%

Si le faible résultat sur l'axe « concertation » peut s'expliquer par les difficultés liées à la pandémie COVID-19, cela ne peut être le seul argument pour l'axe de « sur entretien » et celui des « petits travaux ».

Il s'agit pour le « sur entretien » d'un effort supplémentaire à mener tant la demande est importante par les locataires et pour le dernier d'une nécessaire redéfinition des travaux d'amélioration qui sont éligibles car là aussi la demande est importante et des actions sont menées mais non retenues à ce titre.

Enfin, on notera une évolution importante pour l'exercice 2021, liée à la prise en compte du patrimoine de TSH.

Au global, l'exonération TFPB est bien ventilée sur les axes prédéfinis, cependant une démarche plus collaborative pour la nouvelle convention devrait permettre une meilleure rationalisation des sommes engagées au profit des résidents.

Annexe

Synthèse par axes

Totaal												
Aan / Objecten	Voltooid 2005	Voltooid 2007	Voltooid 2008	Voltooid 2009	Voltooid 2010 Binnen 2010	Voltooid 2011 vóór mei 2011	Declarat. 2012	Voltooid 2013	2012 als realisatie Prestatie / realisatie	Part. de voltooien	Evolución en 2012 2006-2012	Evolución 2012- 2013 en %
Reconstrucción de la principal del personal de Industria que ocupó a personal de la Industria de la COT	75 535 46 6	95 355 46 4	1 4 231 32 4	25 539 46 4	25 362 46 4	142 535 30 0	1 25 754 32 4	325 21 46 4	75%	6%	32 439 31 6	1 25%
Reconstrucción del personal de Industria	6 113 23 6	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4	25 341 36 4	12 754 30 0	12 754 30 0	12 754 30 0	67%	1%	2 354 19 6	124%
Reconstrucción	12 754 35 4	12 125 35 4	25 445 33 4	25 341 36 4								

VAR HABITAT
ABATTEMENT TFPB 2015- 2022
BILAN QUALITATIF Métropole Toulon Provence Méditerranée

QPV	RESIDENCE	NB LOGEMENTS
LA FLORANE	LA CIGALIERE	51
GUYNEMER-JONQUET	LE GUYNEMER	122
VAL DES ROUGIERES	VAL DES ROUGIERES	831

Fort est de constater que quasiment tous les axes d'actions proposés dans la convention d'abattement de TFPB ont été mobilisés pendant la période.

Un développement un peu plus important des actions sur l'axe 7 Animation, lien social, vivre ensemble reste néanmoins à relever.

L'ensemble de ces axes de travail est un véritable levier pour améliorer le cadre de vie des habitants en QPV.

L'un des enjeux importants du dispositif est désormais d'arriver à se coordonner avec les actions de la politique de la ville. On constate depuis quelques temps une volonté commune de la part des acteurs locaux concernés de faire ensemble, de mutualiser les informations, les actions et les budgets.

**1. Renforcement de la présence du personnel de proximité :
Coordonnateur de la gestion de proximité**

Afin d'accompagner au mieux les agents de proximité mobilisés sur le quartier du Val des Rougières (gardiens et agents d'entretien), un agent à ½ temps a été mis en place afin de les coordonner. Il réalise et vérifie les plannings, contrôle les prestations, organise les remplacements si nécessaires, commande les produits, est à l'écoute de ces agents en cas de dysfonctionnement, etc.

3. Sur Entretien : Renforcement nettoyage

- Nettoyage complémentaire sur les espaces extérieurs et entretien des espaces verts.
- Décapage de halls

Actions menées sur divers QPV

3. Sur Entretien : Renforcement maintenance équipements et amélioration des délais d'intervention

Un agent à ½ temps est spécifiquement dédié au QPV du Val des Rougières. Il fait régulièrement le tour des parties communes des divers bâtiments et relève les dysfonctionnements. Il fait intervenir les entreprises adéquates en fonction des problématiques (ex : panne d'ascenseur). Il assure un suivi régulier afin d'être réactif et d'améliorer les délais d'intervention.

4. Gestion des déchets et encombrants

- Débarrassage de locaux communs très encombrés ainsi qu'une mise en décharge. Action renouvelée régulièrement car les locaux sont rapidement encombrés.
- Interventions également sur les abords de certains bâtiments suite à des incivilités (jets de couches, ordures, etc.)
- Afin de désengorger les locaux poubelles souvent surchargé d'encombrants, des passages supplémentaires de ramassage sont effectués en plus du ramassage classique organisée par la ville.

Actions menées sur divers QPV.

5. Tranquillité résidentielle

Dans le cadre de travaux de sécurisation, **mise en place d'une surveillance de chantier** sur le Guynemer pour que les entreprises puissent réaliser les travaux sans difficulté.

6. Concertation /sensibilisation des locataires : Enquête de besoins

Création, réalisation, diffusion et analyse d'enquête en fonction des besoins du territoire.

Une enquête a été menée en partenariat avec la ville de Hyères concernant les attentes des locataires sur le réaménagement du théâtre de verdure situé au cœur du quartier du Val des Rougières.

7. Animation, lien social, vivre ensemble : Accompagnement social

La conseillère en économie sociale et familiale fait un travail important de suivi au quotidien auprès des familles : dossiers suivi impayés, dossier borloo, veille sociale, suivi des troubles de voisinage, travail sur la sous-location, les BDF, la CCAPEX, les procédures d'expulsion.

Elle est également amenée à échanger et à participer à des réunions avec les autres partenaires sociaux.

Enfin, elle intervient aussi sur le traitement de la demande de logement et l'analyse et le suivi de l'occupation sociale.

Par ailleurs, dans le contexte sanitaire de l'année 2020, la conseillère a fait du lien avec les personnes âgées et/ou isolées. Des contacts téléphoniques ont été menés lors du 1^{er} et 2^{ème} confinement afin d'identifier les éventuels besoins de ces personnes et les orienter vers les services adéquats.

7. Animation, lien social, vivre ensemble : Mise à disposition de locaux associatifs

Afin de soutenir la dynamique associative, mise à disposition gracieuse, totale ou partielle, selon les sites, de locaux associatifs voire de logements déclassés temporairement.

7. Animation, lien social, vivre ensemble : Action d'insertion

➤ Chantiers éducatifs :

Des chantiers sont régulièrement menés en lien avec l'APS : remise en état d'un local commercial, de locaux associatifs et reprise de soubassements de bâtiments en peinture.

➤ Chantiers d'insertion :

Deux projets à venir sur 2022 :

- Un sur le QPV de la Florane : démolition et reconstruction du local poubelles sur un espace plus adapté.
- Un sur le QPV du Val des Rougières : nettoyage des parties communes de certains bâtiments

7. Animation, lien social, vivre ensemble : Soutien aux actions favorisant le vivre ensemble

- Participation au financement de **fêtes de quartier**
- Réalisation d'une **fresque murale** avec les jeunes du quartier, portée par l'association Arty Family : financement bailleur
- Financement **d'animations scientifiques** de l'association « Les petits débrouillards » en cofinancement (autres bailleurs, CAF, politique de la ville)
- Financement d'une action de **sensibilisation sur les écos-gestes, la gestion des déchets**. L'association Arty Family a mené un travail en collaboration avec une classe d'école primaire afin de customiser 9 containers poubelles à partir de dessins réalisés par les écoliers.
- Le conseil citoyen en lien avec Face Var est à l'initiative de la création d'un **journal de quartier**. Le bailleur soutient cette démarche et finance son impression.

8. Travaux d'amélioration du cadre de vie

- Résidentialisation avec la **mise en place d'une barrière** à l'entrée d'une résidence
- Actions sur **les parties communes intérieures** des immeubles :
 - **Changement des sols souples en carrelage** dans les parties communes.
Le carrelage donne une réelle plus value esthétique, visuelle et facilite de manière assez importante le nettoyage des parties communes.
 - **Application d'un revêtement mural**
Un test de revêtement mural a été réalisé en partie basse sur les parties communes d'un immeuble avec un résultat très positif tant du point de vue esthétique que pratique. En effet, le nettoyage se fait beaucoup plus facilement.
- Travail sur **la signalétique du quartier**
Un travail avec la ville, le conseil citoyen et le bailleur a été engagé afin de revoir la signalétique générale du quartier du Val des Rougières (nom et

numéro de voie, nom des bâtiments, poteaux indicateurs directionnels, plan de situation à l'entrée du quartier).

**V. FICHE D'EVALUATION ET DE SYNTHESE A RENSEIGNER PAR LE PORTEUR AU
DEPOT DU DOSSIER ET A RETOURNER AU PLUS TARD LE 12 DECEMBRE 2021**



CE DOCUMENT COMPREND 2 PARTIES :

BILAN 2021 ET DEMANDE 2022

Nom de l'Association :

Tel : **Mail :**

Intitulé de l'action :

.....
.....

Type de demande :

- ☐ **Demande en reconduction :** compléter les paragraphes : 1/ « Bilan 2021 » (*une demande en reconduction reprend obligatoirement le même objectif opérationnel*) et 2/ « Demande 2022 »
- ☐ **Action nouvelle :** compléter uniquement le paragraphe 2/ « Demande 2022 » (dans ce cas, supprimer la partie 1/ de cette fiche lors de la transmission des pièces)

1/

BILAN 2021

Une action reconduite doit faire l'objet d'une évaluation précise, permettant de mesurer la pertinence de son renouvellement qui sera transmis avec le dossier de demande.

Elle devra comprendre les renseignements obligatoires suivants :

- *le secteur de résidence des bénéficiaires de l'action,*
- *le nombre total de bénéficiaires et le nombre total de bénéficiaires issus de Quartiers Prioritaires Politique de la Ville (QPV) et de Quartiers de Veille Active (QVA)*
- *le nombre de femmes et le nombre d'hommes en QPV et QVA.*

Description de l'action :

.....
.....
.....
.....
.....

Contexte de l'action 2021 sur le(s) territoire(s) concerné(s) :

- Problématique(s) relevée(s) :

- Besoin(s) spécifique(s) identifié(s) :

Calendrier de l'action :

	PRÉVISIONNEL	RÉEL
Date de début et de fin		

Périodes de l'action	Jour (s)	Horaires	Lieu(x)

⇒ Si le calendrier initial n'a pu être respecté, expliquer pourquoi :

Rappel du BP 2021	Rappel Demande 2021 Contrat de Ville	Montants Attribués en 2021	
€	€	ETAT	€
		Commune	€
		TPM	€

Public reçu :

2021	Prévisionnel	Réalisé	Commentaires
Nombre de nouvelles entrées			
Nombre total de bénéficiaires			

Facteurs ayant une influence sur le taux de fréquentation (écarts constatés entre publics visés et publics effectivement touchés) :

Moyens humains / Intervenants effectifs de l’action :

Nom	Fonction	Diplôme/Compétence	Type de contrat / Bénévolat	Nombre d’ETP sur l’action

Les moyens humains ont-ils été suffisants pour chaque temps d’action : ☐ Oui ☐ Non, pourquoi :

Légende : QPV / Quartier Politique de la Ville – QVA / Quartier de Veille Active - Ne pas renseigner les cases grisées

OBLIGATOIRE : Nombre de bénéficiaires action 2021 en chiffres (pas de %)				
Secteur de résidence des bénéficiaires	Dont bénéficiaires QPV ou QVA	Dont Femmes QPV ou QVA	Dont Hommes QPV ou QVA	Nombre de bénéficiaires
Le Val des Rougières				
Centre-Ville				
Sous total bénéficiaires QPV Hyères Les Palmiers				
Les Maurels				
Les Bosquets / Biogarde				
Hyères Les Palmiers hors site en Contrat de Ville				
TOTAL HYERES LES PALMIERS				
Romain Rolland				
Sous total bénéficiaires QPV La Garde				
La Planquette				
La Garde hors site Contrat de Ville				
TOTAL LA GARDE				
Berthe				
Centre-Ville				
Sous total bénéficiaires QPV La Seyne sur Mer				
La Présentation				
La Seyne sur Mer hors site en Contrat de Ville				
TOTAL LA SEYNE SUR MER				
La Beaucaire				
Sainte Musse				
Le Jonquet - La Baume - Le Guynemer				
Centre-Ville				
Pontcanal				
Pont du Las - Rodeilhac				
La Florane				
Beaulieu - Sainte Marie				
Sous total bénéficiaires QPV Toulon				
Saint Jean du Var				
La Closerie				
Toulon hors site en Contrat de Ville				
TOTAL TOULON				
TOTAL 4 COMMUNES DU CDV				
Autres communes de la Métropole (une ligne par commune concernée)				
TOTAL toutes communes MTPM				

Lieu(x) de réalisation de l'action / Adresse(s) complète(s)

Compléments d'informations :

Tranches d'âges	total	dont femmes
0 – 5 ans		
6-11 ans		
12-17 ans		
18- 25 ans		
26-49 ans		
50 – 59 ans		
60 ans et +		

Indicateurs communs à tous les objectifs opérationnels

Indicateurs communs à toutes les thématiques pour cette action	Prévisionnel		Réalisé		Commentaires
	½ journée	Journée	½ journée	Journée	
Nombre (permanences, activités ou ateliers) d'ouverture par an					
Nombre (permanences, activités ou ateliers) d'ouverture par mois					
Nombre (permanences, activités ou ateliers) d'ouverture par semaine					
Nombre moyen de personnes présentes					

Indicateurs spécifiques à certains objectifs opérationnels

Indicateurs spécifiques à certains objectifs opérationnels	Prévisionnel	Réalisé	Commentaires
Capacité d'accueil ACM jour période scolaire			
Capacité d'accueil ACM jour vacances scolaires			
Nombre moyen enfant jour ACM hors période scolaire			
Nombre moyen enfant jour ACM vacances scolaires			
Nombre de familles monoparentales			
Nombre d'adhésions, licences, d'abonnements ou d'inscriptions (bibliothèques, clubs sportifs, centres de formation « Greta »...) suite à l'action			
Nombre de parcours culturels			
Nombre de DILF / DELF			

Indicateurs spécifiques au Pilier EMPLOI Développement Economique				
Sorties au 31 décembre 2021		Nombre de bénéficiaires issus de QPV	Nombre de bénéficiaires issus de QVA	HORS QPV ou QVA
Durables	CDI			
	CDD > 6 mois			
	Intérim > 6 mois			
	Création d'activité			
	Autres (Précisez)			
Transitions	CDD < 6 mois			
	Intérim < 6 mois			
	Contrats aidés			
	Autres (Précisez)			
Positives	Formation			
	Formation qualifiante			
	CDD Insertion			
	Autres (Précisez)			
Orientations vers un partenaire :				
Pôle emploi				
Mission locale				
Autre (précisez)				
Ruptures / abandons				
Autres (Précisez)				
En cours d'accompagnement au 1 ^{er} janvier 2022 (prévisionnel)				

1/2

Partenaires de l'action (ex : prescripteurs, associations, intervenants...): ☐ Non ☐ Oui, lesquels :

Impact de l'action sur le(s) public(s) et le(s) territoire(s) concerné(s) : (exemples : mobilisation du public, partenariats prévus, financements escomptés, moyens humains et matériels, évolution du territoire, crise sanitaire COVID-19...) :

☐ Points forts :

☐ Difficultés rencontrées :

☐ Informations complémentaires sur l'action 2021 :

Cochez la (les) communes(s) concernée(s) par votre action 2022 :

☐ Toulon ☐ La Seyne sur Mer ☐ La Garde ☐ Hyères

Indiquer le pilier et le volet thématique dans lequel s'inscrit votre action (un seul par action) :

☐ Cohésion Sociale (pilier 1) :

☐ Éducation

☐ Santé

☐ Développement social

☐ La prévention de la délinquance

☐ Le Cadre de vie et le Renouvellement urbain (pilier 2) :

☐ Le cadre de vie

☐ L'Emploi et le Développement économique (pilier 3) :

☐ L'emploi

☐ Le développement économique

☐ Le Programme « Ville Vie Vacances »

Indiquer l'orientation stratégique dans lequel s'inscrit votre action (= se référer à l'Appel à Projet pages 9 à 20) :

N°

Intitulé :

Votre orientation stratégique est unique

En cas de reconduction l'orientation stratégique doit être identique

(Exemple : Orientation stratégique n° 3-1-1 : Sécuriser les parcours des demandeurs d'emploi à travers des pratiques innovantes et renforcées)

Indiquer si votre action concourt à répondre, à un ou plusieurs de ces objectifs transversaux dans les Quartiers Prioritaires Politique de la Ville :

☐ Non

☐ Oui, lesquels :

☐ À la jeunesse

☐ À la lutte contre les discriminations

☐ À l'égalité femmes/hommes

☐ À la participation des habitants

☐ À la laïcité et aux valeurs de la République

Déposez-vous d'autres demandes de subvention en Contrat de Ville pour 2022 :

☐ Non

☐ Oui

Si oui merci de préciser le nombre de demandes et leur intitulé :

.....

Descriptif synthétique de l'action menée :

Besoins repérés : ☐ Non

☐ Oui, lesquels :

Quelles sont les éventuelles modifications apportées au projet 2021 (évolution des orientations, pistes d'amélioration à mettre en œuvre...) ?

Votre demande financière a-t-elle évolué ? : ☐ Non

☐ Oui, pourquoi :

⇒ Calendrier prévisionnel de l'action : du au

Périodes de l'action	Jour (s)	Horaires	Lieu(x)

Budget Prévisionnel du projet 2022	Demande 2022 au Contrat de Ville
€	€

Légende : QPV / Quartier Politique de la Ville – QVA / Quartier de Veille Active - Ne pas renseigner les cases grisées

OBLIGATOIRE : Nombre prévisionnel de bénéficiaires action 2012 en chiffres (par site)				
Secteur de résidence des bénéficiaires	Dont bénéficiaires QPV ou QVA	Dont Femmes QPV ou QVA	Dont Hommes QPV ou QVA	Nombre de bénéficiaires
Le Val des Rougières				
Centre-Ville				
Sous total bénéficiaires QPV Hyères Les Palmiers				
Les Maurels				
Les Bosquets / Blocarde				
Hyères Les Palmiers hors site en Contrat de Ville				
TOTAL HYERES LES PALMIERS				
Romain Rolland				
Sous total bénéficiaires QPV La Garde				
La Planquette				
La Garde hors site Contrat de Ville				
TOTAL LA GARDE				
Berthe				
Centre-Ville				
Sous total bénéficiaires QPV La Seyne sur Mer				
La Présentation				
La Seyne sur Mer hors site en Contrat de Ville				
TOTAL LA SEYNE SUR MER				
La Beaucaire				
Sainte Musse				
Le Jonquet - La Baume - Le Guynemer				
Centre-Ville				
Pontcarraf				
Pont du Las Rodeilhac				
La Florane				
Beaulieu - Sainte Marie				
Sous total bénéficiaires QPV Toulon				
Saint Jean du Var				
La Closerie				
Toulon hors site en Contrat de Ville				
TOTAL TOULON				
TOTAL 4 COMMUNES DU CDV				
Autres communes de la Métropole (une ligne par commune concernée)				
TOTAL toutes communes MTPM				

Lieu(x) de réalisation de l'action / Adresse(s) complète(s)






En fonction de l'orientation stratégique merci de préciser les indicateurs suivants :

Indicateurs communs à toutes les thématiques pour cette action	Prévisionnel		Commentaires
	½ journée	Journée	
Nombre (permanences, activités ou ateliers) d'ouverture par an			
Nombre (permanences, activités ou ateliers) d'ouverture par mois			
Nombre (permanences, activités ou ateliers) d'ouverture par semaine			
Nombre moyen de personnes présentes			

Indicateurs spécifiques à certains objectifs opérationnels

Indicateurs spécifiques à certains objectifs opérationnels	Prévisionnel	Commentaires
Capacité d'accueil ACM jour période scolaire		
Capacité d'accueil ACM jour vacances scolaires		
Nombre moyen enfant jour ACM hors période scolaire		
Nombre moyen enfant jour ACM vacances scolaires		
Nombre de familles monoparentales		
Nombre d'adhésions, licences, d'abonnements ou d'inscriptions (bibliothèques, clubs sportifs, centres de formation « Greta »...) suite à l'action		
Nombre de parcours culturels		
Nombre de DILF / DELF		

Partenaires de l'action (ex : prescripteurs, associations, intervenants...): ☐ Non ☐ Oui, lesquels :

.....

Informations prévisionnelles complémentaires :

.....